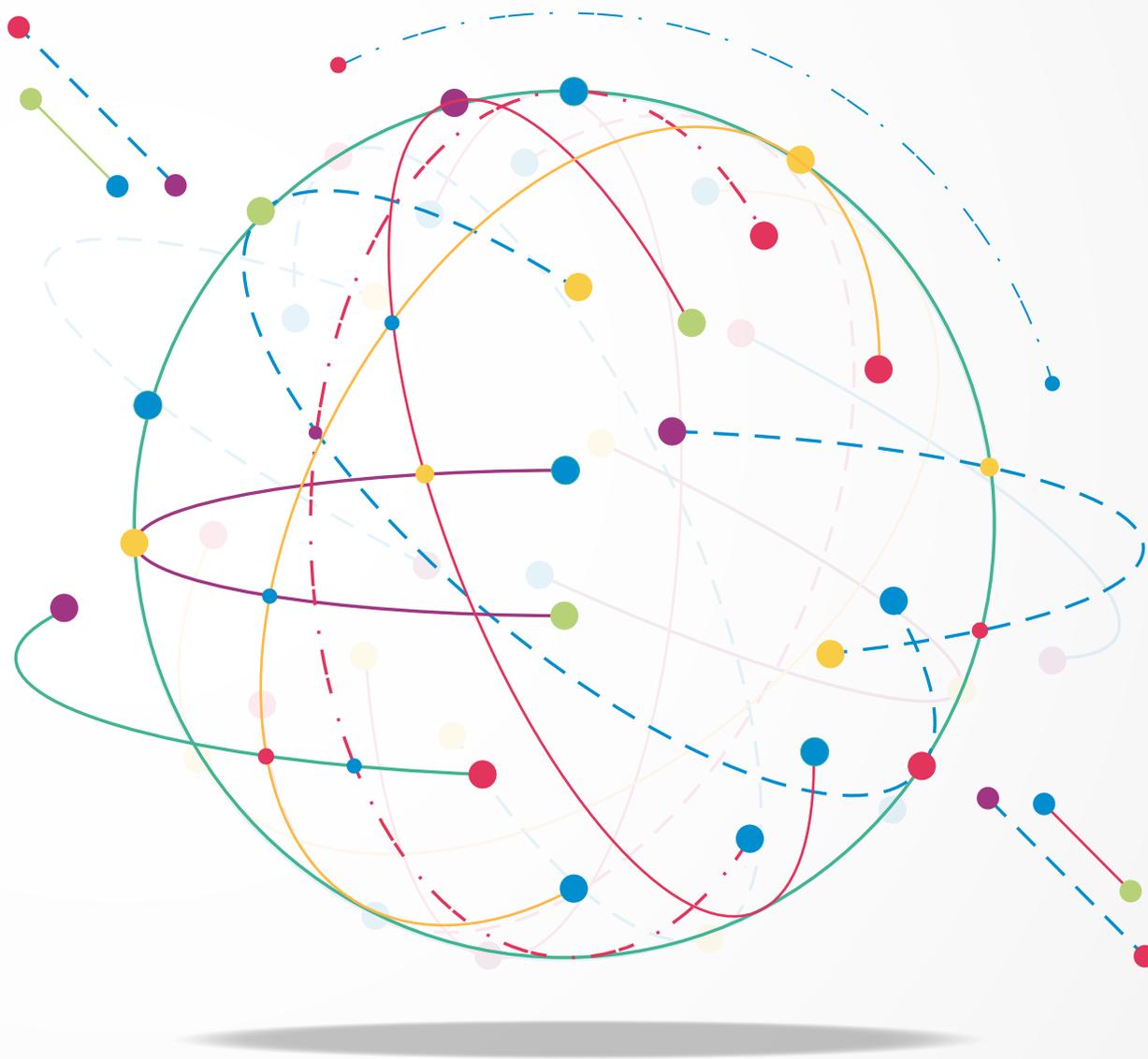


RAPPORT STATISTIQUE
EXERCICE 2019

**MOBILITÉ
INTERNATIONALE**
LES DONNÉES DE
LA PROTECTION
SOCIALE



ISSN 2742-4723 (en ligne)

ISSN 2742-8958 (imprimé)

Directeur de la publication : Armelle Beunardeau

Réalisation : Direction des Études Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

Création graphique : Agence Bolivie - www.agence-bolivie.fr



RAPPORT STATISTIQUE
EXERCICE 2019

MOBILITÉ INTERNATIONALE

LES DONNÉES DE LA PROTECTION SOCIALE

Avant-propos

Quel est l'objet du présent rapport statistique que le CLEISS publie depuis 1969 ? (Champ, thématiques et méthodes)

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsqu'elles passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États ; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

73 pays et territoires sont visés par les accords internationaux de sécurité sociale

Pour favoriser cette mobilité internationale, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- **Les règlements européens n° 883/2004 et n° 987/2009** applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse ;
- **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des États, essentiellement extra-européens, et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

A noter : contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques relevant de la protection sociale, le contenu des accords bilatéraux n'est pas uniforme ; le champ des droits qu'ils couvrent est moins large que celui des règlements européens.

Le champ des bénéficiaires concernés est très large à la mesure de l'universalisation de la protection sociale

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des collectivités d'outre-mer ne relevant pas des décrets de coordination concernés, le champ des bénéficiaires est très large :

- l'ensemble des citoyens et ressortissants de l'UE-EEE-Suisse,
- les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres, ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants ;
- et également les ressortissants d'États tiers, uniquement dans les relations entre les États membres de l'UE, à l'exception du Danemark et du Royaume-Uni (sauf, pour ce dernier, application du règlement CEE 1408/71 et 574/72).

Au contraire, le champ des bénéficiaires des conventions bilatérales et décrets de coordination est généralement limité aux ressortissants de l'une ou l'autre des parties, qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'autre partie.

Des thématiques variées : flux financiers, contexte migratoire et législation applicable (détachement et pluriactivité)

- En matière de **paiements de prestations** : les remboursements de soins de santé (et les contrôles médicaux), les prestations en espèces d'assurance maladie-maternité et/ou paternité et d'accidents du travail et maladies professionnelles, les prestations familiales, les pensions, rentes et allocations et les prestations chômage versées dans le cadre de la mobilité internationale des assurés.
- En matière de **législation applicable, détachement et pluriactivité des travailleurs** : concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données du régime général et procède plus

largement depuis plus d'une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par d'autres organismes de protection sociale français (MSA et RATP). Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse**.

Depuis cinq ans, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France : on parle alors de **détachements ou de pluriactivité* « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France**. Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale), et complétées, pour quelques pays, par les données collectées via la base de données du Cleiss. En matière de pluriactivité*, les données ne sont pas disponibles selon une ventilation par pays d'accueil. Afin de mesurer ce phénomène, une analyse globale est réalisée pour les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays bénéficiant de conventions bilatérales, les territoires avec décrets de coordination ou dans le cadre des dispositions spécifiques du code de la sécurité sociale.

- Dans le cadre de la réciprocité des accords : **les flux financiers en matière de pensions** de vieillesse et d'invalidité, en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France.
- Les **mouvements migratoires** : informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Cette information permet d'éclairer le lecteur sur le contexte de la mobilité internationale et son évolution.

* Pour la définition de ces notions juridiques, voir plus spécifiquement la partie 5 (Législation applicable)

Le présent rapport vise à documenter ces thématiques en apportant des éléments chiffrés récents et des perspectives pluriannuelles

En application du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements de l'Union Européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger au titre de la protection sociale.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss qui les compile et vérifie leur cohérence.

AVERTISSEMENT :

Les évolutions des systèmes d'information qui ont été menées par la Cnaf, l'Agirc-Arrco (y compris la fusion des deux régimes au 1^{er} janvier 2019) et la Cnav ont rendu, tout au long de l'année, la collecte des données 2019 complexe. Cela s'est traduit par des remontées statistiques au Cleiss, parfois tardives ou partielles (voir les notes pages suivantes et signalées dans les parties 2 et 3).

NOUVEAUTÉ 2019 :

Les allocations des retraites complémentaires de la partie 3 – Rentés, pensions et allocations – ont été complétées par les données des professionnels libéraux (hors avocats) transmises par la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL).

Cette nouveauté manifeste la volonté du Cleiss d'approfondir les travaux qu'il conduit en matière statistique en apportant une plus large information et en procédant à des nouveaux traitements de données.

POUR INFORMATION :

> Pour toute demande relative à notre publication

Contactez : defs@cleiss.fr

> Pour toute autre information
Consultez le site du Cleiss :
www.cleiss.fr

SOMMAIRE GÉNÉRAL

| | |
|---------------------------|----------|
| INTRODUCTION | 4 |
|---------------------------|----------|

PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

| | |
|---|-----------|
| Les créances et les dettes présentées | 14 |
| Les remboursements des dépenses de santé | 21 |
| ... par la France..... | 21 |
| ... dans le cadre de la coordination..... | 35 |
| Incapacité temporaire | 45 |

PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

| | |
|-------------------------------------|-----------|
| Synthèse | 56 |
| Règlements européens | 58 |
| Accords internationaux | 62 |

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

| | |
|-------------------------------------|------------|
| Avant-propos | 68 |
| Synthèse | 69 |
| Règlements européens | 71 |
| Accords internationaux | 88 |
| Pays hors conventions | 105 |

PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Règlements européens | 108 |
|-----------------------------------|------------|

PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

| | |
|-------------------------------------|------------|
| Avant-propos | 112 |
| Règlements européens | 118 |
| Accords internationaux | 129 |
| Pays hors conventions | 131 |

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER > FRANCE

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Règlements européens | 136 |
|-----------------------------------|------------|

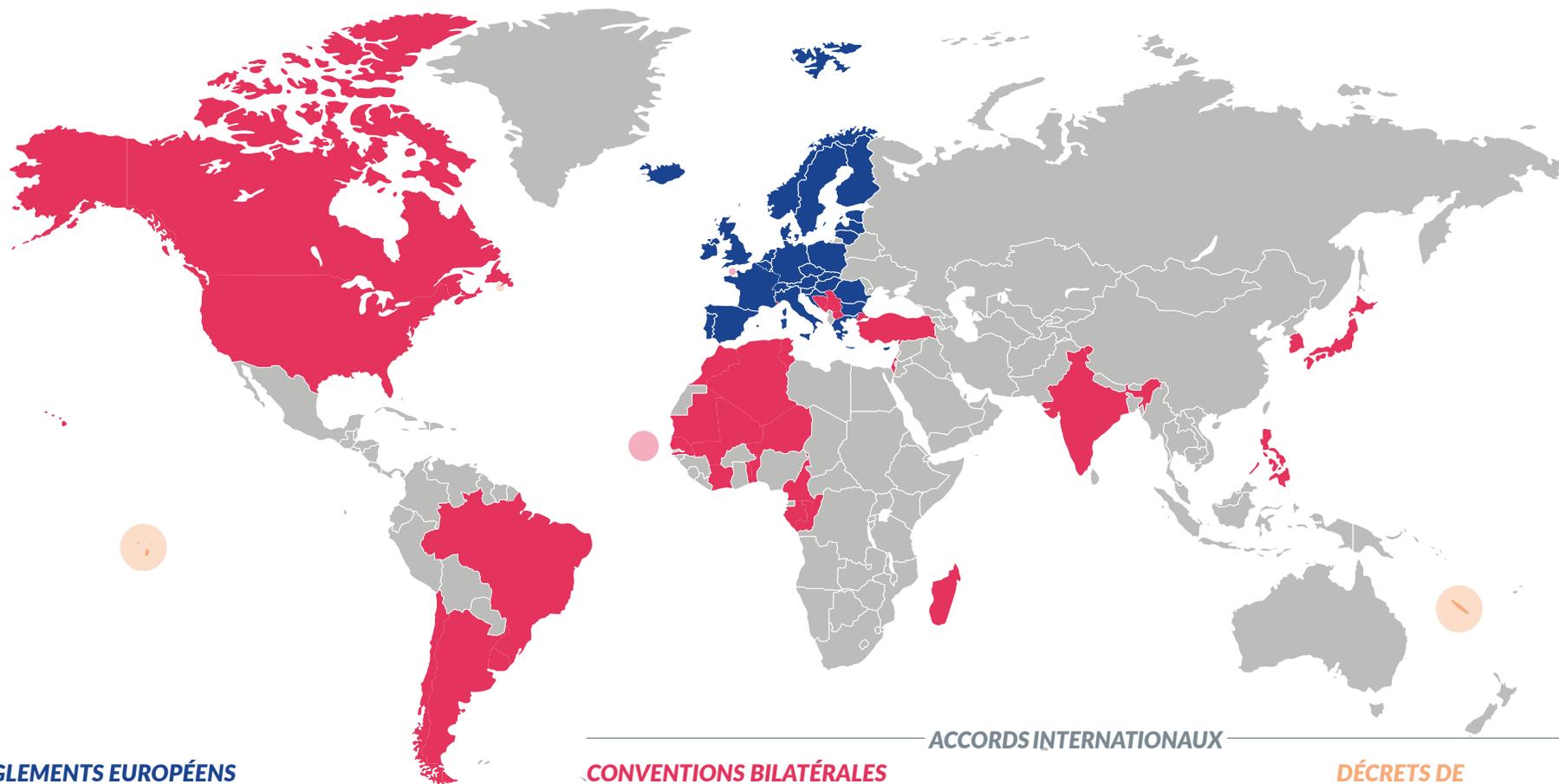
PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

| | |
|--|------------|
| Les travailleurs étrangers entrés en France | 140 |
| Immigration familiale | 146 |
| Les Français à l'étranger | 150 |

| | |
|-----------------------------------|------------|
| GLOSSAIRE ET SOURCES | 158 |
|-----------------------------------|------------|



INTRODUCTION

Les accords de sécurité sociale signés par le France dans le monde**RÈGLEMENTS EUROPÉENS**

- Allemagne
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Chypre
- Croatie
- Danemark
- Espagne
- Estonie
- Finlande
- France
- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Italie
- Lettonie
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République-tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Slovaquie
- Slovénie
- Suède
- Suisse

CONVENTIONS BILATÉRALES

- Algérie
- Andorre
- Argentine
- Bénin
- Bosnie-Herzégovine
- Brésil
- Cameroun
- Canada
- Cap-Vert
- Chili
- Congo (Brazzaville / Rep. du)
- Corée du Sud
- Côte D'ivoire
- États-Unis
- Gabon
- Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou
- Inde
- Israël
- Japon
- Jersey
- Kosovo
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Mali
- Maroc
- Mauritanie
- Monaco
- Monténégro
- Niger
- Philippines
- Québec
- Saint-Marin
- Sénégal
- Serbie
- Togo
- Tunisie
- Turquie
- Uruguay

ACCORDS INTERNATIONAUX**DÉCRETS DE COORDINATION**

- Nouvelle-Calédonie
- Polynésie française
- Saint-Pierre-Et-Miquelon

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (1/4)

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | OBSERVATIONS |
|------------------------------------|---|--------------------------|--|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------|--|---|--|---|
| | | | Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | |
| | | | | Famille des travailleurs (1) | Séjour temporaire (2) | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché (3) | | | | | |
| I - RÈGLEMENTS EUROPÉENS | | | | | | | | | | | | | |
| Union Européenne | Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009 | 01/05/2010 | oui | oui | T et F | oui | oui | oui | oui | oui* | oui | Exportation de certaines prestations familiales françaises | * Choix effectué par chaque institution compétente |
| Islande | | 01/06/2012 | | | | | | | | | | | |
| Norvège | | 01/06/2012 | | | | | | | | | | | |
| Liechtenstein | | 01/06/2012 | | | | | | | | | | | |
| + Suisse | | 01/04/2012 | | | | | | | | | | | |
| II - ACCORDS INTERNATIONAUX | | | | | | | | | | | | | |
| A - Conventions bilatérales | | | | | | | | | | | | | |
| Algérie | Convention générale du 01/10/1980 | 01/02/1982 | oui | oui | T.F.A | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Participation | |
| Andorre | Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000 | 01/06/2003 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention* | * Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux |
| Argentine | Convention du 22/09/2008 | 01/11/2012 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 6 à 10 de la convention* | * Les personnels navigants des entreprises de transports aériens, les gens de mer, les personnes employées par l'Etat, personnels diplomatiques et consulaires |
| Bénin | Convention générale et protocole n° 1 du 06/11/1979 | 01/09/1981 | oui* | non | oui* | oui** | non | oui*** | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Bosnie- Herzégovine | Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 (4) | 04/12/2003 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Bésil | Accord de sécurité sociale du 15/12/2011 | 01/09/2014 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 8 à 12 de la convention* | * Les personnels roulants ou navigants des entreprises de transports internationaux, les gens de mer, les fonctionnaires et membres des missions diplomatiques et consulaires |
| Cameroun | Convention générale du 05/11/1990 | 01/03/1992 | oui* | non | non | oui* | non | oui** | oui | oui | oui | AF du pays de résidence | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur |
| Canada | Accord du 09/02/1979 | 01/03/1981 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 7 et 9 de la convention* | * Les travailleurs des entreprises publiques ou privées des transports internationaux non maritimes |
| Cap-Vert | Convention générale du 15/01/1980 | 01/04/1983 | oui | oui | T.F.A | oui | non | oui* | oui | oui | oui | Participation | * Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation. |

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (2/4)

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | OBSERVATIONS | |
|-------------------|---|--------------------------|--|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------|--|---|---|--|--|
| | | | Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | | |
| | | | | Famille des travailleurs (1) | Séjour temporaire (2) | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché (3) | | | | | | |
| Chili | Convention générale du 26/06/1999 | 01/09/2001 | non | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| Congo Brazzaville | Convention générale et protocole n° 1 du 11/02/1987 | 01/06/1988 | oui* | non | non | oui** | non | oui*** | oui | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Corée du Sud | Accord du 06/12/2004 | 01/06/2007 | non | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | En faveur des travailleurs détachés visés aux articles 8 et 9 de la convention | |
| Côte d'Ivoire | Convention générale et protocole n° 1 du 16/01/1985 | 01/01/1987 | oui* | non | non | oui** | non | non | non | non | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire |
| États-Unis | Accord du 02/03/1987 | 01/07/1988 | non | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | non | |
| Gabon | Accord du 02/10/1980 | 01/02/1983 | oui | oui | T.F.A. | oui | non | oui* | oui | oui | oui | oui | Participation | * Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation |
| Guernesey | Convention franco- britannique du 10/07/1956 | 01/05/1958 | oui | oui | T et F* | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi | * Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois) |
| | Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979 | 12/05/1980 | | | | | | | | | | | | |
| Inde | Accord du 30/09/2008 | 01/07/2011 | non | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | En faveur des travailleurs détachés visés à l'article 8 de la convention | |
| Israël | Convention du 17/12/1965 | 01/10/1966 | oui* | non | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | * Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël. |
| Japon | Accord du 25/02/2005 | 01/06/2007 | non | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | En faveur des travailleurs détachés visés à l'article 6 de la convention | |
| Jersey | Convention franco- britannique du 10/07/1956 | 01/05/1958 | oui | oui | T et F* | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi | * Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois) |
| | Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979 | 12/05/1980 | | | | | | | | | | | | |
| Kosovo | Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 (5) | 06/02/2013 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Macédoine du Nord | Echanges de lettres en 1995 (6) | 14/12/1995 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de familles (I.C.F.) | |

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (3/4)

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | OBSERVATIONS |
|-------------|---|--------------------------|--|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------|--|---|--|--|
| | | | Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | |
| | | | | Famille des travailleurs (1) | Séjour temporaire (2) | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché (3) | | | | | |
| Madagascar | Convention et protocole du 08/05/1967 | 01/03/1968 | non | non | non | oui* | non | non | non | pas visé | oui | Participation | * Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar. |
| Mali | Convention générale du 12/06/1979 | 01/06/1983 | oui | oui | T.F.A.* | oui | non | oui** | non | oui | oui | Participation | * Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation. |
| Maroc | Convention générale du 22/10/2007 | 01/07/2011 | oui | oui | T.F.A. | oui | non | oui* | oui | oui | oui | Allocations transférables | *Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Mauritanie | Convention générale et protocole du 22/07/1965 | 01/02/1967 | non | non | non | oui* | non | non | oui | oui | oui | Participation | *Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie. |
| Monaco | Convention générale du 28/02/1952 | 01/04/1954 | oui | oui | T et F | oui | oui | oui* | oui | oui | oui | Transfert des AF du pays d'emploi | *Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur |
| Monténégro | Accord du 26 mars 2003 (7) | 26/03/2003 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Niger | Convention générale et protocole du 28/03/1973 | 01/11/1974 | oui* | non | T* | oui** | non | oui | oui | oui | oui | Participation | *Uniquement pour l'assurance maternité. **En cas de maladie dans le sens France-Niger |
| Philippines | Convention générale du 07/02/1990 | 01/11/1994 | oui | non | non | non | non | oui* | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 6 a et 6 b de la convention** | *Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur **Les personnels navigants des entreprises publiques ou privées des transports aériens internationaux |
| Québec | Entente du 17/12/2003 | 01/12/2006 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 7, 8, 12 et 13 de la convention* | * Les emplois d'Etat |
| Saint-Marin | Convention générale du 12/07/1949 | 01/01/1951 | oui | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| Sénégal | Convention et protocole n° 1 du 29/03/1974 | 01/09/1976 | oui* | non | non | oui** | non | oui*** | non | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal *** Travailleur français détaché au Sénégal. |
| Serbie | Accord du 26 mars 2003 (7) | 26/03/2003 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Togo | Convention générale et protocole n° 1 du 07/12/1971 | 01/07/1973 | oui* | non | T* | oui** | non | oui | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo. |

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (4/4)

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | OBSERVATIONS | |
|------------------------------------|--|--------------------------|--|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------|--|---|---|--|---|
| | | | Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | | |
| | | | | Famille des travailleurs (1) | Séjour temporaire (2) | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché (3) | | | | | | |
| Tunisie | Convention générale du 26/06/2003 | 01/04/2007 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays. |
| Turquie | Convention générale du 20/01/1972 | 01/08/1973 | oui | oui | T | oui | oui | oui* | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de familles (I.C.F.) | * Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation. |
| Uruguay | Accord de sécurité sociale du 06/12/2010 | 01/07/2014 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 8 à 12 de la convention* | * Les personnels roulants ou navigants des entreprises de transports internationaux, les gens de mer, les fonctionnaires et membres des missions diplomatiques et consulaires |
| B - Décrets de coordination | | | | | | | | | | | | | | |
| Nouvelle-Calédonie | Accord du 09/11/2002 | 01/12/2002 | oui | oui | T et F | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du territoire de résidence | |
| Polynésie française | Accord du 26/12/1994 | 01/01/1995 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du territoire de résidence | |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | Accord du 10/05/2011 | 01/06/2011 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du territoire de résidence | |

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec) à l'exception des Règlements européens

(3) Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Echange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

(6) Echange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine du Nord relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB :

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée du sud, Etats-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés. Les règlements européens 883/2004 et 987/2009 s'appliquent aussi bien aux salariés et non-salariés.

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2019 se présente en sept parties :

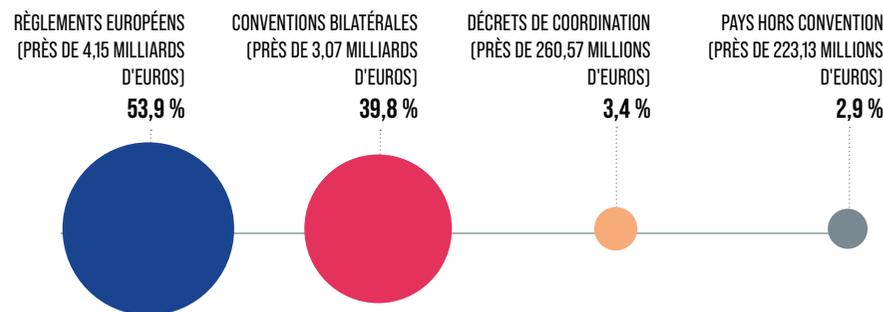
- les soins de santé et les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP ;
- les prestations familiales ;
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès, ainsi que les allocations de retraites complémentaires ;
- l'assurance chômage ;
- la législation applicable : Détachements de travailleurs, pluriactivité, accords exceptionnels ;
- les flux financiers étranger > France : données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens ;
- les mouvements migratoires.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2019 du présent rapport, le Cleiss a collecté, contrôlé puis consolidé les données en provenance des organismes suivants :

- Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS), Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) et Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) pour le compte de la CNAM (Caisse nationale de l'assurance maladie);
- Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au travail (Carsat) pour le compte de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (CNAV),
- Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) ;
- Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le compte de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) ;
- Caisse des Dépôts - Retraite des Mines ;
- GIE AGIRC-ARRCO (Retraite complémentaire) ;
- Établissement National des Invalides de la Marine (Enim) ;
- Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN) ;
- Caisses des Professions Libérales ;
- Pôle emploi - Unédic ;
- Les régimes spéciaux, dont : Banque de France, Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes (Cavimac), Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires (CRPCEN), Caisse Nationale des Industries Electriques et gazières (CNIEG), Caisse de Retraite des Personnels de l'Opéra National de Paris, Caisse de Retraite du Personnel de la Comédie Française, RATP et SNCF.

Répartition des paiements réalisés par la France en 2019



Depuis 10 ans, ces montants payés par la France évoluent de façon faible mais continue, d'environ 2% par an. Ainsi en 2010, la France versait 6,4 Mds € vers l'étranger (+1,26 Mds € en 10 ans). Les pensions de retraite (vieillesse de base et retraite complémentaire) représentent toujours la plus grande part des transferts, compris annuellement entre 5,7 et 6,6 Mds € pendant toute la dernière décennie, en hausse de 1,5% par an en moyenne. La répartition par type d'accord est quasi identique à celle des années précédentes.

Dans les pages suivantes, figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.



Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

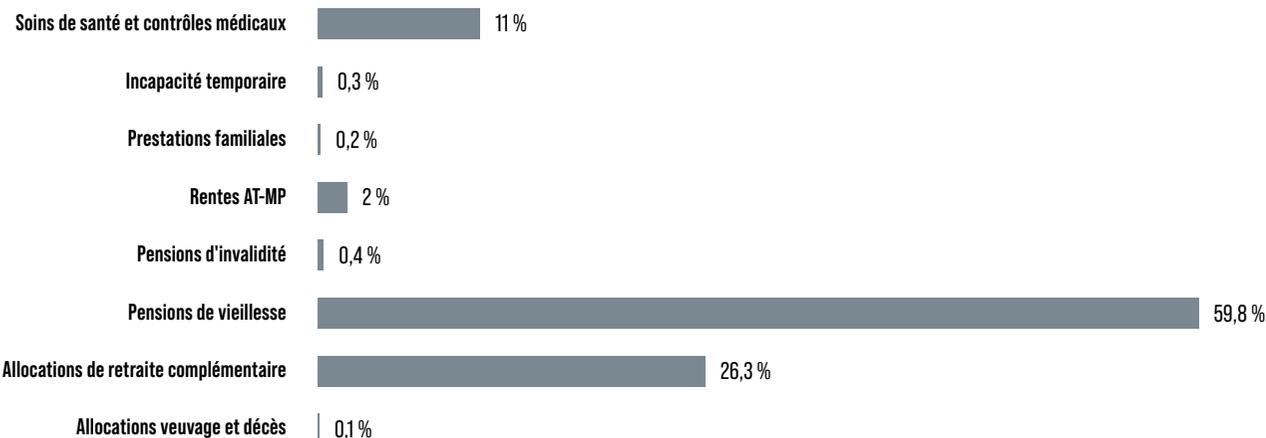
| Type d'accord | Soins de santé et contrôles médicaux ⁽¹⁾ | Incapacité temporaire | Prestations familiales | Rentes AT-MP | Pensions d'invalidité | Pensions de vieillesse | Allocations de retraite complémentaire ⁽²⁾ | Allocations veuvage ⁽³⁾ et décès | TOTAL | % |
|-------------------------|---|-----------------------|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|---|---|----------------------|---------------|
| Règlements Européens | 650 217 922 | 16 625 774 | 10 684 733 | 81 928 840 | 21 300 573 | 2 306 563 584 | 1 059 460 585 | 538 970 | 4 147 320 982 | 53,88 |
| Conventions Bilatérales | 100 935 644 | 3 830 538 | 4 713 816 | 69 204 259 | 4 769 618 | 2 156 877 950 | 722 681 387 | 3 960 603 | 3 066 973 816 | 39,84 |
| Décrets de coordination | 83 901 205 | 51 032 | 0 | 31 587 | 83 857 | 32 185 864 | 144 309 499 | 3 450 | 260 566 494 | 3,38 |
| Pays hors conventions | 9 411 762 | 163 702 | | 2 246 181 | 1 382 505 | 108 621 282 | 101 263 313 | 30 939 | 223 119 684 | 2,90 |
| Total 2019 | 844 466 533 | 20 671 047 | 15 405 746 | 153 410 867 | 27 536 552 | 4 604 248 681 | 2 027 714 783 | 4 533 963 | 7 697 988 172 | 100,00 |
| Total 2018 | 813 777 337 | 18 728 446 | 17 363 479 | 158 923 232 | 27 259 598 | 4 652 526 643 | 1 910 372 072 | 9 471 253 | 7 608 422 060 | |
| % d'évolution | 3,77 | 10,37 | -11,28 | -3,47 | 1,02 | -1,04 | 6,14 | -52,13 | 1,18 | |

¹ Le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2019 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 511,97 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). A titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2018 était de plus de 514,17 millions d'euros.

² Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.

³ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019 pour la 3^{ème} année consécutive, car son outil de gestion déployé en 2017 ne peut, pour l'heure, tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Gleiss.

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2019



En 2019, près de 7,7 milliards d'euros ont été payés par la France en application des accords internationaux de sécurité sociale dont elle est partie ou de sa propre législation nationale, soit une augmentation de 89,6 millions d'euros par rapport à 2018 (+ 1,18%). Cette hausse des paiements français est principalement due aux soins de santé (+ 30,7 millions d'euros) et aux allocations de retraite complémentaire (+ 117,3 millions d'euros - voir également renvoi 2 ci-dessus) dont les données ont été complétées pour la première fois par celles des Professions Libérales (+ 46,5 millions d'euros). A l'inverse, sont portées en diminution du solde les prestations familiales, les rentes AT-MP, les pensions de vieillesse et les allocations de veuvage et de décès qui totalisent une baisse de 60,7 millions d'euros.

Par ailleurs, le poste "retraite" regroupe à lui seul près de 86,1% des flux financiers vers l'étranger (59,8% pour les pensions de vieillesse et 26,3% pour les allocations de retraite complémentaire).



Évolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 2010 à 2019

| Année | Soins de santé et contrôles médicaux ⁽²⁾ | Incapacité temporaire | Prestations familiales | Rentes AT-MP | Pensions d'invalidité | Pensions de vieillesse | Allocations de retraite complémentaire ⁽³⁾ | Allocations veuvage ⁽⁴⁾ et décès | Total |
|---|---|-----------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|---|---|-----------------------|
| 2010 | 395 791 024 | 18 571 260 | 13 774 629 | 183 670 962 | 24 673 187 | 4 269 767 635 | 1 511 623 921 | 16 041 553 | 6 433 914 173 |
| 2011 ⁽¹⁾ | 407 094 534 | 19 347 353 | 13 811 139 | 170 756 799 | 25 169 753 | 4 394 815 166 | 1 550 079 776 | 16 361 937 | 6 597 436 458 |
| 2012 | 583 189 944 | 16 767 976 | 14 521 596 | 160 066 778 | 24 860 038 | 4 546 611 414 | 1 535 493 094 | 15 795 330 | 6 897 306 171 |
| 2013 | 525 260 227 | 16 043 891 | 15 264 554 | 163 804 677 | 22 248 814 | 4 624 811 288 | 1 545 267 424 | 21 792 085 | 6 934 492 961 |
| 2014 | 820 843 120 | 16 665 167 | 14 766 919 | 163 964 080 | 23 379 950 | 4 670 538 282 | 1 730 631 283 | 25 880 193 | 7 466 668 994 |
| 2015 | 683 560 073 | 16 376 197 | 14 177 431 | 164 965 873 | 24 657 520 | 4 677 950 328 | 1 793 802 916 | 25 878 521 | 7 401 368 860 |
| 2016 | 606 734 674 | 16 689 098 | 12 934 032 | 162 249 808 | 24 719 508 | 4 666 347 602 | 1 800 442 283 | 24 705 951 | 7 314 822 956 |
| 2017 | 732 455 854 | 16 597 029 | 14 408 104 | 157 906 874 | 26 067 334 | 4 620 545 919 | 1 780 626 516 | 16 742 125 | 7 365 349 754 |
| 2018 | 813 777 338 | 18 728 446 | 17 363 479 | 158 923 232 | 27 259 598 | 4 652 526 643 | 1 910 372 072 | 9 471 253 | 7 608 422 060 |
| 2019 | 844 466 533 | 20 671 047 | 15 405 746 | 153 410 867 | 27 536 552 | 4 604 248 681 | 2 027 714 783 | 4 533 963 | 7 697 988 172 |
| 2010 à 2019 | 6 413 173 321 | 176 457 464 | 146 427 630 | 1 639 719 951 | 250 572 254 | 45 728 162 958 | 17 186 054 068 | 177 202 912 | 71 717 770 559 |
| Tx d'évolution annuel moyen (2010/2019) | 8,8% | 1,2% | 1,3% | -2,0% | 1,2% | 0,8% | 3,3% | -13,1% | 2,0% |

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 6,43 à près de 7,7 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 2 % par an.

L'historique et le graphique ci-contre permettent de faire les observations suivantes :

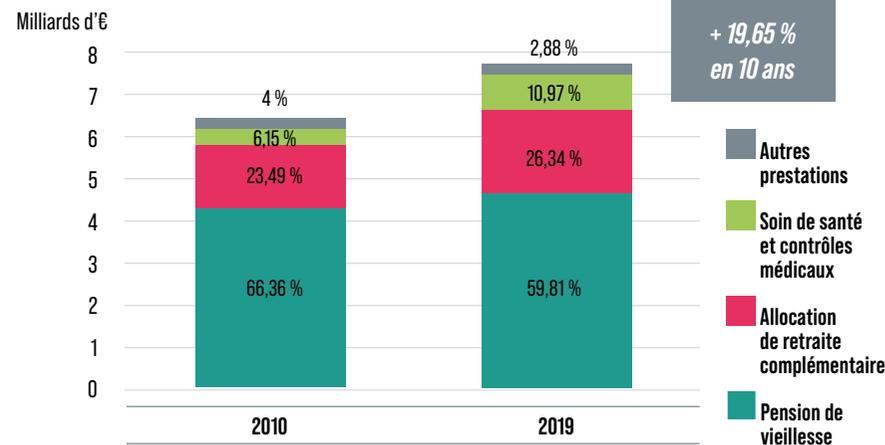
- sauf pour les soins de santé et contrôles médicaux, qui en 10 ans ont gagné près de 5 points de pourcentage, à pondérer toutefois avec l'observation au point suivant, la répartition des paiements par types de prestations servies reste relativement stable sur la décennie. Entre autres, le poste consacré à la retraite (pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire) continue à peser prioritairement sur les dépenses françaises (90% en 2010 contre 86% en 2019).
- le poste relatif aux soins de santé se distingue particulièrement des autres postes de paiements avec une évolution annuelle moyenne de + 8,8%. Il convient néanmoins de nuancer cette hausse dans la mesure où le périmètre retenu pour la prise en compte des paiements de soins de santé était plus restreint en 2010 que les années suivantes (voir renvoi 1 ci-contre).

¹ Depuis 2011, le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

² Le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2019 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 511,97 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). A titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2018 était de plus de 514,17 millions d'euros.

³ Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.

⁴ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019 pour la 3^{ème} année consécutive, car son outil de gestion déployé en 2017 ne peut, pour l'heure, tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.





Partie 1

SOINS DE SANTÉ - MALADIE AT/MP

-

LES CRÉANCES ET LES DETTES PRÉSENTÉES

| | |
|-----------------------------|----|
| Tous types d'accords..... | 14 |
| Règlements européens..... | 15 |
| Accords internationaux..... | 18 |

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ...

... PAR LA FRANCE

| | |
|-----------------------------|----|
| Tous types d'accords..... | 22 |
| Règlements européens..... | 25 |
| Accords internationaux..... | 27 |
| Pays hors conventions..... | 30 |

... DANS LE CADRE DE LA COORDINATION

| | |
|-----------------------------|----|
| Tous types d'accords..... | 35 |
| Règlements européens..... | 37 |
| Accords internationaux..... | 40 |

INCAPACITÉ TEMPORAIRE

| | |
|--|----|
| Règlements européens..... | 45 |
| Accords internationaux (et pays hors conventions)..... | 51 |



TOUS TYPES D'ACCORDS

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (voir chapitre en question ci-après) aux Etats concernés.

Les dettes présentées par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un Etat avec lequel des accords de sécurité sociale visant le «risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles» ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (voir chapitre en question ci-après).

En 2019, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 230,25 millions d'euros.

Ce solde se compose de deux situations financières opposées : un excédent de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et un déficit envers les pays ou territoires signataires d'une convention bilatérale ou d'un décret de coordination en matière de sécurité sociale.

Par ailleurs, ce solde marque un repli par rapport à celui observé en 2018.

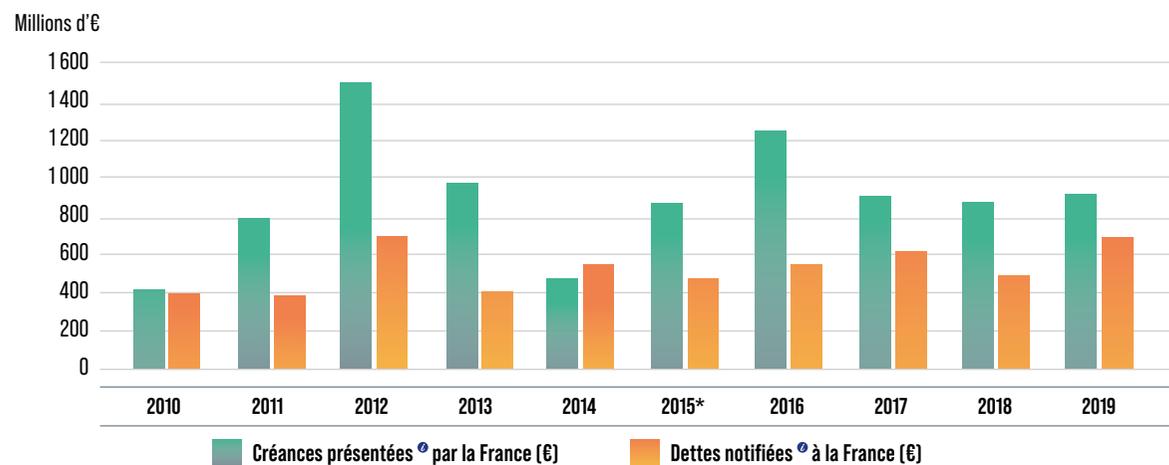
Les créances présentées sont constituées des dépenses enregistrées au cours du 2^{ème} semestre 2018 et du 1^{er} semestre 2019, ainsi que de la dotation annuelle présentée à Wallis-et-Futuna et des apurements de compte liés à des commissions mixtes.

Enfin, plus de 95% des créances présentées et près de 63% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.

Créances présentées et dettes notifiées ces 10 dernières années, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale

| Années | Créances présentées ^① par la France (€) | % évolution (N/N-1) | Dettes notifiées ^② à la France (€) | % évolution (N/N-1) | Solde | % évolution (N/N-1) |
|-------------------------|--|---------------------|---|---------------------|--------------|---------------------|
| 2010 | 417 404 896 | | 401 363 840 | | 16 041 056 | |
| 2011 | 787 958 819 | 88,78 | 381 119 651 | -5,04 | 406 839 167 | 2 436,24 |
| 2012 | 1 507 677 508 | 91,34 | 688 133 265 | 80,56 | 819 544 243 | 101,44 |
| 2013 | 977 432 190 | -35,17 | 412 587 470 | -40,04 | 564 844 719 | -31,08 |
| 2014 | 489 966 018 | -49,87 | 546 663 875 | 32,50 | -56 697 857 | -110,04 |
| 2015 * | 856 258 728 | 74,76 | 473 886 246 | -13,31 | 382 372 481 | 774,40 |
| 2016 | 1 259 499 833 | 47,09 | 552 482 732 | 16,59 | 707 017 101 | 84,90 |
| 2017 | 916 835 232 | -27,21 | 628 788 662 | 13,81 | 288 046 569 | -59,26 |
| 2018 | 873 465 017 | -4,73 | 503 595 174 | -19,91 | 369 869 844 | 28,41 |
| 2019 | 918 884 703 | 5,20 | 688 642 713 | 36,75 | 230 241 991 | -37,75 |
| Dont UE-EEE-Suisse | 874 498 593 | | 432 822 908 | | 441 675 685 | |
| Dont hors UE-EEE-Suisse | 44 386 110 | | 255 819 804 | | -211 433 694 | |

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2010 et 2019



* En 2015, transfert à la Cnam de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque là assurées par le Gleiss

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (montants en euros) (1/2)



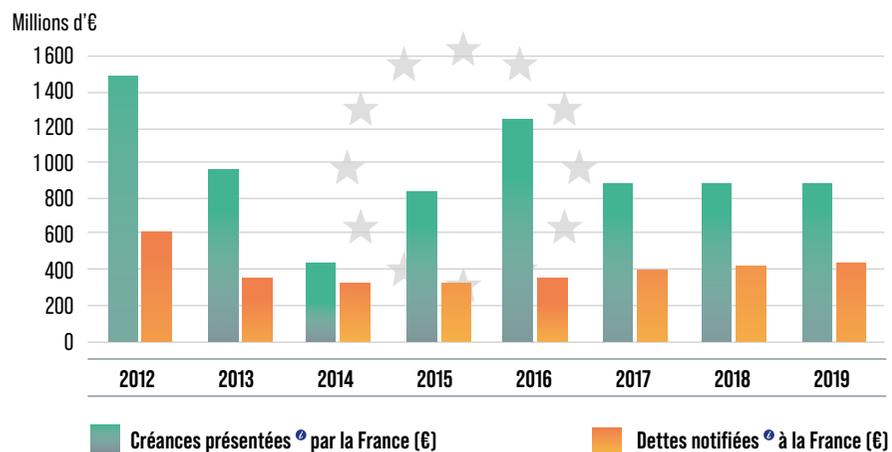
| Pays | 2019 | | 2018 | | 2017 | | 2016 | |
|--------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| | Créances présentées ^① | Dettes notifiées ^② | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées |
| Allemagne | 106 372 832 | 37 689 182 | 104 868 182 | 39 538 083 | 105 453 096 | 27 862 603 | 152 493 229 | 40 053 949 |
| Autriche | 1 655 399 | 2 989 490 | 1 607 459 | 3 496 190 | 1 445 991 | 2 870 624 | 1 927 040 | 3 941 416 |
| Belgique | 178 471 708 | 157 310 811 | 178 814 593 | 144 110 817 | 172 979 200 | 133 852 193 | 245 411 615 | 129 738 717 |
| Bulgarie | 6 832 975 | 18 951 | 4 241 271 | 97 629 | 4 991 381 | 14 515 | 9 565 553 | 62 749 |
| Chypre | 137 269 | 51 048 | 618 991 | 47 533 | 1 447 687 | 33 222 | 498 350 | 33 177 |
| Croatie | 449 298 | 727 032 | 634 017 | 550 657 | 360 089 | 592 926 | 735 504 | 528 353 |
| Danemark | 5 243 218 | 91 340 | 5 965 475 | 164 213 | 5 577 883 | 196 286 | 9 204 783 | 139 282 |
| Espagne | 16 944 013 | 105 149 273 | 18 113 584 | 101 865 912 | 18 505 610 | 96 951 469 | 32 196 526 | 89 221 718 |
| Estonie | 411 295 | 22 156 | 571 958 | 47 637 | 383 394 | 13 180 | 553 986 | 12 735 |
| Finlande | 1 281 496 | 410 247 | 1 023 808 | 377 973 | 1 272 077 | 434 923 | 2 270 052 | 198 550 |
| Grèce | 2 577 551 | 4 900 | 2 833 257 | 4 179 830 | 2 970 615 | 309 925 | 3 844 655 | 1 584 924 |
| Hongrie | 1 075 571 | 339 600 | 1 060 256 | 337 996 | 1 101 279 | 268 176 | 2 190 382 | 244 923 |
| Irlande | 2 861 638 | 557 498 | 2 620 367 | 844 828 | 2 498 795 | 358 993 | 3 919 215 | 240 278 |
| Islande | 61 383 | 114 778 | 322 297 | 434 647 | 54 439 | 313 598 | 67 295 | 323 207 |
| Italie | 41 020 001 | 11 521 288 | 44 766 996 | 11 170 552 | 43 484 418 | 5 929 725 | 71 584 680 | 15 107 239 |
| Lettonie | 643 949 | 14 018 | 151 569 | 3 507 | 438 677 | 8 615 | 718 038 | 2 514 |
| Liechtenstein | 32 488 | 45 696 | 36 118 | 0 | 16 300 | 29 452 | 21 021 | 25 135 |
| Lituanie | 1 085 455 | 68 972 | 844 477 | 20 304 | 905 962 | 17 479 | 1 845 816 | 6 664 |
| Luxembourg | 180 504 267 | 15 618 851 | 177 269 067 | 15 693 722 | 182 727 840 | 19 306 509 | 249 089 270 | 15 032 143 |
| Malte | 36 992 | 171 284 | 211 987 | 85 792 | 110 180 | 70 357 | 55 820 | 79 819 |
| Norvège | 2 346 829 | 773 867 | 2 389 105 | 441 386 | 2 489 414 | 290 894 | 3 823 453 | 391 746 |
| Pays-Bas | 40 845 339 | 3 700 890 | 38 922 819 | 3 402 087 | 38 091 425 | 3 393 917 | 55 338 074 | 3 891 637 |
| Pologne | 6 899 030 | 891 766 | 7 895 373 | 1 351 665 | 7 730 950 | 1 224 510 | 11 820 040 | 918 185 |
| Portugal | 17 934 032 | 70 838 369 | 19 363 228 | 48 569 758 | 20 225 838 | 54 798 136 | 31 954 376 | 46 999 916 |
| République tchèque | 1 440 830 | 341 037 | 1 602 444 | 452 127 | 1 433 940 | 378 955 | 1 732 350 | 434 161 |
| Roumanie | 15 276 038 | 47 201 | 13 948 983 | 63 764 | 11 859 117 | 38 337 | 13 705 098 | 28 825 |
| Royaume-Uni | 194 266 640 | 37 425 | 196 241 010 | 15 456 223 | 194 519 734 | 5 918 341 | 283 076 533 | 0 |
| Slovaquie | 924 553 | 205 326 | 642 281 | 124 043 | 781 514 | 69 605 | 1 857 073 | 240 151 |
| Slovénie | 905 571 | 263 271 | 454 955 | 418 333 | 647 001 | 0 | 1 596 547 | 279 042 |
| Suède | 6 755 378 | 704 428 | 7 171 284 | 1 227 804 | 6 884 034 | 1 441 644 | 10 261 353 | 363 046 |
| Suisse | 39 205 556 | 22 102 913 | 31 740 625 | 21 868 532 | 25 979 194 | 27 986 742 | 32 728 238 | 22 490 196 |
| Total | 874 498 593 | 432 822 908 | 866 947 833 | 416 443 543 | 857 367 074 | 384 975 853 | 1 236 085 966 | 372 614 398 |



Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (montants en euros) (2/2)

| Pays | 2015 | | 2014 | | 2013 | | 2012 | |
|--------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| | Créances présentées ^① | Dettes notifiées ^② | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées |
| Allemagne | 105 538 264 | 43 699 123 | 55 057 579 | 32 276 346 | 111 806 512 | 43 005 129 | 170 157 258 | 48 175 103 |
| Autriche | 1 742 059 | 3 005 094 | 719 730 | 2 568 628 | 2 125 591 | 2 572 165 | 2 810 766 | 6 414 177 |
| Belgique | 160 714 020 | 132 499 632 | 84 113 632 | 129 829 921 | 187 853 556 | 136 714 774 | 283 105 031 | 210 716 207 |
| Bulgarie | 5 279 087 | 11 543 | 2 230 857 | 60 467 | 4 509 802 | 1 938 | 5 546 646 | 623 |
| Chypre | 91 789 | 18 415 | 14 705 | 11 738 | 43 399 | 14 172 | 43 820 | 47 034 |
| Croatie | 254 381 | 486 615 | 41 206 | 129 597 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Danemark | 5 909 731 | 82 615 | 3 193 885 | 8 163 | 7 938 543 | 0 | 13 461 578 | 0 |
| Espagne | 22 218 973 | 87 831 753 | 10 001 539 | 86 320 383 | 21 716 627 | 86 213 467 | 31 811 497 | 151 815 629 |
| Estonie | 347 660 | 3 814 | 103 967 | 20 567 | 568 634 | 4 295 | 917 401 | 18 790 |
| Finlande | 1 115 896 | 320 293 | 632 100 | 131 926 | 1 340 858 | 470 745 | 2 248 677 | 176 350 |
| Grèce | 4 288 053 | 262 638 | 1 759 095 | 174 563 | 5 190 236 | 1 108 093 | 6 006 053 | 55 898 |
| Hongrie | 1 608 310 | 234 350 | 509 833 | 191 723 | 1 181 039 | 151 544 | 1 253 431 | 150 054 |
| Irlande | 2 441 789 | 245 875 | 2 074 900 | 0 | 1 111 251 | 0 | 1 956 648 | 0 |
| Islande | 29 395 | 95 491 | 20 246 | 89 943 | 57 476 | 68 920 | 48 660 | 94 661 |
| Italie | 48 814 922 | 15 111 407 | 27 939 336 | 17 018 159 | 59 155 297 | 4 028 348 | 90 082 158 | 39 626 792 |
| Lettonie | 306 790 | 1 981 | 410 650 | 7 147 | 383 496 | 3 695 | 496 025 | 3 441 |
| Liechtenstein | 6 744 | 24 880 | 3 884 | 98 885 | 10 805 | 0 | 17 667 | 5 038 |
| Lituanie | 932 968 | 17 944 | 608 899 | 9 746 | 553 350 | 8 248 | 703 305 | 6 697 |
| Luxembourg | 166 300 073 | 21 514 635 | 83 838 245 | 3 901 876 | 171 044 606 | 11 369 450 | 250 129 184 | 30 226 897 |
| Malte | 75 371 | 98 928 | 25 186 | 31 122 | 32 022 | 124 467 | 38 831 | 140 465 |
| Norvège | 3 478 949 | 656 027 | 2 646 781 | 327 093 | 3 273 070 | 559 072 | 3 705 038 | 197 820 |
| Pays-Bas | 38 165 395 | 2 070 542 | 21 716 580 | 1 003 568 | 52 532 494 | 1 831 939 | 84 090 809 | 1 988 841 |
| Pologne | 7 808 078 | 884 351 | 4 009 749 | 1 144 886 | 8 568 959 | 965 043 | 12 542 308 | 964 842 |
| Portugal | 24 567 755 | 113 839 | 13 091 619 | 19 806 768 | 29 339 400 | 12 820 414 | 38 207 439 | 96 806 562 |
| République tchèque | 1 838 342 | 227 547 | 1 190 307 | 423 827 | 1 595 226 | 213 633 | 2 048 001 | 217 269 |
| Roumanie | 11 307 375 | 42 535 | 5 423 214 | 40 742 | 10 693 699 | 50 686 | 13 314 160 | 26 413 |
| Royaume-Uni | 187 837 462 | 431 214 | 96 110 928 | 790 533 | 258 344 896 | 0 | 443 843 518 | 7 548 519 |
| Slovaquie | 905 517 | 82 378 | 541 737 | 75 754 | 1 289 452 | 98 372 | 832 052 | 104 669 |
| Slovénie | 349 148 | 514 051 | 176 299 | 355 498 | 380 538 | 0 | 669 123 | 335 819 |
| Suède | 7 340 818 | 1 396 467 | 3 282 969 | 746 015 | 10 138 629 | 635 333 | 18 009 452 | 1 353 586 |
| Suisse | 20 055 599 | 15 469 852 | 10 846 873 | 17 953 935 | 18 503 347 | 34 753 935 | 21 265 081 | 16 042 208 |
| Total | 831 670 713 | 327 455 832 | 432 336 527 | 315 549 522 | 971 282 810 | 337 787 874 | 1 499 361 617 | 613 260 404 |

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2012 et 2019

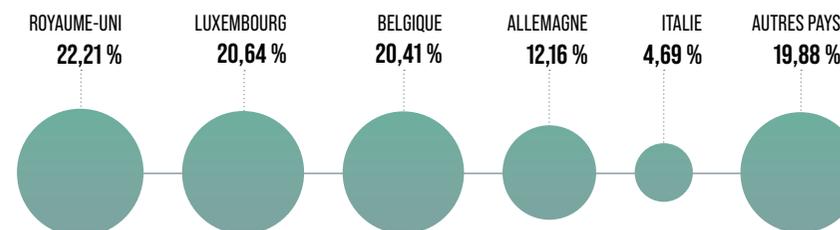


EN BREF

En 2019, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 441,7 millions d'euros, un montant quasi inchangé par rapport à 2018.

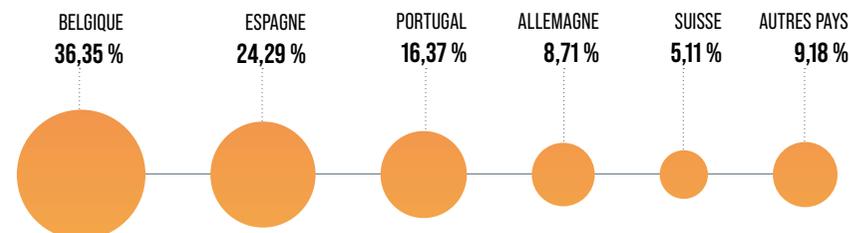
Il convient de noter que ce solde est positif de manière continue depuis 2012 avec un plus haut niveau atteint au cours de cette même année (+ 886 millions d'euros).

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2019



En 2019, le groupe des 5 premiers pays représente 80% des créances de la France.

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2019



En 2019, le groupe des 5 premiers pays ont notifié près de 91% du volume global des dettes françaises.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (en euros) (1/2)



| | Pays | 2019 | | 2018 | | 2017 | | 2016 | |
|---------------------------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | | Créances présentées ^① | Dettes notifiées ^② | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | Algérie | 36 491 927 | 125 681 993 | 879 400 | 0 | 53 193 982 | 127 957 798 | 15 886 889 | 57 049 303 |
| | Allemagne ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Andorre | 644 865 | 970 498 | 804 512 | 884 456 | 832 118 | 972 504 | 1 348 221 | 882 808 |
| | Belgique ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Bénin | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Bosnie-Herzégovine | 81 | 0 | 0 | 0 | 40 | 0 | 15 | 0 |
| | Cameroun | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Cap-Vert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Congo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Côte d'Ivoire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Croatie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 076 587 | 0 | 687 629 |
| | Gabon | 119 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 069 | 0 |
| | Israël | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 751 | 0 | 0 | 0 |
| | Jersey | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Kosovo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Luxembourg ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Macédoine du Nord | 207 115 | 142 446 | 2 869 | 29 | 9 025 | 0 | 7 447 | 0 |
| | Madagascar | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Mali | 0 | 0 | 249 | 0 | 5 603 | 1 740 723 | 2 297 | 982 516 |
| | Maroc | 2 375 730 | 28 196 952 | 134 930 | 0 | 131 669 | 10 492 187 | 250 613 | 8 794 647 |
| | Mauritanie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Monténégro | 2 052 | 0 | 1 382 | 0 | 1 323 | 0 | 7 020 | 0 |
| | Niger | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Pays-Bas ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Québec | 195 696 | 3 846 130 | 177 433 | 0 | 249 741 | 3 353 970 | 422 424 | 2 748 966 |
| | Sénégal | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Serbie | 35 887 | 0 | 533 | 18 833 | 90 246 | 1 932 252 | 1 701 | 0 | |
| Suisse ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 53 | 0 | |
| Togo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Tunisie | 362 881 | 0 | 456 925 | 3 903 212 | 245 741 | 0 | 229 136 | 23 969 850 | |
| Turquie | 498 212 | 70 627 | 208 823 | 20 637 | 744 585 | 15 386 858 | 220 403 | 124 925 | |
| Wallis-et-Futuna ⁽²⁾ | 500 000 | 0 | 500 000 | 0 | 378 000 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 41 434 228 | 158 908 646 | 3 167 056 | 4 827 167 | 55 883 824 | 162 912 878 | 18 377 287 | 95 240 644 | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 2 026 160 | 27 346 066 | 2 221 743 | 17 258 981 | 2 575 938 | 16 571 395 | 3 755 111 | 19 691 697 |
| | Polynésie française | 923 656 | 69 565 092 | 1 125 392 | 64 945 886 | 1 006 695 | 64 268 011 | 1 276 960 | 64 908 448 |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 2 065 | 0 | 2 993 | 119 597 | 1 701 | 60 525 | 4 509 | 27 546 |
| | Sous-total | 2 951 882 | 96 911 158 | 3 350 128 | 82 324 464 | 3 584 334 | 80 899 931 | 5 036 580 | 84 627 690 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 44 386 110 | 255 819 804 | 6 517 184 | 87 151 631 | 59 468 158 | 243 812 809 | 23 413 867 | 179 868 334 | |

⁽¹⁾ : concerne les bateliers rhénans ; ⁽²⁾ : convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

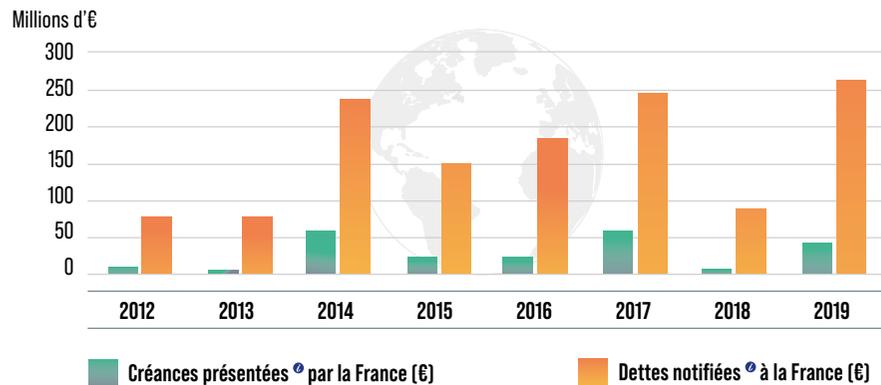


Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (en euros) (2/2)

| | Pays | 2015 | | 2014 | | 2013 | | 2012 | |
|---------------------------------|---------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | | Créances présentées ⁽¹⁾ | Dettes notifiées ⁽²⁾ | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées | Créances présentées | Dettes notifiées |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | Algérie | 19 456 448 | 56 623 838 | 55 445 494 | 146 034 001 | 1 209 631 | 0 | 1 195 554 | 0 |
| | Allemagne ⁽¹⁾ | 1 617 | 0 | 781 | 0 | 1 806 | 0 | 0 | 0 |
| | Andorre | 817 401 | 810 122 | 360 336 | 843 781 | 1 145 838 | 839 498 | 1 518 733 | 923 059 |
| | Belgique ⁽¹⁾ | 0 | 6 399 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 993 |
| | Bénin | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Bosnie-Herzégovine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Cameroun | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Cap-Vert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 210 | 0 |
| | Congo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Côte d'Ivoire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Croatie | 0 | 0 | 0 | 28 | 2 412 | 0 | 684 | 4 007 |
| | Gabon | 29 | 0 | 0 | 0 | 1 615 | 0 | 786 | 0 |
| | Israël | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Jersey | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Kosovo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Luxembourg ⁽¹⁾ | 18 919 | 0 | 24 440 | 0 | 71 607 | 0 | 116 655 | 0 |
| | Macédoine du Nord | 3 294 | 0 | 1 466 | 0 | 51 482 | 0 | 21 736 | 0 |
| | Madagascar | 0 | 0 | 0 | 79 | 0 | 0 | 0 | 458 |
| | Mali | 14 888 | 0 | 1 761 | 0 | 1 653 | 0 | 10 825 | 0 |
| | Maroc | 164 644 | 7 426 120 | 29 446 | 6 228 250 | 80 462 | 1 103 846 | 11 908 | 3 254 978 |
| | Mauritanie | 0 | 0 | 0 | 451 | 0 | 0 | 0 | 518 |
| | Monténégro | 1 919 | 0 | 873 | 0 | 2 897 | 0 | 6 386 | 0 |
| | Niger | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Pays-Bas ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 16 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 |
| | Québec | 215 840 | 2 378 162 | 129 149 | 1 675 027 | 254 599 | 2 687 332 | 864 857 | 917 005 |
| | Sénégal | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Serbie | 0 | 139 | 68 751 | 633 108 | 238 | 1 810 | 1 583 | 0 | |
| Suisse ⁽¹⁾ | 133 | 0 | 11 681 | 0 | 7 456 | 0 | 18 031 | 0 | |
| Togo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Tunisie | 164 912 | 0 | 61 751 | 0 | 171 370 | 0 | 174 020 | 9 827 948 | |
| Turquie | 125 356 | 56 241 | 63 794 | 56 516 | 122 774 | 102 630 | 552 922 | 5 305 568 | |
| Wallis-et-Futuna ⁽²⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 20 985 399 | 67 301 021 | 56 199 739 | 155 471 242 | 3 125 840 | 4 735 115 | 4 501 898 | 20 254 534 | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 2 713 831 | 16 625 532 | 1 188 917 | 15 742 832 | 2 527 083 | 16 486 753 | 3 058 217 | 20 602 705 |
| | Polynésie française | 877 237 | 62 145 759 | 236 816 | 59 900 279 | 496 457 | 53 577 728 | 754 124 | 34 013 977 |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 11 548 | 358 102 | 4 020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 3 602 616 | 79 129 393 | 1 429 752 | 75 643 111 | 3 023 540 | 70 064 481 | 3 812 340 | 54 616 682 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 24 588 014 | 146 430 414 | 57 629 491 | 231 114 353 | 6 149 380 | 74 799 596 | 8 314 238 | 74 871 216 | |

⁽¹⁾ : concerne les bateliers rhénans ; ⁽²⁾ : convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2012 et 2019



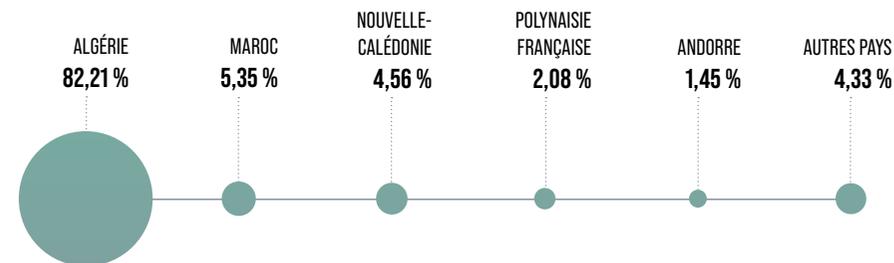
EN BREF

En 2019, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de - 211,4 millions d'euros.

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2011, et qu'il a atteint son plus haut niveau en 2019, en raison notamment des montants notifiés par l'Algérie qui recouvrent deux années de soins (2016 et 2017).

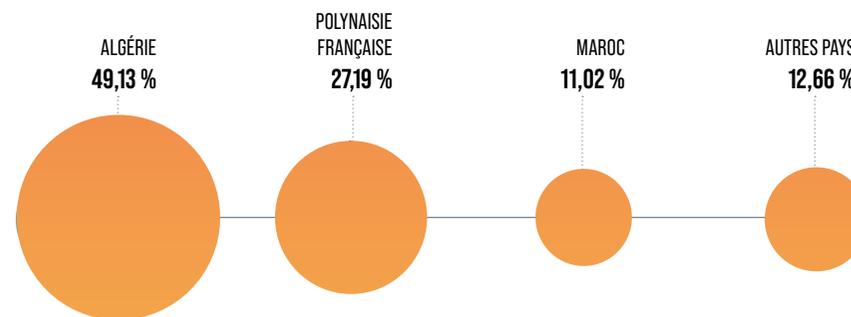
Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce solde négatif.

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2019



En 2019, le groupe des 5 premiers pays équivaut à 96% des créances présentées par la France.

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2019



En 2019, les dettes notifiées par l'Algérie et la Polynésie française représentent plus de 76% du volume global, soit un montant supérieur à 195 millions d'euros.

LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE

Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale, soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

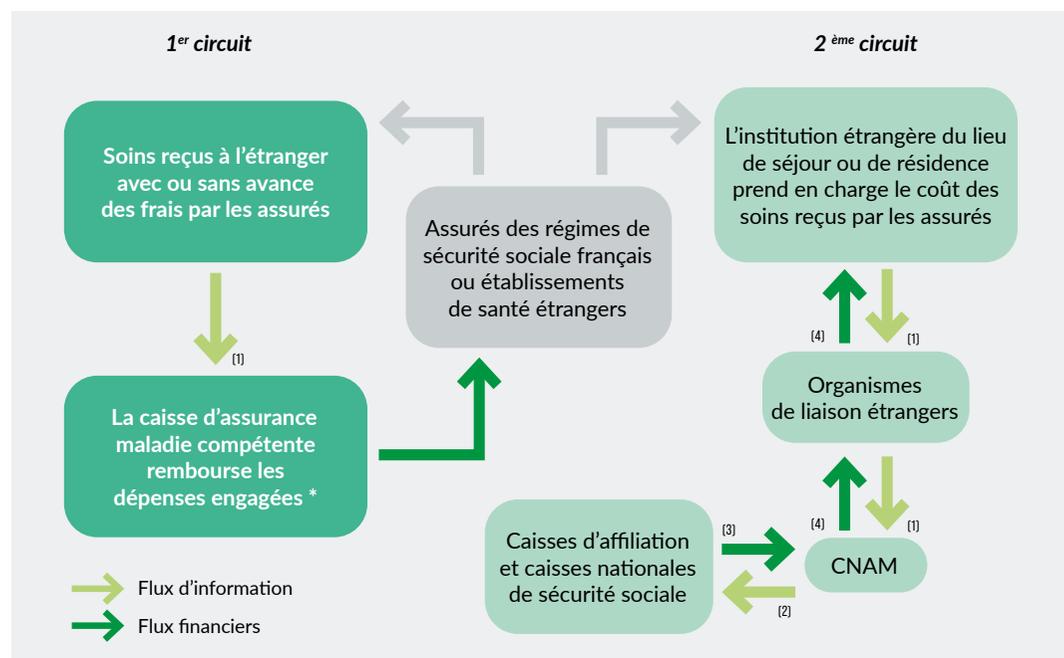
Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits:

- 1^{er} circuit : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements au titre de la législation interne lorsque la coordination n'a pas été appliquée, lorsque les pays ne sont pas liés à la France par un accord de sécurité sociale, et en cas d'application des conventions de coopération sanitaire ou médico-sociale, ou de directive 2011/24/UE (soins ambulatoires).
- 2^{ème} circuit : les soins de santé sont pris en charge par l'institution de sécurité sociale du lieu de séjour ou de résidence, et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination).

Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.

Remarque :

Dans le cadre des conventions de coopération sanitaire ou médico-sociale transfrontalières, le remboursement des soins dispensés à des assurés résidents dans une zone frontalière peut suivre les 2 circuits ci-dessus, ou peut être effectué directement par la caisse d'affiliation, en faveur d'un établissement de santé à l'étranger, sur la base de tarifs préalablement négociés.



* Si l'assuré des régimes français soigné à l'étranger est titulaire d'une CEAM, il aura le choix d'être remboursé, soit sur la base du tarif applicable dans le pays des soins, soit sur la base des tarifs français. Idem si l'assuré est détenteur d'un formulaire S2 (Droit aux soins programmés), avec en plus la possibilité d'obtenir un complément (Arrêt Vanbraekel) si les tarifs français sont inférieurs à ceux qui auraient été appliqués dans le pays des soins s'il y avait eu prise en charge localement. Seuls les soins ambulatoires programmés (non soumis à autorisation préalable S2) sont remboursés uniquement en fonction de la législation et tarifs français, comme si les soins avaient été dispensés en France.

1^{er} circuit :

- (1) Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^{ème} circuit :

- (1) Présentation à la Cnam par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser
- (2) Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation
- (3) Paiements par les caisses nationales
- (4) Remboursement par la Cnam des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits

TOUS TYPES D'ACCORDS

La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2019, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- **régime général** : CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) et CNSE (Centre national des soins à l'étranger)
- **régime agricole** : CCMSA (Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)
- **régimes spéciaux** : SNCF (Société nationale des chemins de fer), RATP (Régie autonome des transports parisiens), Chemins de fer secondaire, Clercs de notaire et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes).
- **régime des marins** : ENIM (Etablissement national des invalides de la marine)
- **Mutuelle** : MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale)

Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2019 (selon les régimes ou organismes)

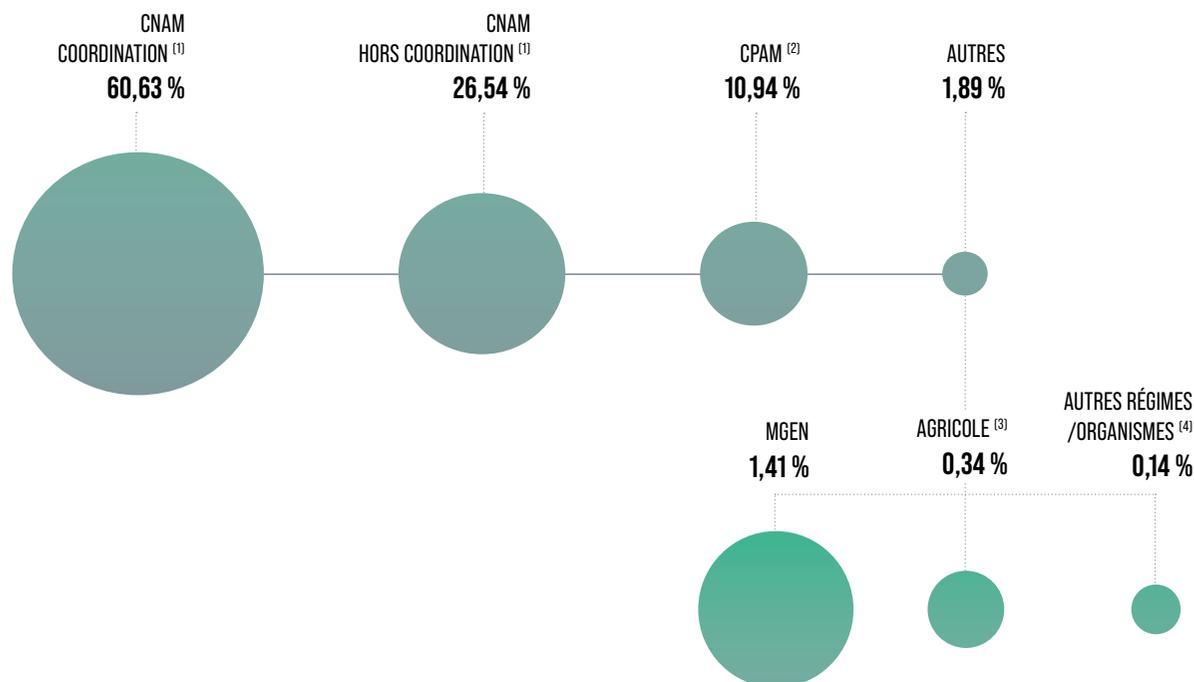
| Régimes / Organismes | Montant (€) |
|--|--------------------|
| Cnam - coordination ⁽¹⁾ | 511 968 010 |
| Cnam - hors coordination ⁽¹⁾ | 224 156 950 |
| CPAM ⁽²⁾ | 92 415 056 |
| MGEN | 11 920 598 |
| Agricole ⁽³⁾ | 2 834 907 |
| Autres régimes/organismes ⁽⁴⁾ | 1 171 011 |
| TOTAL GÉNÉRAL 2019 | 844 466 532 |

⁽¹⁾ voir schéma des remboursements en début de partie

⁽²⁾ au titre des conventions transfrontalières

⁽³⁾ dont 267 498 € au titre de conventions transfrontalières

⁽⁴⁾ dont 15 879 € pour la SNCF au titre des conventions transfrontalières





Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2019 (selon les accords de sécurité sociale)

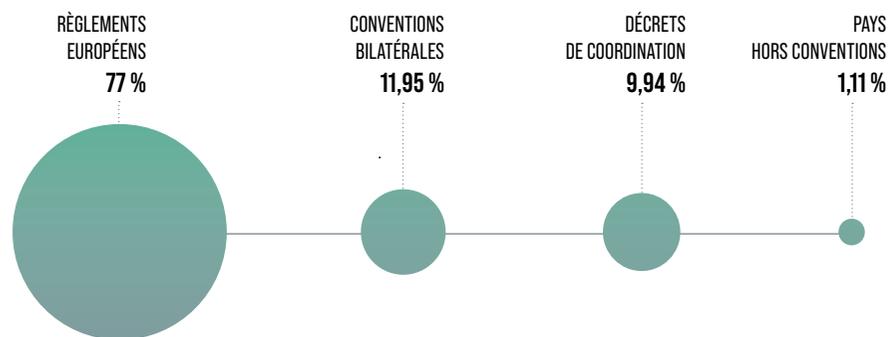
| TYPE D'ACCORD | FACTURES | | | | | | | | FORFAITS | | CONTRÔLES MÉDICAUX (Factures) | | FRAIS DE GESTION (liés aux forfaits) | TOTAL GÉNÉRAL | | |
|--|---|-----------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|---|-------------------------|----------------------|--|
| | Soins médicalement nécessaires ou urgents | | Soins programmés | | Soins liés à la résidence * | | Sous-total | | | | | | | | | |
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | Montant remboursé(€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé(€) | dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ** |
| Règlements Européens (détails par pays pages 25 à 26) | 300 757 | 131 714 656,50 | 131 767 | 336 565 249 | 87 819 | 100 553 168 | 520 343 | 568 833 073 | 23 483 | 70 411 488 | 407 | 58 572 | 10 914 789 | 544 233 | 650 217 922 | 348 640 818 |
| Conventions bilatérales (détails par pays pages 27 à 28) | 44 873 | 9 449 594,21 | 2 007 | 7 283 356 | 194 699 | 24 644 617 | 241 579 | 41 377 568 | 167 203 | 53 556 977 | 1 | 7 | 6 001 092 | 408 783 | 100 935 644 | 81 021 594 |
| Décrets de coordination (détails par pays page 29) | 4 429 | 3 300 337,00 | 87 | 199 362 | 35 951 | 77 042 078 | 40 467 | 80 541 777 | - | - | 0 | 0 | 3 359 428 | 40 467 | 83 901 205 | 82 305 599 |
| Pays hors conventions (détails par pays pages 30 à 34) | 28 131 | 6 325 038,00 | 110 | 157 346 | 7 508 | 2 929 377 | 35 749 | 9 411 761 | - | - | - | - | - | 35 749 | 9 411 761 | - |
| TOTAL GÉNÉRAL 2019 | 378 190 | 150 789 626,00 | 133 971 | 344 205 313 | 325 977 | 205 169 240 | 838 138 | 700 164 179 | 190 686 | 123 968 465 | 408 | 58 579 | 20 275 309 | 1 029 232 | 844 466 532 | 511 968 011 |
| TOTAL GÉNÉRAL 2018 | 438 521 | 160 535 192,00 | 102 838 | 303 087 187 | 166 004 | 176 011 394 | 707 363 | 639 633 774 | 151 013 | 155 807 854 | 234 | 22 494 | 18 313 215 | 858 610 | 813 777 337 | 449 431 210 |
| % évolution | -13,76 % | -6,07 % | 30,27% | 13,57% | 96,37% | 16,57% | 18,49% | 9,46% | 26,27% | -20,44% | 74,36% | 160,42% | 10,71% | 19,87% | 3,77% | 13,91% |

* Concernent les retraités (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination), les travailleurs frontaliers (pour les règlements européens et convention bilatérale franco-andorrane) et les travailleurs détachés (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination, les pays hors conventions)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

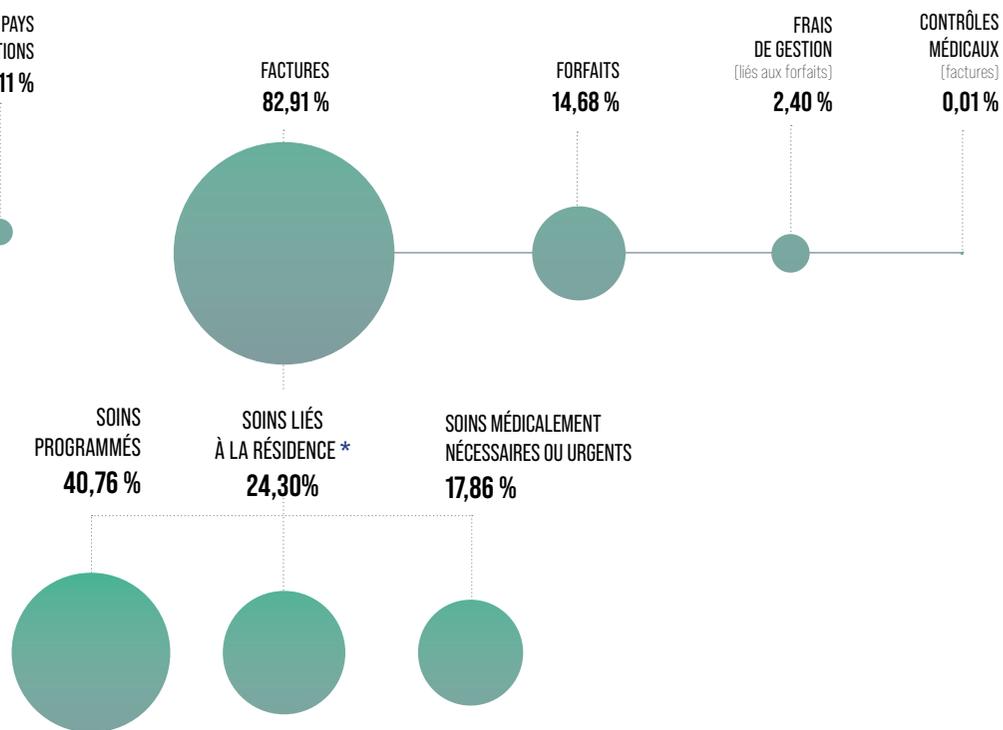


Répartition 2019 des remboursements des dépenses de santé par types d'accords



77 % des remboursements effectués en 2019 par les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

Répartition 2019 des dépenses de santé selon le mode de remboursement



82,9 % des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2019 ont été remboursées sur factures, dont les soins programmés à hauteur de 40,76%.

* Concernent les retraités (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination), les travailleurs frontaliers (pour les règlements européens et convention bilatérale franco-andorrane) et les travailleurs détachés (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination, les pays hors conventions)

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (1/2)



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse de réalisation des soins

| PAYS | FACTURES ^② | | | | | | | | FORFAITS ^② | | | | CONTRÔLES MÉDICAUX ^② | | FRAIS DE GESTION ^② | TOTAL GÉNÉRAL | | |
|---------------------------|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------------|-----------------------|---|
| | Soins médicalement nécessaires ^② | | Soins programmés ^② | | Soins liés à la résidence* ^② | | Sous-total | | Formulaires E 109 ^(a) | | Formulaires E 121 ^(b) | | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**} |
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | | | | | | |
| 3 ^e Allemagne | 28 411 | 10 482 000 | 1 002 | 5 694 426 | 24 343 | 20 034 609 | 53 756 | 36 211 034 | 5 | 2 385 | 68 | 187 111 | 1 | 47 | | 53 830 | 36 400 578 | 33 885 941 |
| Autriche | 3 132 | 1 032 482 | 3 | 45 340 | 946 | 618 290 | 4 081 | 1 696 113 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 4 081 | 1 696 113 | 1 470 497 |
| 1 ^e Belgique | 55 761 | 51 522 622 | 116 386 | 300 475 083 | 30 898 | 53 873 816 | 203 045 | 405 871 521 | 0 | 0 | 12 | 33 711 | 152 | 6 404 | 10 914 789 | 203 209 | 416 826 426 | 147 356 060 |
| Bulgarie | 1 188 | 163 997 | 2 | 47 | 225 | 12 114 | 1 415 | 176 158 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 1 415 | 176 158 | 33 220 |
| Chypre | 246 | 73 262 | 2 | 3 464 | 99 | 17 519 | 347 | 94 245 | 0 | 0 | 36 | 22 954 | 0 | 0 | | 383 | 117 199 | 34 958 |
| Croatie | 2 390 | 260 001 | 2 | 920 | 397 | 149 229 | 2 789 | 410 151 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 2 789 | 410 151 | 341 121 |
| Danemark | 316 | 89 420 | 4 | 26 056 | 43 | 834 | 363 | 116 310 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 363 | 116 310 | 112 449 |
| 2 ^e Espagne | 97 551 | 30 278 815 | 11 623 | 9 579 734 | 4 256 | 837 842 | 113 430 | 40 696 391 | 81 | 41 126 | 23 163 | 69 824 993 | 248 | 51 787 | | 136 922 | 110 614 296 | 97 267 286 |
| Estonie | 127 | 14 760 | 0 | 0 | 18 | 491 | 145 | 15 250 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 145 | 15 250 | 11 573 |
| Finlande | 968 | 384 639 | 0 | 0 | 194 | 5 561 | 1 162 | 390 199 | 0 | 0 | 17 | 53 580 | 0 | 0 | | 1 179 | 443 779 | 423 979 |
| Grèce | 5 834 | 776 496 | 43 | 65 817 | 1 010 | 122 079 | 6 887 | 964 392 | 0 | 0 | 66 | 117 703 | 0 | 0 | | 6 953 | 1 082 095 | 172 387 |
| Hongrie | 4 464 | 783 141 | 9 | 1 253 | 1 236 | 169 161 | 5 709 | 953 556 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 5 709 | 953 556 | 223 459 |
| Irlande | 2 030 | 421 083 | 2 | 8 | 224 | 14 366 | 2 256 | 435 458 | 0 | 0 | 13 | 45 126 | 0 | 0 | | 2 269 | 480 583 | 440 165 |
| Islande | 334 | 323 482 | 1 | 1 494 | 10 | 263 | 345 | 325 239 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 345 | 325 239 | 305 981 |
| Italie | 15 559 | 5 978 979 | 65 | 97 511 | 9 658 | 5 745 656 | 25 282 | 11 822 147 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 25 282 | 11 822 147 | 11 078 708 |
| Lettonie | 151 | 10 668 | 0 | 0 | 13 | 403 | 164 | 11 071 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 164 | 11 071 | 3 515 |
| Liechtenstein | 108 | 8 058 | 1 | 1 494 | 14 | 2 099 | 123 | 11 651 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 123 | 11 651 | 0 |
| Lituanie | 191 | 15 034 | 0 | 0 | 56 | 7 476 | 247 | 22 510 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 247 | 22 510 | 11 818 |
| 5 ^e Luxembourg | 17 178 | 7 857 271 | 818 | 6 900 505 | 3 853 | 10 971 358 | 21 849 | 25 729 134 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 21 849 | 25 729 134 | 25 092 313 |

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers

** Voir schéma des remboursements en début de partie

(a) Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

(b) Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (2/2)



5 premiers pays de l'EEE-Suisse de réalisation des soins

| PAYS | FACTURES ^② | | | | | | | | FORFAITS ^② | | | | CONTRÔLES MÉDICAUX ^② | | FRAIS DE GESTION ^② | TOTAL GÉNÉRAL | | |
|----------------------|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|--|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------------|-----------------------|---|
| | Soins médicalement nécessaires ^② | | Soins programmés ^② | | Soins liés à la résidence * ^② | | Sous-total | | Formulaires E 109 ^(a) | | Formulaires E 121 ^(b) | | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) *** |
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | | | | | | | | |
| Malte | 847 | 109 636 | 0 | 0 | 39 | 1 836 | 886 | 111 471 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 35 | | 887 | 111 506 | 81 025 |
| Norvège | 159 | 438 297 | 0 | 0 | 62 | 3 354 | 221 | 441 651 | 0 | 0 | 6 | 25 758 | 0 | 0 | | 227 | 467 409 | 455 377 |
| Pays-Bas | 4 238 | 3 185 049 | 12 | 1 152 601 | 742 | 160 888 | 4 992 | 4 498 537 | 0 | 0 | -2 | -1 715 | 0 | 0 | | 4 990 | 4 496 823 | 4 352 386 |
| Pologne | 4 411 | 536 473 | 14 | 5 051 | 1 397 | 288 376 | 5 822 | 829 899 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 298 | | 5 827 | 830 197 | 611 379 |
| Portugal | 34 469 | 2 432 658 | 284 | 105 456 | 1 560 | 271 915 | 36 313 | 2 810 030 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 36 313 | 2 810 030 | 213 483 |
| République tchèque | 1 000 | 265 167 | 292 | 427 203 | 437 | 60 036 | 1 729 | 752 407 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 1 729 | 752 407 | 221 415 |
| Roumanie | 1 209 | 214 452 | 12 | 8 226 | 478 | 34 289 | 1 699 | 256 967 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 1 699 | 256 967 | 44 702 |
| Royaume-Uni | 863 | 110 110 | 3 | 2 015 | 997 | 43 216 | 1 863 | 155 341 | 0 | 0 | 9 | 33 012 | 0 | 0 | | 1 872 | 188 353 | 33 012 |
| Slovaquie | 347 | 36 794 | 2 | 506 | 213 | 64 769 | 562 | 102 069 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 562 | 102 069 | 86 742 |
| Slovénie | 253 | 48 751 | 1 | 268 | 152 | 48 784 | 406 | 97 803 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 406 | 97 803 | 70 826 |
| Suède | 1 468 | 822 069 | 2 | 4 650 | 101 | 26 595 | 1 571 | 853 315 | 1 | 1 481 | 8 | 24 263 | 0 | 0 | | 1 580 | 879 059 | 854 714 |
| ^{4e} Suisse | 15 554 | 13 038 991 | 1 182 | 11 966 120 | 4 148 | 6 965 943 | 20 884 | 31 971 054 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 20 884 | 31 971 054 | 23 350 327 |
| TOTAL 2019 | 300 757 | 13 171 656 | 131 767 | 336 565 249 | 87 819 | 100 553 168 | 520 343 | 568 833 073 | 87 | 44 992 | 23 396 | 70 366 496 | 407 | 58 571 | 10 914 789 | 544 233 | 650 217 922 | 348 640 818 |
| TOTAL 2018 | 353 192 | 139 435 117 | 100 682 | 295 554 654 | 64 107 | 87 858 331 | 517 981 | 522 848 102 | 189 | 108 883 | 41 009 | 121 522 979 | 234 | 22 494 | 11 627 784 | 559 413 | 656 130 242 | 387 711 500 |
| % évolution | -14,85% | -5,54% | 30,87% | 13,88% | 36,99% | 14,45% | 0,46% | 8,80% | -53,97% | -58,68% | -42,95% | -42,10% | 73,93% | 160,38% | -6,13% | -2,71% | -0,90% | -10,08% |

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers

** Voir schéma des remboursements en début de partie

(a) Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

(b) Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

ACCORDS INTERNATIONAUX

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (1/3)



● 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

| PAYS | FACTURES ^① | | | | | | | | | FORFAITS ^② | | CONTRÔLES MÉDICAUX ^③ | | FRAIS DE GESTION ^④ | TOTAL GÉNÉRAL | | |
|------------------------|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|--|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|---|--|
| | Soins médicalement nécessaires ^⑤ | | Soins programmés ^⑥ | | Soins liés à la résidence ^{**⑦} | | Sous-total | | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**} | |
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | | | | | | | | | |
| 2 ^e Algérie | 1 739 | 312 194 | 551 | 1 945 860 | 175 | 16 059 | 2 465 | 2 274 113 | 165 877 | 53 420 735 | 0 | 0 | 4 624 694 | 168 342 | 60 319 543 | 58 045 429 | |
| Andorre | 1 046 | 225 561 | 1 | 468 | 1 431 | 795 576 | 2 478 | 1 021 604 | | | 0 | 0 | | 2 478 | 1 021 604 | 885 772 | |
| Argentine | 281 | 39 315 | 0 | 0 | 136 | 29 597 | 417 | 68 912 | | | | | | 417 | 68 912 | | |
| Bénin | 148 | 15 943 | 5 | 7 280 | 93 | 14 249 | 246 | 37 472 | | | 0 | 0 | 0 | 246 | 37 472 | 0 | |
| Bosnie-Herzégovine | 118 | 10 483 | 1 | 205 | 8 | 675 | 127 | 11 362 | | | 0 | 0 | | 127 | 11 362 | 0 | |
| Brésil | 697 | 142 220 | 3 | 1 478 | 471 | 268 511 | 1 171 | 412 209 | | | | | | 1 171 | 412 209 | | |
| Cameroun | 233 | 71 490 | 16 | 22 837 | 185 | 47 676 | 434 | 142 004 | | | 0 | 0 | | 434 | 142 004 | 0 | |
| Canada | 2 507 | 448 210 | 6 | 10 766 | 468 | 92 781 | 2 981 | 551 757 | | | | | | 2 981 | 551 757 | | |
| Cap-Vert | 230 | 19 752 | 0 | 0 | 5 | 1 110 | 235 | 20 862 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 235 | 20 862 | 0 | |
| Chili | 321 | 88 334 | 0 | 0 | 278 | 135 128 | 599 | 223 462 | | | | | | 599 | 223 462 | | |
| Congo Brazzaville | 60 | 20 041 | 4 | 10 683 | 74 | 8 036 | 138 | 38 761 | | | 0 | 0 | 0 | 138 | 38 761 | 0 | |
| Corée du Sud | 163 | 28 322 | 0 | 0 | 112 | 14 945 | 275 | 43 267 | | | | | | 275 | 43 267 | | |
| Côte d'Ivoire | 295 | 65 329 | 25 | 52 607 | 371 | 73 554 | 691 | 191 490 | | | 0 | 0 | 0 | 691 | 191 490 | 0 | |
| Etats-Unis | 3 906 | 1 294 598 | 6 | 6 378 | 1 106 | 263 458 | 5 018 | 1 564 435 | | | | | | 5 018 | 1 564 435 | | |
| Gabon | 58 | 6 747 | 0 | 0 | 149 | 22 095 | 207 | 28 842 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 207 | 28 842 | 0 | |
| Guernesey | 20 | 1 544 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 1 544 | | | | | | 20 | 1 544 | 0 | |
| Inde | 540 | 237 769 | 8 | 12 764 | 252 | 55 872 | 800 | 306 405 | | | | | | 800 | 306 405 | | |
| Israël | 2 138 | 443 887 | 17 | 21 270 | 111 | 16 827 | 2 266 | 481 984 | | | 0 | 0 | | 2 266 | 481 984 | | |
| Japon | 762 | 142 285 | 3 | 2 707 | 224 | 46 657 | 989 | 191 649 | | | | | | 989 | 191 649 | | |
| Jersey | 7 | 276 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 276 | | | | | | 7 | 276 | 0 | |

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (2/3)



● 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

| PAYS | FACTURES ^② | | | | | | | | FORAITS ^② | | CONTRÔLES MÉDICAUX ^② | | FRAIS DE GESTION ^② | TOTAL GÉNÉRAL | | |
|----------------------------------|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------------|-----------------------|---|
| | Soins médicalement nécessaires ^② | | Soins programmés ^② | | Soins liés à la résidence ^{*②} | | Sous-total | | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**} |
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | | | | | | | | |
| Kosovo | 50 | 6 057 | 3 | 5 768 | 10 | 148 | 63 | 11 973 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 63 | 11 973 | 0 |
| Macédoine | 249 | 12 736 | 3 | 2 736 | 2 | 166 | 254 | 15 638 | 1 326 | 136 242 | 0 | 0 | | 1 580 | 151 880 | 139 732 |
| Madagascar | 403 | 38 800 | 9 | 19 145 | 361 | 69 639 | 773 | 127 584 | | | 0 | 0 | 0 | 773 | 127 584 | 0 |
| Mali | 102 | 19 459 | 70 | 627 726 | 97 | 20 342 | 269 | 667 526 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 269 | 667 526 | 0 |
| 3 ^③ Maroc | 13 244 | 3 122 818 | 781 | 2 600 012 | 178 591 | 18 471 874 | 192 616 | 24 194 704 | | | 1 | 7 | 1 376 123 | 192 617 | 25 570 834 | 18 577 654 |
| Mauritanie | 21 | 5 096 | 1 | 1 403 | 76 | 8 444 | 98 | 14 942 | | | 0 | 0 | 0 | 98 | 14 942 | 0 |
| Monaco | 15 | 9 514 | 0 | 0 | 3 | 385 | 18 | 9 899 | | | | | | 18 | 9 899 | 0 |
| Monténégro | 54 | 6 419 | 0 | 0 | 2 | 84 | 56 | 6 503 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 56 | 6 503 | 0 |
| Niger | 17 | 1 620 | 0 | 0 | 103 | 11 399 | 120 | 13 019 | | | 0 | 0 | | 120 | 13 019 | 0 |
| Philippines | 325 | 84 442 | 6 | 16 547 | 84 | 39 903 | 415 | 140 891 | | | | | | 415 | 140 891 | 0 |
| 5 ^④ Québec | 5 | 946 | 32 | 60 169 | 7 321 | 3 308 563 | 7 358 | 3 369 678 | | | | | | 7 358 | 3 369 678 | 3 369 678 |
| Saint-Marin | 4 | 202 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 202 | | | | | | 4 | 202 | |
| Sénégal | 2 014 | 266 243 | 42 | 264 515 | 752 | 138 176 | 2 808 | 668 934 | | | 0 | 0 | 0 | 2 808 | 668 934 | 0 |
| Serbie | 476 | 120 494 | 15 | 16 301 | 47 | 7 923 | 538 | 144 718 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 538 | 144 718 | 0 |
| Togo | 173 | 62 626 | 6 | 18 486 | 136 | 23 885 | 315 | 104 997 | | | 0 | 0 | 0 | 315 | 104 997 | 0 |
| Tunisie | 8 783 | 1 289 632 | 332 | 1 408 384 | 1 082 | 311 096 | 10 197 | 3 009 112 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 10 197 | 3 009 112 | 0 |
| Turquie | 3 630 | 759 841 | 61 | 146 861 | 341 | 318 024 | 4 032 | 1 224 725 | 0 | 0 | 0 | 0 | 275 | 4 032 | 1 225 000 | 3 329 |
| Uruguay | 39 | 28 349 | 0 | 0 | 42 | 11 761 | 81 | 40 110 | | | | | | 81 | 40 110 | |
| Bateliers rhénans ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| SOUS-TOTAL | 44 873 | 9 449 594 | 2 007 | 7 283 356 | 194 699 | 24 644 617 | 241 579 | 41 377 568 | 167 203 | 53 556 977 | 1 | 7 | 6 001 092 | 408 783 | 100 935 644 | 81 021 594 |

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

(1) : Concerne les bateliers rhénans d'Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (3/3)



● 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

| PAYS | FACTURES ^① | | | | | | | | | FORAITS ^② | | CONTRÔLES MÉDICAUX ^③ | | FRAIS DE GESTION ^④ | TOTAL GÉNÉRAL | | |
|-------------------------------------|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|---|--|
| | Soins médicalement nécessaires ^⑤ | | Soins programmés ^⑥ | | Soins liés à la résidence ^{*⑦} | | Sous-total | | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**} | |
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) | | | | | | | | | |
| 4 ^e Nouvelle-Calédonie | 1 649 | 669 416 | 22 | 35 983 | 4 746 | 14 193 652 | 6 417 | 14 899 051 | | | 0 | 0 | | 6 417 | 14 899 051 | 14 777 576 | |
| 1 ^{er} Polynésie française | 2 730 | 2 497 181 | 64 | 163 264 | 31 176 | 62 801 894 | 33 970 | 65 462 338 | | | 0 | 0 | 3 359 428 | 33 970 | 68 821 766 | 67 348 528 | |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 50 | 133 741 | 1 | 115 | 29 | 46 533 | 80 | 180 388 | | | 0 | 0 | | 80 | 180 388 | 179 495 | |
| SOUS-TOTAL | 4 429 | 3 300 337 | 87 | 199 362 | 35 951 | 77 042 078 | 40 467 | 80 541 777 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 359 428 | 40 467 | 83 901 205 | 82 305 599 | |
| TOTAL 2019 | 49 302 | 12 749 931 | 2 094 | 7 482 718 | 230 650 | 101 686 696 | 282 046 | 121 919 345 | 167 203 | 53 556 977 | 1 | 7 | 9 360 520 | 449 250 | 184 836 849 | 163 327 193 | |
| TOTAL 2018 | 56 002 | 14 332 478 | 2 048 | 7 334 782 | 94 437 | 85 499 408 | 152 487 | 107 166 668 | 109 815 | 34 175 992 | 0 | 0 | 6 685 432 | 262 302 | 148 028 092 | 126 458 660 | |
| % évolution | -11,96% | -11,04% | 2,25% | 2,02% | 144,24% | 18,93% | 84,96% | 13,77% | 52,26% | 56,71% | - | - | 40,01% | 71,27% | 24,87% | 29,15% | |

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

PAYS HORS CONVENTIONS

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (1/5)



● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

| Pays | SOINS URGENTS ^① | | SOINS PROGRAMMÉS ^② | | SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**③} | | TOTAL GÉNÉRAL | |
|------------------------------------|----------------------------|--|-------------------------------|--|--|--|-------------------------|--|
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) |
| Afghanistan | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 44 | 1 | 44 |
| Afrique du Sud | 404 | 116 105 | 0 | 0 | 240 | 105 447 | 644 | 221 552 |
| Albanie | 20 | 10 039 | 1 | 279 | 6 | 1 111 | 27 | 11 429 |
| Angola | 6 | 4 270 | 1 | 299 | 24 | 2 595 | 31 | 7 164 |
| Antigua et Barbuda | 6 | 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 783 |
| Arabie Saoudite | 46 | 24 324 | 0 | 0 | 147 | 69 354 | 193 | 93 679 |
| Arménie | 43 | 9 905 | 1 | 1 847 | 5 | 376 | 49 | 12 129 |
| Australie | 934 | 190 475 | 0 | 0 | 185 | 44 929 | 1 119 | 235 404 |
| Azerbaïdjan | 8 | 5 034 | 0 | 0 | 13 | 727 | 21 | 5 761 |
| Bahamas | 35 | 10 938 | 0 | 0 | 1 | 100 | 36 | 11 038 |
| Bahrein | 16 | 6 271 | 1 | 643 | 95 | 17 338 | 112 | 24 252 |
| Bangladesh | 6 | 2 356 | 0 | 0 | 1 | 238 | 7 | 2 594 |
| Barbade | 16 | 3 125 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 3 125 |
| Belize | 9 | 1 839 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 1 839 |
| Bhoutan | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 85 | 1 | 85 |
| Bielorussie | 16 | 738 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 738 |
| Birmanie | 98 | 11 961 | 0 | 0 | 15 | 1 208 | 113 | 13 169 |
| Bolivie | 160 | 39 021 | 0 | 0 | 83 | 28 931 | 243 | 67 952 |
| Botswana | 4 | 3 401 | 0 | 0 | 43 | 1 770 | 47 | 5 171 |
| Brunei | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Burkina Faso | 130 | 37 473 | 2 | 9 421 | 153 | 23 816 | 285 | 70 710 |
| Burundi | 1 | 6 | 1 | 294 | 6 | 396 | 8 | 696 |
| Cambodge | 615 | 180 407 | 2 | 2 719 | 135 | 24 903 | 752 | 208 029 |
| Chine | 777 | 197 589 | 4 | 2 864 | 512 | 135 141 | 1 293 | 335 593 |
| Colombie | 419 | 73 749 | 0 | 0 | 286 | 95 960 | 705 | 169 710 |
| Comores | 19 | 4 803 | 4 | 14 610 | 9 | 434 | 32 | 19 847 |
| Congo (République démocratique du) | 22 | 9 115 | 4 | 5 041 | 69 | 8 942 | 95 | 23 098 |
| Corée (République populaire de) | 1 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 28 |
| Costa Rica | 281 | 75 240 | 0 | 0 | 69 | 62 296 | 350 | 137 535 |

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (2/5)

● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins



| Pays | SOINS URGENTS ^① | | SOINS PROGRAMMÉS ^② | | SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**③} | | TOTAL GÉNÉRAL | |
|---------------------|----------------------------|--|-------------------------------|--|--|--|-------------------------|--|
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) |
| Cuba | 982 | 115 596 | 0 | 0 | 29 | 3 040 | 1 011 | 118 637 |
| Djibouti | 32 | 6 801 | 0 | 0 | 213 | 36 973 | 245 | 43 774 |
| Dominique | 7 | 6 821 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 6 821 |
| Egypte | 912 | 191 564 | 2 | 1 248 | 222 | 28 302 | 1 136 | 221 114 |
| El Salvador | 19 | 3 609 | 0 | 0 | 55 | 15 921 | 74 | 19 530 |
| Emirats arabes unis | 638 | 131 544 | 5 | 4 753 | 406 | 67 486 | 1 049 | 203 783 |
| Equateur | 114 | 19 431 | 0 | 0 | 91 | 38 583 | 205 | 58 013 |
| Erythrée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ethiopie | 26 | 2 002 | 0 | 0 | 50 | 8 774 | 76 | 10 776 |
| Fidji | 3 | 549 | 0 | 0 | 4 | 424 | 7 | 973 |
| Gambie | 2 | 1 113 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 113 |
| Géorgie | 28 | 9 757 | 0 | 0 | 21 | 2 996 | 49 | 12 753 |
| Ghana | 12 | 566 | 1 | 3 363 | 37 | 5 867 | 50 | 9 796 |
| Grenade | 12 | 2 617 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 2 617 |
| Groënland | 1 | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 20 |
| Guatemala | 62 | 19 036 | 0 | 0 | 54 | 44 198 | 116 | 63 234 |
| Guinée | 36 | 6 363 | 5 | 12 720 | 48 | 2 633 | 89 | 21 715 |
| Guinée-Bissau | 1 | 710 | 0 | 0 | 1 | 9 | 2 | 719 |
| Guinée équatoriale | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 732 | 11 | 732 |
| Guyana | 1 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 21 |
| Haïti | 13 | 2 572 | 2 | 5 118 | 24 | 3 305 | 39 | 10 995 |
| Honduras | 12 | 527 | 0 | 0 | 42 | 14 398 | 54 | 14 925 |
| Indonésie | 1 423 | 285 988 | 1 | 1 122 | 205 | 56 707 | 1 629 | 343 816 |
| Irak | 1 | 35 | 0 | 0 | 6 | 956 | 7 | 991 |
| Iran | 23 | 15 259 | 0 | 0 | 5 | 2 319 | 28 | 17 578 |
| Jamaïque | 31 | 6 809 | 0 | 0 | 0 | 0 | 31 | 6 809 |
| Jordanie | 89 | 20 755 | 0 | 0 | 58 | 11 041 | 147 | 31 796 |
| Kazakhstan | 10 | 922 | 0 | 0 | 3 | 168 | 13 | 1 091 |
| Kenya | 100 | 37 024 | 0 | 0 | 55 | 17 051 | 155 | 54 075 |
| Kirghizistan | 6 | 155 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 155 |
| Kiribati | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (3/5)

● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins



| Pays | SOINS URGENTS ^① | | SOINS PROGRAMMÉS ^② | | SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**③} | | TOTAL GÉNÉRAL | |
|--|----------------------------|--|-------------------------------|--|--|--|-------------------------|--|
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) |
| Koweït | 5 | 2 328 | 0 | 0 | 31 | 27 106 | 36 | 29 434 |
| Laos | 137 | 21 546 | 0 | 0 | 80 | 62 214 | 217 | 83 760 |
| Lésotho | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ^{5^e} Liban | 749 | 147 539 | 4 | 10 709 | 451 | 253 248 | 1 204 | 411 496 |
| Libéria | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 111 | 1 | 111 |
| Libye | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 30 | 1 | 30 |
| Malaisie | 285 | 44 575 | 0 | 0 | 173 | 19 172 | 458 | 63 747 |
| Malawi | 3 | 1 034 | 0 | 0 | 4 | 200 | 7 | 1 233 |
| Maldives | 64 | 5 176 | 0 | 0 | 0 | 0 | 64 | 5 176 |
| Marshall (Iles) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ^{3^e} Maurice (Ile) | 2 393 | 507 378 | 14 | 9 459 | 323 | 102 803 | 2 730 | 619 641 |
| ^{2^e} Mexique | 1 241 | 332 918 | 0 | 0 | 487 | 340 658 | 1 728 | 673 576 |
| Micronésie (États fédérés) | 1 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 28 |
| Moldavie | 12 | 3 825 | 1 | 200 | 3 | 778 | 16 | 4 803 |
| Mongolie | 17 | 4 491 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 | 4 491 |
| Mozambique | 6 | 3 982 | 0 | 0 | 53 | 8 982 | 59 | 12 964 |
| Namibie | 55 | 27 112 | 0 | 0 | 6 | 12 373 | 61 | 39 485 |
| Nauru | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Népal | 212 | 98 553 | 0 | 0 | 7 | 538 | 219 | 99 091 |
| Nicaragua | 7 | 2 559 | 0 | 0 | 31 | 22 991 | 38 | 25 549 |
| Nigéria | 4 | 3 170 | 1 | 1 080 | 35 | 6 398 | 40 | 10 647 |
| Nouvelle-Zélande | 278 | 20 950 | 0 | 0 | 44 | 5 749 | 322 | 26 700 |
| Oman | 80 | 8 023 | 0 | 0 | 42 | 4 216 | 122 | 12 239 |
| Ouganda | 9 | 3 262 | 0 | 0 | 9 | 492 | 18 | 3 754 |
| Ouzbékistan | 10 | 629 | 0 | 0 | 3 | 484 | 13 | 1 113 |
| Pakistan | 16 | 8 831 | 1 | 220 | 7 | 859 | 24 | 9 910 |
| Palaos (Iles) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palestine | 5 | 219 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 219 |
| Panama | 90 | 9 795 | 0 | 0 | 72 | 15 586 | 162 | 25 380 |
| Papouasie - Nouvelle-Guinée | 2 | 69 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 69 |

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (4/5)

● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins



| Pays | SOINS URGENTS ^① | | SOINS PROGRAMMÉS ^② | | SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**③} | | TOTAL GÉNÉRAL | |
|----------------------------|----------------------------|--|-------------------------------|--|--|--|-------------------------|--|
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**}) |
| Paraguay | 15 | 1 772 | 0 | 0 | 43 | 10 862 | 58 | 12 634 |
| Pérou | 789 | 211 209 | 0 | 0 | 96 | 57 404 | 885 | 268 613 |
| Pitcairn (Ile) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Qatar | 29 | 4 485 | 0 | 0 | 102 | 27 441 | 131 | 31 925 |
| République centrafricaine | 10 | 476 | 0 | 0 | 20 | 682 | 30 | 1 158 |
| République dominicaine | 1 613 | 319 019 | 1 | 1 250 | 94 | 48 850 | 1 708 | 369 118 |
| Russie | 398 | 79 112 | 3 | 2 035 | 123 | 86 524 | 524 | 167 671 |
| Rwanda | 14 | 3 194 | 0 | 0 | 12 | 683 | 26 | 3 876 |
| Sahara occidental | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Saint Barthélemy | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Saint-Christophe-et-Niévès | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sainte-Lucie | 19 | 3 245 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 | 3 245 |
| Saint-Martin | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 49 | 2 | 49 |
| Saint-Vincent grenadines | 6 | 572 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 572 |
| Salomon (Iles) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Samoa occidentales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sao Tomé-et-Principes | 1 | 41 | 0 | 0 | 1 | 81 | 2 | 123 |
| Seychelles | 76 | 3 719 | 1 | 1 793 | 6 | 791 | 83 | 6 302 |
| Sierra Leone | 1 | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 20 |
| Singapour | 411 | 71 866 | 0 | 0 | 243 | 105 422 | 654 | 177 288 |
| Somalie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soudan | 2 | 28 | 0 | 0 | 2 | 65 | 4 | 93 |
| Soudan du sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sri Lanka | 156 | 67 829 | 4 | 4 190 | 5 | 1 016 | 165 | 73 035 |
| Surinam | 4 | 1 189 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 1 189 |
| Swaziland | 3 | 48 | 3 | 52 | 0 | 0 | 6 | 100 |
| Syrie | 20 | 6 666 | 0 | 0 | 4 | 470 | 24 | 7 136 |
| Tadjikistan | 1 | 44 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 44 |
| Taiwan | 115 | 18 884 | 0 | 0 | 49 | 35 950 | 164 | 54 834 |
| Tanzanie | 120 | 15 484 | 0 | 0 | 31 | 5 975 | 151 | 21 458 |

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (5/5)



5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

| Pays | SOINS URGENTS ^① | | SOINS PROGRAMMÉS ^② | | SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**③} | | TOTAL GÉNÉRAL | |
|-------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) [circuit 1**] | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) [circuit 1**] | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) [circuit 1**] | Nombre de bénéficiaires | Montant remboursé (€) [circuit 1**] |
| Tchad | 8 | 3 858 | 0 | 0 | 18 | 979 | 26 | 4 837 |
| ^{1^{er}} Thaïlande | 5 070 | 1 611 202 | 9 | 23 275 | 384 | 442 246 | 5 463 | 2 076 722 |
| Timor oriental | 2 | 130 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 130 |
| TOM des Etats-Unis (Antilles) | 8 | 594 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 594 |
| TOM des Etats-Unis (Pacifique) | 1 | 1 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 000 |
| TOM des Pays-Bas (Antilles) | 29 | 7 099 | 0 | 0 | 0 | 0 | 29 | 7 099 |
| TOM du Royaume-Uni (Antilles) | 22 | 4 340 | 0 | 0 | 1 | 96 | 23 | 4 435 |
| TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOM du Royaume-Uni (Océan indien) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tonga | 1 | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 26 |
| Trinité et Tabago | 4 | 143 | 0 | 0 | 1 | 57 | 5 | 200 |
| Turkménistan | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 107 | 1 | 107 |
| Tuvalu | 1 | 53 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 53 |
| Ukraine | 45 | 6 543 | 0 | 0 | 26 | 7 532 | 71 | 14 075 |
| Vanuatu | 19 | 3 397 | 0 | 0 | 65 | 10 562 | 84 | 13 959 |
| Vatican | 7 | 347 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 347 |
| Venezuela | 13 | 3 694 | 0 | 0 | 42 | 4 756 | 55 | 8 450 |
| ^{4^e} Vietnam | 1 294 | 440 849 | 6 | 7 455 | 399 | 159 604 | 1 699 | 607 908 |
| Wallis et Futuna | 1 | 17 | 0 | 0 | 10 | 453 | 11 | 470 |
| Yémen | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Zambie | 7 | 934 | 0 | 0 | 7 | 319 | 14 | 1 252 |
| Zimbabwe | 4 | 2 015 | 0 | 0 | 14 | 3 046 | 18 | 5 061 |
| Croisières | 3 392 | 260 633 | 25 | 29 287 | 6 | 611 | 3 423 | 290 531 |
| Autres pays | 18 | 2 887 | 0 | 0 | 99 | 43 731 | 117 | 46 619 |
| Données géographiques non précisées | 13 | 1 228 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 1 228 |
| TOTAL 2019 | 28 131 | 6 325 038 | 110 | 157 346 | 7 508 | 2 929 377 | 35 749 | 9 411 762 |
| TOTAL 2018 | 29 327 | 6 767 597 | 108 | 197 751 | 7 460 | 2 653 655 | 36 895 | 9 619 003 |
| % évolution | -4,08% | -6,54% | 1,85% | -20,43% | 0,64% | 10,39% | -3,11% | -2,15% |

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

LES REMBOURSEMENTS DANS LE CADRE DE LA COORDINATION



TOUS TYPES D'ACCORDS

A SAVOIR

Ces remboursements correspondent aux prestations de soins de santé servies aux assurés des régimes français et étrangers de sécurité sociale et dont le coût est pris en charge dans un premier temps par les institutions des territoires sur lesquels ont été engagées ces dépenses (lieu de séjour ou de résidence).

Cette prise en charge fait l'objet dans un second temps de remboursements entre institutions compétentes sur la base des créances présentées et dettes notifiées les années précédentes (voir début de chapitre).

En France, l'institution en charge depuis 2015 de gérer ce mécanisme de coordination est le Centre National des Soins à l'Étranger (CNSE).

Synthèse des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (tous types d'accords)

| Pays | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | |
|---------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-----------------------------------|------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total |
| | Factures | Forfaits | | | | Factures | Forfaits | | | |
| de l'UE-EEE-Suisse | 267 255 969 | 70 411 488 | 58 571 | 10 914 789 | 348 640 818 | 954 090 300 | 61 706 | 927 | 13 736 425 | 967 889 358 |
| hors UE-EEE-Suisse | 100 409 689 | 53 556 977 | 7 | 9 360 520 | 163 327 193 | 5 881 200 | 7 047 750 | 0 | 608 936 | 13 537 885 |
| Total 2019 | 367 665 658 | 123 968 465 | 58 578 | 20 275 309 | 511 968 011 | 959 971 500 | 7 109 456 | 927 | 14 345 360 | 981 427 243 |
| Total 2018 | 340 026 596 | 155 807 854 | 22 494 | 18 313 215 | 514 170 160 | 977 402 106 | 654 350 | 5 656 | 12 651 979 | 990 714 091 |
| % évolution (N/N-1) | 8,13 | -20,44 | 160,42 | 10,71 | -0,43 | -1,78 | 986,49 | -83,60 | 13,38 | -0,94 |

En 2019, la France s'est acquittée de dettes pour un montant global approchant les 512 millions d'euros.

- 71,8% de ce montant concerne des remboursements de dépenses de soins de santé sur factures, 24,2% des remboursements forfaitaires et 4% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion ;
- 68% a pour origine un séjour ou une résidence permanente dans la zone de l'UE-EEE-Suisse et 32% dans les pays liés à la France par une convention bilatérale ou un décret de coordination (accords internationaux de sécurité sociale).

Dans le sens inverse, les organismes étrangers se sont acquittés auprès de la France d'un montant global de plus de 981 millions d'euros de créances françaises réparties de la façon suivante :

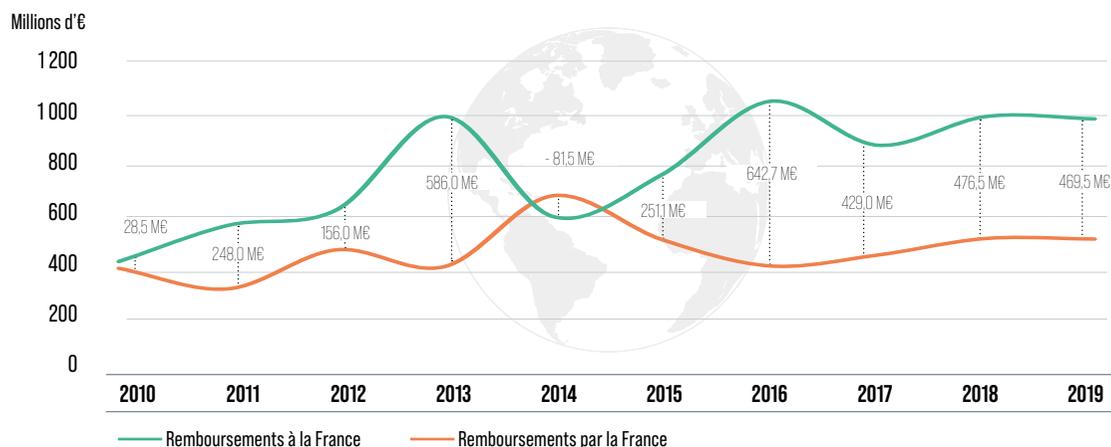
- 97,8% des remboursements de soins de santé présentés sur factures, 0,7% des remboursements par forfait et 1,5% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion.
- 98,6% de ces paiements ont été effectués par les pays de la zone UE-EEE-Suisse.



Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (tous types d'accords)

| Années | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | | | | |
|------------------------------|-------------------------------------|-------------|----------------------|-------------|--------------------|-------------------|----------------------|----------------|-----------------------------------|-------------|--------------------|------------|--------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| | Soins de santé | | | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | % Evol (N/N-1) | Soins de santé | | | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | % Evol (N/N-1) |
| | Factures | % | Forfaits | % | | | | | Factures | % | Forfaits | % | | | | |
| 2010 | 187 383 282 | 47,3 | 208 343 177 | 52,6 | 64 566 | - | 395 791 024 | | 270 253 166 | 63,7 | 154 078 135 | 36,3 | 6 655 | - | 424 337 955 | |
| 2011 | 166 763 307 | 52,5 | 150 738 832 | 47,5 | 6 161 | - | 317 508 299 | -19,78 | 341 065 126 | 60,3 | 224 413 630 | 39,7 | 1 658 | - | 565 480 414 | 33,26 |
| 2012 | 342 217 359 | 72,8 | 127 533 992 | 27,1 | 47 529 | - | 469 798 879 | 47,96 | 554 475 668 | 88,6 | 71 317 917 | 11,4 | 582 | - | 625 794 168 | 10,67 |
| 2013 | 329 915 911 | 81,6 | 74 432 142 | 18,4 | 103 749 | - | 404 451 802 | -13,91 | 942 979 107 | 95,2 | 47 481 386 | 4,8 | 12 815 | - | 990 473 309 | 58,27 |
| 2014 | 336 713 773 | 49,4 | 344 475 927 | 50,6 | 19 451 | - | 681 209 151 | 68,43 | 532 199 955 | 88,7 | 67 554 563 | 11,3 | 627 | - | 599 755 144 | -39,45 |
| 2015 | 371 644 986 | 72,8 | 139 057 296 | 27,2 | 60 302 | - | 510 762 584 | -25,02 | 738 275 346 | 96,9 | 23 618 099 | 3,1 | 10 006 | - | 761 903 451 | 27,04 |
| 2016 | 274 110 986 | 67,3 | 125 941 143 | 30,9 | 67 427 | 6 880 133 | 406 999 688 | -20,32 | 977 243 993 | 93,1 | 60 341 040 | 5,7 | 8 200 | 12 145 091 | 1 049 738 324 | 37,78 |
| 2017 | 334 439 239 | 74,4 | 93 994 774 | 20,9 | 183 262 | 20 813 931 | 449 431 206 | 10,43 | 812 086 194 | 92,4 | 51 782 418 | 5,9 | 1 722 | 14 610 547 | 878 480 881 | -16,31 |
| 2018 | 340 026 596 | 66,1 | 155 807 854 | 30,3 | 22 494 | 18 313 215 | 514 170 160 | 14,40 | 977 402 106 | 98,7 | 654 350 | 0,1 | 5 656 | 12 651 979 | 990 714 091 | 12,78 |
| 2019 | 367 665 658 | 71,8 | 123 968 465 | 24,2 | 58 578 | 20 275 309 | 511 968 011 | -0,43 | 959 971 500 | 97,8 | 7 109 456 | 0,7 | 927 | 14 345 360 | 981 427 243 | -0,94 |
| période (2010 - 2019) | 3 050 881 097 | 65,4 | 1 544 293 600 | 33,1 | 633 518 | 66 282 589 | 4 662 090 803 | | 7 105 952 160 | 90,3 | 708 350 994 | 9,0 | 48 850 | 53 752 976 | 7 868 104 980 | |

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2019, dans le cadre de la coordination, la balance des remboursements des soins de santé entre la France et les pays étrangers (tous types d'accords) est excédentaire de plus de 469 millions d'euros, étant en cela un solde parmi les plus importants de la décennie.

- A noter que 2014 est une année particulière à plusieurs titres :
- elle est la seule année de la décennie dont les remboursements à la France, par les organismes étrangers, furent inférieurs à ceux effectués par la France ;
 - les paiements avec les organismes étrangers ont été arrêtés en novembre de l'année, du fait du transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE ;
 - des régularisations de comptes sont intervenues durant les commissions mixtes avec l'Algérie et la Serbie ;
 - enfin, l'Espagne a bénéficié de remboursements plus importants compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

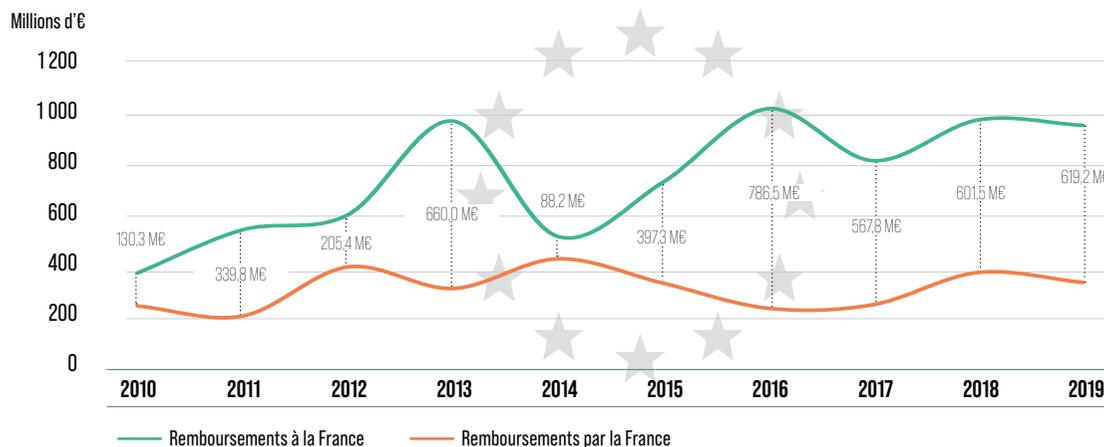


Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (règlements européens)

| Années | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | | | | |
|------------------------------|-------------------------------------|-------------|--------------------|-------------|--------------------|-------------------|----------------------|----------------|-----------------------------------|-------------|--------------------|------------|--------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| | Soins de santé | | | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | % Evol (N/N-1) | Soins de santé | | | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | % Evol (N/N-1) |
| | Factures | % | Forfaits | % | | | | | Factures | % | Forfaits | % | | | | |
| 2010 | 128 666 330 | 50,3 | 127 137 568 | 49,7 | 60 977 | - | 255 864 875 | | 264 158 726 | 68,4 | 121 959 807 | 31,6 | 6 655 | - | 386 125 188 | |
| 2011 | 108 198 372 | 50,0 | 108 102 721 | 50,0 | 6 161 | - | 216 307 254 | -15,5 | 338 976 469 | 61,0 | 217 163 630 | 39,0 | 1 658 | - | 556 141 757 | 44,0 |
| 2012 | 288 853 686 | 70,5 | 120 746 958 | 29,5 | 47 529 | - | 409 648 173 | 89,4 | 551 235 400 | 89,6 | 63 783 955 | 10,4 | 582 | - | 615 019 938 | 10,6 |
| 2013 | 250 129 561 | 77,0 | 74 432 142 | 22,9 | 103 749 | - | 324 665 452 | -20,7 | 937 181 012 | 95,2 | 47 478 388 | 4,8 | 12 815 | - | 984 672 215 | 60,1 |
| 2014 | 258 499 035 | 58,5 | 183 031 199 | 41,5 | 17 212 | - | 441 547 446 | 36,0 | 526 289 905 | 99,4 | 3 410 364 | 0,6 | 627 | - | 529 700 896 | -46,2 |
| 2015 | 261 728 826 | 75,7 | 84 035 370 | 24,3 | 59 790 | - | 345 823 986 | -21,7 | 736 724 328 | 99,1 | 6 350 218 | 0,9 | 6 217 | - | 743 080 763 | 40,3 |
| 2016 | 192 390 884 | 78,0 | 49 101 122 | 19,9 | 67 110 | 5 211 982 | 246 771 099 | -28,6 | 970 226 708 | 93,9 | 50 938 575 | 4,9 | 8 200 | 12 100 573 | 1 033 274 057 | 39,1 |
| 2017 | 243 847 236 | 93,5 | 6 540 051 | 2,5 | 182 924 | 10 114 908 | 260 685 119 | 5,6 | 810 027 872 | 97,8 | 5 529 458 | 0,7 | 1 722 | 12 919 944 | 828 478 997 | -19,8 |
| 2018 | 254 429 361 | 65,6 | 121 631 862 | 31,4 | 22 494 | 11 627 784 | 387 711 500 | 48,7 | 976 244 834 | 98,7 | 318 350 | 0,0 | 5 656 | 12 612 121 | 989 180 961 | 19,4 |
| 2019 | 267 255 969 | 76,7 | 70 411 488 | 20,2 | 58 571 | 10 914 789 | 348 640 818 | -10,1 | 954 090 300 | 98,6 | 61 706 | 0,0 | 927 | 13 736 425 | 967 889 358 | -2,2 |
| période (2010 - 2019) | 2 253 999 260 | 69,6 | 945 170 481 | 29,2 | 626 517 | 37 869 463 | 3 237 665 721 | | 7 065 155 554 | 92,6 | 516 994 452 | 6,8 | 45 061 | 51 369 063 | 7 633 564 129 | |

En 2019, les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont remboursé près de 968 millions d'euros à la France, soit un recul de 2% par rapport à 2018. Depuis 2010, les remboursements perçus par la France sont toujours supérieurs à ceux qu'elle a effectués à l'ensemble des Etats de l'UE-EEE-Suisse (+619,2 millions d'euros en 2019).

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



A SAVOIR

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre Etat membre que l'Etat compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux. A compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). A compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Depuis 2015, le CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger) rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.



Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2019 (règlements européens) (1/2)

| Pays | Organismes | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | | SOLDE |
|--------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|------------|--------------------|------------------|-------------|-----------------------------------|----------|--------------------|------------------|-------------|-------------|
| | | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | |
| | | Factures | Forfaits | | | | Factures | Forfaits | | | | |
| Allemagne | DVKA Bonn - HGB Mannheim | 33 696 397 | 189 496 | 47 | 0 | 33 885 941 | 102 733 100 | 0 | 0 | 0 | 102 733 100 | 68 847 159 |
| Autriche | HOS Vienne | 1 470 497 | 0 | 0 | 0 | 1 470 497 | 1 733 767 | 0 | 0 | 0 | 1 733 767 | 263 270 |
| Belgique | INAMI-FAT-FMP Bruxelles | 136 401 156 | 33 711 | 6 404 | 10 914 789 | 147 356 060 | 171 715 952 | -10 646 | 0 | 13 736 425 | 185 441 731 | 38 085 671 |
| Bulgarie | FNAM - Sofia | 33 220 | 0 | 0 | 0 | 33 220 | 9 375 623 | 32 568 | 0 | 0 | 9 408 191 | 9 374 971 |
| Chypre | MTSS-MS-MF Nicosia | 12 004 | 22 954 | 0 | 0 | 34 958 | 618 952 | 0 | 0 | 0 | 618 952 | 583 993 |
| Croatie | HZZO ZAGREB | 341 121 | 0 | 0 | 0 | 341 121 | 274 547 | 0 | 0 | 0 | 274 547 | -66 573 |
| Danemark | Patientombudet Frederiksberg | 112 449 | 0 | 0 | 0 | 112 449 | 8 462 700 | 226 | 88 | 0 | 8 463 013 | 8 350 564 |
| Espagne | INSS Madrid | 27 349 381 | 69 866 118 | 51 787 | 0 | 97 267 286 | 17 440 385 | 0 | 0 | 0 | 17 440 385 | -79 826 901 |
| Estonie | EH Tallinn | 11 573 | 0 | 0 | 0 | 11 573 | 648 403 | 661 | 0 | 0 | 649 064 | 637 491 |
| Finlande | KSKLT Helsinki | 370 399 | 53 580 | 0 | 0 | 423 979 | 1 189 702 | 0 | 0 | 0 | 1 189 702 | 765 722 |
| Grèce | EOPPY Athènes | 54 684 | 117 703 | 0 | 0 | 172 387 | 5 851 016 | 0 | 0 | 0 | 5 851 016 | 5 678 629 |
| Hongrie | OEP Budapest | 223 459 | 0 | 0 | 0 | 223 459 | 1 051 394 | 0 | 0 | 0 | 1 051 394 | 827 935 |
| Irlande | HSE Kildare | 395 040 | 45 126 | 0 | 0 | 440 165 | 2 650 842 | 0 | 0 | 0 | 2 650 842 | 2 210 677 |
| Islande | TR Reyjavik | 305 981 | 0 | 0 | 0 | 305 981 | 230 448 | 0 | 0 | 0 | 230 448 | -75 533 |
| Italie | MS - INAIL - Rome | 11 078 708 | 0 | 0 | 0 | 11 078 708 | 73 806 909 | 0 | 0 | 0 | 73 806 909 | 62 728 201 |
| Lettonie | VSAA-VOVAA Riga | 3 515 | 0 | 0 | 0 | 3 515 | 575 285 | 0 | 0 | 0 | 575 285 | 571 770 |
| Liechtenstein | AFV Vaduz | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 547 | 0 | 0 | 0 | 33 547 | 33 547 |
| Lituanie | VLK Vilnius | 11 818 | 0 | 0 | 0 | 11 818 | 983 247 | 0 | 0 | 0 | 983 247 | 971 430 |
| Luxembourg | CNAMO - AAA - Luxembourg | 25 092 313 | 0 | 0 | 0 | 25 092 313 | 172 375 545 | 0 | 0 | 0 | 172 375 545 | 147 283 232 |
| Malte | DTSS La Valette | 80 990 | 0 | 35 | 0 | 81 025 | 164 719 | 0 | 0 | 0 | 164 719 | 83 695 |
| Norvège | RTV Oslo | 429 619 | 25 758 | 0 | 0 | 455 377 | 1 095 579 | 1 427 | 0 | 0 | 1 097 006 | 641 629 |
| Pays-Bas | Zorginstituut Nederland AMSTEVEEN | 4 354 101 | -1 715 | 0 | 0 | 4 352 386 | 40 247 675 | 0 | 0 | 0 | 40 247 675 | 35 895 289 |
| Pologne | NFZ Varsovie | 611 081 | 0 | 298 | 0 | 611 379 | 7 150 438 | 0 | 0 | 0 | 7 150 438 | 6 539 058 |
| Portugal | DRICSS Lisbonne | 213 483 | 0 | 0 | 0 | 213 483 | 4 496 888 | 0 | 0 | 0 | 4 496 888 | 4 283 404 |
| République Tchèque | CMU Prague | 221 415 | 0 | 0 | 0 | 221 415 | 1 336 154 | 0 | 0 | 0 | 1 336 154 | 1 114 739 |

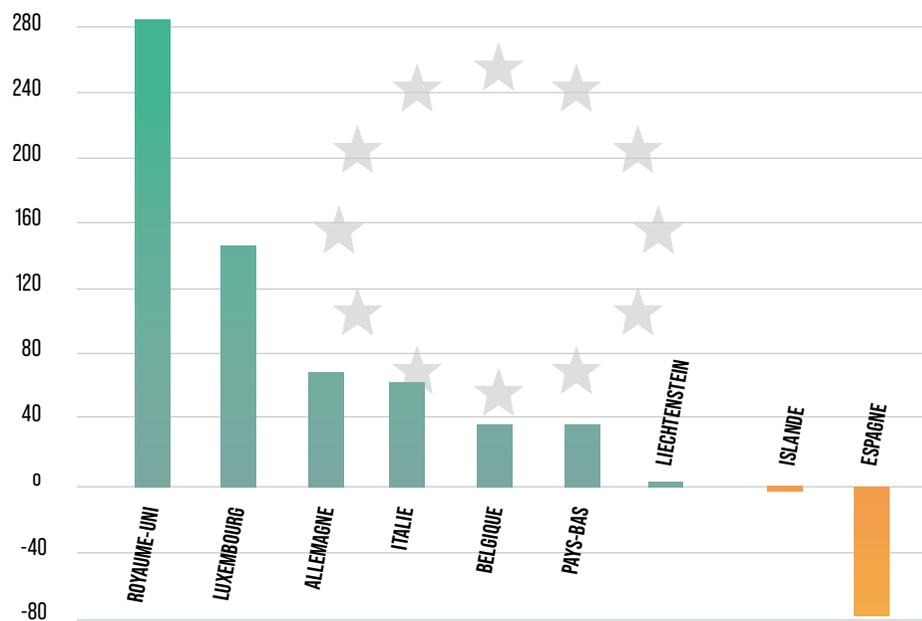


Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2019 (règlements européens) (2/2)

| Pays | Organismes | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | | SOLDE |
|-------------------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-----------------------------------|----------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | |
| | | Factures | Forfaits | | | | Factures | Forfaits | | | | |
| Roumanie | CNAS Bucarest | 44 702 | 0 | 0 | 0 | 44 702 | 8 039 047 | 0 | 0 | 0 | 8 039 047 | 7 994 345 |
| Royaume-Uni | DH Londres | 0 | 33 012 | 0 | 0 | 33 012 | 285 224 052 | 0 | 0 | 0 | 285 224 052 | 285 191 040 |
| Slovaquie | SP Bratislava | 86 742 | 0 | 0 | 0 | 86 742 | 659 494 | 37 469 | 0 | 0 | 696 963 | 610 221 |
| Slovénie | ZZZS Ljubljana | 70 826 | 0 | 0 | 0 | 70 826 | 823 781 | 0 | 0 | 0 | 823 781 | 752 955 |
| Suède | RFKV Stockholm | 828 969 | 25 745 | 0 | 0 | 854 714 | 3 953 771 | 0 | 0 | 0 | 3 953 771 | 3 099 057 |
| Suisse | LAMAL Soleure - CNA Lucerne | 23 350 327 | 0 | 0 | 0 | 23 350 327 | 29 147 339 | 0 | 840 | 0 | 29 148 179 | 5 797 852 |
| Total 2019 | | 267 255 969 | 70 411 488 | 58 571 | 10 914 789 | 348 640 818 | 954 090 300 | 61 706 | 927 | 13 736 425 | 967 889 358 | 619 248 540 |
| Total 2018 | | 254 429 361 | 121 631 862 | 22 494 | 11 627 784 | 387 711 500 | 976 244 834 | 318 350 | 5 656 | 12 612 121 | 989 180 961 | 601 469 460 |
| % évolution | | 5,04 | -42,11 | 160,38 | -6,13 | -10,08 | -2,27 | -80,62 | -83,60 | 8,91 | -2,15 | 2,96 |

En 2019, dans le cadre de la coordination (circuit 2), les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par les organismes étrangers européens à la France sont près de 2,8 fois supérieurs à ceux réalisés par la France au profit de ces mêmes organismes.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2019



ACCORDS INTERNATIONAUX

A SAVOIR

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- la facture F
- le forfait T

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau ci-contre donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2019.



Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2019 (1/2)

| Pays | PRESTATIONS EN NATURE | | | | | | CONTRÔLE MÉDICAL | OBSERVATIONS |
|--------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|------------|-------------------------------|-----------------------|------------------|--|
| | Familles | Séjour temporaire | Transfert résidence | Pensionnés | AT incapacité temporaire | Travailleurs détachés | | |
| Algérie | T | T | T | T | T | F* | T ¹ | * Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention) |
| Andorre | F | F | F | F | F | F | - | |
| Bénin | - | - | F* | - | F | - | T ¹ | * Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1) |
| Bosnie-Herzégovine | T | F | F | T | F | F | F et T | |
| Cameroon | - | - | - | - | F | F ⁵ * | R prov. | * Option possible en AT |
| Cap-Vert | T | T | T | - | T | F | T ¹ | |
| Congo Brazzaville | - | - | T*F* | - | T ¹ F ⁵ | - | T ¹ | * T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo Brazzaville pour la maladie (cf Protocole n°1) |
| Côte d'Ivoire | - | - | F* | - | F | - | T ¹ | * Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1) |
| Gabon | T | F*T | T | - | T | F | T ¹ | * Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé |
| Israël | - | - | - | - | F | - | T ¹ | |
| Jersey | T | F* | F* | - | - | R | - | * Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum |
| Kosovo | T | F | F | T | F | F | F et T | |
| Macédoine | T | F | F | T | F | F | F et T | |

F : Facture T : Forfait
R : Renonciation
R prov. : Renonciation provisoire

¹ Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité

² En cas d'incapacité temporaire AT

³ Prestations à la charge de la France

⁴ Prestations à la charge de la Turquie

⁵ Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2019 (2/2)



| Pays | PRESTATIONS EN NATURE | | | | | | CONTRÔLE MÉDICAL | OBSERVATIONS |
|--------------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------|-------------------------------|-----------------------|---------------------|---|
| | Familles | Séjour temporaire | Transfert résidence | Pensionnés | AT incapacité temporaire | Travailleurs détachés | | |
| Madagascar | - | - | F | - | | - | T ¹ | |
| Mali | T | F | F | - | T | F | T ¹ | |
| Maroc | F | F | F | - | F | - | F | |
| Mauritanie | - | - | F | - | T | - | F et T ² | |
| Monaco | - | - | - | R | - | - | - | |
| Monténégro | T | F | F | T | F | F | F et T | |
| Niger | - | F | F | - | F | - | R prov. | |
| Nouvelle-Calédonie | F | F | F | F | F | F | - | |
| Polynésie française | F | F | F | F | F | F | - | |
| Québec | R | F | F | R | F | F | F | |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | F | F | F | F | F | F | - | |
| Sénégal | - | - | F* | - | F | - | F et T ¹ | * Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1) |
| Serbie | T | F | F | T | F | F | F et T | |
| Togo | - | - | F* | - | F | F | R et T ¹ | * Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1) |
| Tunisie | F | F | F | F | F | F | F | |
| Turquie | T | F ³ T ⁴ | F ³ T ⁴ | T | F ³ T ⁴ | F | T ¹ | |

F : Facture T : Forfait

R : Renonciation

R prov. : Renonciation provisoire

¹ Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité

² En cas d'incapacité temporaire AT

³ Prestations à la charge de la France

⁴ Prestations à la charge de la Turquie

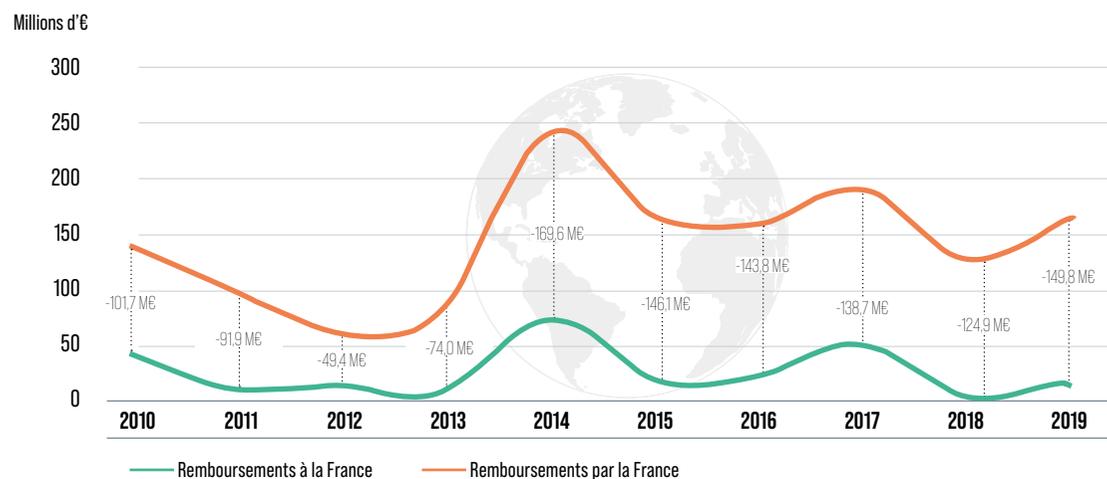
⁵ Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour



Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (Accords internationaux)

| Années | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | | | | |
|------------------------------|-------------------------------------|-------------|--------------------|-------------|--------------------|-------------------|----------------------|----------------|-----------------------------------|-------------|--------------------|-------------|--------------------|------------------|--------------------|----------------|
| | Soins de santé | | | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | % Evol (N/N-1) | Soins de santé | | | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | % Evol (N/N-1) |
| | Factures | % | Forfaits | % | | | | | Factures | % | Forfaits | % | | | | |
| 2010 | 58 716 952 | 42,0 | 81 205 609 | 58,0 | 3 589 | - | 139 926 150 | | 6 094 440 | 15,9 | 32 118 328 | 84,1 | 0 | - | 38 212 767 | |
| 2011 | 58 564 935 | 57,9 | 42 636 110 | 42,1 | 0 | - | 101 201 045 | -27,68 | 2 088 657 | 22,4 | 7 250 000 | 77,6 | 0 | - | 9 338 657 | -75,56 |
| 2012 | 53 363 673 | 88,7 | 6 787 033 | 11,3 | 0 | - | 60 150 706 | -40,56 | 3 240 268 | 30,1 | 7 533 962 | 69,9 | 0 | - | 10 774 230 | 15,37 |
| 2013 | 79 786 351 | 100,0 | 0 | 0,0 | 0 | - | 79 786 351 | 32,64 | 5 798 096 | 99,9 | 2 998 | 0,1 | 0 | - | 5 801 094 | -46,16 |
| 2014 | 78 214 738 | 32,6 | 161 444 728 | 67,4 | 2 239 | - | 239 661 705 | 200,38 | 5 910 050 | 8,4 | 64 144 198 | 91,6 | 0 | - | 70 054 248 | 1 107,60 |
| 2015 | 109 916 160 | 66,6 | 55 021 926 | 33,4 | 512 | - | 164 938 598 | -31,18 | 1 551 018 | 8,2 | 17 267 881 | 91,7 | 3 789 | - | 18 822 688 | -73,13 |
| 2016 | 81 720 101 | 51,0 | 76 840 021 | 48,0 | 316 | 1 668 151 | 160 228 589 | -33,14 | 7 017 285 | 42,6 | 9 402 465 | 57,1 | 0 | 44 517 | 16 464 267 | -76,50 |
| 2017 | 90 592 003 | 48,0 | 87 454 723 | 46,3 | 338 | 10 699 023 | 188 746 087 | 14,43 | 2 058 321 | 4,1 | 46 252 960 | 92,5 | 0 | 1 690 603 | 50 001 884 | 165,65 |
| 2018 | 85 597 236 | 67,7 | 34 175 992 | 27,0 | 0 | 6 685 432 | 126 458 660 | -21,08 | 1 157 272 | 75,5 | 336 000 | 21,9 | 0 | 39 858 | 1 533 130 | -90,69 |
| 2019 | 100 409 689 | 61,5 | 53 556 977 | 32,8 | 7 | 9 360 520 | 163 327 193 | -13,47 | 5 881 200 | 43,4 | 7 047 750 | 52,1 | 0 | 608 936 | 13 537 885 | -72,93 |
| période (2010 - 2019) | 796 881 837 | 55,9 | 599 123 119 | 42,1 | 7 001 | 28 413 125 | 1 424 425 082 | | 40 796 606 | 17,4 | 191 356 543 | 81,6 | 3 789 | 2 383 913 | 234 540 851 | |

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



EN BREF

Dans le cadre de la coordination, sur les 10 dernières années, les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par la France ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale. Le solde négatif le plus important a été atteint lors de l'exercice 2014. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie avaient permis de régulariser les comptes de plusieurs années.

Plus généralement, ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel plus large que les conventions bilatérales, qui expliquent pour une grande part le sens du flux financier, et par conséquent les soldes.



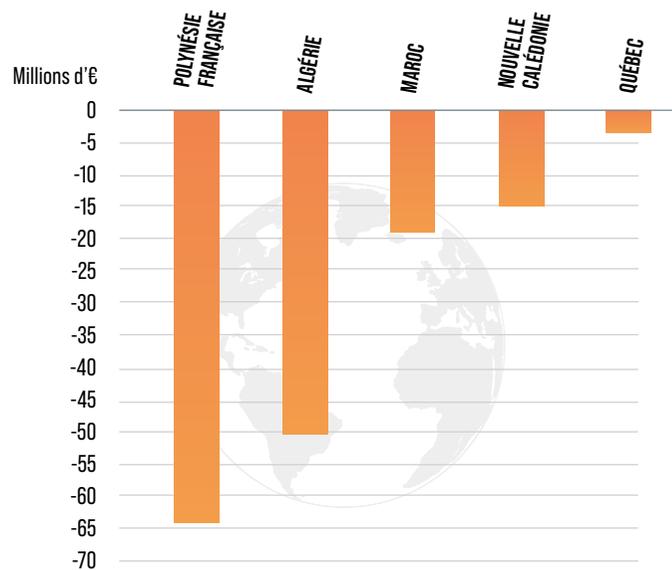
Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2019 (Accords internationaux)

| | Pays | REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €) | | | | REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €) | | | | | SOLDE | |
|-------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-------------------|--------------------|------------------|-----------------------------------|-------------------|------------------|--------------------|------------------|-------------------|---------------------|
| | | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | Total | Soins de santé | | Contrôles médicaux | Frais de gestion | | Total |
| | | Factures | Forfaits | | | | Factures | Forfaits | | | | |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | Algérie | 0 | 53 420 735 | 0 | 4 624 694 | 58 045 429 | 1 244 193 | 6 263 968 | 6 | 410 334 | 7 918 495 | -50 126 935 |
| | Allemagne (1) | 0 | 0 | 0 | / | 0 | 0 | 0 | 0 | / | 0 | 0 |
| | Andorre | 885 772 | / | 0 | 0 | 885 772 | 333 182 | / | 0 | 0 | 333 182 | -552 590 |
| | Cap-Vert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 67 253 | 0 | 0 | 0 | 67 253 | 67 253 |
| | Gabon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 119 783 | 0 | 0 | 119 783 | 119 783 |
| | Luxembourg (1) | 0 | 0 | 0 | / | 0 | 0 | 0 | 0 | / | 0 | 0 |
| | Macédoine du Nord | 3 490 | 136 242 | 0 | / | 139 732 | 0 | 0 | 0 | / | 0 | -139 732 |
| | Mali | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Maroc | 17 201 524 | / | 7 | 1 376 123 | 18 577 654 | 0 | / | 0 | 0 | 0 | -18 577 654 |
| | Monténégro | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 445 | 0 | 0 | / | 445 | 445 |
| | Québec | 3 369 678 | / | 0 | 0 | 3 369 678 | 246 906 | / | 0 | 0 | 246 906 | -3 122 772 |
| | Serbie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Suisse (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -635 | 0 | 0 | / | -635 | -635 |
| | Tunisie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 326 321 | / | 0 | 0 | 326 321 | 326 321 |
| | Turquie | 3 054 | 0 | 0 | 275 | 3 329 | 438 000 | 0 | 0 | 30 660 | 468 660 | 465 331 |
| Wallis et Futuna (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | / | 664 000 | / | 0 | 664 000 | 664 000 | |
| | SOUS TOTAL | 21 463 518 | 53 556 977 | 7 | 6 001 092 | 81 021 594 | 2 655 665 | 7 047 750 | 0 | 440 994 | 10 144 409 | -70 877 185 |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 14 777 576 | / | 0 | 0 | 14 777 576 | 25 444 | / | 0 | 0 | 25 444 | -14 752 132 |
| | Polynésie française | 63 989 100 | / | 0 | 3 359 428 | 67 348 528 | 3 198 879 | / | 0 | 167 941 | 3 366 820 | -63 981 708 |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 179 495 | / | 0 | 0 | 179 495 | 1 212 | / | 0 | 0 | 1 212 | -178 283 |
| | | SOUS TOTAL | 78 946 171 | / | 0 | 3 359 428 | 82 305 599 | 3 225 535 | / | 0 | 167 941 | 3 393 476 |
| | Total général 2019 | 100 409 689 | 53 556 977 | 7 | 9 360 520 | 163 327 193 | 5 881 200 | 7 047 750 | 0 | 608 936 | 13 537 885 | -149 789 307 |
| | Total général 2018 | 85 597 236 | 34 175 992 | 0 | 6 685 432 | 126 458 660 | 1 157 272 | 336 000 | 0 | 39 858 | 1 533 130 | -124 925 530 |
| | % évolution | 17,30 | 56,71 | - | 40,01 | 29,15 | 408,20 | 1997,54 | - | 1427,76 | 783,02 | 19,90 |

⁽¹⁾ : concerne les bateliers rhénans

⁽²⁾ : convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2019



EN BREF

En 2019, dans le cadre de la coordination, les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par la France sont plus de 12 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel comparables aux règlements européens, qui expliquent en grande partie le sens des flux financiers, et par conséquent les soldes 2019.

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (1/2)

> assurances maladie-maternité et/ou paternité



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | Résidence hors de l'Etat compétent ^① | | | Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^② | | | Total des montants (euros) |
|--------------------------|---|----------------------------|-------------|--|----------------------------|-------------|----------------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | |
| 5 ^e Allemagne | 170 | 9 527 | 349 618 | 240 | 2 952 | 105 753 | 455 370 |
| Autriche | 7 | 420 | 20 791 | 87 | 839 | 29 242 | 50 033 |
| 1 ^e Belgique | 1 720 | 109 706 | 3 912 227 | 233 | 3 152 | 169 059 | 4 081 286 |
| Bulgarie | 4 | 7 | -3 | 47 | 647 | 20 197 | 20 194 |
| Chypre | 0 | 0 | 0 | 6 | 81 | 2 342 | 2 342 |
| Croatie | 1 | 8 | 287 | 93 | 1 330 | 47 607 | 47 894 |
| Danemark | 2 | 46 | 1 542 | 14 | 212 | 8 074 | 9 616 |
| 3 ^e Espagne | 243 | 13 672 | 482 817 | 2 189 | 33 555 | 1 141 986 | 1 624 803 |
| Estonie | 0 | 0 | 0 | 6 | 85 | 2 800 | 2 800 |
| Finlande | 0 | 0 | 0 | 11 | 219 | 8 066 | 8 066 |
| Grèce | 2 | 112 | 10 267 | 432 | 5 409 | 182 366 | 192 633 |
| Hongrie | 16 | 1 101 | 32 379 | 51 | 1 098 | 45 731 | 78 111 |
| Irlande | 1 | 5 | 186 | 65 | 666 | 23 354 | 23 540 |
| Islande | 0 | 0 | 0 | 16 | 207 | 7 834 | 7 834 |
| 4 ^e Italie | 260 | 14 023 | 438 791 | 986 | 13 891 | 479 863 | 918 654 |
| Lettonie | 1 | 41 | 1 527 | 2 | 15 | 452 | 1 979 |
| Liechtenstein | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

CHIFFRES CLÉS :

- 54% des montants sont versés à des assurés en résidence hors de l'État compétent
- 46% en séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé
- 88% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 97% effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (2/2)

> assurances maladie-maternité et/ou paternité



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | Résidence hors de l'Etat compétent ^① | | | Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^② | | | Total des montants (euros) |
|-------------------------|---|----------------------------|------------------|--|----------------------------|------------------|----------------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | |
| Lituanie | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | 331 | 331 |
| Luxembourg | 46 | 2 452 | 113 382 | 15 | 177 | 5 768 | 119 150 |
| Malte | 0 | 0 | 0 | 32 | 345 | 11 728 | 11 728 |
| Norvège | 2 | 37 | 1 484 | 15 | 161 | 6 001 | 7 484 |
| Pays-Bas | 5 | 595 | 27 289 | 77 | 778 | 27 612 | 54 901 |
| Pologne | 22 | 1 661 | 43 749 | 176 | 4 862 | 151 951 | 195 699 |
| 2 ^e Portugal | 121 | 8 456 | 275 352 | 3 061 | 70 971 | 2 313 295 | 2 588 647 |
| République tchèque | 7 | 240 | 6 570 | 33 | 297 | 10 306 | 16 876 |
| Roumanie | 11 | 496 | 17 105 | 85 | 2 375 | 77 352 | 94 458 |
| Royaume-Uni | 12 | 667 | 22 311 | 251 | 2 644 | 97 986 | 120 297 |
| Slovaquie | 16 | 654 | 23 397 | 9 | 621 | 25 850 | 49 247 |
| Slovénie | 1 | 31 | 826 | 8 | 132 | 3 701 | 4 527 |
| Suède | 5 | 340 | 14 335 | 31 | 458 | 16 936 | 31 270 |
| Suisse | 70 | 3 601 | 159 434 | 118 | 1 394 | 46 330 | 205 764 |
| Total 2019 | 2 745 | 167 898 | 5 955 661 | 8 390 | 149 581 | 5 069 874 | 11 025 534 |
| Total 2018 | 2 765 | 156 707 | 5 605 993 | 7 809 | 144 221 | 4 779 729 | 10 385 722 |
| % évolution | -0,72 | 7,14 | 6,24 | 7,44 | 3,72 | 6,07 | 6,16 |

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire

> assurances maladie-maternité et/ou paternité



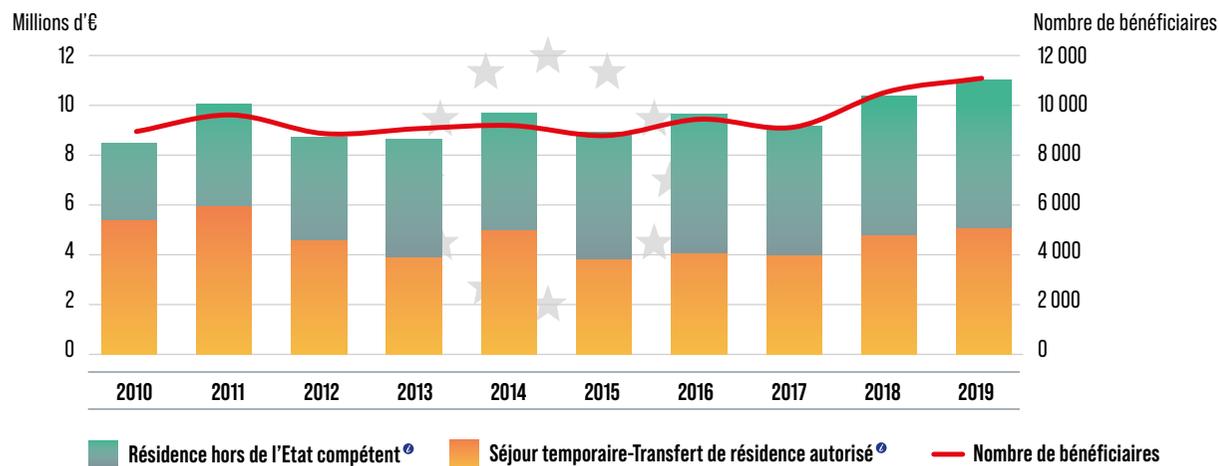
| Années | Résidence hors de l'Etat compétent [Ⓢ] | | | Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé [Ⓢ] | | | Total | | |
|--------|---|----------------------------|-------------|--|----------------------------|-------------|-------------------------|----------------|-------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 1 726 | 86 594 | 3 118 882 | 7 184 | 158 989 | 5 369 563 | 8 910 | 8 490 308 (a) | |
| 2011 | 2 258 | 118 242 | 4 114 902 | 7 344 | 174 194 | 5 948 146 | 9 602 | 10 064 988 (b) | 18,55 |
| 2012 | 2 345 | 118 781 | 4 129 499 | 6 478 | 131 049 | 4 574 647 | 8 823 | 8 707 053 (c) | -13,49 |
| 2013 | 2 714 | 129 807 | 4 709 262 | 6 317 | 121 107 | 3 911 455 | 9 031 | 8 620 717 | -0,99 |
| 2014 | 2 543 | 131 063 | 4 708 219 | 6 615 | 131 903 | 4 960 361 | 9 158 | 9 668 580 | 12,16 |
| 2015 | 2 623 | 140 125 | 5 122 265 | 6 118 | 118 747 | 3 809 456 | 8 741 | 8 934 950 (d) | -7,59 |
| 2016 | 2 879 | 151 615 | 5 570 492 | 6 546 | 119 075 | 4 073 785 | 9 425 | 9 644 277 | 7,94 |
| 2017 | 2 754 | 153 304 | 5 171 942 | 6 338 | 122 444 | 3 976 841 | 9 092 | 9 148 783 | -5,14 |
| 2018 | 2 765 | 156 707 | 5 605 993 | 7 809 | 144 221 | 4 779 729 | 10 574 | 10 385 722 | 13,52 |
| 2019 | 2 745 | 167 898 | 5 955 661 | 8 390 | 149 581 | 5 069 874 | 11 135 | 11 025 534 | 6,16 |

(a) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de « recherche d'emploi ».

(b) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de « recherche d'emploi ».

(c) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de « recherche d'emploi ».

(d) : y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de « recherche d'emploi ».



| Indicateurs d'évolution | |
|---|--------------|
| Prestations total : | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires | 24,97% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | 2,51% |
| soit en nombre de bénéficiaires | +2 225 |
| Évolution sur 10 ans du nombre de jours | 29,28% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | 2,89% |
| soit en nombre de jours indemnisés | +71 896 |
| Évolution sur 10 ans du montant versé | 29,86% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | 2,95% |
| soit | +2 535 226 € |

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (maladie-maternité-paternité) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données, grâce à la centralisation, s'accompagne ces trois dernières années d'une tendance progressive à la hausse.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (1/2)

> assurances accident du travail-maladie professionnelle



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | Résidence hors de l'Etat compétent ^① | | | Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^② | | | Total des montants (euros) |
|------------------------|---|----------------------------|-------------|--|----------------------------|-------------|----------------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | |
| Allemagne | 17 | 728 | 39 369 | 51 | 628 | 36 818 | 76 187 |
| Autriche | 1 | 9 | 448 | 16 | 132 | 13 374 | 13 822 |
| ^{3e} Belgique | 232 | 20 989 | 926 840 | 33 | 395 | 19 849 | 946 689 |
| Bulgarie | 3 | 16 | 757 | 11 | 206 | 8 620 | 9 377 |
| Chypre | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 | 638 | 638 |
| Croatie | 0 | 0 | 0 | 32 | 409 | 26 996 | 26 996 |
| Danemark | 0 | 0 | 0 | 2 | 11 | 492 | 492 |
| ^{2e} Espagne | 115 | 6 908 | 354 434 | 652 | 11 270 | 623 807 | 978 240 |
| Estonie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Finlande | 0 | 0 | 0 | 3 | 102 | 5 522 | 5 522 |
| Grèce | 3 | 37 | 2 120 | 108 | 1 384 | 83 084 | 85 204 |
| Hongrie | 1 | 17 | 539 | 11 | 170 | 10 981 | 11 519 |
| Irlande | 1 | 20 | 1 190 | 15 | 164 | 16 299 | 17 489 |
| Islande | 0 | 0 | 0 | 5 | 38 | 2 273 | 2 273 |
| ^{4e} Italie | 98 | 8 003 | 384 839 | 267 | 4 605 | 269 975 | 654 814 |
| Lettonie | 0 | 0 | 0 | 2 | 34 | 1 963 | 1 963 |
| Liechtenstein | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Lituanie | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 364 | 364 |
| Luxembourg | 3 | 26 | 3 174 | 4 | 125 | 6 086 | 9 259 |

CHIFFRES CLÉS :

- 35% des montants sont versés à des assurés en résidence hors de l'État compétent
- 65% en séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé
- 92% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 94% effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (2/2)
> assurances accident du travail-maladie professionnelle



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

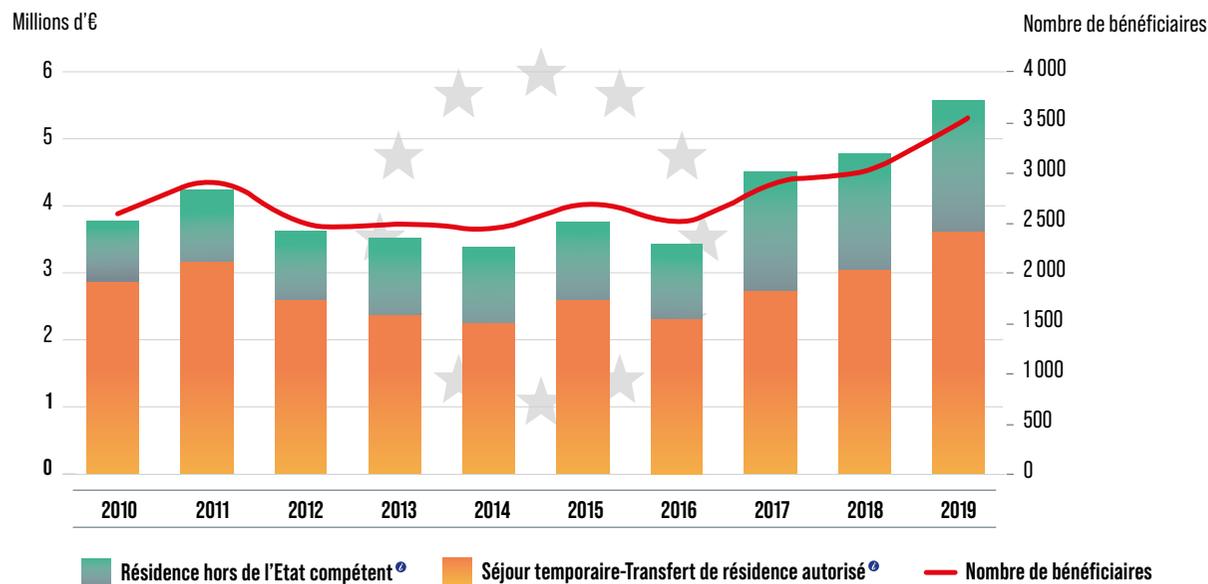
| Pays | Résidence hors de l'Etat compétent ^① | | | Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^② | | | Total des montants (euros) |
|--------------------------|---|----------------------------|------------------|--|----------------------------|------------------|----------------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | |
| Malte | 0 | 0 | 0 | 8 | 67 | 4 614 | 4 614 |
| Norvège | 1 | 11 | 1 448 | 4 | 34 | 2 065 | 3 512 |
| Pays-Bas | 0 | 0 | 0 | 8 | 115 | 7 056 | 7 056 |
| 5 ^e Pologne | 45 | 1 990 | 77 097 | 54 | 1 332 | 69 455 | 146 552 |
| 1 ^{er} Portugal | 39 | 2 668 | 118 566 | 1 539 | 40 789 | 2 324 704 | 2 443 270 |
| République tchèque | 1 | 41 | 2 333 | 12 | 89 | 6 203 | 8 536 |
| Roumanie | 10 | 342 | 11 094 | 33 | 906 | 45 457 | 56 550 |
| Royaume-Uni | 5 | 45 | 1 839 | 38 | 434 | 28 900 | 30 739 |
| Slovaquie | 0 | 0 | 0 | 1 | 17 | 796 | 796 |
| Slovénie | 0 | 0 | 0 | 2 | 54 | 2 734 | 2 734 |
| Suède | 2 | 256 | 12 682 | 3 | 59 | 4 233 | 16 915 |
| Suisse | 9 | 392 | 27 436 | 22 | 220 | 10 681 | 38 117 |
| Total 2019 | 586 | 42 498 | 1 966 201 | 2 938 | 63 804 | 3 634 039 | 5 600 240 |
| Total 2018 | 557 | 38 224 | 1 746 079 | 2 471 | 53 822 | 3 026 779 | 4 772 858 |
| % évolution | 5,21 | 11,18 | 12,61 | 18,90 | 18,55 | 20,06 | 17,34 |

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire

> assurances AT-MP



| Années | Résidence hors de l'Etat compétent ^② | | | Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^② | | | Total | | |
|--------|---|----------------------------|-------------|--|----------------------------|-------------|-------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | Nombre de bénéficiaires | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 280 | 21 627 | 915 794 | 2 307 | 57 673 | 2 862 705 | 2 587 | 3 778 499 | |
| 2011 | 404 | 23 275 | 1 084 726 | 2 487 | 58 955 | 3 152 488 | 2 891 | 4 237 214 | 12,14 |
| 2012 | 324 | 19 755 | 1 037 649 | 2 150 | 48 452 | 2 593 758 | 2 474 | 3 631 407 | -14,30 |
| 2013 | 409 | 23 818 | 1 161 713 | 2 070 | 45 700 | 2 368 410 | 2 479 | 3 530 123 | -2,79 |
| 2014 | 487 | 26 863 | 1 141 746 | 1 950 | 39 256 | 2 242 394 | 2 437 | 3 384 139 | -4,14 |
| 2015 | 425 | 24 602 | 1 161 642 | 2 252 | 48 243 | 2 601 859 | 2 677 | 3 763 501 | 11,21 |
| 2016 | 405 | 23 077 | 1 128 967 | 2 100 | 42 182 | 2 339 551 | 2 505 | 3 468 518 | -7,84 |
| 2017 | 610 | 39 469 | 1 773 680 | 2 284 | 51 154 | 2 725 702 | 2 894 | 4 499 382 | 29,72 |
| 2018 | 557 | 38 224 | 1 746 079 | 2 471 | 53 822 | 3 026 779 | 3 028 | 4 772 858 | 6,08 |
| 2019 | 586 | 42 498 | 1 966 201 | 2 938 | 63 804 | 3 634 039 | 3 524 | 5 600 240 | 17,34 |



| Indicateurs d'évolution | |
|---|--------------|
| Prestations total : | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires | 36,22% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | 3,49% |
| soit en nombre de bénéficiaires | +937 |
| Évolution sur 10 ans du nombre de jours | 34,05% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | 3,31% |
| soit en nombre de jours indemnisés | +27 002 |
| Évolution sur 10 ans du montant versé | 48,21% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | 4,47% |
| soit | +1 821 740 € |

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (accidents du travail-maladies professionnelles) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données, grâce à la centralisation, s'accompagne ces trois dernières années d'une tendance continue à la hausse.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 > assurances maladie-maternité



● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou détachement ^⑥ | | |
|------------------------|--|----------------------------|------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) |
| ² Algérie | 194 | 5 783 | 173 564 |
| Andorre | 20 | 396 | 14 105 |
| Argentine | 2 | 49 | 1 829 |
| Bénin | 4 | 78 | 2 795 |
| Bosnie-Herzégovine | 12 | 231 | 7 346 |
| Brésil | 2 | 100 | 2 983 |
| Cameroun | 0 | 0 | 0 |
| ⁴ Canada | 83 | 2 660 | 96 277 |
| Cap-Vert | 9 | 580 | 21 611 |
| Chili | 0 | 0 | 0 |
| Congo | 11 | 293 | 9 730 |
| Corée | 2 | 12 | 385 |
| Côte d'Ivoire | 21 | 459 | 12 370 |
| Etats-Unis | 7 | 141 | 3 891 |
| Gabon | 1 | 17 | 386 |
| Guernesey | 0 | 0 | 0 |
| Inde | 2 | 33 | 1 183 |
| Israël | 0 | 0 | 0 |
| Japon | 2 | 33 | 519 |
| Jersey | 1 | 2 | 66 |
| Kosovo | 10 | 273 | 6 365 |
| Macédoine | 4 | 134 | 4 071 |
| Madagascar | 21 | 706 | 22 034 |
| Mali | 22 | 1 037 | 31 526 |
| ¹ Maroc | 265 | 7 700 | 226 029 |
| Mauritanie | 3 | 114 | 4 657 |
| Monaco | 2 | 10 | 393 |
| Monténégro | 30 | 329 | 10 982 |
| Niger | 0 | 0 | 0 |
| Philippines | 1 | 25 | 485 |
| Québec | 88 | 2 091 | 79 680 |
| Saint-Marin | 0 | 0 | 0 |
| Sénégal | 46 | 1 072 | 33 797 |
| Serbie | 44 | 1 159 | 34 033 |
| Togo | 4 | 76 | 1 546 |
| ⁵ Tunisie | 101 | 3 043 | 93 606 |
| ³ Turquie | 165 | 5 072 | 159 494 |
| Uruguay | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total 2019 | 1 179 | 33 708 | 1 057 736 |
| Sous-total 2018 | 1 148 | 33 593 | 1 018 446 |
| % évolution | 2,70 | 0,34 | 3,86 |

| Pays | Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou détachement ^⑥ | | | |
|---------------------------|--|----------------------------|------------------|---------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 13 | 523 | 18 392 |
| | Polynésie française | 14 | 472 | 17 103 |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total 2019 | 27 | 995 | 35 495 |
| | Sous-total 2018 | 20 | 561 | 18 268 |
| | % évolution | 35,00 | 77,36 | 94,30 |
| | Reste du monde | 159 | 3 323 | 120 011 |
| Sous-total 2019 | 159 | 3 323 | 120 011 | |
| Sous-total 2018 | 98 | 3 525 | 138 467 | |
| % évolution | 62,24 | -5,73 | -13,33 | |
| Total général 2019 | 1 365 | 38 026 | 1 213 242 | |
| Total général 2018 | 1 266 | 37 679 | 1 175 182 | |
| % évolution | 7,82 | 0,92 | 3,24 | |

CHIFFRES CLÉS :

- 62 % des montants sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre,
- 99 % effectués par le régime général.

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
> assurances maladie-maternité



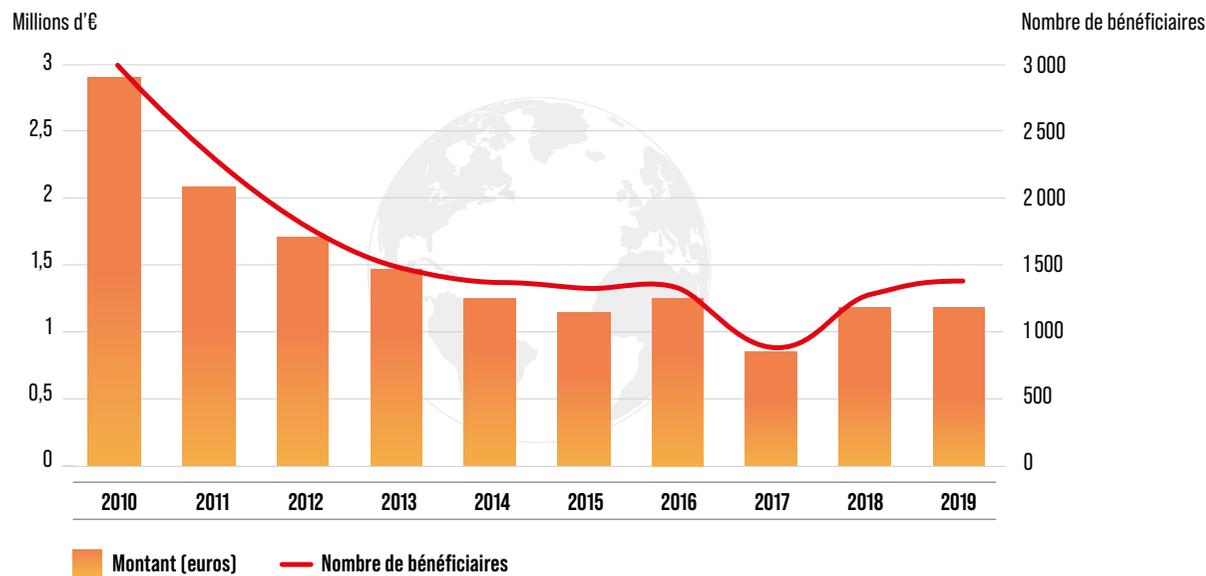
| Années | Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou détachement ^② | | | |
|--------|--|----------------------------|---------------|-------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 3 000 | 96 622 | 2 923 912 (a) | |
| 2011 | 2 203 | 67 279 | 2 061 374 (b) | -29,50 |
| 2012 | 1 758 | 55 795 | 1 685 294 (c) | -18,24 |
| 2013 | 1 469 | 47 495 | 1 460 858 (d) | -13,32 |
| 2014 | 1 361 | 41 684 | 1 261 343 | -13,66 |
| 2015 | 1 334 | 37 240 | 1 147 323 | -9,04 |
| 2016 | 1 276 | 38 273 | 1 229 177 | 7,13 |
| 2017 | 857 | 27 049 | 827 502 | -32,68 |
| 2018 | 1 266 | 37 679 | 1 175 182 | 42,02 |
| 2019 | 1 365 | 38 026 | 1 213 242 | 3,24 |

(a) y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) y compris 1264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) y compris 1214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général

(d) y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



| Indicateurs d'évolution | |
|---|--------------|
| Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé: | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires | -54,50% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | -8,38% |
| soit en nombre de bénéficiaires | -1 635 |
| Évolution sur 10 ans du nombre de jours | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de jours | -60,64% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | -9,84% |
| soit en nombre de jours indemnisés | -58 596 |
| Évolution sur 10 ans du montant versé | |
| Évolution sur 10 ans du montant versé | -58,51% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | -9,31% |
| soit | -1 710 670 € |

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (maladie-maternité-paternité) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données s'accompagne ces trois dernières années, sauf pour 2017 année du déploiement de la centralisation, d'une stabilisation des paiements.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019
 > assurances accident du travail-maladie professionnelle

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Séjour temporaire ² ou transfert de résidence autorisé ² ou rechute dans l'autre pays ² | | |
|------------------------|--|----------------------------|------------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) |
| ² Algérie | 327 | 10 385 | 528 427 |
| Andorre | 3 | 237 | 11 993 |
| Argentine | 2 | 63 | 2 616 |
| Bénin | 0 | 0 | 0 |
| Bosnie-Herzégovine | 14 | 431 | 25 537 |
| Brésil | 4 | 85 | 7 620 |
| Cameroun | 5 | 87 | 3 607 |
| Canada | 22 | 814 | 42 873 |
| Cap-Vert | 12 | 587 | 49 821 |
| Chili | 0 | 0 | 0 |
| Congo Brazzaville | 6 | 120 | 4 978 |
| Corée du Sud | 0 | 0 | 0 |
| Côte d'Ivoire | 12 | 369 | 15 040 |
| Etats-Unis | 18 | 244 | 16 259 |
| Gabon | 0 | 0 | 0 |
| Guernesey | 0 | 0 | 0 |
| Inde | 11 | 349 | 17 069 |
| Israël | 6 | 103 | 4 760 |
| Japon | 4 | 95 | 6 268 |
| Jersey | 0 | 0 | 0 |
| kosovo | 14 | 384 | 20 354 |
| Macédoine | 5 | 160 | 8 228 |
| Madagascar | 6 | 173 | 7 989 |
| Mali | 8 | 314 | 15 836 |
| ¹ Maroc | 634 | 18 985 | 979 235 |
| Mauritanie | 0 | 0 | 0 |
| Monaco | 7 | 254 | 11 834 |
| Monténégro | 6 | 95 | 4 569 |
| Niger | 0 | 0 | 0 |
| Philippines | 1 | 26 | 1 010 |
| Québec | 16 | 334 | 20 801 |
| Saint-Marin | 0 | 0 | 0 |
| ⁵ Sénégal | 31 | 1 026 | 52 097 |
| Serbie | 21 | 550 | 28 260 |
| Togo | 6 | 180 | 9 756 |
| ⁴ Tunisie | 274 | 8 106 | 433 575 |
| ³ Turquie | 230 | 8 361 | 442 389 |
| Uruguay | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total 2019 | 1 705 | 52 917 | 2 772 802 |
| Sous-total 2018 | 1 539 | 47 241 | 2 365 250 |
| % évolution | 10,79 | 12,01 | 17,23 |

| Pays | Séjour temporaire ² ou transfert de résidence autorisé ² ou rechute dans l'autre pays ² | | |
|--------------------------|--|----------------------------|---------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) |
| Nouvelle-Calédonie | 3 | 240 | 9 548 |
| Polynésie française | 3 | 152 | 5 990 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total 2019 | 6 | 392 | 15 537 |
| Sous-total 2018 | 6 | 460 | 18 070 |
| % évolution | 0,00 | -14,78 | -14,01 |

| | | | |
|------------------------|-----------|------------|---------------|
| Reste du monde | 40 | 820 | 43 691 |
| Sous-total 2019 | 40 | 820 | 43 691 |
| Sous-total 2018 | 14 | 334 | 11 364 |
| % évolution | 185,71 | 145,51 | 284,45 |

| | | | |
|---------------------------|--------------|---------------|------------------|
| Total général 2019 | 1 751 | 54 129 | 2 832 031 |
| Total général 2018 | 1 559 | 48 035 | 2 394 684 |
| % évolution | 12,32 | 12,69 | 18,26 |

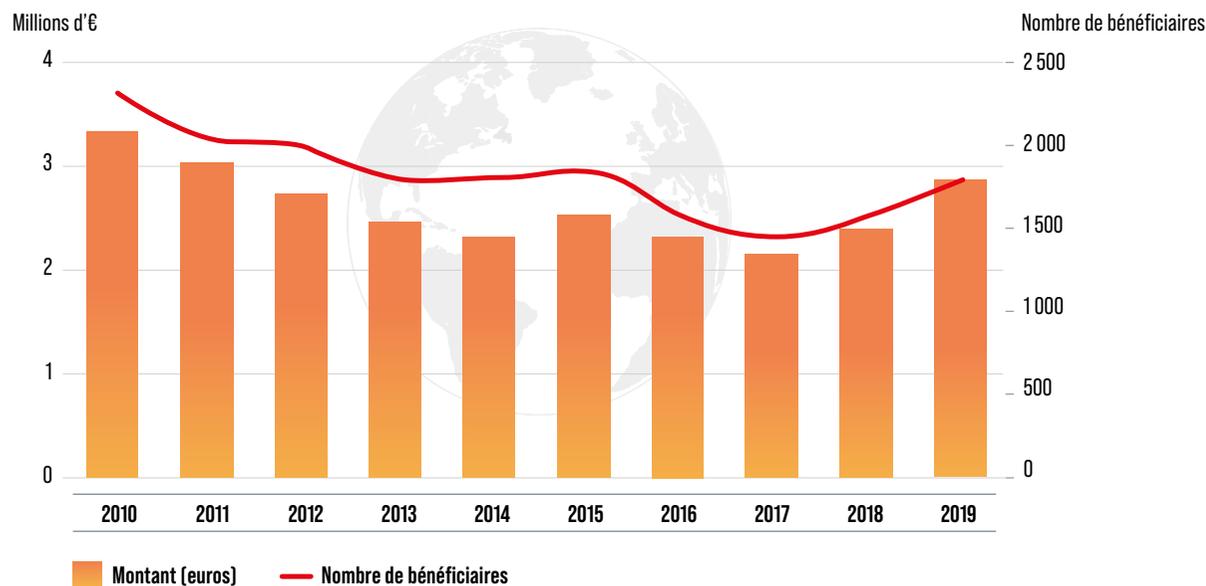
CHIFFRES CLÉS :

- 86 % des montants sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre,
- 99,9 % effectués par le régime général

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
> assurances AT-MP



| Années | Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou rechute dans l'autre pays | | | |
|--------|---|----------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 2 259 | 75 056 | 3 378 541 | |
| 2011 | 2 022 | 64 212 | 2 983 777 | -11,68 |
| 2012 | 1 974 | 60 551 | 2 744 222 | -8,03 |
| 2013 | 1 779 | 52 526 | 2 432 194 | -11,37 |
| 2014 | 1 790 | 49 679 | 2 351 106 | -3,33 |
| 2015 | 1 818 | 54 423 | 2 531 071 | 7,65 |
| 2016 | 1 573 | 47 926 | 2 347 126 | -7,27 |
| 2017 | 1 420 | 44 133 | 2 121 361 | -9,62 |
| 2018 | 1 559 | 48 035 | 2 394 684 | 12,88 |
| 2019 | 1 751 | 54 129 | 2 832 031 | 18,26 |



| Indicateurs d'évolution | |
|--|------------|
| Séjour temporaire ou transfert de résidence ou rechute : | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires | -22,49% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | -2,79% |
| soit en nombre de bénéficiaires | -508 |
| | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de jours | -27,88% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | -3,57% |
| soit en nombre de jours indemnisés | -20 927 |
| | |
| Évolution sur 10 ans du montant versé | -16,18% |
| soit une évolution annuelle moyenne de | -1,94% |
| soit | -546 510 € |

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (accidents du travail-maladies professionnelles) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données, grâce à la centralisation, s'accompagne ces trois dernières années d'une reprise progressive des paiements.



Partie 2

PRESTATIONS FAMILIALES

| | |
|---|----|
| — | |
| SYNTHÈSE..... | 56 |
| RÈGLEMENTS EUROPÉENS | |
| Les paiements de prestations familiales françaises..... | 58 |
| ACCORDS INTERNATIONAUX | |
| Les paiements de prestations familiales transférés par la France dans un pays ayant signé un accord international..... | 62 |

SYNTHÈSE

**PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
À L'ÉTRANGER EN 2019 (répartition par régime)**

Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger.
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins.
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

15,40 millions d'€ : montant total des prestations familiales transférées en 2019 par la France à l'étranger.

- **69,36 %** de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse
- **5.852** familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit **42,64 %** de l'effectif total.

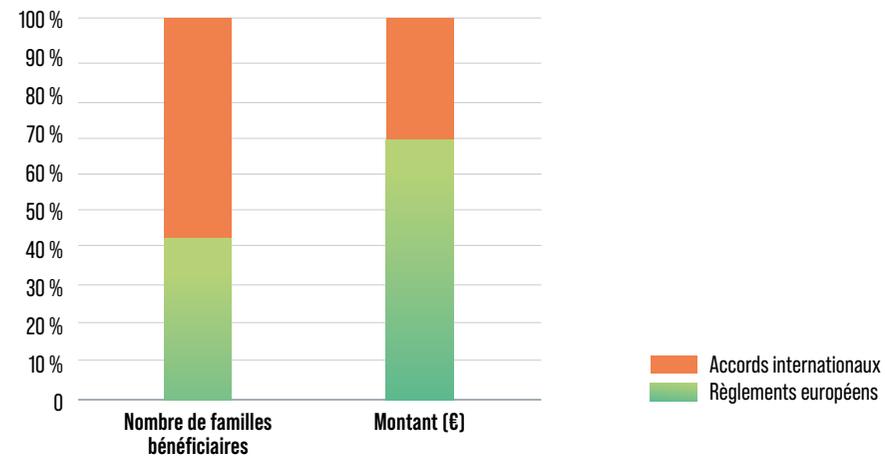
En plus des prestations familiales versées dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale indiqués dans le tableau ci-dessus, la Cnaf nous informe qu'en 2019 **14 768** foyers en France ont été bénéficiaires de l'Allocation différentielle (ADI) pour un montant totalisant un peu plus de **25 millions d'euros**.

L'ADI s'applique dans le cadre de la législation interne française : Les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfant versées en application des traités, conventions et accords internationaux dont la France est signataire. Lorsque des prestations étrangères ou des avantages familiaux sont versés au titre d'une activité à l'étranger ou dans une organisation internationale, seule une ADI peut être éventuellement servie à une famille résidant en France (article L 512-5 du Code de la Sécurité sociale). Elle est égale à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère.



| Type d'accord | RÉGIMES | | | | TOTAL | | |
|------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|------------------|----------------------------------|---------------------------------------|-------------------|
| | Général | | Agricole | | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | % de répartition |
| | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | | | |
| Règlements européens | 5 657 | 10 346 318 | 195 | 338 415 | 5 852 | 10 684 733 | 69,36% |
| Accords internationaux | 4 830 | 3 208 651 | 3 045 | 1 512 152 | 7 875 | 4 721 013 | 30,64% |
| Total 2019 | 10 487 | 13 555 179 | 3 240 | 1 850 568 | 13 725 | 15 398 549 | 100,00% |
| Total 2018 | 11 216 | 15 547 669 | 3 193 | 1 815 810 | 14 409 | 17 363 479 | |
| % d'évolution | -6,50 | -12,82 | 1,47 | 1,91 | -4,73 | -11,28 | |
| | | | | | + | Allocation différentielle 2019 | |
| | | | | | | 14 768 | 25 219 203 |

Répartition du montant des prestations familiales et du nombre de familles bénéficiaires pour 2019 selon le type d'accord



Évolution sur 10 ans des prestations familiales versées à l'étranger



| Années | Règlements européens | | | Accords internationaux | | | Total | | |
|--------|----------------------------------|-------------|-------------|----------------------------------|-------------|-------------|----------------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | % évolution | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | % évolution | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 2 784 | 8 405 739 | | 13 643 | 5 368 890 | | 16 427 | 13 774 629 | |
| 2011 | 2 844 | 8 323 488 | -0,98 | 11 866 | 5 487 651 | 2,21 | 14 710 | 13 811 139 | 0,27 |
| 2012 | 3 196 | 9 718 856 | 16,76 | 10 156 | 4 803 283 | -12,47 | 13 352 | 14 522 139 | 5,15 |
| 2013 | 3 509 | 10 200 903 | 4,96 | 11 485 | 5 063 651 | 5,42 | 14 994 | 15 264 554 | 5,11 |
| 2014 | 3 544 | 10 470 607 | 2,64 | 9 697 | 4 296 562 | -15,15 | 13 241 | 14 767 169 | -3,26 |
| 2015 | 3 584 | 10 061 210 | -3,91 | 9 296 | 4 116 221 | -4,20 | 12 880 | 14 177 431 | -3,99 |
| 2016 | 3 570 | 9 649 485 | -4,09 | 7 943 | 3 284 548 | -20,20 | 11 513 | 12 934 032 | -8,77 |
| 2017 | 3 863 | 10 355 834 | 7,32 | 9 284 | 4 052 270 | 23,37 | 13 147 | 14 408 104 | 11,40 |
| 2018 | 6 503 | 12 140 169 | 17,23 | 7 906 | 5 223 310 | 28,90 | 14 409 | 17 363 479 | 20,51 |
| 2019 | 5 852 | 10 684 733 | -11,99 | 7 875 | 4 721 013 | -9,62 | 13 727 | 15 405 746 | -11,28 |

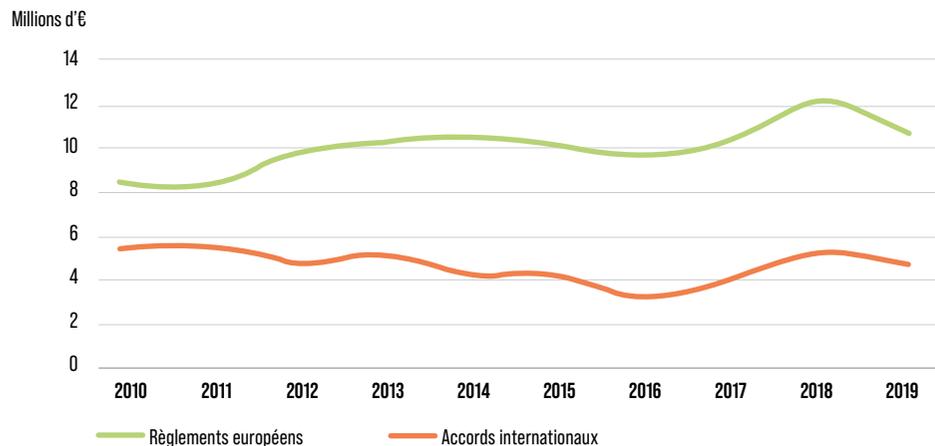
EN BREF

Augmentation de 11,8 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger.

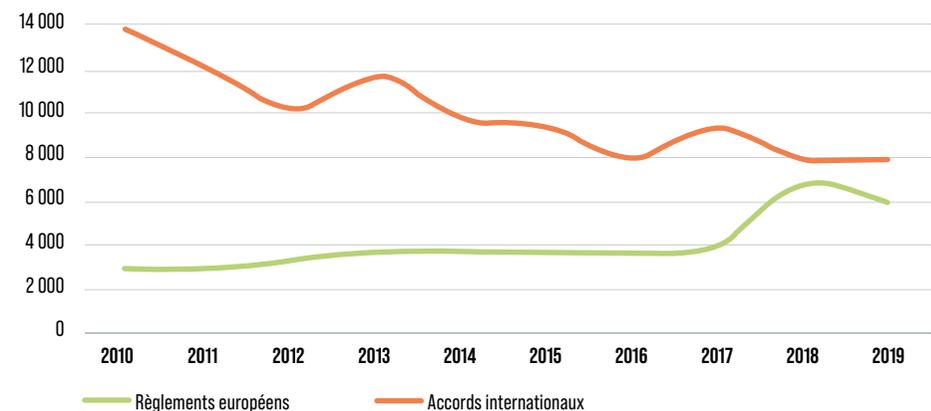
Sur la période, l'évolution des PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (+27,1%) est inverse à celle des PF servies dans les pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France (-12,2%). Ainsi, la hausse générale des PF payées par la France à des bénéficiaires à l'étranger s'explique par deux mouvements qui s'additionnent : d'une part, le volume des paiements vers les pays européens qui ne cessent de croître (61,0% du total en 2010 et 69,4% du total en 2019), d'autre part, le retour depuis deux à trois ans de l'accroissement des paiements vers les pays hors EEE-Suisse, grâce notamment au relèvement des barèmes des participations aux AF maliennes (voir graphique dans la sous-partie "Accords internationaux").

Depuis trois ans, la Cnaf (caisse centrale) centralise l'ensemble des prestations de son réseau et applique, en matière de consolidation des paiements et dénombrements des bénéficiaires, une méthodologie bâtie sur une analyse optimisée avec 6 mois de recul dans la procédure de repérage, dans son système d'exploitation, des prestations exportables. Cette méthode a été labellisée par l'Autorité de la Statistique Publique, et constitue une rupture observable avec le procédé antérieur de consolidation des données.

Montants des prestations familiales



Nombre de familles bénéficiaires



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n° 883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n° 987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre Etat membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un Etat membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des règlements européens s'appliquent dorénavant à l'ensemble des pays de l'EEE ainsi qu'à la Suisse. Dans ces textes, les pensionnés ne voient plus leurs droits limités aux seules allocations familiales comme précédemment, ils ont désormais des droits alignés sur ceux de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'Etat compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'Etat compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un Etat déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre Etat membre. Pour une même période et un même membre de la famille, il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

Quelles sont les prestations familiales exportables ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- de la Paje : allocation de naissance ou d'adoption, complément de libre choix d'activité (CLCA), allocation de base, complément du libre choix de mode de garde (CMG), et enfin, uniquement dans le cas d'un détachement, la prime de naissance (Pn) ou à l'adoption (Pa)
- du complément familial
- de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS)
- de l'Allocation de soutien familial (ASF)
- de l'Allocation journalière de présence parentale (AJPP)

En revanche, n'est pas exportable par la France : l'allocation logement

Nota bene : Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est énoncée à l'article 68 du Règlement (CE) n° 883/2004 : lorsque deux parents travaillent dans deux Etats membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre Etat est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'Etat de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre Etat, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il des droits spécifiques des orphelins ?

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du précédent règlement limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

Paiements des prestations familiales en 2019 (1/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des prestations familiales françaises



| Pays | PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille | | PF versées aux orphelins | | Total | | Variation 2019/2018 |
|---------------|--|-------------|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|---------------------|
| | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | |
| Allemagne | 356 | 575 888 | 0 | 0 | 356 | 575 888 | ↘ |
| Autriche | 34 | 77 395 | 0 | 0 | 34 | 77 395 | ↘ |
| 1° Belgique | 2 792 | 5 054 507 | 0 | 0 | 2 792 | 5 054 507 | ↘ |
| Bulgarie | 15 | 24 934 | 0 | 0 | 15 | 24 934 | ↘ |
| Chypre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Croatie | ST | ST | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| Danemark | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| 3° Espagne | 566 | 1 163 024 | 6 | 21 595 | 572 | 1 184 619 | ↘ |
| Estonie | ST | ST | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| Finlande | 11 | 14 217 | 0 | 0 | 11 | 14 217 | ↘ |
| Grèce | 5 | 7 541 | 0 | 0 | 5 | 7 541 | ↘ |
| Hongrie | 60 | 100 399 | 0 | 0 | 60 | 100 399 | ↗ |
| Irlande | 16 | 28 305 | 0 | 0 | 16 | 28 305 | ↘ |
| Islande | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| 5° Italie | 353 | 613 645 | 0 | 0 | 353 | 613 645 | ↘ |
| Lettonie | ST | ST | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Liechtenstein | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Lituanie | ST | ST | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Luxembourg | 58 | 54 027 | 0 | 0 | 58 | 54 027 | ↘ |
| Malte | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Norvège | ST | ST | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |

* travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieur à 5

CHIFFRES CLÉS :

- 86% des paiements des PF sont à destination des 5 principaux pays ci-contre
- 97% effectués par le régime général
- 41% des allocations familiales
- 17% des Prestations d'Accueil du Jeune Enfant
- 21% des compléments différentiels

Paiements des prestations familiales en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des prestations familiales françaises



| Pays | PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille | | PF versées aux orphelins | | Total | | Variation 2019/2018 |
|-------------------------|--|-------------------|-------------------------------------|---------------|-------------------------------------|-------------------|---------------------|
| | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | |
| Pays-Bas | 10 | 11 564 | 0 | 0 | 10 | 11 564 | ↘ |
| 4 ^e Pologne | 621 | 1 181 422 | ST | ST | 621 | 1 181 422 | ↘ |
| 2 ^e Portugal | 700 | 1 199 200 | ST | ST | 700 | 1 199 200 | ↗ |
| République tchèque | 12 | 14 635 | 0 | 0 | 12 | 14 635 | ↘ |
| Roumanie | 133 | 343 825 | ST | ST | 133 | 343 825 | ↗ |
| Royaume-Uni | 32 | 68 666 | 0 | 0 | 32 | 68 666 | ↘ |
| Slovaquie | 15 | 16 115 | 0 | 0 | 15 | 16 115 | ↘ |
| Slovenie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| Suède | 6 | 6 023 | 0 | 0 | 6 | 6 023 | ↗ |
| Suisse | 31 | 59 768 | 0 | 0 | 31 | 59 768 | ↗ |
| Total 2019 | 5 840 | 10 652 898 | 12 | 31 835 | 5 852 | 10 684 733 | |
| Total 2018 | 6 475 | 12 082 972 | 28 | 57 197 | 6 503 | 12 140 169 | |
| % évolution | -9,81 | -11,84 | -57,14 | -44,34 | -10,01 | -11,99 | |

* travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieur à 5

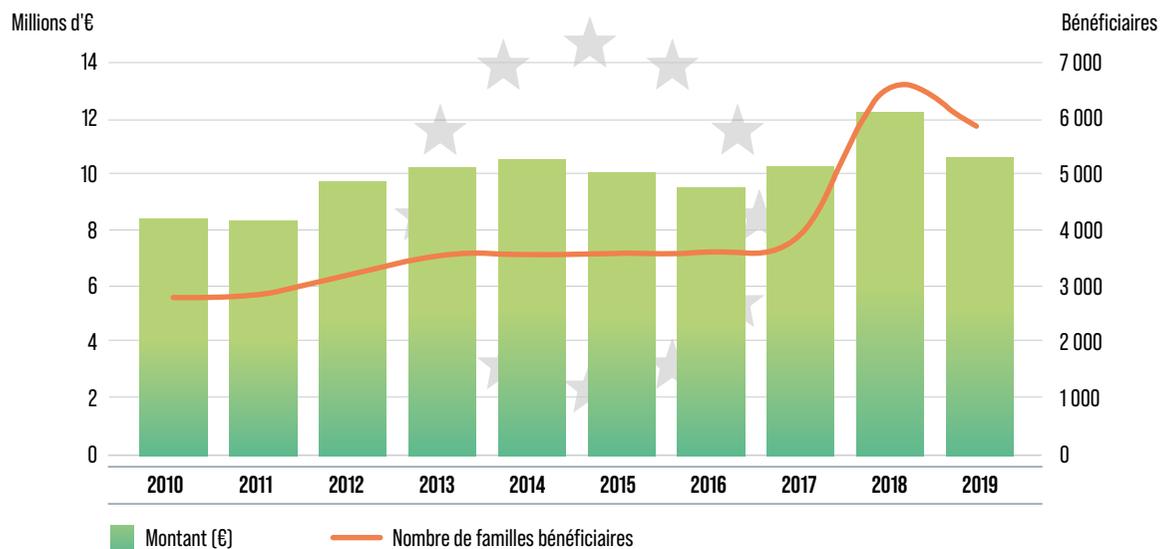
Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- ↔ comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Évolution sur 10 ans des prestations familiales



| Années | Nombre de familles bénéficiaires | % évolution | Montant (€) | % évolution |
|--------|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| 2010 | 2 784 | | 8 405 739 | |
| 2011 | 2 844 | 2,16 | 8 323 488 | -0,98 |
| 2012 | 3 196 | 12,38 | 9 718 856 | 16,76 |
| 2013 | 3 509 | 9,79 | 10 200 903 | 4,96 |
| 2014 | 3 544 | 1,00 | 10 470 607 | 2,64 |
| 2015 | 3 584 | 1,13 | 10 061 210 | -3,91 |
| 2016 | 3 570 | -0,39 | 9 649 485 | -4,09 |
| 2017 | 3 863 | 8,21 | 10 355 834 | 7,32 |
| 2018 | 6 503 | 68,34 | 12 140 169 | 17,23 |
| 2019 | 5 852 | -10,01 | 10 684 733 | -11,99 |



Jusqu'à l'exercice 2016, les données étaient remontées par les Caf locales via des systèmes d'information spécifiques. Depuis trois ans, la Cnaf (caisse centrale) non seulement centralise l'ensemble des prestations de son réseau, mais aussi applique, en matière de consolidation des paiements et dénombrements des bénéficiaires, une méthodologie bâtie sur une analyse optimisée avec 6 mois de recul dans la procédure de repérage, dans son système d'exploitation, des prestations exportables.

Cette méthode a été labellisée par l'Autorité de la Statistique Publique et constitue, de ce fait, une rupture observable avec le procédé antérieur de consolidation des données.

À SAVOIR

Les **deux tiers** des prestations familiales versées par le régime général proviennent principalement, d'une part, des caisses frontalières suivantes : Caf du Nord (47% à elle seule), des Pyrénées-Atlantiques, des Alpes-Maritimes et du Bas-Rhin ; et d'autre part, juste derrière ces dernières, la Caf de Paris (3,5%).

ACCORDS INTERNATIONAUX

LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

NB : L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Système des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ce système est utilisé respectivement dans les relations avec le **Maroc, la Tunisie, la Turquie** et avec **Andorre, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, Monaco, le Monténégro, la Serbie.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées. Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans le pays d'origine du travailleur salarié occupé en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la **méthode algébrique** ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles.**

Le tableau ci-dessous résume les modalités de transfert des prestations familiales conventionnelles :

| Pays d'origine de travailleur en France | Transfert du versement | Type de prestation | | L'organisme de liaison étranger | | Pays de résidence de la famille |
|--|------------------------|---------------------------|--|---------------------------------|--|--|
| Algérie | semi-direct | Participation aux A.F | LA CAISSE FRANÇAISE VERSE À : | → CNSS Alger → | PAIEMENT DES PRESTATIONS SELON LA LÉGISLATION LOCALE AUX FAMILLES RÉSIDANT : | Algérie |
| Bénin | semi-direct | "" | | → CNSS Cotonou → | | Bénin |
| Cap-Vert | semi-direct | "" | | → INPS Praia → | | Cap-Vert |
| Congo Brazzaville | semi-direct | "" | | → CNSS Brazzaville → | | Congo Brazzaville |
| Côte d'Ivoire | semi-direct | "" | | → CNPS Abidjan → | | Côte d'Ivoire |
| Gabon | semi-direct | "" | | → CNSS Libreville → | | Gabon |
| Madagascar | semi-direct | "" | | → CNPS Antananarivo → | | Madagascar |
| Mali | semi-direct | "" | | → INPS Bamako → | | Mali |
| Mauritanie | semi-direct | "" | | → CNSS Nouakchott → | | Mauritanie |
| Niger | semi-direct | "" | | → CNSS Niamey → | | Niger |
| Sénégal | semi-direct | "" | | → CNSS Dakar → | | Sénégal |
| Togo | semi-direct | "" | | → CNSS Lomé → | | Togo |
| Maroc, Tunisie et Turquie | direct | I.C.F | LA CAISSE FRANÇAISE VERSE DIRECTEMENT... | → | ...AUX FAMILLES RÉSIDANT : | Maroc, Tunisie et Turquie |
| Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie | direct | Allocations transférables | | → | | Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie |

LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir tableau ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : **Argentine, Brésil, Cameroun, Corée du Sud, Inde, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay** ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

Paielements des prestations familiales en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger | | PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP | | PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille | | Total | |
|--------------------|--|-------------|---|-------------|--|-------------|----------------------------------|-------------|
| | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) |
| Algérie | 259 | 34 808 | 0 | 0 | 0 | 0 | 259 | 34 808 |
| Andorre | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Argentine | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bénin | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bosnie-Herzégovine | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Brésil | | | | | ST | ST | 0 | 0 |
| Cameroun | | | | | ST | ST | 0 | 0 |
| Canada | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cap-Vert | ST | ST | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Congo | ST | ST | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Corée | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Côte d'Ivoire | 9 | 1 724 | | | 0 | 0 | 9 | 1 724 |
| Gabon | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Inde | | | | | ST | ST | 0 | 0 |
| Japon | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Jersey | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Kosovo | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Macédoine | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Madagascar | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ² Mali | 2 609 | 1 632 456 | | | 0 | 0 | 2 609 | 1 632 456 |
| ¹ Maroc | 3 214 | 1 978 619 | | | 18 | 48 157 | 3 232 | 2 026 777 |
| Mauritanie | 17 | 1 104 | | | | 0 | 17 | 1 104 |
| Monaco | 0 | 0 | | | | | 0 | 0 |
| Monténégro | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |

CHIFFRES CLÉS :

- 95% des paiements des PF à destination des 5 principaux pays ci-contre
- 66% effectués par le régime général
- 34% effectués par le régime agricole

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieure à 5

Paievements des prestations familiales en 2019 (2/2)



● 5 premiers pays hors l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger | | PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP | | PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille | | Total | | |
|-------------------------|--|-------------|---|-------------|--|-------------|----------------------------------|-------------|-----------|
| | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | Nombre de familles bénéficiaires | Montant (€) | |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | Niger | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Philippines | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Québec | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 4 ^e Sénégal | 524 | 191 116 | | 0 | 0 | 524 | 191 116 | |
| | Serbie | ST | ST | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Togo | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 3 ^e Tunisie | 1 102 | 540 774 | | 7 | 19 237 | 1 109 | 560 011 | |
| | 5 ^e Turquie | 29 | 12 458 | | 9 | 32 531 | 38 | 44 988 | |
| | Uruguay | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Sous-total 2019 | 7 770 | 4 395 274 | 0 | 0 | 103 | 318 542 | 7 873 | 4 713 816 |
| | Sous-total 2018 | 7 819 | 5 040 807 | 0 | 0 | 82 | 169 602 | 7 901 | 5 210 409 |
| % évolution | -0,63 | -12,81 | - | - | 25,61 | 87,82 | -0,35 | -9,53 | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | | | | ST | ST | 0 | 0 | |
| | Polynésie française | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Sous-total 2019 | - | - | - | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | Sous-total 2018 | | | | 5 | 12 901 | 5 | 12 901 | |
| | % évolution | - | - | - | -100,00 | -100,00 | -100,00 | -100,00 | |
| Total général 2019 | 7 770 | 4 395 274 | 0 | 0 | 105 | 325 739 | 7 875 | 4 721 013 | |
| Total général 2018 | 7 819 | 5 040 807 | 0 | 0 | 87 | 182 503 | 7 906 | 5 223 310 | |
| % évolution | -0,63 | -12,81 | - | - | 20,69 | 78,48 | -0,39 | -9,62 | |

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieur à 5

Évolution sur 10 ans des prestations familiales



| Années | Nombre de familles bénéficiaires | % évolution | Montant annuel (€) | % évolution |
|--------|----------------------------------|-------------|--------------------|-------------|
| 2010 | 13 643 | | 5 368 890 | |
| 2011 | 11 866 | -13,02 | 5 487 651 | 2,21 |
| 2012 | 10 156 | -14,41 | 4 803 283 | -12,47 |
| 2013 | 11 485 | 13,09 | 5 063 651 | 5,42 |
| 2014 | 9 697 | -15,57 | 4 296 562 | -15,15 |
| 2015 | 9 296 | -4,14 | 4 116 221 | -4,20 |
| 2016 | 7 944 | -14,54 | 3 284 548 | -20,20 |
| 2017 | 9 284 | 16,87 | 4 052 270 | 23,37 |
| 2018 | 7 906 | -14,84 | 5 223 310 | 28,90 |
| 2019 | 7 875 | -0,39 | 4 721 013 | -9,62 |

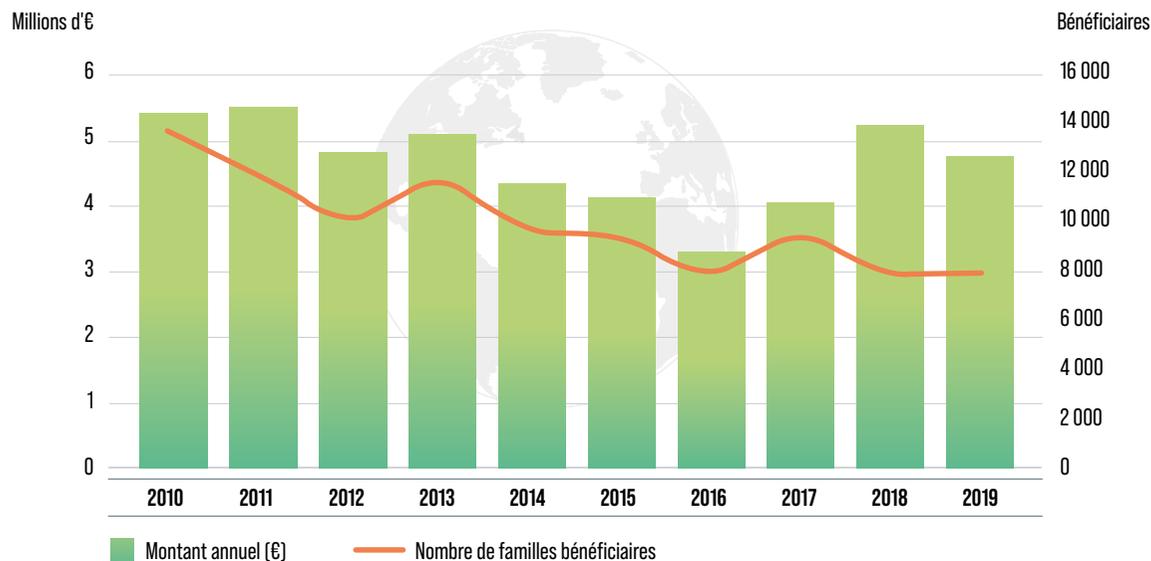
Après les allocations à destination des pays appliquant les règlements européens, la Cnaf (Caisse Nationale des Allocations Familiales) centralise depuis l'an dernier les prestations de son réseau versées aux pays ayant signé une convention bilatérale de sécurité sociale avec la France. Elle applique une méthodologie bâtie sur l'observation des données avec 6 mois de recul, conférant un niveau de qualité qui a été labellisé par l'Autorité de la Statistique Publique, et qui constitue de ce fait une rupture observable avec le procédé antérieur de consolidation des données.

EN BREF

Sur la décennie, l'évolution générale, tant en volume qu'en valeur, des PF versées par la France est fortement corrélée aux évolutions des principaux pays. D'une part, elle est en forte baisse depuis 10 ans pour les prestations servies en Algérie (-239K€), au Maroc (-840K€), en Tunisie (-618K€) et en Turquie (-193K€) ; d'autre part, en forte hausse au Mali (+984K€) qui, depuis 3 années, compense la baisse générale suite particulièrement à l'augmentation du barème des prestations (+43%) initiée entre 2017 et 2018.

À SAVOIR

Le Maroc est le seul pays pour lequel les Indemnités pour Charge de Famille (ICF) sont versées dans une proportion plus importante par le régime agricole (66%), qui sert également plus du tiers (36%) des ICF dont la Tunisie est destinataire. Pour ces deux pays, les ICF sont principalement versées par les Mutualités Sociales Agricoles (MSA) du grand sud de la France (Paca, Occitanie, Corse et Nouvelle-Aquitaine) et d'Auvergne-Rhône-Alpes en raison du recours saisonnier à de la main-d'œuvre marocaine et tunisienne pour les travaux agricoles.





Partie 3

RENTES, PENSIONS, ALLOCATIONS

—
AVANT PROPOS 68

SYNTHÈSE 69

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les paiements de rentes accident du travail 71
Les paiements des pensions d'invalidité 74
Les paiements des pensions de vieillesse 77
Les paiements des allocations de retraite complémentaire 81
Les paiements des allocations de veuvage 85
Les paiements des capitaux décès 86

ACCORDS INTERNATIONAUX

Les paiements de rentes accident du travail 88
Les paiements des pensions d'invalidité 91
Les paiements des pensions de vieillesse 94
Les paiements des allocations de retraite complémentaire 98
Les paiements des allocations de veuvage 102
Les paiements des capitaux décès 103

PAYS HORS CONVENTIONS

Paiement des pensions, rentes et allocations 105

Avant-propos

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés au cours de l'année 2019 (nets de cotisations et de C.S.G., et, depuis le 1er janvier 2019, nets d'impôts sur le revenu, sauf les rentes AT-MP et les capitaux décès qui en sont exonérés) par les organismes français de sécurité sociale, et non les montants uniquement dus au titre de 2019.

En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires différents ayant perçu des prestations au moins une fois dans l'année. Cependant, s'agissant plus particulièrement des pensions de vieillesse et des allocations de retraite complémentaire, le « nombre » s'entend comme étant plutôt le nombre de prestations servies (cas des assurés ou ayants droit bénéficiaires de plusieurs prestations ou cas des poly-pensionnés).

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des règlements européens
- celles des pays ayant signé une convention bilatérale avec la France ou un accord de coordination avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon)
- Celles relatives aux pays hors conventions.

SYNTHÈSE

Paielements des rentes, pensions et allocations versés à des bénéficiaires résidant à l'étranger en 2019



| Type d'accord | Rente AT-MP ¹ | Pension d'invalidité | Pension de vieillesse ² | Retraite complémentaire ³ | Allocation de veuvage ⁴ | Capital décès | Total général (euros) |
|-------------------------|--------------------------|----------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|
| Règlements Européens | 81 928 840 | 21 300 573 | 2 306 563 584 | 1 059 460 585 | 256 138 | 282 833 | 3 469 792 551 |
| Conventions Bilatérales | 69 204 259 | 4 769 618 | 2 156 877 950 | 722 681 387 | 3 758 440 | 202 164 | 2 957 493 817 |
| Décrets de coordination | 31 587 | 83 857 | 32 185 864 | 144 309 499 | 0 | 3 450 | 176 614 257 |
| Pays hors conventions | 2 246 181 | 1 382 505 | 108 621 282 | 101 263 313 | 12 868 | 18 072 | 213 544 220 |
| Total 2019 | 153 410 867 | 27 536 552 | 4 604 248 681 | 2 027 714 783 | 4 027 445 | 506 518 | 6 817 444 846 |
| Total 2018 * | 158 923 232 | 27 259 598 | 4 652 526 643 | 1 910 372 072 | 8 822 423 | 648 830 | 6 758 552 798 |
| % d'évolution | -3,47 | 1,02 | -1,04 | 6,14 | -54,35 | -21,93 | 0,87 |

¹ Le transfert de dossiers "rentiers / internationaux" entre caisses du régime général a conduit à certains doubles comptages qui ont impactés l'évolution des nombres et montants entre 2018 et 2019. Ces transferts ne concernent en 2019 que les pays appliquant les règlements européens.

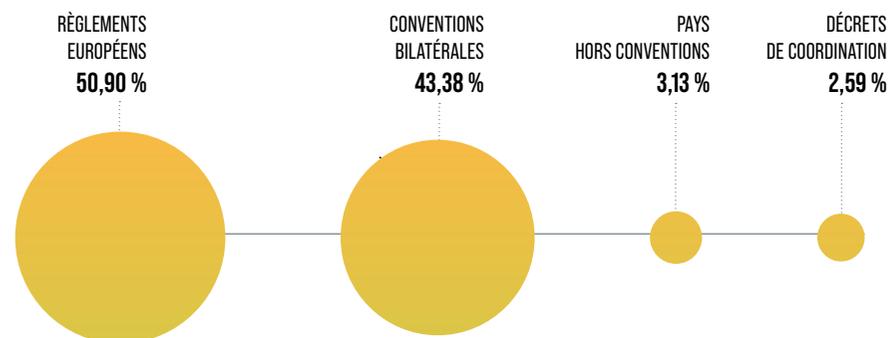
² Certaines données du régime général (Cnav) sont partielles (voir les accords internationaux)

³ A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales.

⁴ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

* Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco (retraite complémentaire) déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétropler les données 2018.

Répartition des paiements 2019 par type d'accord



En 2019, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,82 milliards d'euros, soit une augmentation de 58,89 millions d'euros par rapport à 2018.



Évolution sur 10 ans des rentes, pensions et allocations (tous types d'accords)

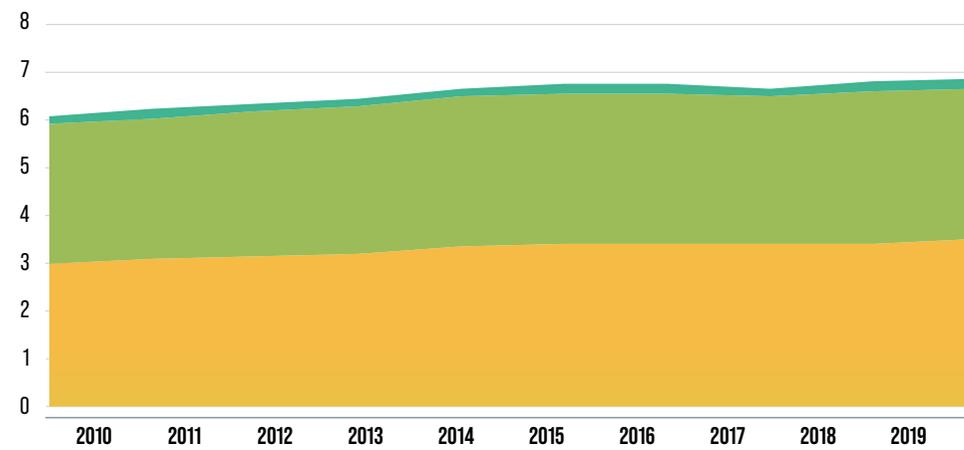
| Année | Rente AT-MP | Pension d'invalidité | Pension de vieillesse | Retraite complémentaire ¹ | Allocation de veuvage ² | Capital décès | Total général (euros) | % évolution |
|--------|-------------|----------------------|-----------------------|--------------------------------------|------------------------------------|---------------|-----------------------|-------------|
| 2010 | 183 670 962 | 24 673 187 | 4 268 602 985 | 1 511 623 921 | 15 573 146 | 468 407 | 6 004 612 609 | |
| 2011 | 170 756 799 | 25 169 753 | 4 394 815 166 | 1 550 079 776 | 15 947 295 | 414 642 | 6 157 183 432 | 2,54 |
| 2012 | 160 066 778 | 24 860 038 | 4 546 611 414 | 1 535 493 094 | 15 462 510 | 332 820 | 6 282 826 654 | 2,04 |
| 2013 | 163 804 677 | 22 248 814 | 4 624 811 288 | 1 545 267 424 | 21 396 621 | 395 464 | 6 377 924 288 | 1,51 |
| 2014 | 163 964 080 | 23 379 950 | 4 670 538 282 | 1 730 631 283 | 25 332 996 | 547 198 | 6 614 393 788 | 3,71 |
| 2015 | 164 965 873 | 24 657 520 | 4 677 950 328 | 1 793 802 916 | 25 408 139 | 470 382 | 6 687 255 159 | 1,10 |
| 2016 | 162 249 808 | 24 719 508 | 4 666 347 602 | 1 800 442 283 | 24 322 134 | 383 817 | 6 678 465 152 | -0,13 |
| 2017 | 157 906 874 | 26 067 334 | 4 620 545 919 | 1 780 626 516 | 16 220 854 | 521 271 | 6 601 888 767 | -1,15 |
| 2018 * | 158 923 232 | 27 259 598 | 4 652 526 643 | 1 910 372 072 | 8 822 423 | 648 830 | 6 758 552 798 | 2,37 |
| 2019 | 153 410 867 | 27 536 552 | 4 604 248 681 | 2 027 714 783 | 4 027 445 | 506 518 | 6 817 444 846 | 0,87 |

¹ A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales.

² Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Gleiss.

* Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco (retraite complémentaire) déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.

Milliards d'€



Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,3 % des montants totaux distribués.

Sur cette même période, 47 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux.

Le reste, 2,8 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

- Pays hors convention
- Accords nationaux (conventions et décrets)
- Règlements européens

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

RENTES AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les **rentes de victimes** (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les **rentes de survivants** (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

CHIFFRES CLÉS :

- 69% des paiements sont versés au titre des rentes de victime
- 31% au titre des rentes de survivant
- 95% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 90% par le régime général

Paiements des rentes d'AT-MP en 2019 (1/2)

5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Rente de victime | | Rente de survivant | | Total | | Variation 2019/2018 |
|--------------------------|------------------|-------------|--------------------|-------------|----------|-------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| 5 ^e Allemagne | 414 | 1 111 289 | 58 | 847 587 | 472 | 1 958 876 | ↘ |
| Autriche | 19 | 39 680 | 3 | 57 392 | 22 | 97 072 | ↘ |
| 4 ^e Belgique | 1 057 | 2 065 544 | 133 | 1 714 838 | 1 190 | 3 780 381 | ↘ |
| Bulgarie | 4 | 18 975 | 2 | 11 131 | 6 | 30 106 | ↗ |
| Chypre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Croatie | 80 | 182 991 | 5 | 69 930 | 85 | 252 921 | ↗ |
| Danemark | 11 | 26 038 | 0 | 0 | 11 | 26 038 | ↗ |
| 2 ^e Espagne | 5 067 | 12 771 233 | 372 | 4 570 654 | 5 439 | 17 341 887 | ↘ |
| Estonie | 1 | 5 542 | 5 | 97 413 | 6 | 102 955 | ↗ |
| Finlande | 5 | 11 837 | 0 | 0 | 5 | 11 837 | ↘ |
| Grèce | 30 | 73 448 | 7 | 73 212 | 37 | 146 660 | ↘ |
| Hongrie | 25 | 46 381 | 2 | 29 258 | 27 | 75 639 | ↗ |
| Irlande | 23 | 48 063 | 1 | 15 720 | 24 | 63 783 | ↘ |
| Islande | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| 3 ^e Italie | 2 357 | 7 176 848 | 251 | 3 566 105 | 2 608 | 10 742 953 | ↘ |
| Lettonie | 4 | 3 361 | 0 | 0 | 4 | 3 361 | ↘ |
| Liechtenstein | 1 | 1 392 | 0 | 0 | 1 | 1 392 | ↗ |
| Lituanie | 4 | 3 972 | 2 | 10 539 | 6 | 14 511 | ↗ |
| Luxembourg | 102 | 203 414 | 11 | 197 614 | 113 | 401 028 | ↗ |
| Malte | 5 | 5 969 | 0 | 0 | 5 | 5 969 | ↗ |
| Norvège | 1 | 4 244 | 1 | 13 856 | 2 | 18 100 | ↗ |
| Pays-Bas | 50 | 80 420 | 5 | 36 667 | 55 | 117 087 | ↘ |
| Pologne | 112 | 330 060 | 49 | 494 236 | 161 | 824 296 | ↘ |
| 1 ^{er} Portugal | 12 441 | 30 960 067 | 1 143 | 12 976 312 | 13 584 | 43 936 379 | ↘ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paievements des rentes d'AT-MP en 2019 (2/2)



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | Rente de victime ⁱ | | Rente de survivant ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|----------------------|-------------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| République tchèque | 8 | 16 054 | 1 | 15 688 | 9 | 31 741 | ↗ |
| Roumanie | 20 | 62 063 | 7 | 53 444 | 27 | 115 507 | ↗ |
| Royaume-Uni | 122 | 288 123 | 20 | 366 359 | 142 | 654 482 | ↗ |
| Slovaquie | 5 | 11 888 | 1 | 19 258 | 6 | 31 146 | ↗ |
| Slovénie | 9 | 20 373 | 2 | 19 010 | 11 | 39 383 | ↘ |
| Suède | 25 | 62 789 | 2 | 46 384 | 27 | 109 173 | ↘ |
| Suisse | 260 | 710 402 | 16 | 283 773 | 276 | 994 175 | ↘ |
| Total 2019 ** | 22 262 | 56 342 458 | 2 099 | 25 586 382 | 24 361 | 81 928 840 | |
| Total 2018 | 21 201 | 57 651 043 | 2 022 | 26 182 307 | 23 223 | 83 833 350 | |
| % évolution | 5,00 | -2,27 | 3,81 | -2,28 | 4,90 | -2,27 | |

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- ↔ comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie

** L'évolution contradictoire des nombres et montants entre 2018 et 2019 est la conséquence de transferts de dossiers "rentiers / internationaux" entre caisses du régime général, conduisant à un certain nombre de doubles comptages. Ces transferts ne concernent en 2019 que les pays appliquant les règlements européens.

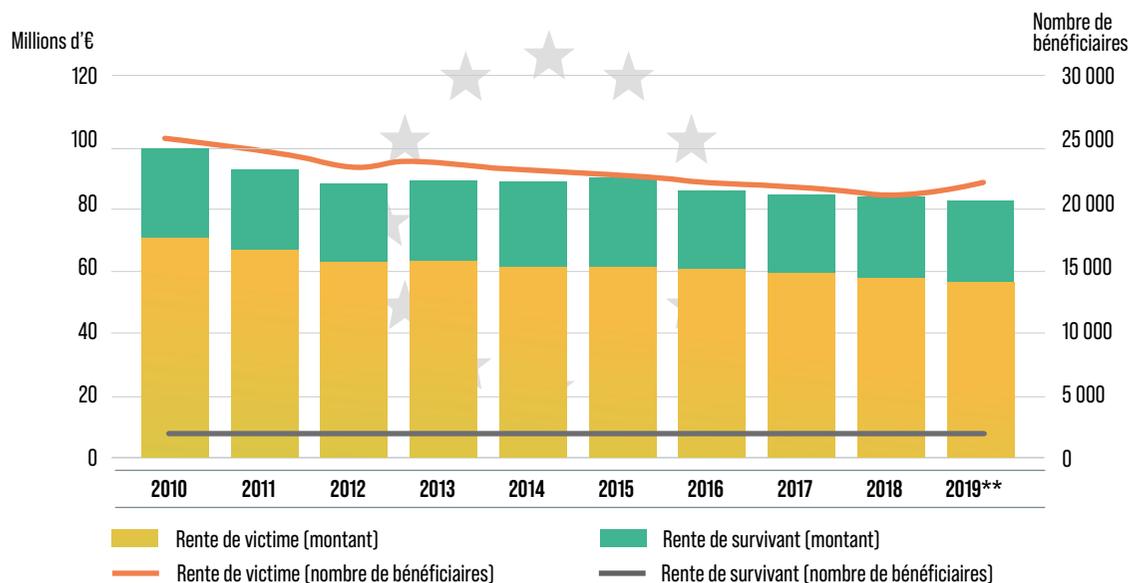
Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP



| Années | Rente de victime | | Rente de survivant | | Total | | |
|--------|------------------|-------------|--------------------|-------------|----------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 25 860 | 71 400 175 | 2 366 | 28 368 978 | 28 226 | 99 769 153 | |
| 2011 | 25 256 | 66 823 770 | 2 269 | 27 118 599 | 27 525 | 93 942 369 | -5,84 |
| 2012 | 23 782 | 62 830 195 | 2 182 | 25 827 259 | 25 964 | 88 657 454 | -5,63 |
| 2013 | 23 993 | 62 787 929 | 2 214 | 26 185 970 | 26 207 | 88 973 899 | 0,36 |
| 2014 | 23 153 | 62 334 927 | 2 112 | 26 102 339 | 25 265 | 88 437 266 | -0,60 |
| 2015 | 22 891 | 62 341 141 | 2 186 | 27 267 101 | 25 077 | 89 608 242 | 1,32 |
| 2016 | 22 157 | 60 388 404 | 2 090 | 25 802 677 | 24 247 | 86 191 080 | -3,81 |
| 2017 | 21 817 | 59 238 020 | 2 095 | 25 837 699 | 23 912 | 85 075 718 | -1,29 |
| 2018 | 21 201 | 57 651 043 | 2 022 | 26 182 307 | 23 223 | 83 833 350 | -1,46 |
| 2019** | 22 262 | 56 342 058 | 2 099 | 25 586 382 | 24 361 | 81 928 440 | -2,27 |

* Voir l'avant-propos en début de partie

** L'évolution contradictoire des nombres et montants entre 2018 et 2019 est la conséquence de transferts de dossiers "rentiers / internationaux" entre caisses du régime général, conduisant à un certain nombre de doubles comptages. Ces transferts ne concernent en 2019 que les pays appliquant les règlements européens.



La reprise à la hausse de la courbe du nombre des rentes est la conséquence d'une réorganisation au sein des caisses du régime général dans la prise en charge des dossiers des assurés résidant dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, induisant de fait un certain nombre de doubles comptages.

EN BREF

On observe sur la décennie 2010-2019 une tendance globalement baissière, entrecoupée d'une hausse en 2013 et 2015, des 2 indicateurs présentés (nombre et montant). Cette tendance se confirme au cours de l'exercice 2019 pour les montants versés avec un taux de -2,27% soit -1,9M€ versés.

Nos 3 voisins du Sud de l'Europe (Portugal et Espagne/Italie à un degré moindre) expliquent de par leur poids au sein de la zone des règlements européens (ils représentent environ 90% des rentes exportées et des montants versés sur la décennie), cette évolution générale.

En 2019, les montants cumulés portugais, espagnols et italiens présentent ainsi l'évolution suivante : -2,31% soit -1,70 M€.

En l'espace de 10 ans (2010-2019), rentes exportées et montants versés aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant au Portugal, en Espagne et en Italie ont connu une baisse significative de -16,4% et -19,6% ce qui représente environ 4 200 rentes et 17,6 M€ en moins dans les statistiques de la sécurité sociale française.

À SAVOIR

Il existe une spécificité propre aux rentes d'AT-MP : les montants versés au titre d'un droit propre sont en moyenne largement inférieurs à ceux versés au titre d'un droit dérivé (2 700 euros contre 12 200 euros).

La part des rentiers survivants s'en trouve donc grandement modifiée selon que l'on choisit l'indicateur "nombre" (8,5% en moyenne sur la décennie 2010-2019) ou "montant" (30% en moyenne).

Cette disparité tient au fait que l'ayant droit d'un salarié décédé à la suite d'un accident du travail perçoit une rente équivalente à 40% du salaire annuel du défunt (voire 60% en remplissant certaines conditions), pourcentage qui peut monter jusqu'à 80% lorsqu'il y a plusieurs ayants droit, alors que le titulaire d'un droit propre se voit attribué un montant qui varie suivant le taux d'incapacité (taux qui ne doit atteindre que rarement des niveaux aussi élevés)

entre 1% et 9% : versement d'un capital compris entre 419 et 4 189 euros ;

plus de 10% : versement d'une rente viagère jusqu'au décès du rentier dont le montant est calculé sur la base du salaire annuel multiplié par le taux d'incapacité. Ce taux est déterminé en le réduisant de moitié jusqu'à 50% d'incapacité et en l'augmentant de moitié pour la partie du taux supérieure à 50%.

Exemple : si le taux d'IPP (incapacité permanente partielle) est fixé à 75%, le taux retenu pour la rente sera de : $50\%/2 + 25\%*1,5$ soit 62,5%.

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pensions versées directement aux assurés invalides n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

CHIFFRES CLÉS :

- 97% des paiements sont versés au titre des pensions d'invalidité de droit direct
- 3% au titre des pensions de survivant invalide
- 84% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 80% par le régime général

Paiements des pensions d'invalidité en 2019 (1/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension d'invalidité ^① | | Pension de survivant invalide ^② | | Total | | Variation 2019/2018 |
|-------------------------|-----------------------------------|-------------|--|-------------|----------|-------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| ^{5e} Allemagne | 665 | 1 413 243 | 3 | 18 218 | 668 | 1 431 461 | ↘ |
| Autriche | 41 | 137 139 | 1 | 6 926 | 42 | 144 065 | ↑ |
| ^{3e} Belgique | 576 | 3 166 379 | 17 | 120 155 | 593 | 3 286 534 | ↘ |
| Bulgarie | 10 | 53 946 | 0 | 0 | 10 | 53 946 | ↑ |
| Chypre | 1 | 2 493 | 0 | 0 | 1 | 2 493 | ↑ |
| Croatie | 1 | 5 695 | 0 | 0 | 1 | 5 695 | ↘ |
| Danemark | 12 | 36 834 | 0 | 0 | 12 | 36 834 | ↘ |
| ^{2e} Espagne | 933 | 4 152 225 | 10 | 89 137 | 943 | 4 241 362 | ↗ |
| Estonie | 4 | 4 531 | 0 | 0 | 4 | 4 531 | - |
| Finlande | 10 | 39 676 | 0 | 0 | 10 | 39 676 | ↘ |
| Grèce | 11 | 74 836 | 0 | 0 | 11 | 74 836 | ↗ |
| Hongrie | 6 | 33 343 | 0 | 0 | 6 | 33 343 | ↗ |
| Irlande | 10 | 62 549 | 1 | 8 054 | 11 | 70 603 | ↘ |
| Islande | 1 | 10 431 | 0 | 0 | 1 | 10 431 | - |
| Italie | 161 | 907 554 | 8 | 51 510 | 169 | 959 064 | ↘ |
| Lettonie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Liechtenstein | 4 | 5 831 | 0 | 0 | 4 | 5 831 | - |
| Lituanie | 4 | 28 339 | 0 | 0 | 4 | 28 339 | ↑ |
| Luxembourg | 157 | 654 794 | 1 | 6 426 | 158 | 661 220 | ↗ |
| Malte | 5 | 72 145 | 0 | 0 | 5 | 72 145 | ↑ |
| Norvège | 9 | 45 128 | 0 | 0 | 9 | 45 128 | ↗ |
| Pays-Bas | 34 | 126 303 | 0 | 0 | 34 | 126 303 | ↘ |
| Pologne | 71 | 321 016 | 6 | 48 648 | 77 | 369 663 | ↗ |
| ^{1e} Portugal | 1 301 | 7 124 589 | 20 | 128 440 | 1 321 | 7 253 030 | ↗ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paiements des pensions d'invalidité en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension d'invalidité ⁱ | | Pension de survivant invalide ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|----------------------|-----------------------------------|-------------------|--|----------------|--------------|-------------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| République tchèque | 13 | 85 826 | 3 | 38 556 | 16 | 124 382 | ↘ |
| Roumanie | 14 | 127 531 | 0 | 0 | 14 | 127 531 | ↗ |
| Royaume-Uni | 37 | 234 389 | 4 | 35 765 | 41 | 270 154 | → |
| Slovaquie | 7 | 25 044 | 0 | 0 | 7 | 25 044 | ↗ |
| Slovénie | 5 | 18 873 | 0 | 0 | 5 | 18 873 | ↗ |
| Suède | 23 | 92 555 | 0 | 0 | 23 | 92 555 | ↘ |
| ^{4e} Suisse | 387 | 1 643 192 | 6 | 42 310 | 393 | 1 685 502 | ↗ |
| Total 2019 | 4 513 | 20 706 430 | 80 | 594 143 | 4 593 | 21 300 573 | |
| Total 2018 | 4 603 | 19 968 984 | 89 | 615 680 | 4 692 | 20 584 664 | |
| % évolution | -1,96 | 3,69 | -10,11 | -3,50 | -2,11 | 3,48 | |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Évolution 2019/2018 (montant total) :

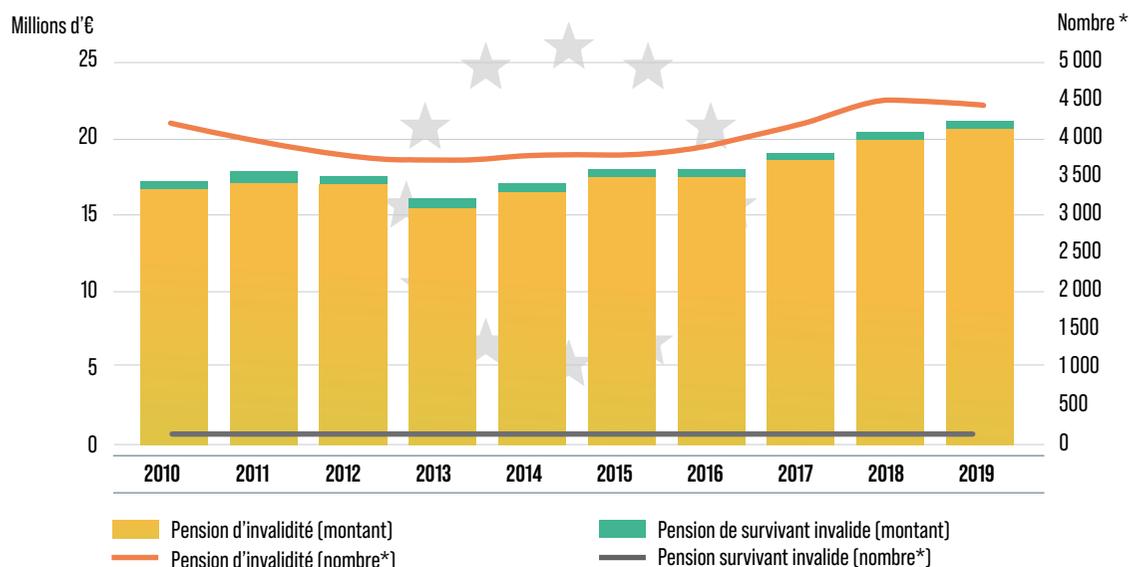
- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité



| Années | Pension d'invalidité ⁱ | | Pension de survivant invalide ⁱ | | Total | | |
|--------|-----------------------------------|-------------|--|-------------|----------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 4 267 | 16 755 588 | 85 | 449 064 | 4 352 | 17 204 652 | |
| 2011 | 4 043 | 17 330 027 | 103 | 589 561 | 4 146 | 17 919 588 | 4,16 |
| 2012 | 3 856 | 17 129 459 | 95 | 518 258 | 3 951 | 17 647 717 | -1,52 |
| 2013 | 3 778 | 15 445 914 | 98 | 615 875 | 3 876 | 16 061 789 | -8,99 |
| 2014 | 3 834 | 16 502 461 | 112 | 592 442 | 3 946 | 17 094 903 | 6,43 |
| 2015 | 3 847 | 17 455 511 | 109 | 607 219 | 3 956 | 18 062 731 | 5,66 |
| 2016 | 3 982 | 17 460 521 | 106 | 620 793 | 4 088 | 18 081 314 | 0,10 |
| 2017 | 4 239 | 18 543 816 | 94 | 667 209 | 4 333 | 19 211 025 | 6,25 |
| 2018 | 4 603 | 19 968 984 | 89 | 615 680 | 4 692 | 20 584 664 | 7,15 |
| 2019 | 4 513 | 20 706 430 | 80 | 594 143 | 4 593 | 21 300 573 | 3,48 |

* Voir l'avant-propos en début de partie



* Voir l'avant-propos en début de partie

EN BREF

- Depuis 2014, en matière d'invalidité, nous observons une tendance à la hausse (en volume et en valeur) des prestations servies aux assurés qui résident hors de France, dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse.
- En 2019, cette hausse des paiements est proche de 3,5% et portée essentiellement par deux pays : la Suisse (+575 000 €) et le Portugal (+483 000 €). La Belgique, avec une baisse de 465 000 €, tend à minorer ce mouvement.

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse** (droit propre) versée au retraité et la **pension de réversion** (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

CHIFFRES CLÉS :

- 86% des paiements sont versés au titre des pensions de vieillesse de droit propre
- 14% au titre des pensions de réversion (droit dérivé)
- 92% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 84% par le régime général

Paiements des pensions de vieillesse en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension de vieillesse ⁱ | | Pension de réversion ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|------------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------------|-------------|----------|-------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| ⁵ Allemagne | 43 349 | 85 317 046 | 13 417 | 20 754 298 | 56 766 | 106 071 343 | → |
| Autriche | 2 307 | 5 032 964 | 299 | 517 004 | 2 606 | 5 549 968 | ↗ |
| ⁴ Belgique | 49 441 | 172 785 466 | 14 546 | 30 148 289 | 63 987 | 202 933 756 | ↘ |
| Bulgarie | 279 | 1 252 274 | 50 | 148 528 | 329 | 1 400 801 | ↗ |
| Chypre | 131 | 631 827 | 4 | 13 518 | 135 | 645 345 | ↗ |
| Croatie | 2 309 | 7 019 082 | 660 | 1 076 067 | 2 969 | 8 095 149 | ↗ |
| Danemark | 775 | 1 642 623 | 26 | 74 735 | 801 | 1 717 358 | ↗ |
| ² Espagne | 259 917 | 644 413 920 | 70 757 | 98 357 816 | 330 674 | 742 771 736 | ↘ |
| Estonie | 14 | 66 646 | 2 | 2 611 | 16 | 69 257 | ↘ |
| Finlande | 372 | 840 105 | 23 | 43 908 | 395 | 884 013 | ↗ |
| Grèce | 2 089 | 6 328 642 | 345 | 908 546 | 2 434 | 7 237 189 | ↘ |
| Hongrie | 486 | 2 409 588 | 90 | 222 058 | 576 | 2 631 646 | ↘ |
| Irlande | 506 | 1 798 973 | 32 | 126 127 | 538 | 1 925 100 | ↗ |
| Islande | 17 | 43 178 | 2 | 1 606 | 19 | 44 784 | ↗ |
| ³ Italie | 69 559 | 156 930 111 | 34 497 | 59 040 794 | 104 056 | 215 970 904 | ↘ |
| Lettonie | 19 | 115 875 | 1 | 94 | 20 | 115 969 | ↗ |
| Liechtenstein | 38 | 160 158 | 7 | 7 027 | 45 | 167 186 | ↗ |
| Lituanie | 37 | 136 399 | 6 | 21 032 | 43 | 157 431 | ↗ |
| Luxembourg | 4 917 | 21 072 275 | 673 | 1 510 107 | 5 590 | 22 582 381 | ↗ |
| Malte | 115 | 709 178 | 6 | 21 588 | 121 | 730 766 | ↘ |
| Norvège | 574 | 1 183 475 | 15 | 33 691 | 589 | 1 217 165 | ↗ |
| Pays-Bas | 4 202 | 8 402 004 | 378 | 678 081 | 4 580 | 9 080 086 | ↗ |
| Pologne | 3 196 | 9 144 535 | 2 223 | 3 855 521 | 5 419 | 13 000 055 | ↘ |
| ¹ Portugal | 167 137 | 748 736 002 | 40 096 | 94 949 004 | 207 233 | 843 685 006 | ↗ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paiements des pensions de vieillesse en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension de vieillesse ⁱ | | Pension de réversion ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|--------------------|------------------------------------|----------------------|-----------------------------------|--------------------|----------------|----------------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| République tchèque | 326 | 1 412 919 | 108 | 233 626 | 434 | 1 646 544 | ↗ |
| Roumanie | 530 | 2 729 105 | 75 | 175 851 | 605 | 2 904 955 | ↗ |
| Royaume-Uni | 10 209 | 25 783 406 | 575 | 1 250 087 | 10 784 | 27 033 492 | ↗ |
| Slovaquie | 128 | 552 185 | 65 | 76 793 | 193 | 628 979 | → |
| Slovénie | 520 | 1 524 620 | 143 | 262 920 | 663 | 1 787 540 | ↘ |
| Suède | 1 861 | 4 318 790 | 83 | 189 521 | 1 944 | 4 508 311 | ↗ |
| Suisse | 23 552 | 76 299 977 | 1 164 | 3 069 388 | 24 716 | 79 369 365 | ↗ |
| Total 2019 | 648 912 | 1 988 793 348 | 180 368 | 317 770 236 | 829 280 | 2 306 563 584 | |
| Total 2018 | 660 518 | 1 972 264 255 | 186 638 | 325 243 927 | 847 156 | 2 297 508 182 | |
| % évolution | -1,76 | 0,84 | -3,36 | -2,30 | -2,11 | 0,39 | |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Évolution 2019/2018 (montant total) :

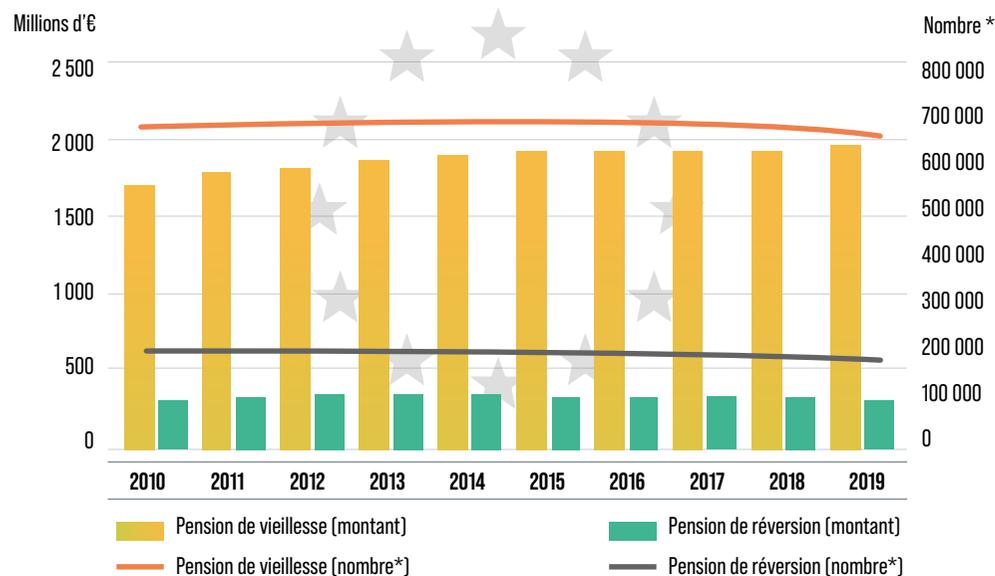
- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse



| Années | Pension de vieillesse | | Pension de réversion | | Total | | |
|--------|-----------------------|---------------|----------------------|-------------|----------|---------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 669 332 | 1 739 828 003 | 202 222 | 333 656 112 | 871 554 | 2 073 484 114 | |
| 2011 | 677 438 | 1 815 990 645 | 202 889 | 341 283 429 | 880 327 | 2 157 274 075 | 4,04 |
| 2012 | 681 817 | 1 862 823 602 | 203 382 | 348 999 694 | 885 199 | 2 211 823 296 | 2,53 |
| 2013 | 685 746 | 1 915 501 535 | 201 840 | 350 659 442 | 887 586 | 2 266 160 977 | 2,46 |
| 2014 | 685 098 | 1 938 942 847 | 199 183 | 349 322 778 | 884 281 | 2 288 265 625 | 0,98 |
| 2015 | 682 453 | 1 952 330 550 | 196 326 | 343 052 656 | 878 779 | 2 295 383 205 | 0,31 |
| 2016 | 677 738 | 1 960 497 523 | 193 793 | 339 184 023 | 871 531 | 2 299 681 546 | 0,19 |
| 2017 | 670 778 | 1 969 334 617 | 191 424 | 335 081 672 | 862 202 | 2 304 416 289 | 0,21 |
| 2018 | 660 518 | 1 972 264 255 | 186 638 | 325 243 927 | 847 156 | 2 297 508 182 | -0,30 |
| 2019 | 648 912 | 1 988 793 348 | 180 368 | 317 770 236 | 829 280 | 2 306 563 584 | 0,39 |

* Voir l'avant-propos en début de partie



* Voir l'avant-propos en début de partie

EN BREF

En 2019, les versements de pensions de vieillesse (retraite de base) effectués par les caisses françaises de sécurité sociale à leurs assurés résidant à l'étranger sont restés stables (+0,39% soit +9,05M€) dans la continuité des exercices 2014 à 2018 durant lesquels les taux d'évolution n'ont pas dépassé 1% en valeur relative.

Cette stabilité s'explique en priorité par les données des 5 principaux pays signalés dans le tableau pages précédentes avec, d'une part, des évolutions moyennes annuelles relativement stables sur les 10 dernières années pour les 3 pays suivants : Allemagne (+0,16% / an), Belgique (+0,24% / an) et Espagne (+0,71% / an). Et d'autre part, l'Italie et le Portugal dont les évolutions des paiements sont contraires (respectivement -2,05% / an et +2,43% / an) et maintiennent ainsi l'équilibre général observé.

À SAVOIR

Les pensions de retraite présentées dans ce chapitre s'entendent comme :

- les pensions en cours de validité au 31 décembre de l'exercice considéré ;
- les montants d'arrérages versés pendant l'exercice considéré et non dus au titre de ladite année et nets de cotisations de la CSG et, depuis le 1^{er} janvier 2019, nets d'impôts sur le revenu.

Par conséquent, les évolutions constatées d'un exercice à l'autre sont la conséquence mécanique des flux de pensions nouvellement entrants dans le stock existant et des flux de pensions nouvellement sortants de ce stock (décès ou retour en France).

Suite page suivante >>



! **Le Cleiss n'assurant pas la gestion des bases de données relatives aux pensions présentées dans ce chapitre, les facteurs avancés ci-dessous pour expliquer la courbe des évolutions le sont à titre purement indicatif.**

Plusieurs facteurs (avec un impact plus ou moins important en fonction des pays de résidence des assurés) peuvent expliquer la stabilisation de la courbe des pensionnés :

Sur les flux entrants (nouvelles pensions entrant dans le stock) :

- baisse des polypensionnés suite à la mise en place de la LURA en 2017 (liquidation unique des régimes alignés). Cette réforme se traduit pour les assurés qui ont cotisé à plusieurs régimes alignés au régime général (MSA et indépendants) par la perception d'une seule pension de base, celle du régime où le salarié a cotisé en dernier. En 2016, avant réforme, 49% des nouveaux retraités de droits directs du régime général étaient polypensionnés contre 32% en 2019 (source : Statistiques, recherches et prospective de la Cnav) ;
- réforme des retraites en France en 2010 qui repousse progressivement l'âge légal de départ à la retraite, à partir de juillet 2011, de 60 à 62 ans ;
- enracinement en France des générations issues de l'immigration (avec la création de la carte de résident en 1984) additionné à un ralentissement de cette immigration à partir du début des années 80 (cela concerne en particulier les pays du Maghreb) ;
- changements dans les règles d'imposition des pensions de retraite perçues à l'étranger. Ces changements, selon qu'ils sont favorables ou pas aux retraités français, peuvent donc expliquer tout à la fois une hausse des retours en France et une baisse des départs à l'étranger ou bien l'inverse.

Exemple : Au Portugal, mise en place en 2009 d'une exonération d'impôt sur le revenu pendant 10 ans pour les retraités étrangers (facteur de hausse) puis en 2020 d'une réforme qui prévoit une imposition forfaitaire de 10% (facteur de baisse).

Sur les flux sortants (nouvelles pensions sortant du stock) :

- outre la dimension fiscale évoquée ci-dessus, qui peut expliquer une hausse des retours en France, un facteur structurel semble peser davantage sur la hausse du flux sortant, à savoir le vieillissement des populations de retraités issues de la vague migratoire des années 60 à début des années 80 et qui sont insuffisamment remplacées par les nouveaux effectifs de retraités du fait d'une part d'un enracinement plus fort en France et d'autre part d'une baisse de certains flux migratoires (par exemple, l'immigration italienne a été remplacée par celle venue d'Espagne et du Portugal durant les trente glorieuses).

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du retraité) et l'allocation de réversion (au décès du retraité, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Pour pouvoir y prétendre, le retraité doit avoir cotisé au cours de son parcours professionnel à au moins une de ces caisses de sécurité sociale :

- Agirc-Arrco pour les salariés cadres ou non-cadres du secteur privé et du secteur agricole ;
- MSA pour les non-salariés cadres ou non-cadres du secteur agricole ;
- Section professionnelle de la CNAVPL (au nombre de 10) pour les professionnels libéraux à l'exception des avocats ;
- Caisse nationale des barreaux français pour les avocats ;
- Ircantec pour les agents non titulaires de l'État.

CHIFFRES CLÉS :

- 83% des paiements sont versés au titre d'allocations de retraite de droit propre
- 17% au titre d'allocations de réversion
- 84% à destination des cinq principaux pays de résidence ci-contre
- 98% par le seul régime de l'Agirc-Arrco (contre 2% pour le régime des professions libérales)

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Allocation de retraite ¹ | | Allocation de réversion ² | | Total | | Variation 2019/2018 |
|-----------------------|-------------------------------------|-------------|--------------------------------------|-------------|----------|-------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| Allemagne | 16 835 | 45 692 466 | 4 348 | 10 864 971 | 21 183 | 56 557 438 | ↑ |
| Autriche | 912 | 3 622 453 | 148 | 912 159 | 1 060 | 4 534 612 | ↑ |
| ³ Belgique | 30 801 | 104 733 896 | 10 788 | 23 473 397 | 41 589 | 128 207 293 | ↑ |
| Bulgarie | 145 | 826 592 | 33 | 191 306 | 178 | 1 017 898 | ↑ |
| Chypre | 94 | 1 011 373 | 12 | 66 512 | 106 | 1 077 885 | ↑ |
| Croatie | 1 082 | 2 128 534 | 378 | 516 163 | 1 460 | 2 644 697 | ↗ |
| Danemark | 462 | 1 534 384 | 67 | 387 340 | 529 | 1 921 724 | ↑ |
| ² Espagne | 111 381 | 185 279 367 | 33 563 | 41 559 343 | 144 944 | 226 838 710 | ↑ |
| Estonie | 14 | 79 232 | 2 | 6 905 | 16 | 86 137 | ↑ |
| Finlande | 220 | 987 060 | 19 | 78 127 | 239 | 1 065 187 | ↑ |
| Grèce | 1 264 | 3 939 729 | 321 | 1 040 397 | 1 585 | 4 980 126 | ↑ |
| Hongrie | 307 | 1 463 721 | 102 | 349 261 | 409 | 1 812 982 | ↑ |
| Irlande | 340 | 1 641 191 | 41 | 219 248 | 381 | 1 860 439 | ↑ |
| Islande | 12 | 47 027 | 1 | 4 829 | 13 | 51 856 | ↑ |
| ⁵ Italie | 36 670 | 62 217 314 | 16 760 | 21 366 674 | 53 430 | 83 583 988 | ↗ |
| Lettonie | 9 | 68 473 | 1 | 475 | 10 | 68 948 | ↑ |
| Liechtenstein | 23 | 171 338 | 8 | 33 943 | 31 | 205 281 | ↑ |
| Lituanie | 13 | 69 047 | 7 | 10 487 | 20 | 79 534 | ↗ |
| Luxembourg | 2 769 | 20 414 391 | 503 | 1 767 109 | 3 272 | 22 181 500 | ↑ |
| Malte | 63 | 1 033 484 | 10 | 67 361 | 73 | 1 100 845 | ↗ |
| Norvège | 277 | 1 035 500 | 32 | 263 261 | 309 | 1 298 761 | ↑ |
| Pays-Bas | 2 314 | 8 006 430 | 382 | 1 716 359 | 2 696 | 9 722 789 | ↑ |
| Pologne | 1 739 | 4 161 636 | 1 111 | 1 242 154 | 2 850 | 5 403 790 | ↑ |
| ¹ Portugal | 127 377 | 294 555 762 | 43 464 | 50 436 208 | 170 841 | 344 991 970 | ↑ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Allocation de retraite ⁱ | | Allocation de réversion ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------|----------------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| République tchèque | 189 | 1 453 757 | 66 | 202 475 | 255 | 1 656 232 | ↑ |
| Roumanie | 312 | 2 537 500 | 68 | 234 735 | 380 | 2 772 235 | ↑ |
| Royaume-Uni | 6 202 | 38 181 359 | 890 | 5 360 193 | 7 092 | 43 541 552 | ↑ |
| Slovaquie | 66 | 5 15 532 | 40 | 39 188 | 106 | 554 720 | ↑ |
| Slovénie | 282 | 590 492 | 114 | 183 780 | 396 | 774 272 | ↑ |
| Suède | 1 073 | 4 018 999 | 120 | 795 021 | 1 193 | 4 814 020 | ↑ |
| ⁴ Suisse | 12 999 | 89 235 210 | 1 935 | 14 817 954 | 14 934 | 104 053 164 | ↑ |
| Total 2019 ** | 356 246 | 881 253 250 | 115 334 | 178 207 335 | 471 580 | 1 059 460 585 | |
| Total 2018 *** | 361 274 | 825 723 249 | 120 504 | 171 686 694 | 481 778 | 997 409 943 | |
| % évolution | -1,39 | 6,73 | -4,29 | 3,80 | -2,12 | 6,22 | |

* Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétrooper les données 2018.

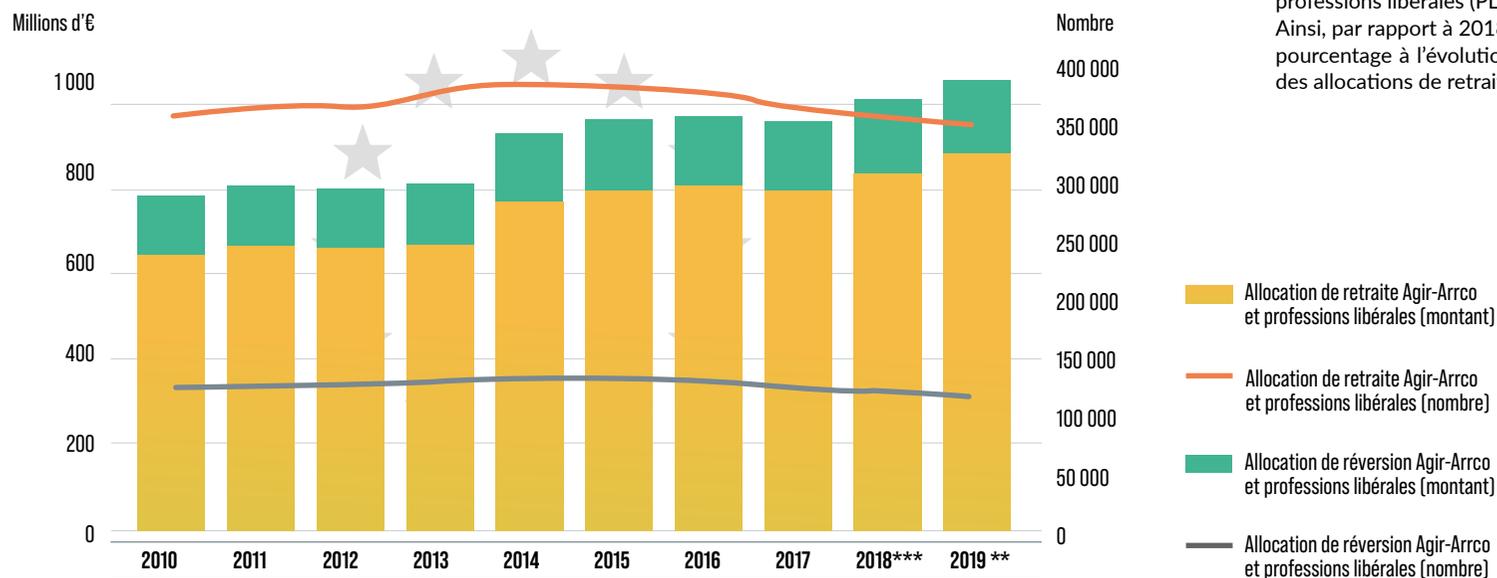
Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↑ > à +20%
- ↑ > à +0,5%
- ↔ comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↓ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire

| Années | Allocation de retraite | | Allocation de réversion | | Total | | |
|----------|------------------------|-------------|-------------------------|-------------|----------|---------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 363 242 | 644 885 084 | 123 389 | 138 440 543 | 486 631 | 783 325 627 | |
| 2011 | 370 200 | 666 067 803 | 124 976 | 141 611 679 | 495 176 | 807 679 482 | 3,11 |
| 2012 | 373 326 | 659 440 844 | 125 995 | 140 890 864 | 499 321 | 800 331 708 | -0,91 |
| 2013 | 384 870 | 669 186 847 | 129 580 | 142 505 738 | 514 450 | 811 692 585 | 1,42 |
| 2014 | 391 121 | 769 623 667 | 132 728 | 163 126 929 | 523 849 | 932 750 596 | 14,91 |
| 2015 | 388 979 | 795 663 217 | 133 116 | 167 134 771 | 522 095 | 962 797 988 | 3,22 |
| 2016 | 384 087 | 808 656 257 | 130 823 | 163 319 313 | 514 910 | 971 975 570 | 0,95 |
| 2017 | 370 906 | 793 638 972 | 124 630 | 163 446 025 | 495 536 | 957 084 997 | -1,53 |
| 2018 *** | 361 274 | 825 723 249 | 120 504 | 171 686 694 | 481 778 | 997 409 943 | 4,21 |
| 2019 ** | 356 246 | 881 253 250 | 115 334 | 178 207 335 | 471 580 | 1 059 460 585 | 6,22 |

* Voir l'avant-propos en début de partie
 ** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.
 *** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétrograder les données 2018.



L'évolution des allocations de retraite complémentaire des régimes salariés (Agirc-Arrco) est irrégulière sur la décennie 2010-2019 en raison de deux mutations* profondes dans les systèmes de collecte d'information de l'Agirc-Arrco, qui de fait ont engendré deux ruptures dans la continuité des éléments statistiques, rendant difficile toute analyse temporelle.

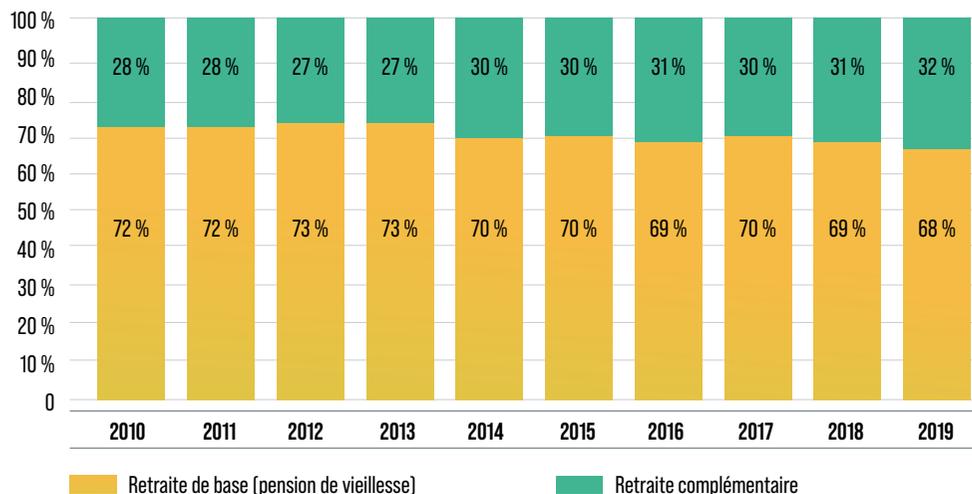
*Les données Agirc-Arrco avant 2017 : les remontées des institutions de retraite complémentaire (IRC) étaient issues de systèmes d'informations spécifiques. À partir de 2013, une partie des IRC a basculé sur une plateforme informatique et un logiciel communs. Cette opération a permis d'homogénéiser les traitements, mais sur le seul périmètre des IRC concernées, ce qui a provoqué des écarts en 2013/2014 sur environ 60 à 70% du champ Agirc-Arrco.

*Les données Agirc-Arrco à compter de 2018 : la mutation de son système d'information décisionnel a rendu plus agile la constitution de données allocataires qui sont devenues plus accessibles. Ce qui a permis un saut qualitatif dans la production de données.

EN BREF

Pour la première fois en 2019 sont intégrées les données issues des professions libérales (PL), soit : 1 621 allocations pour 22,38 M€. Ainsi, par rapport à 2018, les PL contribuent pour +2,2 points de pourcentage à l'évolution générale de +6,22% du montant total des allocations de retraite complémentaire.

Part de la retraite complémentaire dans la retraite globale (montant)



Le graphique ci-contre reconstitué, à partir des données du chapitre, la composition d'une pension de retraite complète :

- 2010-2018 :

Répartition entre retraite de base (pension de vieillesse) et retraite complémentaire basée uniquement sur les données des caisses des régimes général et agricole (Cnav et MSA) et de l'Agirc-Arrco.

- 2019 :

Répartition complétée par les données du régime des professions libérales (sauf les avocats).

Sur la dernière décennie, la part consacrée à la retraite complémentaire dans la retraite complète passe de 28% à 32%.

Focus sur les Professions Libérales (PL)

En 2019, les PL représentent **0,52%** des pensions de vieillesse de base et **2,11%** des allocations de retraite complémentaire.

Le zoom sur ce régime (sauf les avocats) montre une répartition totalement inverse à celles ci-dessus. En effet, pour les PL, la retraite de base dépasse à peine le tiers (34%) de la pension complète, alors que la retraite complémentaire en constitue les deux tiers (66%).

Cette répartition atypique s'explique de la manière suivante :

D'une part, le revenu d'activité mensuel moyen des PL est très supérieur au salaire mensuel moyen en équivalent temps plein d'une personne travaillant dans le secteur privé. En 2017, ils étaient respectivement de 4 140€ et 2 314€ nets (source : www.insee.fr).

D'autre part, les modes de calculs, étant donné le niveau de revenu moyen des PL, sont favorables à la part consacrée à la retraite complémentaire.

En effet, le montant de la retraite complémentaire correspond à un nombre de points acquis au cours de la carrière multiplié par la valeur du point revue périodiquement. Or, les points sont acquis par cotisation selon des taux appliqués à deux tranches d'assiette de cotisation, dont la seconde tranche va jusqu'à huit fois le PSS.

Tandis que le montant (annuel ou mensuel) d'une pension de vieillesse de base est limité au plafond de la sécurité sociale (PSS en 2019 = 3 377€/mois ou 40 524€/an).

ALLOCATION DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paievements des allocations de veuvage en 2019

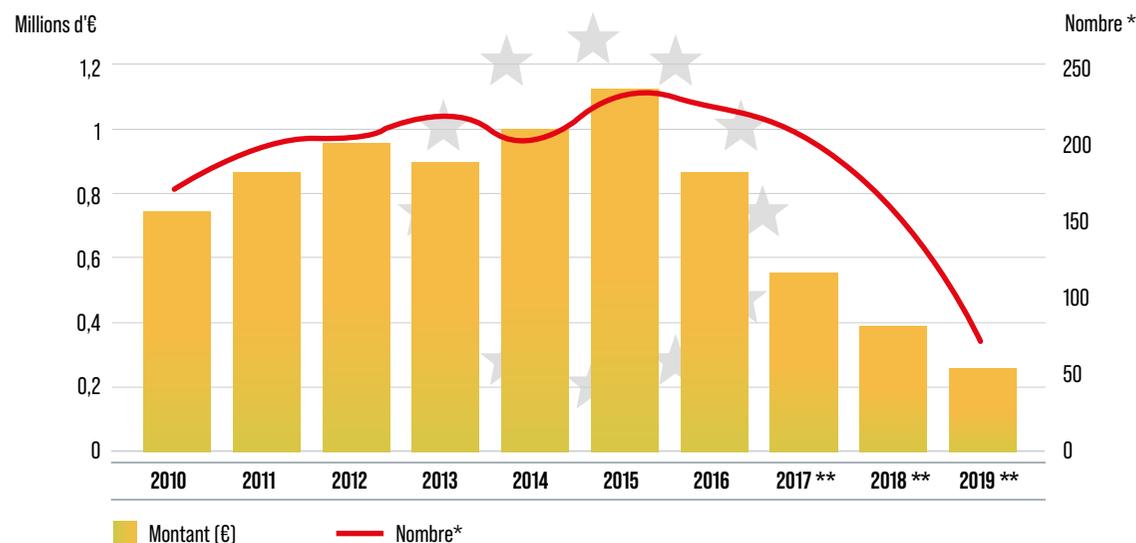
| Pays | Allocation de veuvage ⁱ | |
|----------------------|------------------------------------|----------------|
| | Nombre * | Montant (€) |
| Allemagne | 1 | 1 683 |
| Belgique | 1 | 355 |
| Espagne | 37 | 88 211 |
| Hongrie | 1 | 3 687 |
| Italie | 5 | 74 196 |
| Pologne | 2 | 4 949 |
| Portugal | 25 | 83 057 |
| Autres pays *** | 0 | 0 |
| Total 2019 ** | 72 | 256 138 |
| Total 2018 ** | 152 | 387 525 |
| % évolution | -52,63 | -33,90 |

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

| Années | Allocation de veuvage ⁱ | | |
|---------|------------------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 169 | 745 083 | |
| 2011 | 196 | 862 439 | 15,75 |
| 2012 | 202 | 948 161 | 9,94 |
| 2013 | 214 | 889 265 | -6,21 |
| 2014 | 201 | 992 288 | 11,59 |
| 2015 | 228 | 1 119 535 | 12,82 |
| 2016 | 220 | 859 293 | -23,25 |
| 2017 ** | 201 | 553 159 | -35,63 |
| 2018 ** | 152 | 387 525 | -29,94 |
| 2019 ** | 72 | 256 138 | -33,90 |

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Cependant, la forte baisse constatée dès l'exercice 2016 est la conséquence des difficultés de migration des données statistiques suite à un changement de logiciel de gestion à la Cnav (voir renvoi ci-contre).



* Voir l'avant-propos en début de partie

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

*** soit les 24 autres pays appliquant les règlements européens de sécurité sociale

CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité.

Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

CHIFFRES CLÉS :

- 78% des paiements sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 93% par le régime général

Paiements des capitaux décès en 2019

- 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Capital décès ^① | | Variation 2019/2018 |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | |
| Allemagne | 7 | 14 118 | ↓ |
| ④ Belgique | 13 | 27 370 | ↓ |
| Bulgarie | 1 | 3 461 | → |
| ② Espagne | 13 | 38 567 | ↗ |
| Grèce | 1 | 3 461 | - |
| ⑤ Italie | 6 | 22 975 | ↘ |
| Lituanie | 1 | 1 708 | - |
| Luxembourg | 2 | 2 858 | ↓ |
| Pays-Bas | 2 | 5 175 | ↗ |
| ③ Pologne | 17 | 37 926 | ↗ |
| ① Portugal | 42 | 92 404 | ↘ |
| Roumanie | 3 | 6 911 | ↓ |
| Royaume-Uni | 7 | 14 970 | ↗ |
| Suisse | 5 | 10 930 | → |
| Autres pays ** | 0 | 0 | - |
| Total 2019 | 120 | 282 833 | |
| Total 2018 | 145 | 378 744 | |
| % évolution | -17,24 | -25,32 | |

* Voir l'avant-propos en début de partie

** soit les 17 autres pays appliquant les règlements européens de sécurité sociale.

Évolution 2019/2018 (montant total) :

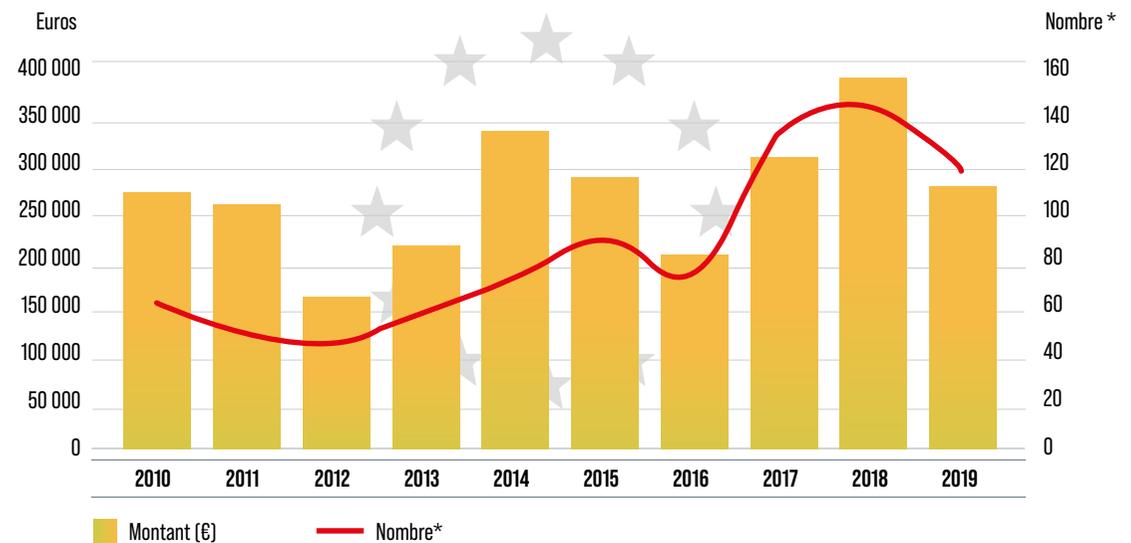
- ↗ > à +20%
- ↖ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

| Années | Capital décès ⓘ | | |
|--------|-----------------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 64 | 279 831 | |
| 2011 | 53 | 266 077 | -4,92 |
| 2012 | 48 | 175 669 | -33,98 |
| 2013 | 63 | 224 254 | 27,66 |
| 2014 | 76 | 341 944 | 52,48 |
| 2015 | 91 | 289 713 | -15,27 |
| 2016 | 77 | 208 808 | -27,93 |
| 2017 | 136 | 313 361 | 50,07 |
| 2018 | 145 | 378 744 | 20,87 |
| 2019 | 120 | 282 833 | -25,32 |

* Voir l'avant-propos en début de partie

L'évolution irrégulière des versements de capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.



* Voir l'avant-propos en début de partie

ACCORDS INTERNATIONAUX

RENTES AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

CHIFFRES CLÉS :

- 55% des paiements sont versés au titre des rentes de victime
- 45% au titre des rentes de survivant
- 92% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 89% par le régime général

Paiements des rentes d'AT-MP en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Rente de victime ⁱ | | Rente de survivant ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|----------------------|-------------------------------|-------------|---------------------------------|-------------|----------|-------------|------------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| ^T Algérie | 9 858 | 22 259 304 | 1 735 | 18 185 364 | 11 593 | 40 444 669 | ↘ |
| Andorre | 15 | 37 441 | 0 | 0 | 15 | 37 441 | ↘ |
| Argentine | 9 | 25 528 | 1 | 26 885 | 10 | 52 413 | ↘ |
| Bénin | 12 | 35 225 | 2 | 14 424 | 14 | 49 649 | ↘ |
| Bosnie-Herzégovine | 36 | 87 621 | 2 | 20 418 | 38 | 108 038 | ↘ |
| Brésil | 31 | 78 175 | 6 | 75 647 | 37 | 153 822 | → |
| Cameroun | 18 | 30 278 | 0 | 0 | 18 | 30 278 | ↗ |
| Canada | 297 | 660 592 | 21 | 287 280 | 318 | 947 872 | ↘ |
| Cap-Vert | 4 | 9 449 | 1 | 9 281 | 5 | 18 730 | ↘ |
| Chili | 13 | 76 039 | 0 | 0 | 13 | 76 039 | ↗ |
| Congo | 6 | 45 004 | 1 | 16 386 | 7 | 61 390 | ↗ |
| Corée | 0 | 0 | 1 | 15 825 | 1 | 15 825 | → |
| Côte d'Ivoire | 15 | 44 653 | 2 | 16 704 | 17 | 61 357 | ↗ |
| États-Unis | 218 | 584 486 | 21 | 286 158 | 239 | 870 644 | ↘ |
| Gabon | 12 | 19 593 | 2 | 26 354 | 14 | 45 947 | ↘ |
| Guernesey | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Inde | 2 | 6 821 | 0 | 0 | 2 | 6 821 | ↘ |
| Israël | 180 | 471 864 | 10 | 217 405 | 190 | 689 269 | ↘ |
| Japon | 5 | 13 067 | 0 | 0 | 5 | 13 067 | ↗ |
| Jersey | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Kosovo | 3 | 5 945 | 0 | 0 | 3 | 5 945 | ↗ |
| Macédoine | 15 | 26 197 | 3 | 35 666 | 18 | 61 863 | ↘ |
| Madagascar | 49 | 139 622 | 2 | 9 274 | 51 | 148 895 | ↗ |
| Mali | 148 | 372 546 | 27 | 214 919 | 175 | 587 465 | ↘ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paiements des rentes d'AT-MP en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Rente de victime ⁱ | | Rente de survivant ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 | |
|---------------------------|-------------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------------|---|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | | |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | 2 ^e Maroc | 2 737 | 7 072 509 | 737 | 7 187 093 | 3 474 | 14 259 603 | ↘ |
| | Mauritanie | 24 | 71 510 | 9 | 71 667 | 33 | 143 176 | → |
| | Monaco | 5 | 5 383 | 0 | 0 | 5 | 5 383 | ↘ |
| | Monténégro | 8 | 15 189 | 0 | 0 | 8 | 15 189 | ↗ |
| | Niger | 3 | 17 893 | 0 | 0 | 3 | 17 893 | ↘ |
| | Philippines | 7 | 15 850 | 0 | 0 | 7 | 15 850 | → |
| | Québec | 11 | 22 091 | 1 | 59 991 | 12 | 82 083 | ↗ |
| | Saint-Marin | 6 | 40 859 | 0 | 0 | 6 | 40 859 | ↘ |
| | Sénégal | 120 | 316 946 | 78 | 734 996 | 198 | 1 051 941 | ↗ |
| | 5 ^e Serbie | 371 | 929 667 | 25 | 270 662 | 396 | 1 200 329 | ↗ |
| | Togo | 7 | 15 376 | 0 | 0 | 7 | 15 376 | ↘ |
| | 3 ^e Tunisie | 1 400 | 3 272 902 | 233 | 2 263 491 | 1 633 | 5 536 394 | → |
| | 4 ^e Turquie | 454 | 1 237 595 | 115 | 1 087 898 | 569 | 2 325 493 | ↗ |
| | Uruguay | 4 | 7 248 | 0 | 0 | 4 | 7 248 | ↘ |
| Sous-total 2019 | 16 103 | 38 070 471 | 3 035 | 31 133 788 | 19 138 | 69 204 259 | | |
| Sous-total 2018 | 16 308 | 40 524 778 | 3 060 | 32 110 976 | 19 368 | 72 635 753 | | |
| % évolution | -1,26 | -6,06 | -0,82 | -3,04 | -1,19 | -4,72 | | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 9 | 25 161 | 0 | 0 | 9 | 25 161 | ↘ |
| | Polynésie française | 3 | 6 426 | 0 | 0 | 3 | 6 426 | ↗ |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| | Sous-total 2019 | 12 | 31 587 | 0 | 0 | 12 | 31 587 | |
| | Sous-total 2018 | 14 | 17 727 | 1 | 15 703 | 15 | 33 430 | |
| % évolution | -14,29 | 78,18 | -100,00 | -100,00 | -20,00 | -5,51 | | |
| Total Général 2019 | 16 115 | 38 102 058 | 3 035 | 31 133 788 | 19 150 | 69 235 846 | | |
| Total Général 2018 | 16 322 | 40 542 505 | 3 061 | 32 126 679 | 19 383 | 72 669 184 | | |
| % évolution | -1,27 | -6,02 | -0,85 | -3,09 | -1,20 | -4,72 | | |

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

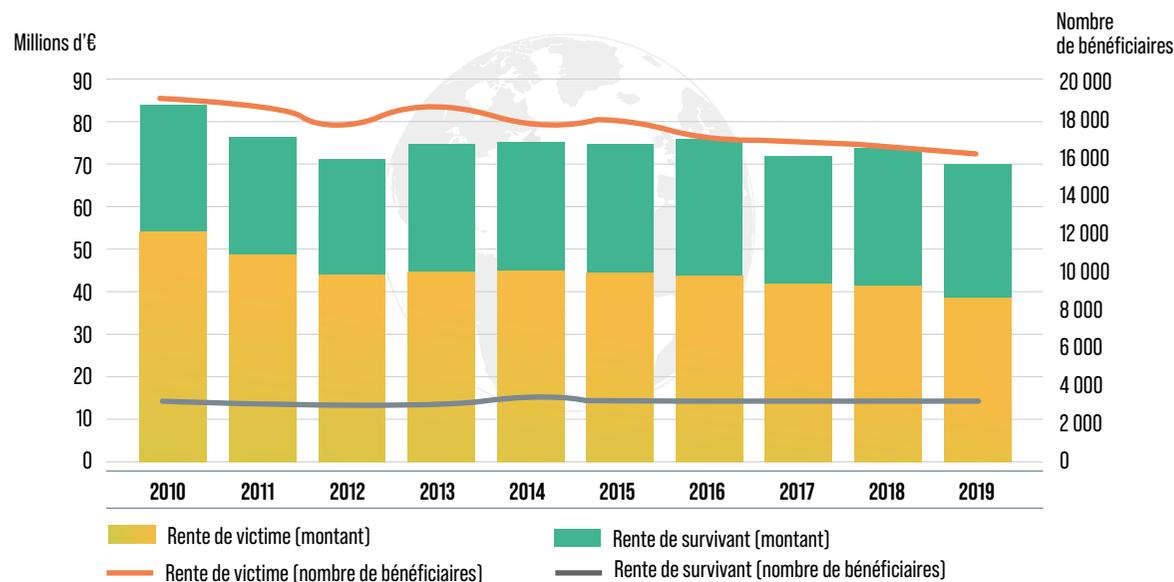
* Voir l'avant-propos en début de partie



Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

| Années | Rente de victime ⁱ | | Rente de survivant ⁱ | | Total | | |
|--------|-------------------------------|-------------|---------------------------------|-------------|----------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 18 849 | 53 585 437 | 3 092 | 29 359 025 | 21 941 | 82 944 462 | |
| 2011 | 18 660 | 48 174 700 | 2 894 | 27 484 224 | 21 554 | 75 658 924 | -8,78 |
| 2012 | 17 520 | 43 026 675 | 2 846 | 27 367 513 | 20 366 | 70 394 187 | -6,96 |
| 2013 | 18 509 | 44 268 006 | 3 093 | 29 494 126 | 21 602 | 73 762 132 | 4,78 |
| 2014 | 17 632 | 44 352 580 | 2 986 | 30 040 046 | 20 618 | 74 392 627 | 0,85 |
| 2015 | 17 589 | 43 688 131 | 3 151 | 30 331 095 | 20 740 | 74 019 226 | -0,50 |
| 2016 | 17 022 | 43 106 329 | 3 037 | 31 562 021 | 20 059 | 74 668 351 | 0,88 |
| 2017 | 16 681 | 41 013 655 | 3 029 | 29 735 335 | 19 710 | 70 748 989 | -5,25 |
| 2018 | 16 322 | 40 542 505 | 3 061 | 32 126 679 | 19 383 | 72 669 184 | 2,71 |
| 2019 | 16 115 | 38 102 058 | 3 035 | 31 133 788 | 19 150 | 69 235 846 | -4,72 |

* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

On observe sur la décennie 2010-2019 une tendance globalement à la baisse, entrecoupée de quelques hausses, des 2 indicateurs présentés (nombre et montant). Cette tendance se confirme au cours de l'exercice 2019 avec des taux de -1,20% et -4,72% soit respectivement -233 rentes et -3,4M€ versés.

FOCUS SUR LES RENTES VERSÉES EN AFRIQUE DU NORD

L'Afrique du Nord, de par son poids au sein de la zone des accords internationaux (elle représente 88% des rentes exportées et des montants versés sur la décennie), explique l'évolution générale décrite ci-dessus.

En 2019, les données cumulées algériennes, marocaines et tunisiennes présentent ainsi les évolutions suivantes : -0,97% et -5,83% soit respectivement -164 rentes et -3,73 M€.

En l'espace de 10 ans (2010-2019), rentes exportées et montants versés aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant au Maghreb ont connu une baisse significative de -13,90% et -18,50% ce qui représente environ 2 700 rentes et 13,7 M€ en moins dans les statistiques de la sécurité sociale française.

En revanche, les données de la décennie précédente (2000-2009) affichaient une évolution inverse : +5% pour les rentes et +52% pour les montants versés soit l'équivalent de 900 rentes et 23,4 M€ de plus.

À SAVOIR

Il existe une spécificité propre aux rentes d'AT-MP : les montants versés au titre d'un droit propre sont en moyenne largement inférieurs à ceux versés au titre d'un droit dérivé (2 500 euros contre 9 900 euros).

La part des rentiers survivants s'en trouve donc grandement modifiée selon que l'on choisit l'indicateur "nombre" (15% en moyenne sur la décennie 2010-2019) ou "montant" (40% en moyenne).

Pour plus d'explications : voir commentaire figurant dans la partie "Rentes d'AT-MP / règlements européens"

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pensions versées directement aux assurés invalides n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

CHIFFRES CLÉS :

- 78% des paiements sont versés au titre des pensions d'invalidité de droit direct
- 22% au titre des pensions de survivant invalide
- 64% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 68% par le régime général

Paielements des pensions d'invalidité en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension d'invalidité ¹ | | Pension de survivant invalide ¹ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|----------------------|-----------------------------------|-------------|--|-------------|----------|-------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| ² Algérie | 36 | 249 907 | 141 | 531 895 | 177 | 781 803 | ↘ |
| Andorre | 3 | 33 093 | 0 | 0 | 3 | 33 093 | ↗ |
| Argentine | 2 | 14 261 | 1 | 8 054 | 3 | 22 315 | ↗ |
| Bénin | 4 | 26 472 | 0 | 0 | 4 | 26 472 | ↗ |
| Bosnie-Herzégovine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| Brésil | 16 | 113 509 | 0 | 0 | 16 | 113 509 | ↘ |
| Cameroun | 4 | 32 290 | 0 | 0 | 4 | 32 290 | ↘ |
| ⁴ Canada | 53 | 407 183 | 4 | 37 078 | 57 | 444 261 | ↗ |
| Cap-Vert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Chili | 3 | 22 384 | 1 | 1 578 | 4 | 23 962 | ↘ |
| Congo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Corée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Côte d'Ivoire | 1 | 14 914 | 0 | 0 | 1 | 14 914 | ↘ |
| Etats-Unis | 30 | 233 601 | 3 | 18 670 | 33 | 252 271 | ↔ |
| Gabon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Guernesey | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Inde | 4 | 37 519 | 0 | 0 | 4 | 37 519 | ↘ |
| ³ Israël | 54 | 494 992 | 1 | 2 555 | 55 | 497 547 | ↘ |
| Japon | 6 | 60 544 | 0 | 0 | 6 | 60 544 | ↗ |
| Jersey | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Kosovo | 1 | 11 950 | 0 | 0 | 1 | 11 950 | - |
| Macédoine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Madagascar | 19 | 175 002 | 6 | 42 972 | 25 | 217 974 | ↘ |
| Mali | 2 | 6 045 | 0 | 0 | 2 | 6 045 | ↘ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paiements des pensions d'invalidité en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension d'invalidité ⁱ | | Pension de survivant invalide ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 | |
|---------------------------|-----------------------------------|------------------|--|------------------|--------------|------------------|---------------------|---|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | | |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | ¹ Maroc | 101 | 790 648 | 52 | 211 632 | 153 | 1 002 280 | ↓ |
| | Mauritanie | 1 | 3 604 | 0 | 0 | 1 | 3 604 | ↗ |
| | Monaco | 2 | 6 283 | 0 | 0 | 2 | 6 283 | ↗ |
| | Monténégro | 1 | 1 089 | 0 | 0 | 1 | 1 089 | ↓ |
| | Niger | 1 | 15 940 | 0 | 0 | 1 | 15 940 | → |
| | Philippines | 3 | 34 451 | 1 | 8 054 | 4 | 42 505 | ↘ |
| | Québec | 3 | 14 139 | 0 | 0 | 3 | 14 139 | ↓ |
| | Saint-Marin | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | Sénégal | 29 | 163 100 | 19 | 129 329 | 48 | 292 429 | ↘ |
| | Serbie | 15 | 96 877 | 0 | 0 | 15 | 96 877 | ↑ |
| | Togo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | ⁵ Tunisie | 45 | 347 417 | 7 | 39 621 | 52 | 387 038 | ↑ |
| | Turquie | 43 | 317 416 | 4 | 12 468 | 47 | 329 883 | ↗ |
| | Uruguay | 0 | 0 | 1 | 1 083 | 1 | 1 083 | → |
| Sous-total 2019 | 482 | 3 724 630 | 241 | 1 044 988 | 723 | 4 769 618 | | |
| Sous-total 2018 | 495 | 3 891 200 | 285 | 1 343 679 | 780 | 5 234 879 | | |
| % évolution | -2,63 | -4,28 | -15,44 | -22,23 | -7,31 | -8,89 | | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 4 | 28 511 | 0 | 0 | 4 | 28 511 | ↓ |
| | Polynésie française | 6 | 48 086 | 1 | 7 260 | 7 | 55 346 | → |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ↓ |
| | Sous-total 2019 | 10 | 76 596 | 1 | 7 260 | 11 | 83 857 | |
| | Sous-total 2018 | 14 | 116 617 | 1 | 8 016 | 15 | 124 633 | |
| | % évolution | -28,57 | -34,32 | 0,00 | -9,42 | -26,67 | -32,72 | |
| Total Général 2019 | 492 | 3 801 227 | 242 | 1 052 248 | 734 | 4 853 475 | | |
| Total Général 2018 | 509 | 4 007 817 | 286 | 1 351 695 | 795 | 5 359 512 | | |
| % évolution | -3,34 | -5,15 | -15,38 | -22,15 | -7,67 | -9,44 | | |

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

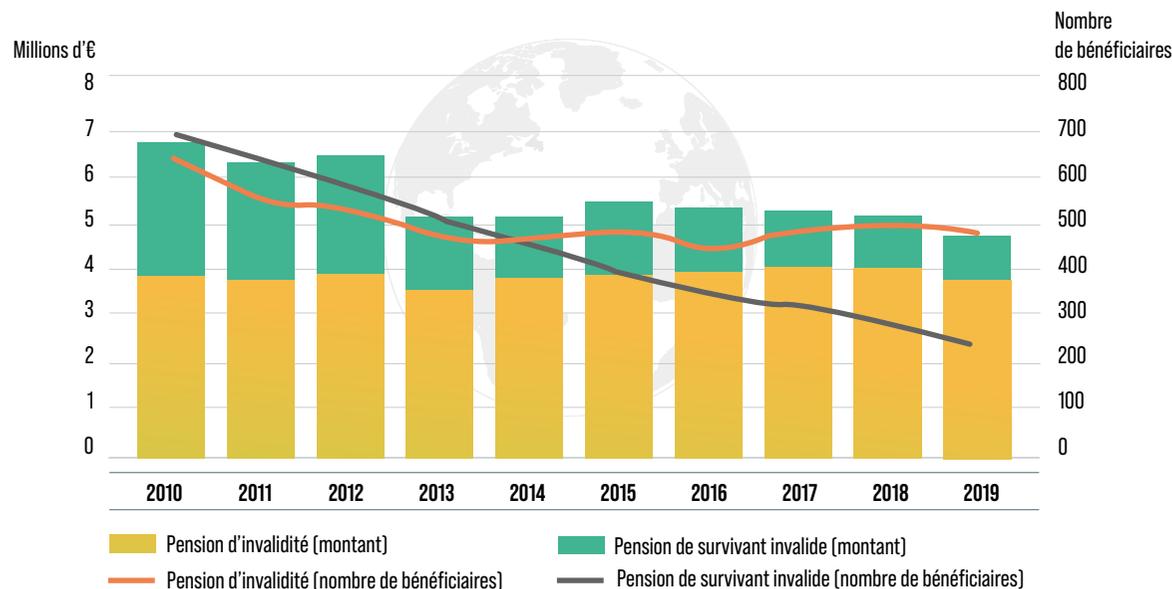
* Voir l'avant-propos en début de partie

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité



| Années | Pension d'invalidité ⁱ | | Pension de survivant invalide ⁱ | | Total | | |
|--------|-----------------------------------|-------------|--|-------------|----------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 663 | 3 845 804 | 683 | 2 838 927 | 1 346 | 6 684 731 | |
| 2011 | 571 | 3 757 819 | 621 | 2 481 640 | 1 192 | 6 239 458 | -6,66 |
| 2012 | 539 | 3 868 192 | 573 | 2 522 723 | 1 112 | 6 390 915 | 2,43 |
| 2013 | 487 | 3 279 677 | 503 | 1 994 562 | 990 | 5 274 239 | -17,47 |
| 2014 | 482 | 3 625 550 | 456 | 1 675 081 | 938 | 5 300 632 | 0,50 |
| 2015 | 494 | 3 899 098 | 392 | 1 642 625 | 886 | 5 541 723 | 4,55 |
| 2016 | 462 | 3 910 172 | 345 | 1 485 632 | 807 | 5 395 804 | -2,63 |
| 2017 | 499 | 4 053 261 | 318 | 1 394 661 | 817 | 5 447 922 | 0,97 |
| 2018 | 509 | 4 007 817 | 286 | 1 351 695 | 795 | 5 359 512 | -1,62 |
| 2019 | 492 | 3 801 227 | 242 | 1 052 248 | 734 | 4 853 475 | -9,44 |

* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

- Après un plateau entre 2013 et 2018 du montant global des pensions d'invalidité et du nombre de bénéficiaires de droit direct, 2019 enregistre une diminution des paiements aux pensionnés qui résident dans un pays lié à la France par un accord international de sécurité sociale, ce qui confirme la tendance générale baissière sur la dernière décennie.
- Par rapport à l'an dernier (2018), ce recul des paiements 2019 atteint près de -9,5% et est à imputer essentiellement aux pays suivants : Maroc (-254 600 €), Israël (-167 000 €) et Algérie (-151 000 €). Par ailleurs, le Canada et la Tunisie cumulent une augmentation des paiements de 266 000 € qui tend à ralentir ce mouvement d'ensemble.

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse** (droit propre) versée au retraité et la **pension de réversion** (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

CHIFFRES CLÉS :

- 57% des paiements sont versés au titre des pensions de vieillesse de droit propre
- 43% au titre des pensions de réversion (droit dérivé)
- 87% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 91% par le régime général

Paiements des pensions de vieillesse en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension de vieillesse ⁱ | | Pension de réversion ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|-------------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------------|-------------|----------|---------------|------------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| ¹ Algérie | 198 243 | 614 276 362 | 240 383 | 672 638 241 | 438 626 | 1 286 914 603 | ↘ |
| Andorre | 944 | 3 621 335 | 132 | 200 280 | 1 076 | 3 821 615 | ↗ |
| Argentine ** | 106 | 432 009 | 83 | 205 819 | 189 | 637 828 | ↘ |
| Bénin | 268 | 1 064 010 | 23 | 75 968 | 291 | 1 139 978 | ↗ |
| Bosnie-Herzégovine | 1 288 | 2 555 597 | 478 | 709 126 | 1 766 | 3 264 723 | ↘ |
| Brésil** | 180 | 675 278 | 72 | 211 011 | 252 | 886 289 | ↗ |
| Cameroun | 719 | 2 964 408 | 72 | 187 069 | 791 | 3 151 477 | ↔ |
| Canada | 7 390 | 22 638 390 | 1 346 | 2 363 984 | 8 736 | 25 002 374 | ↘ |
| Cap-Vert | 155 | 598 456 | 129 | 440 353 | 284 | 1 038 808 | ↘ |
| Chili | 730 | 3 435 326 | 113 | 367 340 | 843 | 3 802 666 | ↗ |
| Congo | 108 | 479 375 | 4 | 21 907 | 112 | 501 282 | ↗ |
| Corée | 181 | 468 302 | 6 | 29 083 | 187 | 497 385 | ↗ |
| Côte d'Ivoire | 844 | 4 295 941 | 49 | 131 201 | 893 | 4 427 142 | ↗ |
| ⁵ Etats-Unis | 13 628 | 47 198 188 | 925 | 2 346 116 | 14 553 | 49 544 305 | ↘ |
| Gabon | 214 | 1 253 603 | 16 | 27 950 | 230 | 1 281 553 | ↗ |
| Guernesey | 19 | 35 481 | 1 | 2 314 | 20 | 37 795 | ↘ |
| Inde | 310 | 1 557 518 | 47 | 155 548 | 357 | 1 713 066 | ↘ |
| ⁴ Israël | 11 251 | 69 595 899 | 882 | 2 346 526 | 12 133 | 71 942 425 | ↗ |
| Japon | 2 562 | 6 289 019 | 107 | 247 686 | 2 669 | 6 536 705 | ↗ |
| Jersey | 83 | 205 638 | 10 | 15 004 | 93 | 220 642 | ↘ |
| Kosovo ** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ↘ |
| Macédoine | 943 | 1 754 446 | 319 | 467 973 | 1 262 | 2 222 419 | ↗ |
| Madagascar | 1 772 | 12 221 179 | 196 | 565 713 | 1 968 | 12 786 891 | ↗ |
| Mali | 4 818 | 9 472 859 | 2 208 | 6 826 916 | 7 026 | 16 299 775 | ↘ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

** Le régime général (Cnav) n'est pas en mesure de distinguer les données de ces pays de celles qu'il regroupe sous l'entité "Reste du monde".

Par conséquent, les données affichées concernent uniquement les autres régimes français de sécurité sociale.

Paiements des pensions de vieillesse en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Pension de vieillesse | | Pension de réversion | | Total | | Variation 2019/2018 | |
|---------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | | |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | 2 ^a Maroc | 49 583 | 204 312 016 | 54 263 | 147 549 958 | 103 846 | 351 861 975 | ↘ |
| | Mauritanie | 1 334 | 3 707 271 | 1 625 | 3 389 851 | 2 959 | 7 097 122 | ↘ |
| | Monaco | 1 956 | 10 547 487 | 250 | 989 998 | 2 206 | 11 537 485 | ↘ |
| | Monténégro | 233 | 691 068 | 77 | 128 564 | 310 | 819 631 | ↘ |
| | Niger | 22 | 99 230 | 2 | 4 588 | 24 | 103 818 | ↘ |
| | Philippines | 348 | 2 272 478 | 25 | 100 809 | 373 | 2 373 287 | ↗ |
| | Québec | 11 701 | 27 026 288 | 764 | 1 269 791 | 12 465 | 28 296 079 | ↗ |
| | Saint-Marin | 216 | 642 797 | 70 | 128 013 | 286 | 770 810 | ↘ |
| | Sénégal *** | 3 530 | 14 724 625 | 3 185 | 9 144 686 | 6 715 | 23 869 310 | ↘ |
| | Serbie | 10 398 | 30 949 644 | 3 016 | 5 135 641 | 13 414 | 36 085 285 | → |
| | Togo | 266 | 1 028 384 | 27 | 72 469 | 293 | 1 100 853 | ↘ |
| | 3 ^a Tunisie | 26 356 | 91 058 016 | 20 713 | 58 385 735 | 47 069 | 149 443 751 | ↗ |
| | Turquie | 13 181 | 31 749 846 | 6 406 | 13 862 659 | 19 587 | 45 612 505 | ↗ |
| | Uruguay** | 30 | 204 140 | 9 | 30 156 | 39 | 234 295 | ↗ |
| | Sous-total 2019 | 365 910 | 1 226 101 906 | 338 033 | 930 776 044 | 703 943 | 2 156 877 950 | |
| Sous-total 2018 | 383 027 | 1 279 513 574 | 336 963 | 938 840 025 | 719 990 | 2 218 353 598 | | |
| % évolution | -4,47 | -4,17 | 0,32 | -0,86 | -2,23 | -2,77 | | |
| DÉCRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 4 728 | 18 642 024 | 292 | 942 894 | 5 020 | 19 584 917 | ↗ |
| | Polynésie française | 2 323 | 10 907 985 | 118 | 359 254 | 2 441 | 11 267 239 | ↗ |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 111 | 1 256 834 | 8 | 76 873 | 119 | 1 333 707 | ↗ |
| | Sous-total 2019 | 7 162 | 30 806 843 | 418 | 1 379 021 | 7 580 | 32 185 864 | |
| | Sous-total 2018 | 6 935 | 29 621 855 | 419 | 1 446 996 | 7 354 | 31 068 851 | |
| | % évolution | 3,27 | 4,00 | -0,24 | -4,70 | 3,07 | 3,60 | |
| Total Général 2019 | 373 072 | 1 256 908 749 | 338 451 | 932 155 065 | 711 523 | 2 189 063 814 | | |
| Total Général 2018 | 389 962 | 1 309 135 429 | 337 382 | 940 287 021 | 727 344 | 2 249 422 450 | | |
| % évolution | -4,33 | -3,99 | 0,32 | -0,86 | -2,18 | -2,68 | | |

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie

** Le régime général (Cnav) n'est pas en mesure de distinguer les données de ces pays de celles qu'il regroupe sous l'entité "Reste du monde".

Par conséquent, les données affichées concernent uniquement les autres régimes français de sécurité sociale.

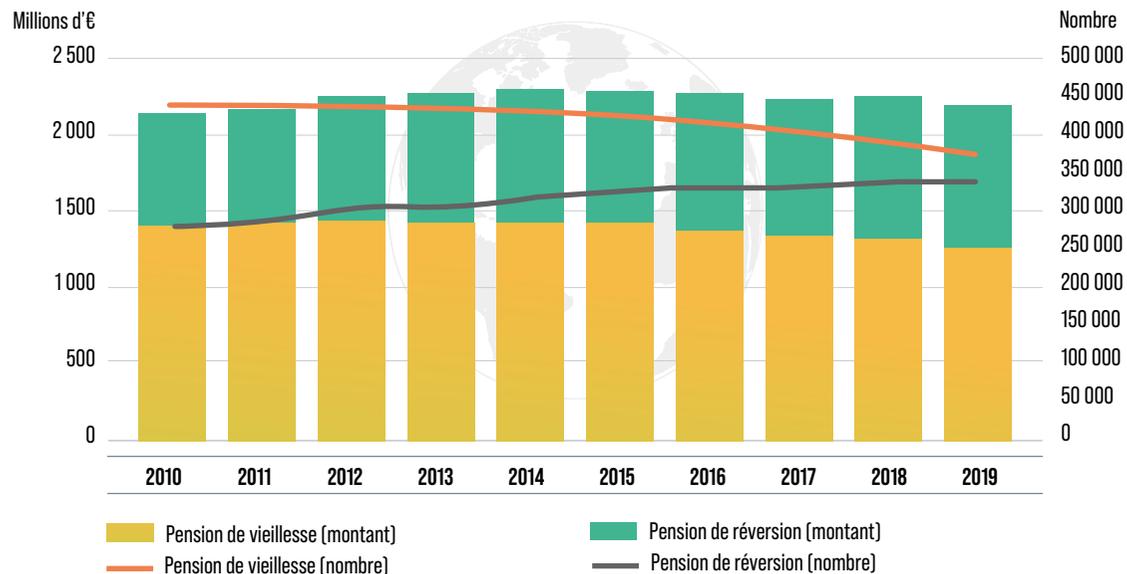
*** Les données fournies par le régime général (Cnav) sont incomplètes (-30% pour les montants versés et -29% pour les effectifs entre 2018 et 2019).



Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

| Années | Pension de vieillesse ⁱ | | Pension de réversion ⁱ | | Total | | |
|--------|------------------------------------|---------------|-----------------------------------|-------------|----------|---------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 437 110 | 1 403 972 046 | 281 229 | 724 613 248 | 718 339 | 2 128 585 294 | |
| 2011 | 436 620 | 1 409 693 701 | 288 862 | 756 297 148 | 725 482 | 2 165 990 849 | 1,76 |
| 2012 | 438 028 | 1 431 605 926 | 303 344 | 816 361 355 | 741 372 | 2 247 967 281 | 3,78 |
| 2013 | 433 193 | 1 428 320 576 | 308 661 | 837 232 932 | 741 854 | 2 265 553 508 | 0,78 |
| 2014 | 429 819 | 1 416 442 736 | 316 239 | 869 790 378 | 746 058 | 2 286 233 114 | 0,91 |
| 2015 | 423 414 | 1 395 685 855 | 324 401 | 888 336 178 | 747 815 | 2 284 022 033 | -0,10 |
| 2016 | 414 667 | 1 365 792 548 | 330 282 | 900 716 664 | 744 949 | 2 266 509 212 | -0,77 |
| 2017 | 403 004 | 1 322 221 836 | 331 191 | 891 871 688 | 734 195 | 2 214 093 524 | -2,31 |
| 2018 | 389 962 | 1 309 135 429 | 337 382 | 940 287 021 | 727 344 | 2 249 422 450 | 1,60 |
| 2019 | 373 072 | 1 256 908 749 | 338 451 | 932 155 065 | 711 523 | 2 189 063 814 | -2,68 |

* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

En 2019, les versements de pensions de vieillesse (retraite de base) effectués par les caisses françaises de sécurité sociale à leurs assurés résidant à l'étranger ont reculé de 2,7% (soit -60,36M€) confirmant le léger décrochage observé depuis 2015.

Ce recul de 2,7% s'explique en priorité par les données algériennes (-51,56 M€ / -3,85%) et dans une moindre mesure par celles marocaines et américaines (respectivement : -3,94M€ / -1,1% et -3,14 M€ / -5,96%).

En l'espace de 10 ans (2010-2019), pensions exportées et montants versés aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant en Algérie ont connu une baisse significative de près de 9% chacun ce qui représente environ 42 000 pensions et 119 M€ en moins dans les statistiques de la sécurité sociale française.

En revanche, sur la décennie précédente (2000-2009), les données algériennes affichaient une évolution inverse : +35% pour les pensions et +57% pour les montants versés soit l'équivalent de 124 000 pensions et 500 M€ de plus.

On observe enfin depuis 2010 un rapprochement continu entre les 2 courbes de pensions (vieillesse et réversion) ce qui, compte tenu des taux d'évolution annuels moyens respectifs (-1,74% et +2,08%) augure d'un croisement de ces dernières à horizon 2022.

À SAVOIR

Les pensions de retraite présentées dans ce chapitre s'entendent comme :

- les pensions en cours de validité au 31 décembre de l'exercice considéré ;
- les montants d'arrérages versés pendant l'exercice considéré et non dus au titre de ladite année et nets de cotisations de la CSG et, depuis le 1^{er} janvier 2019, nets d'impôts sur le revenu.

Par conséquent, les évolutions constatées d'un exercice à l'autre sont la conséquence mécanique des flux de pensions nouvellement entrants dans le stock existant et des flux de pensions nouvellement sortants de ce stock (décès ou retour en France).

Pour plus de précisions sur les facteurs pouvant expliquer la courbe des évolutions : voir commentaire figurant dans la partie "Pensions de vieillesse / règlements européens".

Le phénomène de rapprochement des 2 courbes de pensions évoqué ci-dessus, semble pouvoir s'expliquer de la façon suivante :

- une espérance de vie supérieure chez les titulaires de pensions de réversion composés en majorité de femmes ;
- dans les pays du Maghreb et d'Afrique francophone notamment, des pensions de vieillesse versées prioritairement à des assurés de sexe masculin issus de la vague migratoire des années 60-70 ayant par conséquent un âge moyen élevé et une espérance de vie moindre en comparaison des titulaires de pensions de réversion.

Suite page suivante >>

Le fléchissement de la courbe des pensions de vieillesse, induit à priori par un taux de mortalité en hausse chez ses titulaires et par un renouvellement moindre des effectifs, semble donc alimenter la courbe des pensions de réversion.



S'agissant des pensions de réversion, la plupart des conventions bilatérales de sécurité sociale signées entre la France et les pays d'Afrique, y compris du Maghreb, prévoit, en cas de pluralité d'épouses survivantes, la répartition de l'avantage de l'assuré décédé en parts égales entre les épouses ayants droit. Dès lors, cela entraîne un effet de minoration sur le montant moyen de pension de réversion versé par bénéficiaire.

FOCUS SUR L'ALGÉRIE

De 1968 (date de parution du 1^{er} rapport statistique du Cleiss) à 2010, le nombre de pensions algériennes a toujours augmenté d'un exercice à l'autre (à l'exception des années 1972, 1979 et 1985) ce qui correspond à une augmentation nette sur cette période d'environ 470 000 pensions.

2012 est l'exercice au cours duquel le nombre de pensions versées dans ce pays a atteint son plus haut niveau (483 000 unités) et depuis 2013 celui-ci ne cesse de diminuer.

L'évolution positive de cette courbe des pensions puis son basculement à la baisse à partir de la dernière décennie est à rapprocher, d'une part, de l'explosion du flux migratoire d'Algérie vers la France après l'indépendance de 1962, et d'autre part, du vieillissement progressif de la 1^{ère} génération issue de cette vague migratoire qui a été insuffisamment remplacée par les générations suivantes du fait, d'un côté, d'un net ralentissement de l'immigration extra-communautaire à partir de la seconde moitié des années 70, et d'un autre côté, d'un enracinement progressif en France avec notamment la création de la carte de résident en 1984 qui reconnaît le caractère durable de l'installation de la population immigrée en France.

Néanmoins, du fait sans doute du décalage d'espérance de vie entre population masculine et féminine, nous constatons une évolution toujours positive du nombre de pensions de réversion en 2019 (+0,63% contre -5,26% pour les pensions de vieillesse). Ce taux de +0,63% est en revanche le plus faible de la décennie ce qui augure d'un renversement de courbe pour la réversion dans les années qui viennent.

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du retraité) et l'allocation de réversion (au décès du retraité, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Pour pouvoir y prétendre, le retraité doit avoir cotisé au cours de son parcours professionnel à au moins une de ces caisses de sécurité sociale :

- Agirc-Arrco pour les salariés cadres ou non-cadres du secteur privé et du secteur agricole ;
- MSA pour les non-salariés cadres ou non-cadres du secteur agricole ;
- Section professionnelle de la CNAVPL (au nombre de 10) pour les professionnels libéraux à l'exception des avocats ;
- Caisse nationale des barreaux français pour les avocats ;
- Ircantec pour les agents non titulaires de l'État.

CHIFFRES CLÉS :

- 73% des paiements sont versés au titre d'allocations de retraite de droit propre
- 27% au titre d'allocations de réversion
- 71% à destination des cinq principaux pays de résidence ci-contre
- 98% par le seul régime de l'Agirc-Arrco (contre 2% pour le régime des professions libérales)

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Allocation de retraite ⁱ | | Allocation de réversion ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 |
|-------------------------|-------------------------------------|-------------|--------------------------------------|-------------|----------|-------------|------------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | |
| ¹ Algérie | 144 094 | 132 141 426 | 142 441 | 120 709 399 | 286 535 | 252 850 824 | ↗ |
| Andorre | 439 | 3 961 020 | 70 | 502 896 | 509 | 4 463 916 | ↗ |
| Argentine | 257 | 2 536 798 | 104 | 858 705 | 361 | 3 395 503 | ↘ |
| Bénin | 153 | 713 452 | 37 | 119 925 | 190 | 833 377 | ↗ |
| Bosnie-Herzégovine | 667 | 715 942 | 175 | 187 207 | 842 | 903 149 | ↗ |
| Bésil | 837 | 9 605 891 | 265 | 2 414 468 | 1 102 | 12 020 359 | ↗ |
| Cameroun | 428 | 2 501 284 | 73 | 364 392 | 501 | 2 865 676 | → |
| Canada | 7 989 | 23 767 359 | 1 409 | 4 124 575 | 9 398 | 27 891 934 | ↗ |
| Cap-Vert | 79 | 284 440 | 56 | 93 342 | 135 | 377 782 | ↗ |
| Chili | 325 | 2 085 085 | 57 | 518 110 | 382 | 2 603 195 | ↗ |
| Congo | 73 | 676 958 | 9 | 115 230 | 82 | 792 188 | ↘ |
| Corée | 25 | 285 069 | 5 | 27 308 | 30 | 312 377 | ↗ |
| Côte d'Ivoire | 544 | 5 637 172 | 92 | 588 443 | 636 | 6 225 615 | ↗ |
| ⁵ Etats-Unis | 6 170 | 46 356 203 | 990 | 6 371 080 | 7 160 | 52 727 283 | ↗ |
| Gabon | 252 | 2 915 906 | 45 | 381 207 | 297 | 3 297 113 | ↗ |
| Guernesey | 2 | 7 432 | 0 | 0 | 2 | 7 432 | ↗ |
| Inde | 169 | 821 340 | 29 | 127 863 | 198 | 949 203 | ↘ |
| ⁴ Israël | 6 995 | 57 564 935 | 1 206 | 6 439 446 | 8 201 | 64 004 382 | ↗ |
| Japon | 1 755 | 13 212 519 | 140 | 818 678 | 1 895 | 14 031 196 | ↗ |
| Jersey | 1 | 154 | 1 | 2 354 | 2 | 2 508 | ↘ |
| Kosovo | 16 | 16 122 | 1 | 649 | 17 | 16 771 | ↗ |
| Macédoine | 427 | 443 708 | 85 | 72 768 | 512 | 516 476 | ↗ |
| Madagascar | 967 | 9 813 275 | 162 | 832 045 | 1 129 | 10 645 320 | ↗ |
| Mali | 3 168 | 3 023 904 | 934 | 801 092 | 4 072 | 3 824 996 | ↗ |

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



| Pays | Allocation de retraite ⁱ | | Allocation de réversion ⁱ | | Total | | Variation 2019/2018 | |
|-------------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | | |
| CONVENTIONS BILATÉRALES | ² Maroc | 28 645 | 89 990 584 | 29 527 | 41 324 900 | 58 172 | 131 315 484 | ↗ |
| | Mauritanie | 818 | 905 336 | 545 | 490 579 | 1 363 | 1 395 915 | ↘ |
| | Monaco | 3 654 | 32 667 040 | 823 | 5 237 100 | 4 477 | 37 904 140 | ↗ |
| | Monténégro | 152 | 279 892 | 46 | 96 695 | 198 | 376 587 | ↗ |
| | Niger | 20 | 108 728 | 4 | 8 455 | 24 | 117 183 | ↗ |
| | Philippines | 251 | 2 718 107 | 21 | 99 954 | 272 | 2 818 061 | ↗ |
| | Québec | 10 | 404 164 | 0 | 0 | 10 | 404 164 | ↘ |
| | Saint-Marin | 85 | 183 218 | 32 | 26 275 | 117 | 209 493 | ↗ |
| | Sénégal | 3 534 | 11 436 049 | 2 923 | 3 718 337 | 6 457 | 15 154 386 | ↗ |
| | Serbie | 7 030 | 8 868 890 | 2 536 | 2 679 275 | 9 566 | 11 548 165 | ↗ |
| | Togo | 175 | 788 845 | 26 | 87 090 | 201 | 875 936 | ↗ |
| | Tunisie | 17 459 | 29 058 862 | 12 352 | 12 175 125 | 29 811 | 41 233 987 | ↗ |
| | Turquie | 7 394 | 9 933 526 | 3 143 | 2 820 320 | 10 537 | 12 753 846 | → |
| | Uruguay | 108 | 633 118 | 29 | 382 345 | 137 | 1 015 463 | ↗ |
| | Sous-total 2019 ** | 245 137 | 507 063 755 | 200 393 | 215 617 632 | 445 530 | 722 681 387 | |
| Sous-total 2018*** | 257 016 | 473 930 234 | 206 838 | 210 162 032 | 463 854 | 684 092 266 | | |
| % évolution | -4,62 | 6,99 | -3,12 | 2,60 | -3,95 | 5,64 | | |
| DECRETS DE COORDINATION | ³ Nouvelle-Calédonie | 23 082 | 100 870 318 | 4 603 | 12 573 680 | 27 685 | 113 443 998 | ↗ |
| | Polynésie française | 4 490 | 23 360 016 | 845 | 3 038 766 | 5 335 | 26 398 782 | ↗ |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 956 | 3 980 969 | 252 | 485 750 | 1 208 | 4 466 719 | ↗ |
| | Sous-total 2019 ** | 28 528 | 128 211 302 | 5 700 | 16 098 196 | 34 228 | 144 309 499 | |
| | Sous-total 2018 *** | 27 585 | 120 609 860 | 5 718 | 15 673 225 | 33 303 | 136 283 086 | |
| | % évolution | 3,42 | 6,30 | -0,31 | 2,71 | 2,78 | 5,89 | |
| Total Général 2019 ** | 273 665 | 635 275 057 | 206 093 | 231 715 828 | 479 758 | 866 990 885 | | |
| Total Général 2018 *** | 284 601 | 594 540 094 | 212 556 | 225 835 258 | 497 157 | 820 375 352 | | |
| % évolution | -3,84 | 6,85 | -3,04 | 2,60 | -3,50 | 5,68 | | |

Évolution 2019/2018 (montant total) :

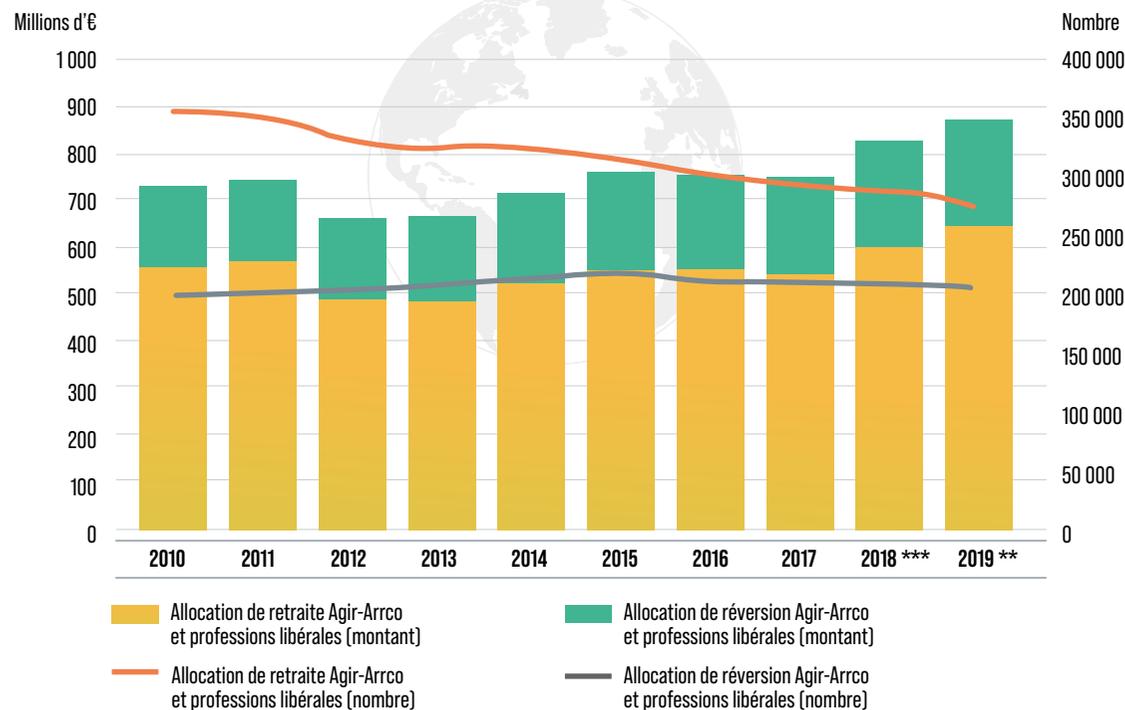
- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie
 ** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.
 *** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroper les données 2018.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire



| Années | Allocation de retraite ⁱ | | Allocation de réversion ⁱ | | Total | | |
|----------|-------------------------------------|-------------|--------------------------------------|-------------|----------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 355 645 | 554 784 497 | 198 909 | 173 513 798 | 554 554 | 728 298 294 | |
| 2011 | 350 558 | 566 238 678 | 200 930 | 176 161 616 | 551 488 | 742 400 294 | 1,94 |
| 2012 | 330 163 | 484 621 389 | 202 545 | 175 477 814 | 532 708 | 660 099 203 | -11,09 |
| 2013 | 324 202 | 480 005 616 | 207 216 | 182 969 698 | 531 418 | 662 975 314 | 0,44 |
| 2014 | 322 644 | 520 051 709 | 211 941 | 196 546 994 | 534 585 | 716 598 703 | 8,09 |
| 2015 | 313 989 | 549 674 935 | 217 365 | 208 469 384 | 531 354 | 758 144 319 | 5,80 |
| 2016 | 300 399 | 549 218 578 | 209 836 | 205 145 604 | 510 235 | 754 364 182 | -0,50 |
| 2017 | 287 983 | 541 748 949 | 209 050 | 206 777 282 | 497 033 | 748 526 231 | -0,77 |
| 2018 *** | 284 601 | 594 540 094 | 212 556 | 225 835 258 | 497 157 | 820 375 352 | 9,60 |
| 2019 ** | 273 665 | 635 275 057 | 206 093 | 231 715 828 | 479 758 | 866 990 885 | 5,68 |



L'évolution des allocations de retraite complémentaire des régimes salariés (Agirc-Arrco) est irrégulière sur la décennie 2010-2019 en raison de deux mutations* profondes dans les systèmes de collecte d'information de l'Agirc-Arrco, qui de fait ont engendré deux ruptures dans la continuité des éléments statistiques, rendant difficile toute analyse temporelle.

***Les données Agirc-Arrco avant 2017 :** les remontées des institutions de retraite complémentaire (IRC) étaient issues de systèmes d'informations spécifiques. A partir de 2013, une partie des IRC a basculé sur une plateforme informatique et un logiciel communs. Cette opération a permis d'homogénéiser les traitements, mais sur le seul périmètre des IRC concernées, ce qui a provoqué des écarts en 2013/2014 sur environ 60 à 70% du champ Agirc-Arrco.

***Les données Agirc-Arrco à compter de 2018 :** la mutation de son système d'information décisionnel a rendu plus agile la constitution de données allocataires qui sont devenues plus accessibles. Ce qui a permis un saut qualitatif dans la production de données.

EN BREF

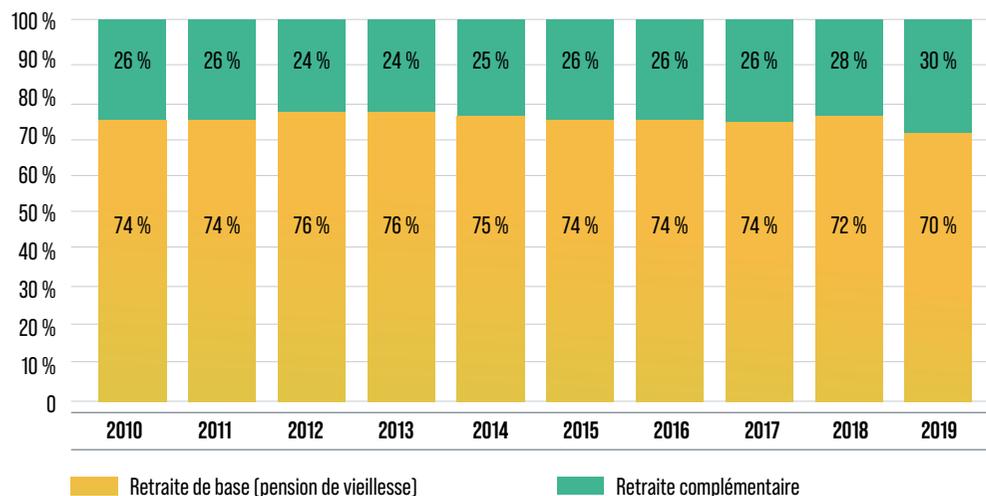
Pour la première fois en 2019 sont intégrées les données issues des professions libérales (PL), soit : 1 403 allocations pour 20,36 M€. Ainsi, par rapport à 2018, les PL contribuent pour +2,5 points de pourcentage à l'évolution générale de +5,68% du montant total des allocations de retraite complémentaire.

* Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétopoler les données 2018.

Part de la retraite complémentaire dans la retraite globale (montant)



Le graphique ci-contre reconstitué, à partir des données du chapitre, la composition d'une pension de retraite complète :

- 2010-2018 :

Répartition entre retraite de base (pension de vieillesse) et retraite complémentaire basées uniquement sur les données des caisses des régimes général et agricole (Cnav et MSA) et de l'Agirc-Arrco.

- 2019 :

Répartition complétée par les données du régime des professions libérales (sauf les avocats).

Sur la dernière décennie, la part consacrée à la retraite complémentaire dans la retraite complète passe de 26% à 30%.

Focus sur les Professions Libérales (PL)

En 2019, dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les PL représentent **0,42%** des pensions de vieillesse de base et **2,35%** des allocations de retraite complémentaire.

Le zoom sur ce régime (sauf les avocats) montre une répartition totalement inverse à celles ci-dessus. En effet, pour les PL, la retraite de base correspond à 30,1% de la pension complète alors que la retraite complémentaire s'élève à 69,9% de cette dernière.

Pour l'explication de cette répartition atypique, voir « les Règlements européens » dans cette même partie du rapport.



ALLOCATION DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2019

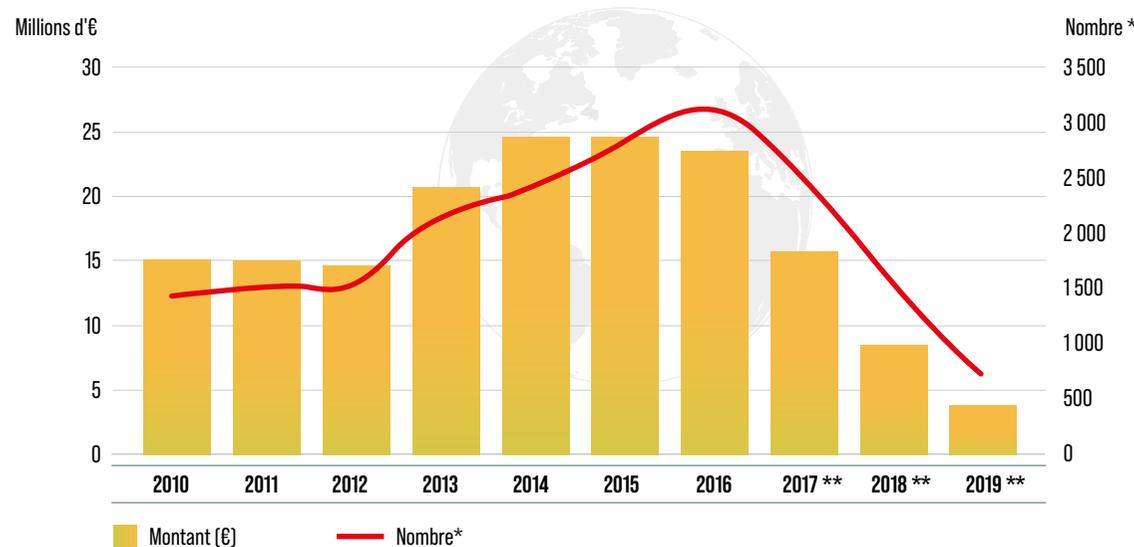
| Pays | Allocation de veuvage ⁱ | |
|--------------------|------------------------------------|------------------|
| | Nombre * | Montant (€) |
| Algérie | 459 | 2 032 173 |
| Bosnie-Herzégovine | 0 | 8 615 |
| Mali | 10 | 15 333 |
| Maroc | 176 | 1 290 126 |
| Mauritanie | 0 | 6 599 |
| Philippines | 0 | 1 233 |
| Sénégal | 2 | 43 046 |
| Serbie | 4 | 11 716 |
| Tunisie | 74 | 323 631 |
| Turquie | 2 | 25 966 |
| Autres pays *** | 0 | 0 |
| Total 2019 | 727 | 3 758 440 |
| Total 2018 | 1 567 | 8 431 253 |
| % évolution | -53,61 | -55,42 |

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

| Années | Allocation de veuvage ⁱ | | |
|---------|------------------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 1 405 | 14 828 063 | |
| 2011 | 1 497 | 15 064 698 | 1,60 |
| 2012 | 1 536 | 14 496 199 | -3,77 |
| 2013 | 2 161 | 20 502 539 | 41,43 |
| 2014 | 2 391 | 24 338 901 | 18,71 |
| 2015 | 2 772 | 24 269 936 | -0,28 |
| 2016 | 3 087 | 23 441 495 | -3,41 |
| 2017 ** | 2 497 | 15 653 803 | -33,22 |
| 2018 ** | 1 567 | 8 431 253 | -46,14 |
| 2019 ** | 727 | 3 758 440 | -55,42 |

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Cependant, la forte baisse constatée dès l'exercice 2016 est la conséquence des difficultés de migration des données statistiques suite à un changement de logiciel de gestion à la Cnav (voir renvoi ci-dessous).



* Voir l'avant-propos en début de partie

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Gleiss.

*** soit les 24 autres pays liés à la France par une convention bilatérale de sécurité sociale et les 3 territoires d'outre-mer appliquant les décrets de coordination.

CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, le droit de priorité est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires

CHIFFRES CLÉS :

- 78% des paiements sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 97% par le régime général

Paiements des capitaux décès en 2019

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

| Pays | Capital décès | | Variation 2019/2018 |
|------------------------|---------------|----------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | |
| 4 ^e Algérie | 9 | 27 552 | ↓ |
| Bénin | 1 | 3 415 | - |
| Cameroun | 3 | 5 192 | ↓ |
| Canada | 3 | 6 336 | ↓ |
| Congo | 3 | 5 123 | ↑ |
| Corée | 1 | 1 731 | - |
| Côte d'Ivoire | 2 | 3 450 | ↓ |
| États-Unis | 2 | 2 300 | ↓ |
| Gabon | 1 | 1 725 | - |
| Israël | 1 | 1 708 | ↑ |
| Japon | 1 | 3 461 | → |
| Madagascar | 1 | 1 725 | - |
| 1 ^{er} Mali | 24 | 44 697 | ↑ |
| 2 ^e Maroc | 15 | 43 942 | ↓ |
| 5 ^e Sénégal | 5 | 11 461 | ↓ |
| Serbie | 1 | 3 415 | - |
| 3 ^e Tunisie | 14 | 33 205 | ↓ |
| Uruguay | 2 | 1 729 | - |
| Autres pays ** | 0 | 0 | - |
| Sous-total 2019 | 89 | 202 164 | |
| Sous-total 2018 | 93 | 254 151 | |
| % évolution | -4,30 | -20,46 | |

* Voir l'avant-propos en début de partie

** soit 20 autres pays liés à la France par une convention de sécurité sociale

*** soit 2 autres territoires d'outre-mer liés à la France par un décret de coordination



| Pays | Capital décès | | Variation 2019/2018 |
|------------------------|---------------|--------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | |
| Polynésie française | 1 | 3 450 | - |
| Autres territoires *** | 0 | 0 | - |
| Sous-total 2019 | 1 | 3 450 | |
| Sous-total 2018 | 0 | 0 | |
| % évolution | - | - | |

| Pays | Capital décès | | Variation 2019/2018 |
|------------------------|---------------|--------------|---------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | |
| Polynésie française | 1 | 3 450 | - |
| Autres territoires *** | 0 | 0 | - |
| Sous-total 2019 | 1 | 3 450 | |
| Sous-total 2018 | 0 | 0 | |
| % évolution | - | - | |

| | | |
|---------------------------|--------------|----------------|
| Total Général 2019 | 90 | 205 614 |
| Total Général 2018 | 93 | 254 151 |
| % évolution | -3,23 | -19,10 |

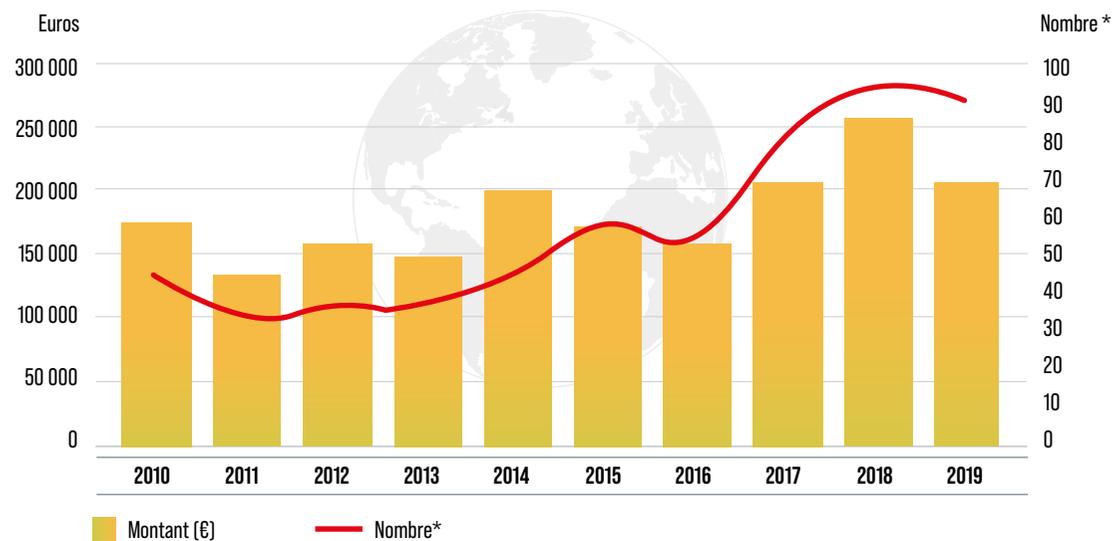
Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↓ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

| Années | Capital décès ⁱ | | |
|--------|----------------------------|-------------|-------------|
| | Nombre * | Montant (€) | % évolution |
| 2010 | 44 | 173 024 | |
| 2011 | 34 | 132 877 | -23,20 |
| 2012 | 35 | 157 151 | 18,27 |
| 2013 | 37 | 148 006 | -5,82 |
| 2014 | 45 | 201 520 | 36,16 |
| 2015 | 57 | 171 007 | -15,14 |
| 2016 | 54 | 158 101 | -7,55 |
| 2017 | 80 | 205 067 | 29,71 |
| 2018 | 93 | 254 151 | 23,94 |
| 2019 | 90 | 205 614 | -19,10 |

*Voir l'avant-propos en début de partie



* Voir l'avant-propos en début de partie



L'évolution irrégulière des versements des capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.



PAYS HORS CONVENTIONS

PAIEMENT DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de rentes, pensions et allocations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens ;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Paiements des pensions, rentes et allocations

| Type de prestation | Droits propres | | Droits dérivés | | Total | |
|--|----------------|--------------------|----------------|-------------------|---------------|--------------------|
| | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) | Nombre * | Montant (€) |
| Rente d'accident du travail | 652 | 1 512 393 | 58 | 733 788 | 710 | 2 246 181 |
| Pension d'invalidité | 183 | 1 339 376 | 6 | 43 129 | 189 | 1 382 505 |
| Pension de vieillesse | 18 196 | 101 069 070 | 2 349 | 7 552 212 | 20 545 | 108 621 282 |
| Allocation de retraite complémentaire ** | 9 472 | 92 950 244 | 1 529 | 8 313 069 | 11 001 | 101 263 313 |
| Allocation de veuvage | 2 | 12 868 | | | 2 | 12 868 |
| Capital décès | 5 | 18 072 | | | 5 | 18 072 |
| Total Général 2019 | 28 510 | 196 902 023 | 3 942 | 16 642 197 | 32 452 | 213 544 220 |
| Total Général 2018 *** | 28 040 | 185 954 420 | 3 981 | 15 984 068 | 32 021 | 201 938 488 |
| % évolution | 1,68 | 5,89 | -0,98 | 4,12 | 1,35 | 5,75 |

*Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées en matière d'allocations de retraite complémentaire englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales.

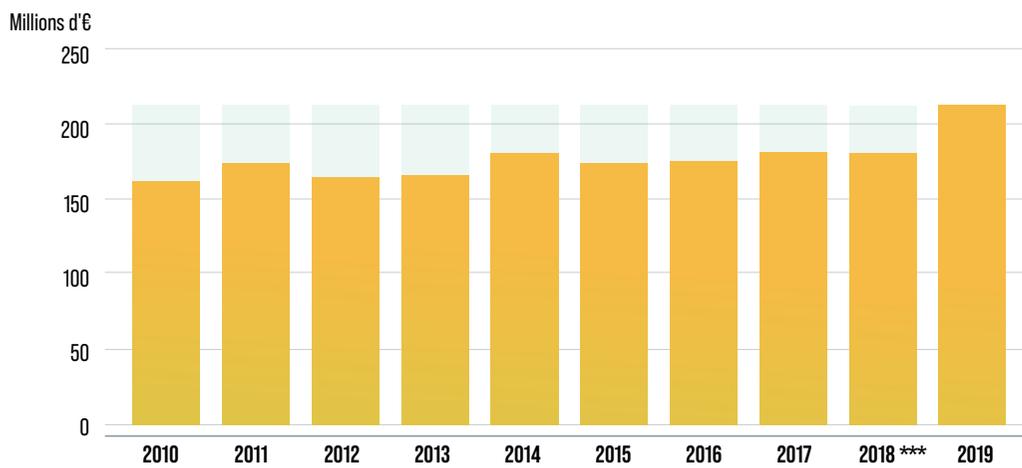
Les données de l'Ircantec, de la caisse nationale des barreaux (CNB) et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Pour les allocations de retraite complémentaire, le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétropoler les données 2018.



Évolution sur 10 ans des pensions, rentes et allocations

| Années | Rente d'accident du travail | Pension d'invalidité | Pension de vieillesse | Allocation de retraite complémentaire ** | Allocation de veuvage | Capital décès | Total général (€) | % évolution |
|----------|-----------------------------|----------------------|-----------------------|--|-----------------------|---------------|-------------------|-------------|
| 2010 | 957 347 | 783 804 | 66 533 576 | 92 934 041 | 0 | 15 551 | 161 224 321 | |
| 2011 | 1 155 507 | 1 010 707 | 71 550 242 | 98 914 064 | 20 158 | 15 688 | 172 666 366 | 7,10 |
| 2012 | 1 015 136 | 821 407 | 86 820 837 | 75 062 183 | 18 150 | 0 | 163 737 713 | -5,17 |
| 2013 | 1 068 646 | 912 786 | 93 096 803 | 70 599 525 | 4 817 | 23 204 | 165 705 781 | 1,20 |
| 2014 | 1 134 188 | 984 415 | 96 039 543 | 81 281 984 | 1 806 | 3 733 | 179 445 669 | 8,29 |
| 2015 | 1 338 405 | 1 053 066 | 98 545 090 | 72 860 609 | 18 669 | 9 662 | 173 825 501 | -3,13 |
| 2016 | 1 390 377 | 1 242 389 | 100 156 844 | 74 102 531 | 21 346 | 16 909 | 176 930 396 | 1,79 |
| 2017 | 2 082 166 | 1 408 387 | 102 036 106 | 75 015 288 | 13 891 | 2 842 | 180 558 681 | 2,05 |
| 2018 *** | 2 420 698 | 1 315 421 | 105 596 012 | 92 586 777 | 3 645 | 15 935 | 179 192 284 | 11,84 |
| 2019 | 2 246 181 | 1 382 505 | 108 621 282 | 101 263 313 | 12 868 | 18 072 | 213 544 220 | 5,75 |



Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a augmenté de 32,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 3,2%. Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 98% du montant total versé.

** A partir de 2019, les données affichées en matière d'allocations de retraite complémentaire englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Pour les allocations de retraite complémentaire, le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétropoler les données 2018.



Partie 4

ASSURANCE CHÔMAGE

-

Règlements européens

Prestations de chômage versées au regard des règlements européens 108

ALLOCATIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE VERSÉES EN 2019

Prestations versées aux frontaliers^① indemnisés en France et remboursements entre la France et les Etats membres (en millions d'€)

| Etat de dernier emploi* | Nombre de bénéficiaires | Nombre de jours indemnisés | Montant total des prestations versées par la France au titre de l'assurance chômage** (a) | Montant des remboursements demandés par la France (b) | Ecart (b) - (a) |
|-------------------------|-------------------------|----------------------------|---|---|------------------|
| Allemagne | 7 045 | 1 289 173 | 70,5 M€ | 14,2 M€ | -56,3 M€ |
| Belgique | 7 476 | 1 123 389 | 50,8 M€ | 14,3 M€ | -36,5 M€ |
| Espagne | 485 | 74 106 | 3,3 M€ | 0,9 M€ | -2,4 M€ |
| Luxembourg | 14 997 | 2 351 116 | 131,0 M€ | 30,2 M€ | -100,8 M€ |
| Suisse | 43 234 | 7 668 143 | 688,2 M€ | 174,2 M€ | -514,0 M€ |
| Total 2019 | 73 237 | 12 505 927 | 943,8 M€ | 233,8 M€ | -710,0 M€ |
| Total 2018 | 70 783 | 12 112 576 | 922,2 M€ | 151,2 M€ | -771,0 M€ |
| % évolution | 3,47 | 3,25 | 2,33 | 54,63 | -7,92 |

Les prestations affichées dans le tableau correspondent à celles versées à des personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-contre, résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65§2 et §5 du règlement (CE) n° 883/04.

* Ne figurent pas les autres États de l'UE-EEE-Suisse en raison de l'aspect marginal du montant de leurs indemnités

** Montants avant toute retenue sociale.

Source : Unédic

Le règlement européen (CE) n° 883/04, en son article ci-dessus référencé, prévoit qu'un travailleur frontalier doit cotiser dans l'État où il travaille soit, en l'espèce pour un ressortissant français, principalement dans l'un des pays du tableau ci-dessus.

Ainsi, le travailleur frontalier français qui se retrouve involontairement privé d'emploi perçoit son indemnisation de l'assurance chômage de la part de la France (son État de résidence) où il bénéficie de droits identiques au travailleur qui y a exercé son activité. Les prestations sont servies par le Pôle Emploi du lieu de résidence.

Par la suite, il incombe à l'institution compétente de l'ex-État d'emploi de rembourser à l'État de résidence (la France) la totalité des allocations versées pendant les trois premiers mois de l'indemnisation, et jusqu'à cinq mois, sous réserves des conditions de durée d'activité dans le dernier État d'emploi et susceptibles d'ouvrir un droit dans cet État.

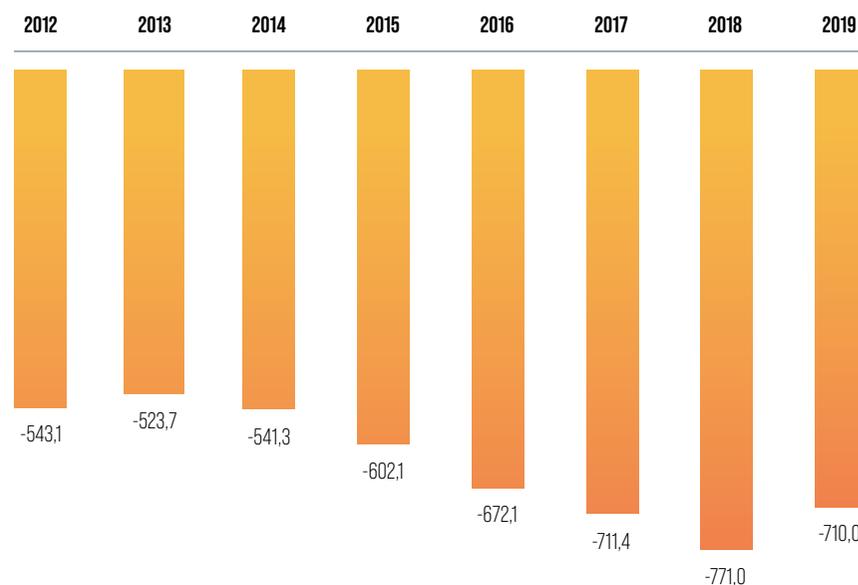
Historique sur 8 années (en millions d'€)



| Etat de dernier emploi* | Années | Masse des prestations versées par la France au titre de l'indemnisation de l'Assurance Chômage (a) | Montant des remboursements demandés par la France (b) | Ecarts (b) - (a) |
|-------------------------|--------|--|---|------------------|
| Allemagne | 2012 | 78,2 | 11,9 | -66,3 |
| | 2013 | 78,3 | 14,4 | -63,9 |
| | 2014 | 74,5 | 15,2 | -59,3 |
| | 2015 | 70,2 | 11,5 | -58,7 |
| | 2016 | 68,0 | 11,0 | -57,0 |
| | 2017 | 69,6 | 13,3 | -56,3 |
| | 2018 | 66,7 | 8,7 | -58,0 |
| | 2019 | 70,5 | 14,2 | -56,3 |
| Belgique | 2012 | 52,1 | 15,0 | -37,1 |
| | 2013 | 58,3 | 15,4 | -42,9 |
| | 2014 | 60,4 | 17,8 | -42,6 |
| | 2015 | 60,0 | 13,5 | -46,5 |
| | 2016 | 55,8 | 13,8 | -42,0 |
| | 2017 | 52,2 | 12,1 | -40,1 |
| | 2018 | 49,6 | 9,4 | -40,2 |
| | 2019 | 50,8 | 14,3 | -36,5 |
| Espagne | 2012 | 4,4 | 1,1 | -3,3 |
| | 2013 | 5,0 | 1,3 | -3,7 |
| | 2014 | 4,8 | 1,3 | -3,5 |
| | 2015 | 4,0 | 1,2 | -2,8 |
| | 2016 | 3,8 | 0,9 | -2,9 |
| | 2017 | 3,3 | 0,6 | -2,7 |
| | 2018 | 3,1 | 0,7 | -2,4 |
| | 2019 | 3,3 | 0,9 | -2,4 |
| Luxembourg (1) | 2012 | 86,5 | 17,7 | -68,8 |
| | 2013 | 98,4 | 21,9 | -76,5 |
| | 2014 | 103,5 | 22,5 | -81,0 |
| | 2015 | 109,1 | 21,0 | -88,1 |
| | 2016 | 113,5 | 20,4 | -93,1 |
| | 2017 | 115,8 | 22,3 | -93,5 |
| | 2018 | 119,9 | 14,2 | -105,7 |
| | 2019 | 131,0 | 30,2 | -100,8 |
| Suisse | 2012 | 370,2 | 2,6 | -367,6 |
| | 2013 | 443,7 | 107,0 | -336,7 |
| | 2014 | 486,2 | 131,3 | -354,9 |
| | 2015 | 525,9 | 119,9 | -406,0 |
| | 2016 | 621,5 | 144,4 | -477,1 |
| | 2017 | 679,9 | 161,1 | -518,8 |
| | 2018 | 682,9 | 118,2 | -564,7 |
| | 2019 | 688,2 | 174,2 | -514,0 |

| Totaux | 2012 | 591,4 | 48,3 | -543,1 |
|--------|------|-------|-------|--------|
| | 2013 | 683,7 | 160,0 | -523,7 |
| | 2014 | 729,4 | 188,1 | -541,3 |
| | 2015 | 769,2 | 167,1 | -602,1 |
| | 2016 | 862,6 | 190,5 | -672,1 |
| | 2017 | 920,8 | 209,4 | -711,4 |
| | 2018 | 922,2 | 151,2 | -771,0 |
| | 2019 | 943,8 | 233,8 | -710,0 |

Ecarts (b) - (a)



* Ne figurent pas les autres États de l'UE-EEE-Suisse en raison de l'aspect marginal du montant des indemnisations
 (1) Le Luxembourg bénéficie d'une dérogation s'agissant des 5 mois de remboursement à effectuer lorsque le travailleur frontalier a travaillé au moins 12 mois au cours des 24 derniers mois.
 L'application et la durée de cette période peuvent faire l'objet d'un accord bilatéral entre la France et le Luxembourg (Règlement CE n° 883/2004, art. 86).



Prestations exportées dans un pays de l'UE-EEE-Suisse

| Etat de destination | Montant total des prestations versées en € * |
|---------------------|--|
| Allemagne | 549 550 |
| Autriche | 45 326 |
| Belgique | 802 769 |
| Bulgarie | 27 313 |
| Chypre | 10 303 |
| Croatie | 11 000 |
| Danemark | 94 270 |
| Espagne | 1 086 852 |
| Estonie | 3 718 |
| Finlande | 35 033 |
| Grèce | 26 231 |
| Hongrie | 45 957 |
| Irlande | 154 429 |
| Islande | 5 094 |
| Italie | 340 572 |
| Lettonie | 0 |

| | |
|--------------------|------------------|
| Lituanie | 11 367 |
| Luxembourg | 154 623 |
| Malte | 54 525 |
| Norvège | 68 119 |
| Pays-Bas | 168 604 |
| Pologne | 394 375 |
| Portugal | 734 188 |
| République tchèque | 63 699 |
| Roumanie | 85 086 |
| Royaume-Uni | 743 546 |
| Slovaquie | 31 660 |
| Slovénie | 23 665 |
| Suède | 124 111 |
| Suisse | 440 125 |
| Total 2019 | 6 336 107 |
| Total 2018 | 7 162 118 |
| % évolution | -11,53 |

Les prestations affichées dans le tableau ci-contre correspondent à celles versées par Pôle Emploi à des assurés ayant exporté leurs droits au régime d'assurance chômage dans un autre pays de l'UE-EEE-Suisse conformément à l'article 64 du règlement (CE) n° 883/04.

* Montants avant toute retenue sociale. Source : Unédic

Conditions et limites pour l'exportation du droit aux prestations en espèces de chômage :

- 1/ avant son départ, le chômeur doit avoir été inscrit comme demandeur d'emploi et être resté, en l'espèce, à la disposition des services de Pôle Emploi pendant au moins 4 semaines après le début du chômage. Toutefois, son départ peut être autorisé avant l'expiration de ce délai (Recommandation U2 de la CACSSS du 12 Juin 2009) ;
- 2/ le chômeur doit s'inscrire dans les 7 jours suivant son départ comme demandeur d'emploi auprès des services de l'emploi de l'État membre où il se rend et respecter les obligations et les procédures de contrôle prévues par cet État ;
- 3/ le droit aux prestations est maintenu pendant une durée de 3 mois à compter de la date à laquelle le chômeur a cessé d'être à la disposition des services de Pôle Emploi en France, dans la limite de la durée totale du droit aux prestations dans l'État membre où il se rend ; cette période de 3 mois peut être étendue jusqu'à un maximum de 6 mois ;
- 4/ les prestations, en l'espèce, sont servies par Pôle Emploi selon la législation qu'il applique et à sa charge.



Partie 5

LÉGISLATION APPLICABLE

–

AVANT PROPOS..... 112

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Flux sortant / France..... 118

Flux entrant et sortant / France..... 122

Flux entrant et sortant / Europe..... 124

Pluriactivité / Europe..... 127

ACCORDS INTERNATIONAUX

Détachement..... 129

PAYS HORS CONVENTIONS

Détachements de droit commun..... 131

Avant-propos

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « **sortants** » de la France vers l'étranger) dans le cadre des règlements européens, des accords internationaux ou de la législation interne. Concernant plus spécifiquement les règlements européens, le Cleiss exploite également la base XI de la Cnam, qui regroupe l'ensemble des formulaires européens émis par les CPAM ; ainsi le Cleiss est en capacité de diffuser, à la fois, des informations sur le secteur d'activité des entreprises françaises qui détachent des travailleurs dans les pays de la zone UE-EEE-Suisse, les durées moyennes de détachement et le nombre de travailleurs différents.

Depuis 2014, le Cleiss publie également dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements « **entrants** » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année auprès des États membres par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) et sont publiées dans un rapport statistique.

Précisions sur les données collectées :

Les données présentées et commentées ci-après sont issues des formulaires attestant de la législation applicable à la personne qui va travailler dans un État autre que celui dont elle relève en matière de sécurité sociale. Ces données ne permettent pas de rendre compte de manière totalement exhaustive du nombre de formulaires délivrés par États membres et par voie de conséquence du nombre de travailleurs détachés dans un autre État au sens du droit du travail ou au sens de la sécurité sociale.

Concernant les détachements de travailleurs effectués au sein de l'UE, de l'EEE ou en Suisse, différents facteurs expliquent la valeur indicative des données issues des formulaires européens A1, d'ailleurs relevée par le rapport statistique annuel sur les formulaires A1 diffusé par la Commission européenne¹ : le caractère déclaratif des données fournies par les institutions des États, l'absence de détail des chiffres fournis par certains États (en particulier l'État d'accueil n'est pas précisé par certains États), le recours croissant aux dispositions relatives à l'exercice normal d'activités dans plus d'un État pour des situations de détachement alors que l'État de destination est rarement mentionné, la sous-déclaration (par les entreprises concernées) ...

Sur les détachements « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse (France pays d'accueil), les données sont issues du rapport annuel de la CACSSS, et, en tant que de besoin, complétées par les informations dont le Cleiss dispose. En effet, même si celle-ci n'est pas totalement exhaustive, le Cleiss exploite une base de données SIRDAR alimentée par les formulaires « entrants » que les organismes étrangers de sécurité sociale lui transmettent.

En application du principe de territorialité, la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement de la législation de sécurité sociale de cet État. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les institutions compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction du/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un travailleur et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation au regard de la sécurité sociale française va varier.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

Le détachement initial ou de plein droit dans un seul État

Le « détachement » au sens de la sécurité sociale est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit (c'est-à-dire qu'il ne nécessite pas l'accord de l'institution de l'État où le travail est exercé) mais il est subordonné au respect de certaines conditions.

Dans le cadre des règlements européens, le maintien à la législation de l'État d'envoi d'un travailleur salarié détaché dans un seul État membre (article 12§1 du règlement 883/2004) est soumis aux conditions suivantes :

- Durée de détachement de 24 mois maximum ;

¹Posting of workers, report on portable documents issued in 2019, european Commission, DG Employment.

- Maintien d'une relation directe entre l'entreprise détachante et le travailleur détaché pendant la durée du détachement ;
- L'employeur doit exercer une activité significative dans l'État d'envoi ;
- Le travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché ;
- Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'envoi depuis au moins un mois.

L'exercice d'une ou de plusieurs activités dans plus d'un État membre dit aussi « pluriactivité » (règlements européens uniquement)

Lorsqu'une personne exerce de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres (situation appelée aussi « pluriactivité »), elle relève de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n°883/2004.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable :

- Une prolongation du maintien du salarié détaché à la législation de l'État d'envoi au-delà de la durée maximale prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert un accord préalable des institutions des États concernés. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement initial ou de plein droit ne sont pas réunies (durée de détachement, conditions liées à l'employeur et au salarié...).
- en vue de régulariser une situation exceptionnelle.

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

. **Les règlements européens** pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

. **Les conventions bilatérales** de sécurité sociale signées par la France pour la personne partant travailler dans l'un des pays ou territoires suivants :

Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo Brazzaville, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine du Nord, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie et Uruguay.

. **Les décrets de coordination** de sécurité sociale signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'une des collectivités d'outre-mer suivante :

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

. **Les dispositions prévues par la législation française** permettant, à titre facultatif, aux personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment, d'être maintenues à la législation de sécurité sociale française dans les conditions prévues à l'article L.761-2 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

D'où proviennent les données analysées par le Cleiss ?

Dans le sens France - Etranger

Concernant les règlements européens, les chiffres présentés ci-après sont issus des formulaires européens attestant de la législation applicable au travailleur (formulaires A1) émis par les caisses du régime général, du régime agricole, de la RATP et de la Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes). Cependant, la base XI de la Cnam ne permet pas d'enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité et d'assurer leur suivi statistique. De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les mêmes régimes signalés plus haut.

Dans le sens Etranger - France

Les chiffres commentés ci-après proviennent, pour les règlements européens, des données collectées annuellement par la CACSSS auprès des États européens concernant les formulaires A1 émis au titre de l'article 12 du règlement 883/04 (détachement des travailleurs salariés et non salariés) et de l'article 13 du même règlement (« pluriactivité » salariée et non salariée) et de la base SIRDAR (cf. supra)

NB : les données relatives à la pluriactivité sont celles très générales que la CACSSS diffuse dans son rapport.

Pour avoir des informations d'ordre juridique sur les dispositions des règlements européens relatives à la législation applicable, il est conseillé de consulter le site du Cleiss.

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

| Pays | FORMULAIRE ET DUREE MAXIMALE | | | FORMULAIRE ET PROLONGATION | | |
|--|---------------------------------|---------|-------------|---|--|-------------|
| | Formulaire | Salarié | Non salarié | Formulaire | Salarié | Non salarié |
| 1 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS | | | | | | |
| Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse | A1 | 2 ans | 2 ans | Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États. | | |
| 2 - ACCORDS INTERNATIONAUX | | | | | | |
| A - CONVENTIONS BILATÉRALES | | | | | | |
| ALGERIE | SE 352-01 | 3 ans* | - | SE 352-01 | 2 ans | - |
| ANDORRE ⁽¹⁾ | SE 130-01 | 1 an | 1 an | SE 130-01 | 1 an | 1 an |
| ARGENTINE | SE 415-01 | 2 ans | 1 an | SE 415-01 | 2 ans | 1 an |
| BENIN | SE 327-01 | 1 an | - | SE 327-02 | Jusqu'à achèvement du travail | - |
| BOSNIE-HERZEGOVINE | SE 21-01 | 3 ans* | - | - | - | - |
| BRESIL | SE 416-01 | 2 ans | - | SE 416-01 | 2 ans | - |
| CAMEROUN | SE 322-01 | 6 mois | - | - | - | - |
| CANADA ⁽¹⁾ | SE 401-01 | 3 ans* | - | SE 401-02 | Durée indéterminée | - |
| CAP-VERT | SE 396-01 | 3 ans* | - | SE 396-02 | Jusqu'à achèvement du travail | - |
| CHILI | SE 417-01 | 2 ans | - | SE 417-01 | 2 ans | - |
| CONGO | SE 324-01 | 1 an | - | SE 324-02 | Jusqu'à achèvement du travail | - |
| COREE ⁽¹⁾ | SE 237-1 | 3 ans | - | SE 237-1 | 3 ans | - |
| COTE D'IVOIRE | SE 326-01 | 2 ans* | - | SE 326-02 | Jusqu'à achèvement du travail | - |
| ETATS-UNIS ⁽¹⁾ | SE 404-02 | 5 ans* | 2 ans* | - | - | - |
| GABON | SE 328-01 | 2 ans | - | - | - | - |
| GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JETHOU | Pas de formulaire conventionnel | 6 mois | - | Pas de formulaire conventionnel | 6 mois | - |
| INDE ⁽¹⁾ | SE 223-01 | 5 ans | 5 ans | - | - | - |
| ISRAEL | SE 207-01 | 1 an | - | SE 207-01 | Durée indéterminée | - |
| JAPON ⁽¹⁾ | SE 217-06 | 5 ans | - | - | - | - |
| JERSEY | SE 132-J-01 | 1 an | - | SE 132-J-01 | Durée à convenir entre autorités compétentes | - |

* : y compris la durée des congés - (1) Les ressortissants d'États tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

| Pays | FORMULAIRE ET DUREE MAXIMALE | | | FORMULAIRE ET PROLONGATION | | |
|------------------------------------|---------------------------------|----------------|-------------|---------------------------------|-------------------------------|-------------|
| | Formulaire | Salarié | Non salarié | Formulaire | Salarié | Non salarié |
| KOSOVO | SE 21-01 | 3 ans* | - | - | - | - |
| MACEDOINE | SE 21-01 | 3 ans* | - | - | - | - |
| MADAGASCAR | SE 333-01 | 2 ans | - | - | - | - |
| MALI | SE 335-01 | 2 ans* | - | SE 335-02 | 1 an renouvelable une fois | - |
| MAROC | SE 350-01 | 3 ans | 6 mois | SE 350-01 | 3 ans | 6 mois |
| MAURITANIE | SE 336-01 | 3 ans* | - | - | - | - |
| MONACO ⁽¹⁾ | SE 138-01 | 1 an | - | SE 138-01 | 1 an | - |
| MONTENEGRO | SE 21-01 | 3 ans* | - | - | - | - |
| NIGER | SE 337-01 | 1 an | - | SE 337-01 | Jusqu'à achèvement du travail | - |
| PHILIPPINES ⁽¹⁾ | SE 220-01 | 3 ans | - | SE 220-01 | 3 ans | - |
| QUEBEC ⁽¹⁾ | SE 401-Q-201 | 3 ans* | 1 an | SE 401-Q-201 | Durée indéterminée | - |
| SAINT-MARIN | Pas de formulaire conventionnel | 6 mois | - | Pas de formulaire conventionnel | Durée indéterminée | - |
| SENEGAL | SE 341-01 | 3 ans* | - | SE 341-01 | Durée indéterminée | - |
| SERBIE | SE 21-01 | 3 ans* | - | - | - | - |
| TOGO | SE 345-01 | 3 ans | - | SE 345-02 | Jusqu'à achèvement du travail | - |
| TUNISIE | SE 351-01 | 3 ans* | 6 mois | SE 351-01 | 3 ans* | 6 mois |
| TURQUIE | SE 208-01 | 3 ans* | - | SE 208-02 | Durée indéterminée | - |
| URUGUAY | SE 423-01 | 2 ans | - | - | - | - |
| B - DÉCRETS DE COORDINATION | | | | | | |
| NOUVELLE-CALEDONIE ⁽¹⁾ | SE 988-01 | 2 ans | 1 an | SE 988-01 | 2 ans | 1 an |
| POLYNESIE FRANCAISE ⁽¹⁾ | SE 980-01 | 3 ans* | 1 an* | SE 980-01 | 3 ans* | 1 an* |
| SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON | SE 975-01 | 2 ans | 2 ans | - | - | - |
| 3 - PAYS HORS CONVENTIONS | | | | | | |
| AUTRES PAYS | S 9203 / S 9201 | 3 mois / 3 ans | - | S 9201 | 3 ans | - |

* : y compris la durée des congés - (1) Les ressortissants d'États tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

Cartographie du détachement français dans le monde en 2019

EN PRÉAMBULE

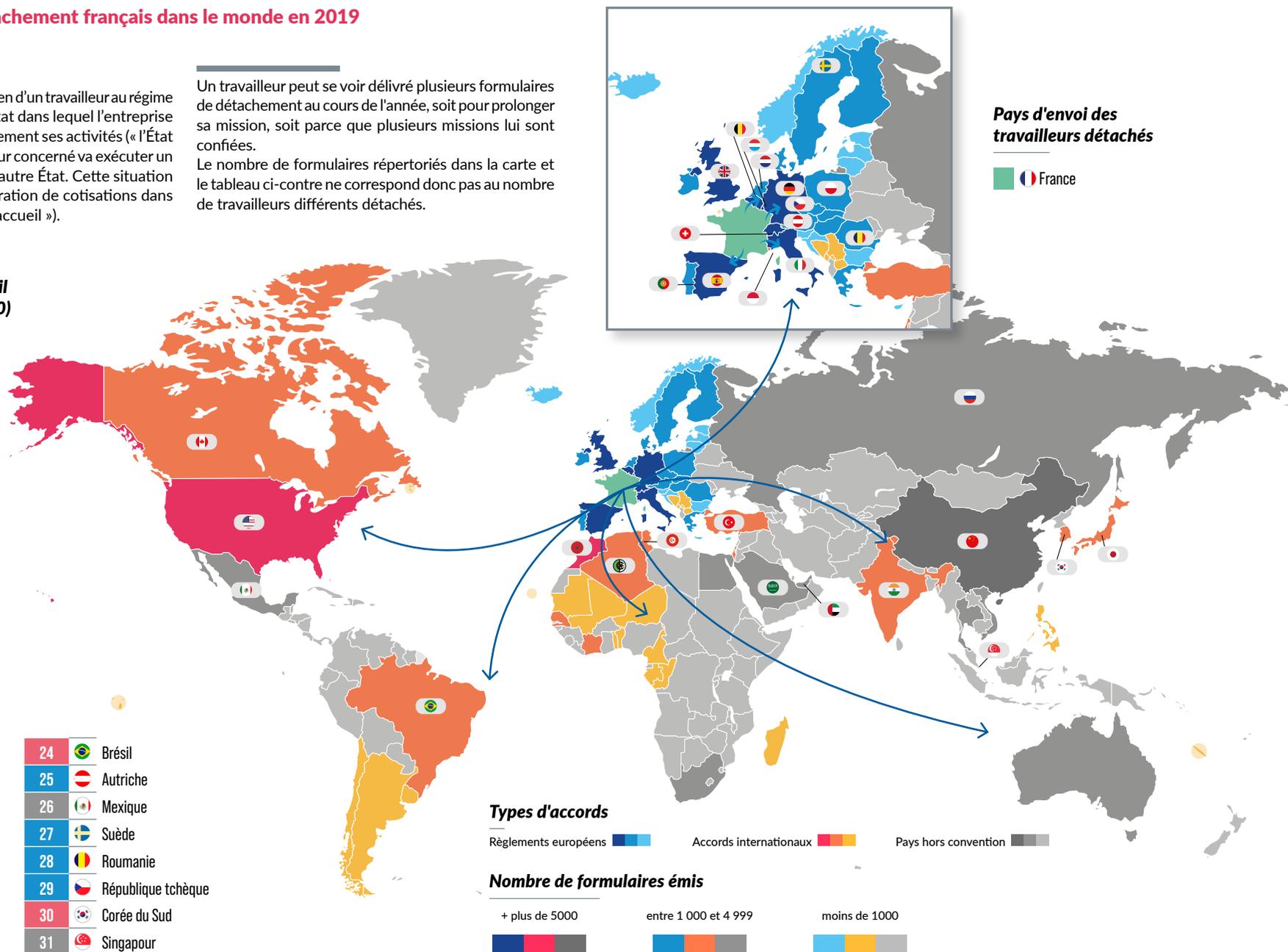
Le détachement est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Un travailleur peut se voir délivré plusieurs formulaires de détachement au cours de l'année, soit pour prolonger sa mission, soit parce que plusieurs missions lui sont confiées.

Le nombre de formulaires répertoriés dans la carte et le tableau ci-contre ne correspond donc pas au nombre de travailleurs différents détachés.

Principaux pays d'accueil (formulaires émis > 1500)

| | | |
|----|--|---------------------|
| 1 | | Allemagne |
| 2 | | Belgique |
| 3 | | Etats-Unis |
| 4 | | Espagne |
| 5 | | Italie |
| 6 | | Chine |
| 7 | | Royaume-Uni |
| 8 | | Suisse |
| 9 | | Maroc |
| 10 | | Luxembourg |
| 11 | | Pays-Bas |
| 12 | | Tunisie |
| 13 | | Inde |
| 14 | | Canada |
| 15 | | Japon |
| 16 | | Russie |
| 17 | | Portugal |
| 18 | | Turquie |
| 19 | | Pologne |
| 20 | | Emirats Arabes Unis |
| 21 | | Algérie |
| 22 | | Monaco |
| 23 | | Arabie Saoudite |
| 24 | | Brésil |
| 25 | | Autriche |
| 26 | | Mexique |
| 27 | | Suède |
| 28 | | Roumanie |
| 29 | | République tchèque |
| 30 | | Corée du Sud |
| 31 | | Singapour |



EN BREF

En 2019, les organismes français de sécurité sociale ont délivré à leurs assurés en situation de détachement à l'étranger près de 229 000 formulaires attestant de leur maintien d'affiliation au régime français de sécurité sociale (formulaires A1 art.12/16, formulaires conventionnels, formulaires S9201 ou S9203) soit une hausse de 5% par rapport à l'année 2018.

À SAVOIR

En fonction du pays d'accueil du travailleur détaché, la durée maximale du détachement diffère :

- dans un pays d'accueil appliquant les règlements européens (UE-EEE-Suisse) : 24 mois
- dans un pays d'accueil lié à la France par une convention de sécurité sociale (38 pays) ou un décret de coordination (3 territoires) : 6 mois à 5 ans selon l'accord
- dans un pays sans convention avec la France : 3 ans.

Dès le départ cependant, un détachement exceptionnel, d'une durée supérieure à ce que prévoient les textes pour un détachement initial, peut être accordé :

- soit dans un pays d'accueil appliquant les règlements européens (UE-EEE-Suisse) soit dans un pays lié à la France par une convention. Cette durée varie selon l'appréciation des situations de la part des 2 pays concernés.

Une prolongation du détachement initial au delà de la durée maximale prévue dans les textes est également possible :

- dans un pays sans convention avec la France : 3 ans en plus
- dans un pays lié à la France par une convention : durée variable selon la convention (voir avant-propos)

Dans le cadre des règlements européens ou des conventions bilatérales de sécurité sociale, les demandes de détachements exceptionnels ou de prolongations devront être examinées par l'organisme compétent du pays où l'intéressé est affilié (pour la France, le Cleiss) et adressées pour décision auprès de l'organisme compétent en la matière dans le pays d'accueil.

LE DÉTACHEMENT FRANÇAIS : un phénomène en lien étroit avec notre économie

| Top 10 (partenaires économiques) | Volume des imports/exports avec la France (en milliards d'euros) * | Top 10 (pays d'accueil / travailleurs détachés par la France) | Nombre de formulaires de détachement |
|-------------------------------------|--|---|---|
| Allemagne | 154,7 | Allemagne | 24 677 |
| Italie | 80,9 | Belgique | 18 868 |
| États-Unis | 80,2 | États-Unis | 13 099 |
| Espagne | 74,2 | Espagne | 12 904 |
| Chine | 73,5 | Italie | 10 293 |
| Belgique | 72,3 | Chine | 10 290 |
| Royaume-Uni | 54,7 | Royaume-Uni | 9 686 |
| Pays-Bas | 42,8 | Suisse | 9 462 |
| Suisse | 32,3 | Maroc | 8 116 |
| Pologne | 22,0 | Luxembourg | 7 730 |
| Autres pays | 387,5 | Autres pays | 104 012 |
| TOTAL | 1075,0 | TOTAL | 229 137 |

* source Insee / données annuelles 2019

À la lecture de ce tableau comparatif, un constat s'impose : le détachement des travailleurs français à l'étranger s'effectue en direction de 8 pays parmi nos 10 principaux partenaires économiques. En effet, seuls les Pays-Bas et la Pologne (respectivement 8^{ème} et 10^{ème} de ce classement) n'intègrent pas le top 10 des pays d'accueil des travailleurs détachés par la France dans lequel se sont substitués le Maroc et le Luxembourg, respectivement aux 9^{ème} et 10^{ème} places.

En 2019, 58% de nos échanges commerciaux et 48% de nos détachements "sortants" ont été faits avec les pays suivants : Allemagne, Italie, États-Unis, Espagne, Chine, Belgique, Royaume-Uni et Suisse.

Par ailleurs, en ce qui concerne le détachement des travailleurs étrangers en France (voir sous-partie consacrée au détachement européen en France), le même lien s'observe puisque sur les 450 000 formulaires A1 (art.12) délivrés par les pays de l'UE-EEE-Suisse, 73% proviennent d'Allemagne, Italie, Espagne et Belgique soit respectivement les 1^{er}, 2^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} partenaires économiques de la France.

En revanche, à la différence du détachement français à l'étranger, celui de l'étranger vers la France semble également lié à des questions de coût du travail ou de pénurie de mains d'oeuvre en France (travailleurs venant d'Espagne, du Luxembourg, de la Pologne, de la Roumanie ou du Portugal par exemple).

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Flux sortant / FRANCE

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement "sortant" de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (art 12.1, 12.2 et 16 du règlement 883/2004).

Ces données proviennent pour l'essentiel de la base XI^① de la Cnam et pour partie d'une collecte statistique réalisée par le Cleiss auprès des MSA, de la RATP, SNCF et Cavimac.

CHIFFRES CLÉS :

- 62% des formulaires émis pour des détachements dans les 5 pays d'accueil ci-contre
- 1,85 en moyenne, nombre de formulaires A1 délivrés par travailleur
- 64 en moyenne, nombre de jours de détachement par travailleur (art.12 + art.16)

Évolution 2019/2018

(délivrance de formulaires A1) :

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +5%
- ↔ comprise entre -5% et +5%
- ↘ < à -5%
- ↓ < à -20%

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2019 (1/2)

● 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse



| PAYS | Détachement initial (formulaires A1/art.12) | Indicateurs / art.12 | | | Détachement exceptionnel ou prolongation (formulaires A1/art.16) | Indicateurs / art.16 | | | TOTAL | Variation 2019/2018 |
|--------------------------|---|--|---|-----------------|--|--|---|-----------------|--------|---------------------|
| | | Nombre de travailleurs différents ¹ | Durée moyenne (en nombre de jours) ¹ | | | Nombre de travailleurs différents ¹ | Durée moyenne (en nombre de jours) ¹ | | | |
| | | | par formulaire | par travailleur | | | par formulaire | par travailleur | | |
| 1 ^o Allemagne | 24 677 | 16 047 | 22 | 34 | 80 | 78 | 2 542 | 2 607 | 24 757 | ↗ |
| Autriche | 2 097 | 1 731 | 14 | 17 | 3 | 3 | 721 | 721 | 2 100 | ↗ |
| 2 ^o Belgique | 18 868 | 12 116 | 41 | 63 | 111 | 103 | 718 | 774 | 18 979 | ↔ |
| Bulgarie | 410 | 329 | 36 | 45 | 4 | 4 | 605 | 605 | 414 | ↘ |
| Chypre | 85 | 73 | 52 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 85 | ↗ |
| Croatie | 396 | 348 | 20 | 22 | 1 | 1 | 365 | 365 | 397 | ↗ |
| Danemark | 1 122 | 871 | 18 | 23 | 1 | 1 | 1 461 | 1 461 | 1 123 | ↘ |
| 3 ^o Espagne | 12 904 | 9 474 | 30 | 41 | 42 | 39 | 1 426 | 1 536 | 12 946 | ↔ |
| Estonie | 135 | 132 | 13 | 13 | 1 | 1 | 4 383 | 4 383 | 136 | ↗ |
| Finlande | 1 161 | 934 | 39 | 48 | 4 | 4 | 373 | 373 | 1 165 | ↗ |
| Grèce | 1 279 | 1 156 | 47 | 51 | 5 | 5 | 415 | 415 | 1 284 | ↔ |
| Hongrie | 1 182 | 950 | 23 | 29 | 7 | 7 | 494 | 494 | 1 189 | ↗ |
| Irlande | 1 173 | 1 018 | 27 | 31 | 1 | 1 | 1 096 | 1 096 | 1 174 | ↗ |
| Islande | 141 | 126 | 15 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 141 | ↗ |
| 4 ^o Italie | 10 293 | 7 707 | 28 | 37 | 37 | 34 | 787 | 857 | 10 330 | ↘ |
| Lettonie | 149 | 130 | 26 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 149 | ↘ |
| Liechtenstein | 4 | 4 | 22 | 22 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | ↘ |
| Lituanie | 211 | 194 | 11 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 211 | ↗ |

1: Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI^① de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (85790 + 445) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents détachés en 2019 est de 66 119.

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse



| PAYS | Détachement initial (formulaires A1/art.12) | Indicateurs / art.12 | | | Détachement exceptionnel ou prolongation (formulaires A1/art.16) | Indicateurs / art.16 | | | TOTAL | Variation 2019/2018 |
|--------------------|---|--|---|-----------------|--|--|---|-----------------|----------------|---------------------|
| | | Nombre de travailleurs différents ¹ | Durée moyenne (en nombre de jours) ¹ | | | Nombre de travailleurs différents ¹ | Durée moyenne (en nombre de jours) ¹ | | | |
| | | | par formulaire | par travailleur | | | par formulaire | par travailleur | | |
| Luxembourg | 7 730 | 4 230 | 54 | 98 | 2 | 2 | 1 005 | 1 005 | 7 732 | ↑ |
| Malte | 262 | 255 | 20 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 262 | ↑ |
| Norvège | 922 | 641 | 30 | 44 | 10 | 10 | 653 | 653 | 932 | → |
| Pays-Bas | 4 972 | 3 676 | 21 | 28 | 12 | 12 | 800 | 800 | 4 984 | → |
| Pologne | 2 922 | 2 118 | 22 | 30 | 13 | 12 | 937 | 1 015 | 2 935 | ↑ |
| Portugal | 3 012 | 2 426 | 38 | 47 | 7 | 7 | 944 | 944 | 3 019 | → |
| République tchèque | 1 828 | 1 479 | 15 | 19 | 11 | 9 | 783 | 957 | 1 839 | → |
| Roumanie | 1 932 | 1 393 | 29 | 40 | 17 | 17 | 677 | 677 | 1 949 | → |
| 6+ Royaume-Uni | 9 686 | 7 056 | 29 | 40 | 68 | 55 | 879 | 1 087 | 9 754 | → |
| Slovaquie | 1 084 | 769 | 32 | 45 | 1 | 1 | 214 | 214 | 1 085 | ↑ |
| Slovénie | 413 | 349 | 35 | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 413 | → |
| Suède | 2 040 | 1 414 | 20 | 29 | 9 | 9 | 880 | 880 | 2 049 | ↑ |
| Suisse | 9 462 | 6 644 | 26 | 38 | 32 | 30 | 740 | 790 | 9 494 | → |
| Total 2019 | 122 552 | 85 790 | 30 | 56 | 479 | 445 | 1 127 | 1 221 | 123 031 | |
| Total 2018 | 117 800 | 82 601 | 31 | 58 | 655 | 609 | 1 019 | 1 095 | 118 455 | |
| % évolution | 4,03 | 3,86 | -3,23 | -3,45 | -26,87 | -26,93 | 10,60 | 11,51 | 3,86 | |

1: Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI⁶ de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (85790 + 445) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents détachés en 2019 est de 66 119.

À SAVOIR

Dans le cadre du détachement d'un travailleur dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse, l'employeur doit effectuer en amont différentes formalités qui varient en fonction de la durée de la mission de son subordonné.

Détachement d'une durée inférieure à 24 mois : formulaire S3208 (questionnaire de maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur détaché) à compléter et à adresser à sa caisse d'assurance maladie avant le départ de son travailleur. Après accord, cette dernière retourne le formulaire A1 "Attestation concernant la législation applicable" en 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour son travailleur.

Détachement de longue durée supérieure à 24 mois ou prolongation : l'employeur peut détacher dès le départ son travailleur pour une durée supérieure à celle prévue dans les règlements européens sous réserve d'obtenir l'accord conjoint des autorités compétentes des États concernés : le Cleiss et celle de l'autre État (pays d'accueil).

Avant les termes du détachement initial, l'employeur français doit compléter le formulaire "Demande de maintien exceptionnel au régime français de sécurité sociale" et l'adresser au Cleiss pour traitement. Si ce dernier signifie son autorisation, cette demande est transmise à l'organisme étranger compétent pour examen et décision (accord ou refus). Qu'il y ait accord ou non entre les 2 autorités, le Cleiss informe l'organisme français compétent. En cas d'accord conjoint, le formulaire A1 sera délivré par la caisse d'assurance maladie du lieu du siège de la société qui établit 2 exemplaires pour la durée autorisée, l'un pour l'employeur et l'autre pour le travailleur.

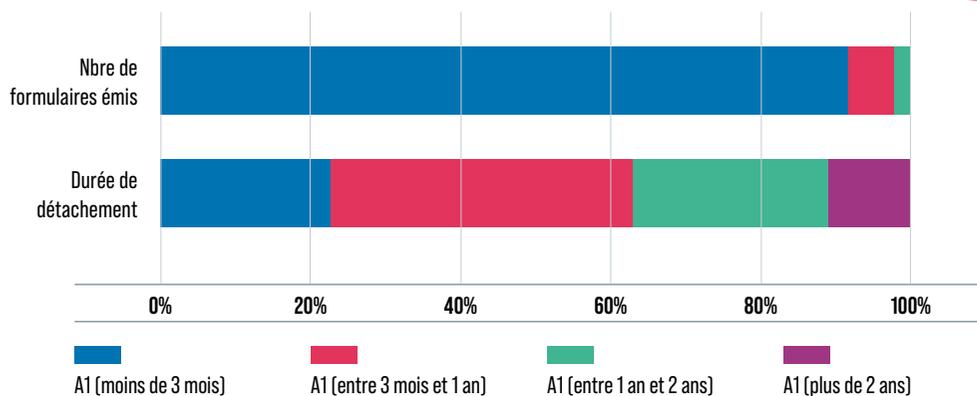
En cas de refus, le travailleur perd sa qualité de travailleur détaché et relève désormais de la législation de l'État où il exerce son activité professionnelle. En d'autres termes, il devra cotiser auprès du régime de sécurité sociale de l'État d'accueil.

En 2019, le Cleiss a donné son accord à 1171 maintiens exceptionnels au régime étranger de sécurité sociale et a traité 843 demandes de maintien exceptionnel au régime français dans le cadre d'un détachement dans l'UE-EEE-Suisse, dont 614 qu'il a acceptées dans l'attente de la décision de l'autorité étrangère.

EN BREF

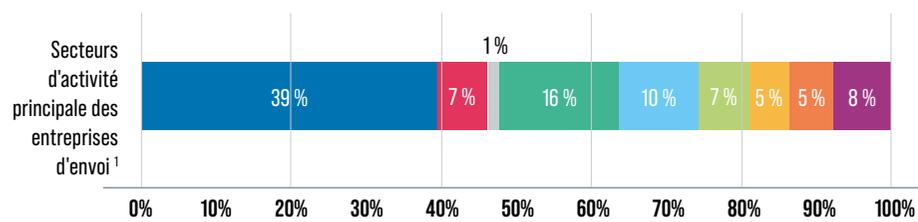
En 2019, le nombre de formulaires A1 (art.12 et 16) délivrés par les caisses françaises de sécurité sociale pour des détachements dans l'UE-EEE-Suisse a progressé de près de 4%. Ce détachement s'effectue essentiellement avec nos principaux partenaires économiques et il est marqué également par une proximité géographique élevée.

Qu'en est-il des durées ?



Sur les 123 000 formulaires délivrés en 2019, seulement 2,2% ont une durée supérieure à 1 an. En revanche, si on raisonne non plus en termes de formulaires émis mais de jours de détachement, les formulaires de plus de 1 an représentent près de 36% du volume total de jours détachés (1,5 million de jours détachés sur un total de 4,2 millions).

Quelles sont les sociétés françaises qui détachent en 2019 ?



- C Industrie manufacturière
- F Construction
- B, D, E Autres secteurs industriels*
- R Arts, spectacles et activités récréatives
- M Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- G Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
- N Activités de services administratifs et de soutien (2,8% pour les agences de travail temporaire)
- J Information et communication
- H, I, K, L, O, P, Q, S, T, U Autres secteurs des services (0,25% pour les sociétés de transport routier)*

* pour plus de détails, voir NAF rév.2 / Insee

Note de lecture :

La répartition par secteurs d'activité a été réalisée à partir de 108 689 formulaires émis puis enregistrés sur la base XI¹ de la Cnam, soit 89% du volume global de cette base.



Qui sont les travailleurs français détachés en 2019 ?

- **Sexe** : près de **8** travailleurs détachés sur **10** sont des hommes
- **Age moyen** : **41** ans
- **Nationalité** : plus de **96%** des travailleurs détachés sont de nationalité française
- **Secteur d'activité** : près de **4** travailleurs détachés **sur 10** sont employés par une entreprise de l'industrie manufacturière
- **Région d'origine** : plus de **3** travailleurs détachés **sur 10** sont employés par une société implantée en Ile de France (dont 12% pour la seule ville de Paris)

À SAVOIR

¹ Toute entreprise (et chacun de ses établissements) se voit attribuée par l'Insee, lors de son inscription au répertoire SIRENE, un code caractérisant son activité principale d'entreprise (APE) par référence à la nomenclature d'activités française (NAF). Cette nomenclature est composée de 21 sections, 88 divisions, 272 groupes, 615 classes et 732 sous-classes.

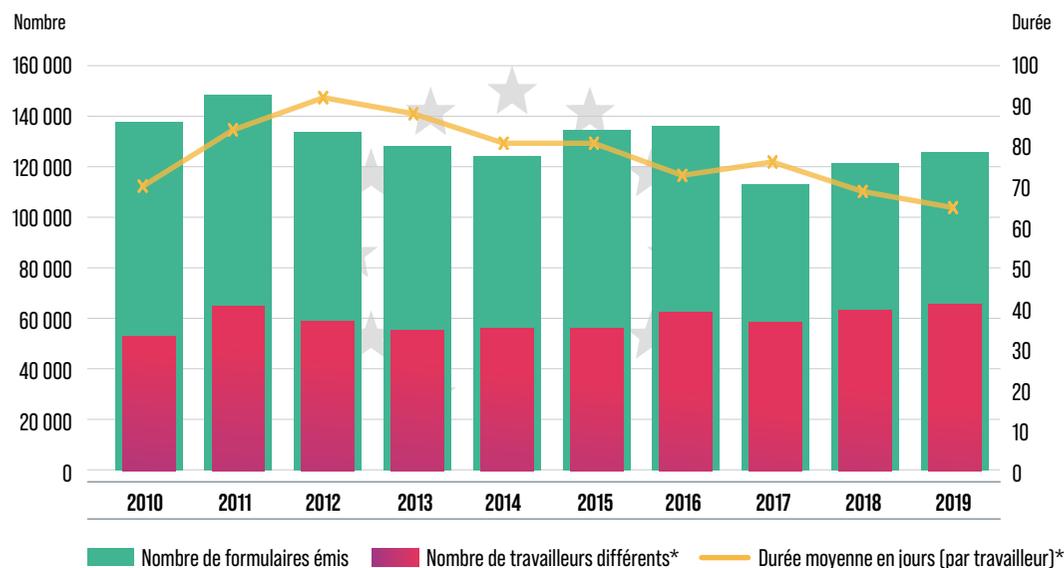
Exemple : les agences de travail temporaire sont rattachées au code APE 7820Z, lequel renvoie à la section N, c'est-à-dire les activités de services administratifs et de soutien.

La finalité de la NAF est essentiellement statistique et sa construction, largement contrainte par la NACE (Nomenclature des Activités dans la Communauté Européenne) et la CITI (Classification Internationale Type des activités économiques par Industrie) afin de favoriser les comparaisons internationales, ne fait appel à aucun critère d'ordre juridique ou institutionnel.

EN BREF

En 2019, plus de la moitié (56%) des formulaires A1 délivrés par les caisses françaises de sécurité sociale concernent des détachements de travailleurs appartenant soit à une entreprise de l'industrie manufacturière soit à une entreprise de services liés aux arts, spectacles et activités récréatives.

Évolution du nombre de formulaires A1 émis et de la durée de détachement (art.12 et 16)



* Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne du détachement par travailleur sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI¹ de la Cnam.
 Par travailleurs différents, il faut entendre les travailleurs qui se sont vus octroyés au moins 1 formulaire A1 au cours de l'année de référence.



| Indicateurs d'évolution | |
|--|---------|
| Nombre de formulaires A1 délivrés : | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires : | -8,81% |
| soit une évolution annuelle moyenne de : | -1,02% |
| soit en nombre de formulaires : | -11 844 |
| Nombre de travailleurs différents détachés : | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de travailleurs : | 23,99% |
| soit une évolution annuelle moyenne de : | 2,42% |
| soit en nombre de travailleurs : | +12 792 |

L'évolution irrégulière du nombre de formulaires de détachement émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



Flux entrant et sortant / FRANCE

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) "entrant" et "sortant" de la France avec ses 31 partenaires de l'UE-EEE-Suisse. Les données relatives aux détachements de travailleurs de l'UE-EEE-Suisse en France (**flux entrant**) sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (**CACSSS**) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil ou n'ayant pas complété son questionnaire statistique (Chypre, Grèce et Norvège).

CHIFFRES CLÉS :

- 79% des formulaires sont reçus en provenance des cinq principaux pays ci-contre (flux entrant)
- 62% des formulaires sont émis pour des détachements dans les cinq principaux pays ci-contre (flux sortant)

EN BREF

En 2019, les États de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 449 648 formulaires dans le cadre d'un détachement en France (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004).

Ce chiffre ne comprend pas les formulaires émis par Chypre, la Grèce et la Norvège qui ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS ou n'ont pas complété son formulaire statistique. Si l'on tient compte des formulaires reçus par le Cleiss pour ces États, le nombre de formulaires total s'élève à 449 909, soit une hausse de 69% par rapport à 2018.

Réciproquement, la France a délivré 122 552 formulaires dans le cadre d'un détachement dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse, soit une hausse de 4% par rapport à 2018.

Le solde entre les flux "sortant" et "entrant" est donc de - 327 357 en 2019 (contre - 147 994 en 2018).

(1) : Données issues du rapport annuel de la CACSSS.

(2) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux sortant / France" pages précédentes.

(3) : Pour les flux entrants, la source Cleiss (base Sirdar) a été retenue car ces États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (Norvège) ou n'ont pas complété le questionnaire de la CACSSS (Chypre et Grèce)

(4) :  Flux sortant > flux entrant
 Flux entrant > flux sortant

Soldes positifs les plus significatifs (flux sortant > flux entrant) :

- Suisse (+ 5 607)
- Pays-Bas (+ 1 822)
- Suède (+ 1 575)

Soldes négatifs les plus significatifs (flux entrant > flux sortant) :

- Allemagne (- 189 487)
- Italie (- 35 741)
- Espagne (- 23 708)
- Pologne (- 21 537)
- Luxembourg (- 21 053)

Travailleurs salariés et non salariés détachés en France en 2019 (et réciproquement)

- 5 premiers pays (flux entrant) ● 5 premiers pays (flux sortant)

| Pays | France (Pays d'accueil) ⁽¹⁾ | | France (Pays d'envoi) ⁽²⁾ | | SOLDE ⁽⁴⁾ |
|--------------------|--|----------------|--------------------------------------|--|----------------------|
| | Flux entrant | | Flux sortant | | |
| | Nombre de formulaires A1 reçus | | Nombre de formulaires A1 émis | | |
| 1° 1° Allemagne | 214 164 | 24 677 | | | |
| Autriche | 3 914 | 2 097 | | | |
| 4° 2° Belgique | 30 902 | 18 868 | | | |
| Bulgarie | 1 191 | 410 | | | |
| Chypre (3) | 0 | 85 | | | |
| Croatie | 950 | 396 | | | |
| Danemark | 723 | 1 122 | | | |
| 3° 3° Espagne | 36 612 | 12 904 | | | |
| Estonie | 299 | 135 | | | |
| Finlande | 456 | 1 161 | | | |
| Grèce (3) | 180 | 1 279 | | | |
| Hongrie | 2 339 | 1 182 | | | |
| Irlande | 351 | 1 173 | | | |
| Islande | 47 | 141 | | | |
| 2° 4° Italie | 46 034 | 10 293 | | | |
| Lettonie | 126 | 149 | | | |
| Liechtenstein | 3 | 4 | | | |
| Lituanie | 2 696 | 211 | | | |
| 5° Luxembourg | 28 783 | 7 730 | | | |
| Malte | 28 | 262 | | | |
| Norvège (3) | 81 | 922 | | | |
| Pays-Bas | 3 150 | 4 972 | | | |
| Pologne | 24 459 | 2 922 | | | |
| Portugal | 20 256 | 3 012 | | | |
| République tchèque | 750 | 1 828 | | | |
| Roumanie | 8 183 | 1 932 | | | |
| 5° Royaume-Uni | 13 400 | 9 686 | | | |
| Slovaquie | 3 410 | 1 084 | | | |
| Slovénie | 2 102 | 413 | | | |
| Suède | 465 | 2 040 | | | |
| Suisse | 3 855 | 9 462 | | | |
| Total 2019 | 449 909 | 122 552 | | | |
| Total 2018 | 265 794 | 117 800 | | | |
| % d'évolution | 69,27 | 4,03 | | | |

Travailleurs salariés et non salariés détachés en France depuis 2010 (et réciproquement)



| Année | France (Pays d'accueil) ⁽¹⁾ | France (Pays d'envoi) ⁽²⁾ |
|-------|--|--------------------------------------|
| | Flux entrant | Flux sortant |
| | Nombre de formulaires A1 reçus | Nombre de formulaires A1 émis |
| 2010 | 160 532 | 133 896 |
| 2011 | 161 954 | 144 256 |
| 2012 | 156 490 | 129 314 |
| 2013 | 182 219 | 124 105 |
| 2014 | 190 848 | 120 253 |
| 2015 | 193 394 | 130 468 |
| 2016 | 212 382 | 132 012 |
| 2017 | 248 144 | 109 168 |
| 2018 | 265 794 | 117 800 |
| 2019 | 449 909 | 122 552 |

(1) : Données issues du rapport annuel de la CACSSS et de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne fournissant pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS ou n'ayant pas complété son formulaire statistique (Chypre, Grèce et Norvège en 2019).

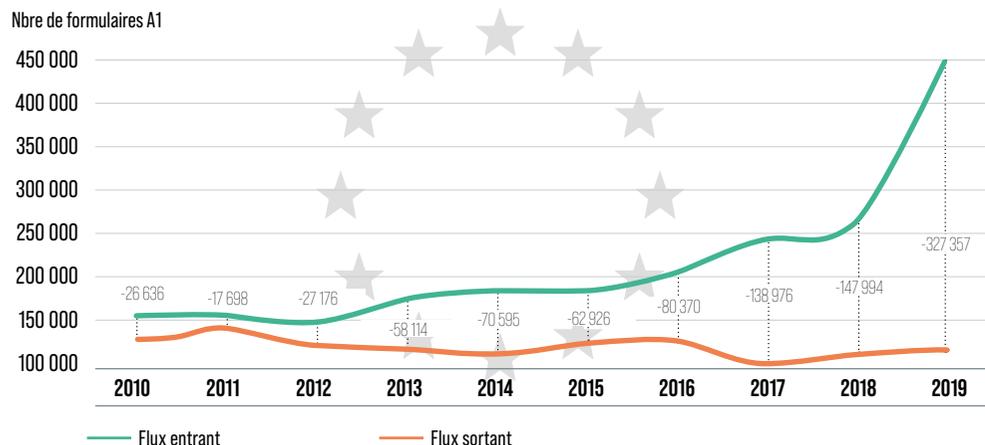
(2) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux sortant / France" pages précédentes.

EN BREF

Depuis 2010, le flux entrant (France pays d'accueil) est supérieur au flux sortant (France pays d'envoi). Ce déséquilibre s'accroît d'année en année depuis 2011 (sauf en 2015) pour atteindre le chiffre de - 327 357 en 2019. La très forte hausse du flux entrant en 2019 (+69%) est liée quasi exclusivement à l'Allemagne dont la délivrance de formulaires A1 vers la France a bondi de près de 300% en l'espace d'un an, particulièrement pour les missions inférieures ou égales à 10 jours. Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les employeurs allemands sont de mieux en mieux informés sur les procédures d'obtention des documents portables A1, particulièrement s'agissant des missions de courte durée (les séminaires par exemple), et par le renforcement en 2019 des dispositions de contrôles et d'amendes dont ils peuvent faire l'objet en cas de non délivrance de ce formulaire lors du détachement de leurs travailleurs.

Les constats énoncés ci-dessus doivent être néanmoins nuancés en vertu du caractère très variable, d'une part, de la durée moyenne des formulaires A1 selon les États, d'autre part, du recours par ces mêmes États à la pluriactivité plutôt qu'au détachement.

Évolution sur 10 ans du solde entre flux entrant et flux sortant



Flux entrant et sortant / EUROPE

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) "entrant" et "sortant" des pays de l'UE-EEE-Suisse au sein de cette même zone

Ces données sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil ou n'ayant pas complété son questionnaire statistique (Chypre, Grèce et Norvège).

Le phénomène de détachement est traité ici comme un flux à double sens matérialisé par les formulaires A1 entrants et les formulaires A1 sortants. Autrement dit, chaque État se trouve être à la fois pays d'envoi (flux sortant) et pays d'accueil (flux entrant) de travailleurs détachés.

NC : Non communiqué ND : Non disponible

(1) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux sortant / FRANCE" pages précédentes

(2) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux entrant-sortant / FRANCE" pages précédentes

(3) : Pour les flux entrants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss (base Sirdar) car certains États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (voir renvoi 4) ou n'ont pas répondu à cette dernière (Chypre et Grèce)

(4) : L'Autriche (partiellement) et la Norvège n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS des données détaillées par pays d'accueil.

(5) : ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe en 2019 (flux intra-européen)

● 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse ● 5 premiers pays d'envoi de l'UE-EEE-Suisse



| Pays | Flux entrant | | | | | Flux sortant | | | | SOLDE ⁵ | Part de chaque pays / Total |
|--|--------------------------------|---|--------------|--------------------|-------------------------------|--|---------------|--------------------|--|--------------------|-----------------------------|
| | Nombre de formulaires A1 reçus | dont émis par la France (pays d'envoi) ¹ | | | Nombre de formulaires A1 émis | dont reçus par la France (pays d'accueil) ² | | | | | |
| | | Volume | Part | Rang (sur 31 pays) | | Volume | Part | Rang (sur 31 pays) | | | |
| 1 1 Allemagne | 503 221 | 24 677 | 4,90% | 7 | 1 681 710 | 214 164 | 12,73% | 2 | | 34,14% | |
| 3 Autriche | 320 422 | 2 097 | 0,65% | 7 | 98 965 | 3 914 | 3,95% | 5 | | 6,55% | |
| Belgique | 217 994 | 18 868 | 8,66% | 4 | 85 870 | 30 902 | 35,99% | 1 | | 4,75% | |
| Bulgarie | 13 695 | 410 | 2,99% | 6 | 14 792 | 1 191 | 8,05% | 3 | | 0,45% | |
| Chypre | 2 409 | 85 | 3,53% | 6 | NC | 0 | - | ND | | 0,04% | |
| Croatie | 20 817 | 396 | 1,90% | 6 | 46 299 | 950 | 2,05% | 8 | | 1,05% | |
| Danemark | 46 207 | 1 122 | 2,43% | 6 | 10 220 | 723 | 7,07% | 5 | | 0,88% | |
| 4 Espagne | 176 722 | 12 904 | 7,30% | 4 | 136 096 | 36 612 | 26,90% | 1 | | 4,89% | |
| Estonie | 5 020 | 135 | 2,69% | 6 | 7 200 | 299 | 4,15% | 5 | | 0,19% | |
| Finlande | 35 506 | 1 161 | 3,27% | 5 | 4 427 | 456 | 10,30% | 4 | | 0,62% | |
| 2 5 France ³ | 449 909 | | | | 122 552 | | | | | 8,94% | |
| Grèce | 17 378 | 1 279 | 7,36% | 5 | NC | 180 | - | ND | | 0,27% | |
| Hongrie | 56 876 | 1 182 | 2,08% | 6 | 57 454 | 2 339 | 4,07% | 4 | | 1,79% | |
| Irlande | 17 145 | 1 173 | 6,84% | 3 | 3 383 | 351 | 10,38% | 5 | | 0,32% | |
| Islande | 2 125 | 141 | 6,64% | 4 | 197 | 47 | 23,86% | 1 | | 0,04% | |
| 3 Italie | 173 289 | 10 293 | 5,94% | 3 | 173 149 | 46 034 | 26,59% | 1 | | 5,41% | |
| Lettonie | 5 176 | 149 | 2,88% | 6 | 2 629 | 126 | 4,79% | 5 | | 0,12% | |
| Liechtenstein | 4 317 | 4 | 0,09% | 16 | 229 | 3 | 1,31% | 7 | | 0,07% | |
| Lituanie | 10 103 | 211 | 2,09% | 3 | 32 005 | 2 696 | 8,42% | 5 | | 0,66% | |
| Luxembourg | 52 830 | 7 730 | 14,63% | 3 | 75 131 | 28 783 | 38,31% | 1 | | 2,00% | |
| Malte | 4 982 | 262 | 5,26% | 4 | 305 | 28 | 9,18% | 3 | | 0,08% | |
| Norvège | 38 168 | 922 | 2,42% | 9 | 1 940 | 81 | 4,18% | ND | | 0,63% | |
| 5 Pays-Bas | 218 212 | 4 972 | 2,28% | 5 | 22 440 | 3 150 | 14,04% | 3 | | 3,76% | |
| 2 Pologne | 93 522 | 2 922 | 3,12% | 3 | 246 849 | 24 459 | 9,91% | 2 | | 5,32% | |
| Portugal | 50 341 | 3 012 | 5,98% | 3 | 58 761 | 20 256 | 34,47% | 1 | | 1,70% | |
| République tchèque | 101 481 | 1 828 | 1,80% | 5 | 10 644 | 750 | 7,05% | 3 | | 1,75% | |
| Roumanie | 38 642 | 1 932 | 5,00% | 3 | 45 248 | 8 183 | 18,08% | 2 | | 1,31% | |
| Royaume-Uni | 131 998 | 9 686 | 7,34% | 3 | 42 813 | 13 400 | 31,30% | 1 | | 2,73% | |
| Slovaquie | 33 141 | 1 084 | 3,27% | 4 | 91 611 | 3 410 | 3,72% | 6 | | 1,95% | |
| Slovénie | 17 196 | 413 | 2,40% | 5 | 95 332 | 2 102 | 2,20% | 7 | | 1,76% | |
| Suède | 85 358 | 2 040 | 2,39% | 5 | 3 863 | 465 | 12,04% | 2 | | 1,39% | |
| 4 Suisse | 246 886 | 9 462 | 3,83% | 3 | 27 928 | 3 855 | 13,80% | 2 | | 4,29% | |
| Données géographiques non précisées ⁴ | 9 134 | | | | | | | | | 0,14% | |
| TOTAL 2019 | 3 200 222 | 122 552 | 3,83% | 5 | 3 200 222 | 449 909 | 14,06% | 2 | | 100% | |
| TOTAL 2018 | 1 824 018 | 117 800 | 6,46% | 5 | 1 824 018 | 265 794 | 14,57% | 2 | | | |
| % d'évolution | 75,45 | 4,03 | | | 75,45 | 69,27 | | | | | |



EN BREF

En 2019, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 3.200.222 formulaires dans le cadre d'un détachement intra-européen (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004), soit une hausse de plus de 75% par rapport à 2018. Cette évolution est la conséquence de la très forte hausse du nombre des formulaires délivrés par l'Allemagne (+311%), particulièrement pour les missions inférieures ou égales à 10 jours. Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les employeurs allemands sont de mieux en mieux informés sur les procédures d'obtention des documents portables A1, particulièrement s'agissant des missions de courte durée (les séminaires par exemple), et par le renforcement en 2019 des dispositions de contrôles et d'amendes dont ils peuvent faire l'objet en cas de non délivrance de ce formulaire lors du détachement de leurs travailleurs.

Observations générales :

Les 5 premiers pays d'accueil (Allemagne, France, Autriche, Suisse et Pays-Bas) absorbent à eux seuls plus de la moitié (54%) du flux entrant .

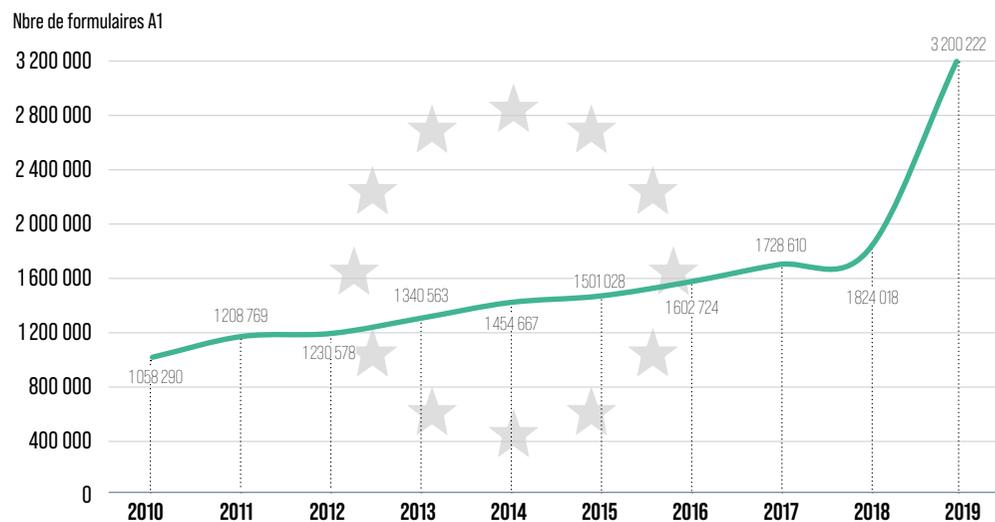
Les 5 premiers pays d'envoi (Allemagne, Pologne, Italie, Espagne et France) sont à eux seuls à l'origine de près de 74% du flux sortant (près de 53% pour la seule Allemagne).

Focus sur la France :

La France est un acteur majeur du détachement au sein de la zone UE-EEE-Suisse, aussi bien pour les flux entrants (14% du total / 2^{ème} rang) que les flux sortants (4% du total / 5^{ème} rang).

En entrant dans le détail par État membre, on s'aperçoit que la France est le 1^{er} pays d'accueil des travailleurs détachés en provenance de Belgique, Espagne, Islande, Italie, Luxembourg, Portugal et Royaume-Uni et le 3^{ème} pays qui pourvoit l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suisse notamment en travailleurs détachés.

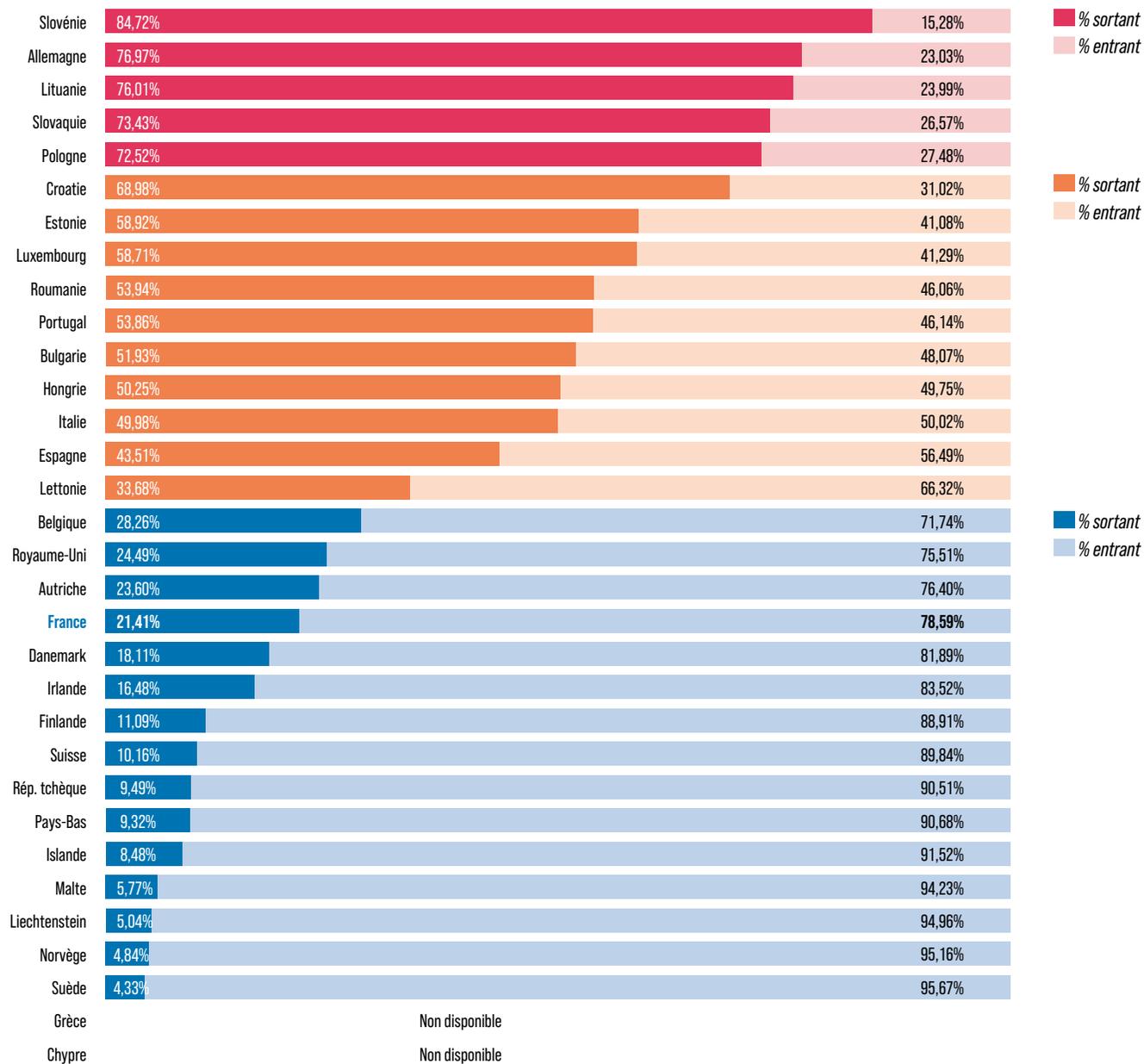
Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe depuis 2010 (flux intra-européen)



Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 (art 12.1 et 12.2) délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'un détachement intra-européen est en constante progression : + 202% sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de 13,1%.



Comment se positionnent les pays de l'UE-EEE-Suisse par rapport au phénomène du détachement ?



3 catégories de pays peuvent être distinguées par rapport à l'ensemble des flux (sortants + entrants) :

• les pays dont le flux sortant est > à 70% (graphique rouge) :

Au sein de cette 1^{ère} catégorie (5 pays sur 32), les répartitions des flux sortants et entrants sont relativement homogènes (85% - 15% à 73% - 27%).

L'Allemagne doit être mise en avant du fait de son poids en volume (+ 1 178 489), soit le solde positif le plus important de la zone UE-EEE-Suisse, très loin devant la Pologne (+ 153 327).

• les pays dont le flux sortant-entrant est équilibré et compris entre 30% et 70% (graphique orange) :

Cette 2^{ème} catégorie réunit 10 États membres sur 32.

Le solde des pays de cette catégorie varie de + 25 482 (Croatie) à - 40 626 (Espagne).

• les pays dont le flux entrant est > à 70% (graphique bleu) :

Dans cette 3^{ème} catégorie (15 pays sur 32), les répartitions des flux sortants et entrants sont relativement hétérogènes (4% - 96% à 28% - 72%).

La France, l'Autriche, la Suisse et les Pays-Bas doivent être mis en avant du fait de leur poids en volume (soldes des A1 respectifs de -327 357, - 221 457, - 218 958 et - 195 772).

Pluriactivité / EUROPE

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux de la pluriactivité, au sens de l'art. 13 du règlement 883/2004, au sein de la zone de l'UE-EEE-Suisse.

Ces données sont extraites du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS). La pluriactivité est un phénomène en pleine expansion mais difficile à appréhender, aux contours peu clairs en comparaison notamment du détachement pour lequel un pays d'envoi et un pays d'accueil sont clairement identifiés. Ceci explique pourquoi la CACSSS demande aux États membres un dénombrement global sans détail par pays d'accueil.

À SAVOIR

Qu'est-ce que la pluriactivité?

C'est le fait pour une personne d'exercer simultanément, ou en alternance, pour la même entreprise ou le même employeur ou pour différentes entreprises ou différents employeurs, une ou plusieurs activités différentes dans deux États membres ou plus. Cette activité a un caractère permanent. La personne doit relever en revanche de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n°883/2004.

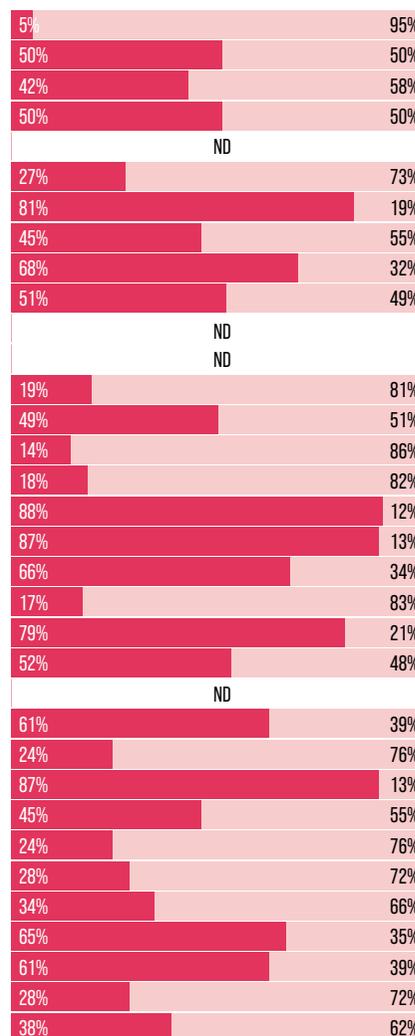
Pour plus de précisions, voir avant-propos.

Travailleurs salariés et non salariés pluriactifs en Europe en 2019

● 5 premiers pays de délivrance (A1 / art. 13) de l'UE-EEE-Suisse

| Pays | Pluriactivité (art. 13) | |
|-----------------------------------|-------------------------------|--|
| | Nombre de formulaires A1 émis | |
| 4 ^e Allemagne | 85 898 | |
| 3 ^e Autriche | 97 086 | |
| Belgique | 62 513 | |
| Bulgarie | 15 044 | |
| Chypre | ND | |
| Croatie | 17 101 | |
| Danemark | 42 915 | |
| 2 ^e Espagne | 112 837 | |
| Estonie | 15 591 | |
| Finlande | 4 583 | |
| France ¹ | ND | |
| Grèce | ND | |
| Hongrie | 13 185 | |
| Irlande | 3 204 | |
| Islande | 32 | |
| Italie | 37 066 | |
| Lettonie | 18 671 | |
| Liechtenstein | 1 599 | |
| Lituanie | 62 764 | |
| Luxembourg | 15 572 | |
| Malte | 1 130 | |
| Norvège | 2 120 | |
| Pays-Bas | ND | |
| 1 ^{er} Pologne | 386 786 | |
| Portugal | 18 290 | |
| 5 ^e République tchèque | 69 445 | |
| Roumanie | 37 209 | |
| Royaume-Uni | 13 729 | |
| Slovaquie | 35 882 | |
| Slovénie | 49 056 | |
| Suède | 7 058 | |
| Suisse | 43 496 | |
| TOTAL 2019 | 1 269 862 | |
| TOTAL 2018 | 1 088 685 | |
| % d'évolution | 16,64 | |

Pluriactivité (art 13) / Détachement (art 12) 2



EN BREF

En 2019, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 1 269 862 formulaires dans le cadre d'une situation relevant de la pluriactivité (art. 13 du règlement 883/2004), soit une hausse de près de 17% par rapport à 2018.

Malgré cette progression notable de la pluriactivité, la part des formulaires A1/art. 13 (pluriactivité), par rapport aux formulaires A1/art. 12 (détachement), s'est fortement infléchi au cours de l'année 2019 (28% - 72% contre 38% - 62%). Ceci est la conséquence quasi exclusive de l'explosion du nombre de formulaires délivrés par l'Allemagne au titre de l'article 12 (1 681 710 en 2019 contre 409 340 en 2018). Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les employeurs allemands sont de mieux en mieux informés sur les procédures d'obtention des documents portables A1, particulièrement s'agissant des missions de courte durée (les séminaires par exemple), et par le renforcement en 2019 des dispositions de contrôles et d'amendes dont ils peuvent faire l'objet en cas de non délivrance de ce formulaire lors du détachement de leurs travailleurs.

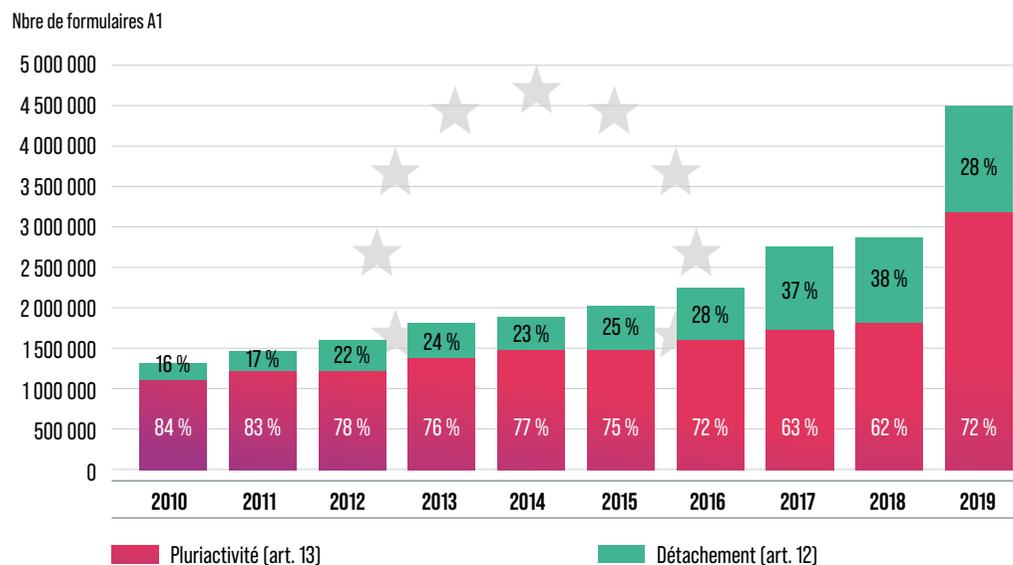
13 États membres (sur 32) délivrent majoritairement des formulaires A1 au titre de l'article 13 et la Pologne représente à elle seule plus de 30% du volume global de formulaires émis.

¹ Pour l'heure, la base XI¹⁰ ne peut enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité

² Pour plus de précisions, voir pages précédentes



Répartition entre pluriactivité et détachement depuis 2010



EN BREF

Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'une situation de pluriactivité est en constante et nette progression : + 549% sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de + 23,1%.

En revanche, alors que cette forte progression coïncidait avec un ratio "Pluriactivité/Détachement" d'année en année plus favorable à la pluriactivité, on constate en 2019 que celui-ci revient à son niveau de 2016 soit 28%/72%. Ceci est la conséquence de l'augmentation très importante du nombre de formulaires A1 délivrés en 2019 par l'Allemagne dans le cadre de l'article 12 (+ 311%). Voir explication page précédente (En bref).

ACCORDS INTERNATIONAUX

DÉTACHEMENT

Actuellement, 38 États (ou territoires) et 3 collectivités d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention ou décret de coordination (avec les collectivités d'outre-mer). Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 114 et 115).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Etats-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

Au même titre que les règlements européens, les conventions bilatérales et décrets de coordination ont pour objectif de coordonner les législations de deux États, afin de garantir la continuité du droit à la protection sociale aux personnes en situation de mobilité, et régler les conflits de législation.

CHIFFRES CLÉS :

- 54% des formulaires sont émis pour des détachements dans les 5 pays d'accueil ci-contre
- 99% ont une durée inférieure à 1 an

Détachement en 2019 (travailleurs salariés et non salariés) (1/2)

- 5 premiers pays d'accueil hors UE-EEE-Suisse



| | Pays | Nombre de formulaires émis | VARIATION 2019/2018 |
|-------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------|
| CONVENTIONS BILATERALES | Algérie | 2 649 | → |
| | Andorre | 259 | ↘ |
| | Argentine | 724 | ↗ |
| | Aurigny | 0 | - |
| | Bénin | 267 | ↗ |
| | Bosnie-Herzégovine | 160 | ↗ |
| | Brésil | 2 128 | ↗ |
| | Cameroun | 673 | → |
| | 5 ^e Canada | 3 391 | → |
| | Cap-Vert | 68 | → |
| | Chili | 614 | ↗ |
| | Congo Brazzaville | 585 | ↗ |
| | Corée du Sud | 1 787 | → |
| | Côte d'Ivoire | 1 475 | ↗ |
| | 1 ^{er} Etats-Unis | 13 099 | → |
| | Gabon | 514 | → |
| | Guernesey | 46 | ↗ |
| | Herm | 0 | - |
| | 4 ^e Inde | 3 941 | ↗ |
| | Israël | 1 044 | ↗ |
| Japon | 3 236 | ↘ | |
| Jersey | 22 | ↘ | |
| Jethou | 0 | - | |
| Kosovo | 43 | → | |
| Macédoine | 64 | ↗ | |
| Madagascar | 652 | ↗ | |
| Mali | 582 | ↗ | |
| 2 ^e Maroc | 8 116 | ↗ | |
| Mauritanie | 224 | → | |

| | Pays | Nombre de formulaires émis | VARIATION 2019/2018 |
|-------------------------|------------------------|----------------------------|---------------------|
| CONVENTIONS BILATERALES | Monaco | 2 553 | ↘ |
| | Monténégro | 119 | ↗ |
| | Niger | 359 | ↗ |
| | Philippines | 365 | ↘ |
| | Québec | 443 | → |
| | Saint-Marin | 4 | ↗ |
| | Sénégal | 1 277 | ↗ |
| | Serbie | 464 | ↗ |
| | Togo | 227 | ↗ |
| | 3 ^e Tunisie | 4 046 | ↗ |
| | Turquie | 2 928 | ↗ |
| | Uruguay | 46 | ↘ |
| Sous-total 2019 | | 59 194 | |
| Sous-total 2018 | | 57 031 | |
| % évolution | | 3,79 | |

| | Pays | Nombre de formulaires émis | VARIATION 2019/2018 | |
|-------------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|--|
| DECRETS DE COORDINATION | Nouvelle-Calédonie | 367 | ↗ | |
| | Polynésie française | 294 | ↗ | |
| | Saint-Pierre-et-Miquelon | 19 | ↗ | |
| | Sous-total 2019 | | 680 | |
| | Sous-total 2018 | | 568 | |
| % évolution | | 19,72 | | |

| | Nombre de formulaires émis | |
|--|----------------------------|--------|
| Données géographiques non précisées ⁽¹⁾ | 448 | |
| Sous-total 2019 | | 448 |
| Sous-total 2018 | | 1 093 |
| % évolution | | -59,01 |

| | | |
|--------------------|--|--------|
| Total Général 2019 | | 60 322 |
| Total Général 2018 | | 58 692 |
| % évolution | | 2,78 |

Évolution 2019/2018 (délivrance de formulaires)

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +5%
- comprise entre -5% et +5%
- ↘ < à -5%
- ↘ < à -20%

⁽¹⁾ lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

À SAVOIR

Dans le cadre du détachement d'un travailleur dans un État lié à la France par une convention de sécurité sociale, l'employeur doit effectuer en amont des formalités qui varient en fonction de la durée et de la fréquence des déplacements de ce travailleur.

Détachement occasionnel d'une durée inférieure à 3 mois : formulaire S9203 (avis de mission professionnelle à l'étranger) à compléter et à adresser 24h avant le départ de son travailleur à la caisse d'assurance maladie du lieu du siège de l'entreprise.

Détachement d'une durée supérieure à 3 mois : formulaire S3208 (questionnaire de maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur détaché) à compléter et à adresser à sa caisse d'assurance maladie avant le départ de son travailleur. Après accord, cette dernière retourne le formulaire prévu par l'accord de coordination en 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour son travailleur.

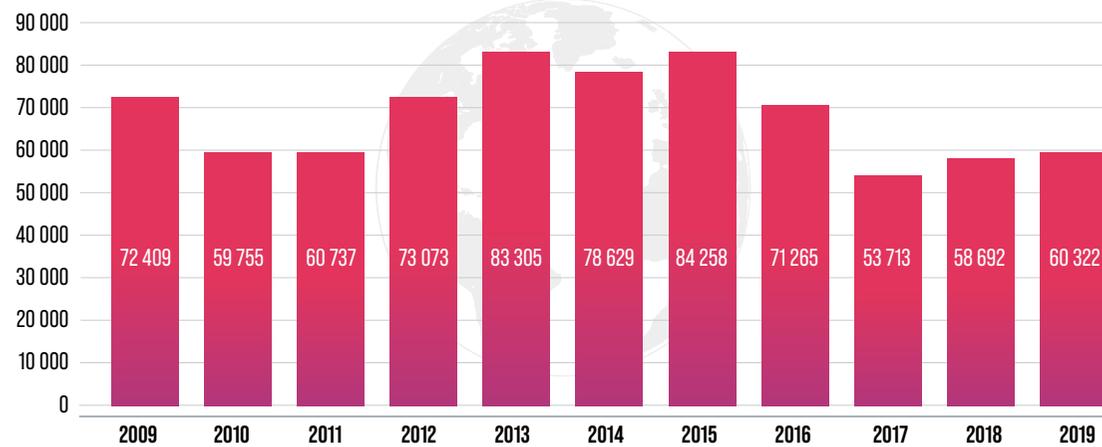
Prolongation du détachement au-delà de la période initiale : Certaines conventions prévoient la possibilité de prolonger le détachement du travailleur pour une durée variable selon les conventions (voir avant propos) et sous réserve d'obtenir l'accord des autorités compétentes. En l'espèce, le formulaire "Demande de maintien d'affiliation au régime français de sécurité sociale" est à compléter et à adresser au Cleiss pour traitement. Si ce dernier signifie son autorisation, cette demande est transmise à l'organisme étranger compétent pour examen et décision (accord ou refus). Qu'il y ait accord ou non entre les 2 autorités, le Cleiss informe l'organisme français compétent. En cas d'accord conjoint, la caisse d'assurance maladie délivre le formulaire prévu par la convention en 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour le travailleur.

Détachement exceptionnel : l'employeur peut détacher dès le départ son travailleur pour une durée supérieure à celle prévue dans la convention de sécurité sociale sous réserve d'obtenir l'accord conjoint de l'organisme français compétent en matière de détachement exceptionnel (Cleiss) et celui de l'autre État (pays d'accueil).

En 2019, le Cleiss a donné son accord à 998 maintiens exceptionnels au régime étranger de sécurité sociale et a traité 321 demandes de maintien exceptionnel au régime français dans le cadre d'un détachement dans un pays lié à la France par une convention de sécurité sociale, dont 155 qu'il a acceptées dans l'attente de la décision de l'autorité étrangère.

D'une façon générale, les procédures décrites ci-dessus ne sont valables que si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention. Dans le cas contraire, le travailleur peut être maintenu au régime français de sécurité sociale dans le cadre du détachement en législation interne française.

Évolution du nombre de formulaires émis (travailleurs salariés et non salariés)



L'évolution irrégulière du nombre de formulaires de détachement émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives

Important : Les formulaires de prolongation et de détachements exceptionnels ne sont pas inclus dans les données affichées.

PAYS HORS CONVENTIONS

DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

- dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 129) ;
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de **la législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

CHIFFRES CLÉS :

- 45% des formulaires sont émis pour des détachements dans les 5 pays d'accueil ci-contre
- 99,85% ont une durée inférieure à 3 ans

Détachements de droit commun (travailleurs salariés) 1/2

- 5 premiers pays d'accueil hors conventions

| Pays | Nombre de formulaires S9201/9203 émis |
|------------------------------------|---------------------------------------|
| Afghanistan | 191 |
| Afrique du sud | 1 094 |
| Albanie | 116 |
| Angola | 217 |
| Antigua et Barbuda | 8 |
| ^{4°} Arabie Saoudite | 2 518 |
| Arménie | 154 |
| Australie | 1 052 |
| Azerbaïdjan | 81 |
| Bahamas | 171 |
| Bahrein | 256 |
| Bangladesh | 241 |
| Barbade | 12 |
| Belize | 4 |
| Bielorussie | 117 |
| Birmanie | 119 |
| Bolivie | 274 |
| Botswana | 36 |
| Brunei | 8 |
| Burkina Faso | 447 |
| Burundi | 14 |
| Cambodge | 131 |
| ^{1°} Chine | 10 290 |
| Colombie | 536 |
| Comores | 49 |
| Congo (République démocratique du) | 197 |
| Corée (République populaire de) | 15 |
| Costa Rica | 123 |
| Cuba | 209 |
| Djibouti | 166 |
| Dominique | 25 |
| Egypte | 1 196 |
| El Salvador | 20 |
| ^{3°} Emirats Arabes Unis | 2 650 |
| Equateur | 172 |
| Erythrée | 2 |



| Pays | Nombre de formulaires S9201/9203 émis |
|----------------------------|---------------------------------------|
| Ethiopie | 209 |
| Fidji | 49 |
| Gambie | 13 |
| Géorgie | 229 |
| Ghana | 245 |
| Grenade | 3 |
| Groënland | 1 |
| Guatémala | 38 |
| Guinée | 236 |
| Guinée équatoriale | 26 |
| Guinée-Bissau | 9 |
| Guyana | 36 |
| Haïti | 201 |
| Honduras | 144 |
| Indonésie | 673 |
| Irak | 73 |
| Iran | 289 |
| Jamaïque | 93 |
| Jordanie | 306 |
| Kazakhstan | 335 |
| Kenya | 316 |
| Kirghizistan | 8 |
| Koweït | 297 |
| Laos | 118 |
| Lésotho | 15 |
| Liban | 579 |
| Libéria | 22 |
| Libye | 22 |
| Malaisie | 896 |
| Malawi | 106 |
| Maldives | 16 |
| Marshall (Iles) | 1 |
| Maurice (Ile) | 499 |
| ^{5°} Mexique | 2 048 |
| Micronésie (Etats fédérés) | 2 |
| Moldavie | 52 |

Détachements de droit commun (travailleurs salariés) 2/2

- 5 premiers pays d'accueil hors conventions



| Pays | Nombre de formulaires S9201/9203 émis |
|-----------------------------|---------------------------------------|
| Mongolie | 108 |
| Mozambique | 71 |
| Namibie | 92 |
| Nauru | 9 |
| Népal | 65 |
| Nicaragua | 12 |
| Nigéria | 397 |
| Nouvelle Zélande | 299 |
| Oman | 413 |
| Ouganda | 224 |
| Ouzbékistan | 133 |
| Pakistan | 163 |
| Palaos (Iles) | 4 |
| Palestine | 68 |
| Panama | 95 |
| Papouasie - Nouvelle-Guinée | 17 |
| Paraguay | 56 |
| Pérou | 250 |
| Pitcairn (Ile) | 1 |
| Qatar | 797 |
| République Centrafricaine | 164 |
| République Dominicaine | 228 |
| ² Russie | 3 165 |
| Rwanda | 129 |
| Saint-Barthélemy | 58 |
| Sainte-Lucie | 16 |
| Saint-Martin | 15 |
| Saint-Vincent Grenadines | 1 |
| Salomon (Iles) | 1 |
| Samoa Occidentales | 9 |
| Sao Tomé et Princes | 3 |
| Seychelles | 93 |
| Sierra Léone | 21 |
| Singapour | 1582 |
| Somalie | 8 |
| Soudan | 64 |

| Pays | Nombre de formulaires S9201/9203 émis |
|--|---------------------------------------|
| Soudan du sud | 7 |
| Sri Lanka | 89 |
| Surinam | 31 |
| Swaziland | 8 |
| Syrie | 94 |
| Tadjikistan | 21 |
| Taiwan | 846 |
| Tanzanie | 195 |
| Tchad | 263 |
| Thaïlande | 1 393 |
| Timor Oriental | 15 |
| TOM des Pays-Bas (Antilles) | 2 |
| TOM du Royaume-Uni (Antilles) | 3 |
| TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud) | 2 |
| TOM du Royaume-Uni (Océan indien) | 1 |
| Tonga | 1 |
| Trinité et Tabago | 9 |
| Turkménistan | 115 |
| Tuvalu | 1 |
| Ukraine | 753 |
| Vanuatu | 2 |
| Vénézuela | 96 |
| Vietnam | 1 022 |
| Wallis et Futuna | 20 |
| Yémen | 30 |
| Zambie | 104 |
| Zimbabwe | 15 |
| Autres pays | 19 |
| Données géographiques non précisées ⁽¹⁾ | 680 |
| Total 2019 | 45 784 |
| Total 2018 | 41 840 |
| % évolution | 9,43 |

⁽¹⁾ lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

À SAVOIR

L'employeur établi en France qui souhaite envoyer un salarié dans un État non lié à la France par une convention de sécurité sociale, peut le maintenir au régime français de sécurité sociale dans le cadre de la législation interne française. Pour ce faire, sont à effectuer en amont des formalités qui varient en fonction de la durée et de la fréquence des déplacements de ce salarié.

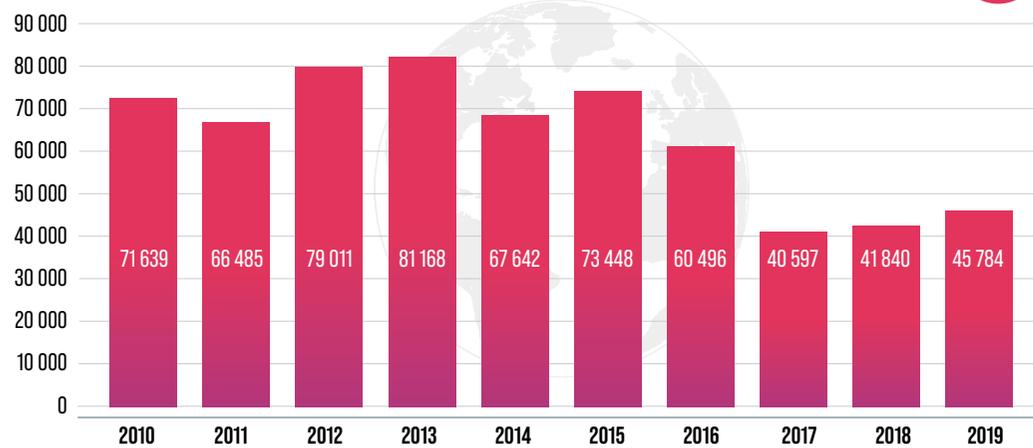
Détachement occasionnel d'une durée inférieure à 3 mois : formulaire S9203 (avis de mission professionnelle à l'étranger) à compléter et à adresser 24h avant le départ de son salarié à la caisse d'assurance maladie du lieu du siège de l'entreprise.

Détachement fréquent et répété d'une durée inférieure à 3 mois : déclaration préalable et trimestrielle à compléter et à retourner à sa caisse d'assurance maladie avec la mention des noms des salariés susceptibles d'être détachés. À l'issue des 3 mois, l'employeur reprend contact avec cette dernière pour lui communiquer un relevé de ses salariés qui ont réellement été détachés.

Détachement d'une durée comprise entre 3 mois et 3 ans : formulaire S9201 (attestation de détachement à l'étranger) à compléter en 3 exemplaires et à adresser à sa caisse d'assurance maladie avant le départ de son salarié. Après accord, cette dernière retourne 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour son salarié.

Prolongation du détachement au-delà de 3ans (et dans la limite de 3 ans supplémentaires) : Procédure identique à un détachement compris entre 3 mois et 3 ans.

Évolution du nombre de formulaires S9201/9203 émis (travailleurs salariés)



| Indicateurs d'évolution | |
|---|---------|
| Nombre de formulaires de détachement émis : | |
| Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires : | -36,09% |
| soit une évolution annuelle moyenne de : | -4,85% |
| soit en nombre de formulaires : | -25 855 |

L'évolution irrégulière du nombre de formulaires S9201 et S9203 émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Important : les relevés transmis par les employeurs à leur caisse d'assurance maladie (voir supra) ne sont pas inclus dans les données affichées.



Partie 6

FLUX FINANCIERS : ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité
servies en France (et réciproquement)

136

PENSIONS DE VIEILLESSE, DE RÉVERSION ET D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2019 (et réciproquement) (1/2)

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité versées à des assurés résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel ils ont cotisé pendant leur durée de travail.



Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2019 (et réciproquement) (2/2)

5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France

CHIFFRES CLÉS :

- 81% des prestations versées à la France concernent des pensions de vieillesse
- 11% des pensions de réversion
- 8% des pensions d'invalidité
- 85% proviennent des cinq pays ci-contre

| Pays | → | | | | | | | | → | | SOLDE ² |
|------------------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|--------|-------------|-----------------------------------|-------------|--------------------|
| | Pension de vieillesse | | Pension de réversion | | Pension d'invalidité | | Total | | Total (PV, PR et PI) ¹ | | |
| | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | |
| ³ Allemagne | 76 070 | 378 358 000 | 15 427 | 55 705 000 | 3 802 | 22 924 000 | 95 299 | 456 987 000 | 57 434 | 107 502 805 | |
| Autriche | 1 766 | 6 824 809 | 333 | 1 119 703 | 15 | 162 093 | 2 114 | 8 106 605 | 2 648 | 5 694 033 | |
| ² Belgique | 52 555 | 446 367 749 | 10 156 | 72 075 751 | 4 491 | 57 170 659 | 67 202 | 575 614 158 | 64 580 | 206 220 289 | |
| Bulgarie | 331 | 456 969 | 28 | 15 421 | 29 | 31 883 | 388 | 504 273 | 339 | 1 454 747 | |
| Chypre | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | 136 | 647 838 | |
| Croatie | 478 | 420 566 | 93 | 120 611 | 0 | 0 | 571 | 541 178 | 2 970 | 8 100 844 | |
| Danemark | 2 147* | 18 765 605* | NC | NC | 85 | 1 430 323 | 2 232 | 20 195 928 | 813 | 1 754 193 | |
| Espagne | 20 826 | 77 011 729 | 10 551 | 41 910 696 | 474 | 4 362 312 | 31 851 | 123 284 738 | 331 617 | 747 013 098 | |
| Estonie | 23 | 86 015 | 1 | 2 922 | 0 | 0 | 24 | 88 937 | 20 | 73 789 | |
| Finlande | 838 | 11 023 658 | 59 | 748 643 | 20 | 340 601 | 917 | 12 112 902 | 405 | 923 688 | |
| Grèce | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | 2 445 | 7 312 024 | |
| Hongrie | 445 | 689 590 | 39 | 42 083 | 6 | 12 846 | 490 | 744 519 | 582 | 2 664 989 | |
| Irlande | 674 | NC | NC | NC | 18 | NC | NC | NC | 549 | 1 995 703 | |
| Islande | 13 | 162 260 | 0 | 0 | 8 | 132 942 | 21 | 295 201 | 20 | 55 215 | |
| Italie | 23 191 | 70 551 854 | 13 021 | 26 455 323 | 931 | 3 357 532 | 37 143 | 100 364 709 | 104 225 | 216 929 968 | |
| Lettonie | 70 | 249 679 | 4 | 7 833 | 9 | 13 964 | 83 | 271 476 | 20 | 115 969 | |
| Liechtenstein | 43 | 245 527* | 4 | NC | 0 | 0 | 47 | 245 527 | 49 | 173 017 | |

NC : Données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Liechtenstein et Royaume-Uni)

¹ Pour plus de détails, voir partie 3 «Rentes, pensions et allocations»

² ■ Montant reçu par la France > Montant versé par la France

■ Montant versé par la France > Montant reçu par la France

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2019 (et réciproquement) (2/2)

● 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France



| Pays | → | | | | | | | |
|--------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| | Pension de vieillesse | | Pension de réversion | | Pension d'invalidité | | Total | |
| | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) |
| Lituanie | 51 | 138 443 | 14 | 14 928 | 7 | 18 994 | 72 | 172 365 |
| ⁴ Luxembourg | 19 715 | 297 144 793 | 5 239 | 56 032 310 | 5 133 | 73 134 608 | 30 087 | 426 311 711 |
| Malte | 26 | 85 090 | 2 | 16 515 | 0 | 0 | 28 | 101 604 |
| Norvège | 851 | 10 604 752 | 25 | 287 545 | 95 | 2 226 733 | 971 | 13 119 031 |
| Pays-Bas | 14 042 | 100 285 985 | 26 | 324 439 | 713 | 12 135 068 | 14 781 | 112 745 492 |
| Pologne | 4 272 | 10 449 732 | 495 | 1 333 522 | 51 | 143 440 | 4 818 | 11 926 694 |
| Portugal | 32 346 | 78 061 401 | 8 991 | 20 407 816 | 1 105 | 3 841 991 | 42 442 | 102 311 208 |
| République tchèque | 687 | 1 472 145 | 95 | 155 749 | 6 | 26 137 | 788 | 1 654 031 |
| Roumanie | 336 | 692 893 | 9 | 24 265 | 7 | 7 579 | 352 | 724 737 |
| ⁵ Royaume-Uni | 66 553* | 395 580 383* | NC | NC | NC | NC | 66 553 | 395 580 383 |
| Slovaquie | 223 | 452 089 | 22 | 19 301 | 5 | 18 873 | 250 | 490 263 |
| Slovénie | 317 | 306 945 | 76 | 73 589 | 4 | 3 873 | 397 | 384 407 |
| Suède | 2 309 | 12 062 745 | 151 | 434 956 | 22 | 213 546 | 2 482 | 12 711 247 |
| ¹ Suisse | 100 149 | 1 015 046 160 | 11 591 | 109 787 916 | 5 217 | 99 726 955 | 116 957 | 1 224 561 031 |
| Total 2019 | 421 347 | 2 933 597 566 | 76 452 | 387 116 838 | 22 253 | 281 436 951 | 519 360 | 3 602 151 355 |
| Total 2018 | 409 601 | 2 763 208 135 | 76 034 | 368 045 402 | 21 637 | 263 673 104 | 507 272 | 3 394 926 641 |
| % évolution | 2,87 | 6,17 | 0,55 | 5,18 | 2,85 | 6,74 | 2,38 | 6,10 |

| → | | SOLDE ² |
|-----------------------------------|----------------------|--------------------|
| Total (PV, PR et PI) ¹ | | |
| Nombre | Montant (€) | |
| 47 | 185 770 | |
| 5 748 | 23 243 601 | |
| 126 | 802 911 | |
| 598 | 1 262 293 | |
| 4 614 | 9 206 389 | |
| 5 496 | 13 369 719 | |
| 208 554 | 850 938 035 | |
| 450 | 1 770 926 | |
| 619 | 3 032 487 | |
| 10 825 | 27 303 646 | |
| 200 | 654 023 | |
| 668 | 1 806 414 | |
| 1 967 | 4 600 867 | |
| 25 109 | 81 054 867 | |
| 833 873 | 2 327 864 157 | |
| 851 896 | 2 318 092 846 | |
| -2,12 | 0,42 | |

En 2019, **3,6 milliards d'euros** ont été versés par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse, de réversion ou d'invalidité résidant en France.

Ce chiffre représente une hausse de 6,11 % par rapport à 2018.

Le solde entre les paiements servis à la France et ceux effectués par la France est de **+1 274 M€** sur l'année considérée soit une hausse de 18% par rapport à l'année précédente.

Soldes positifs les plus significatifs :

- Suisse (+ 1 144 M€)
- Luxembourg (+ 403 M€)
- Belgique (+ 369 M€)

Soldes négatifs les plus significatifs :

- Portugal (- 749 M€)
- Espagne (- 624 M€)
- Italie (- 117 M€)

NC : Données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Liechtenstein et Royaume-Uni)

¹ Pour plus de détails, voir partie 3 «Rentes, pensions et allocations»

² ■ Montant reçu par la France > Montant versé par la France

■ Montant versé par la France > Montant reçu par la France

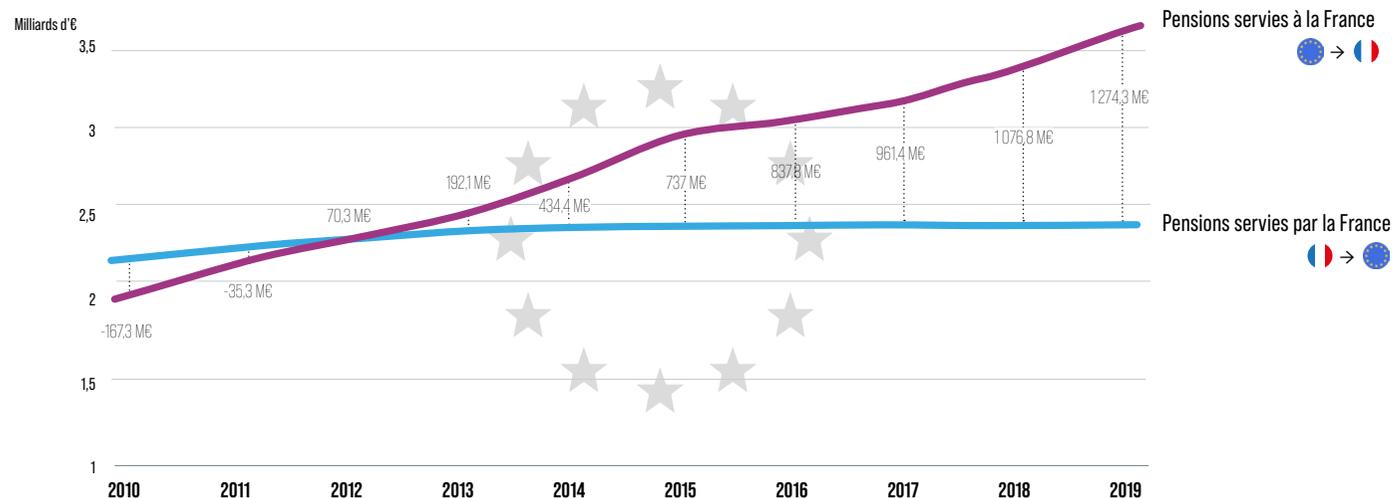
PENSIONS DE VIEILLESSE, DE RÉVERSION ET D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE DEPUIS 10 ANS (et réciproquement) (1/2)



| Années | → | | | | | | | → | | |
|--------|-----------------------|---------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|---------|---------------|-----------------------------------|---------------|
| | Pension de vieillesse | | Pension de réversion | | Pension d'invalidité | | Total | | Total (PV, PR et PI) ¹ | |
| | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) | Nombre | Montant (€) |
| 2010 | 302 787 | 1 438 521 783 | 68 821 | 273 576 675 | 20 409 | 211 265 561 | 392 017 | 1 923 364 019 | 875 906 | 2 090 688 767 |
| 2011 | 326 703 | 1 627 614 811 | 72 396 | 290 275 910 | 21 002 | 222 019 380 | 420 101 | 2 139 910 101 | 884 473 | 2 175 193 662 |
| 2012 | 337 195 | 1 793 182 639 | 71 665 | 283 258 119 | 19 782 | 223 376 551 | 428 642 | 2 299 817 310 | 889 150 | 2 229 471 013 |
| 2013 | 348 249 | 1 946 593 550 | 72 163 | 300 770 128 | 19 966 | 226 952 294 | 440 378 | 2 474 315 971 | 891 462 | 2 282 222 766 |
| 2014 | 366 961 | 2 182 242 911 | 74 638 | 320 081 979 | 20 710 | 237 412 840 | 462 309 | 2 739 737 730 | 888 227 | 2 305 360 528 |
| 2015 | 379 221 | 2 455 219 201 | 77 537 | 343 095 617 | 21 255 | 252 168 858 | 478 013 | 3 050 483 676 | 882 735 | 2 313 445 936 |
| 2016 | 390 472 | 2 543 398 841 | 78 067 | 357 629 434 | 21 627 | 254 502 190 | 490 166 | 3 155 530 464 | 875 619 | 2 317 762 861 |
| 2017 | 399 717 | 2 661 518 019 | 76 257 | 362 322 809 | 21 717 | 261 226 852 | 497 691 | 3 285 067 680 | 866 535 | 2 323 627 314 |
| 2018 | 409 601 | 2 763 208 135 | 76 034 | 368 045 402 | 21 637 | 263 673 104 | 507 272 | 3 394 926 641 | 851 896 | 2 318 092 846 |
| 2019 | 421 347 | 2 933 597 566 | 76 452 | 387 116 838 | 22 253 | 281 436 951 | 520 052 | 3 602 151 355 | 833 873 | 2 327 864 157 |

¹ Pour plus de détails, voir partie 3 « Rentes, pensions et allocations »

Évolution sur 10 ans du solde des versements de pensions



Depuis 2010, les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies par les pays de l'UE-EEE-Suisse pour leurs assurés résidant en France progressent (en valeur) au rythme annuel de 7,22% (contre 1,20% dans le sens inverse).

Les pensions servies par la France restent relativement stables depuis 10 ans pendant que celles servies à la France progressent de façon continue. C'est par conséquent en 2012 que les courbes se coupent (+70,3 M€) pour depuis s'éloigner de plus en plus, révélant un solde positif français toujours plus croissant en matière de versements de pension.

Soins de santé
malades AT-MP
Prestations
familiales
Rentes, pensions,
allocations
Assurance
chômage
Législation
applicable
Flux financiers
étranger > France
Mouvements
migratoires



Partie 7

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

-

| | |
|--|-----|
| Les travailleurs étrangers entrés en France | 140 |
| L'immigration familiale | 146 |
| Les Français à l'étranger (immatriculation dans les consulats) | 150 |

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE

Répartition par zone géographique et par pays en 2019 (1/3)



| Zones géographiques / Pays | Salariés | | | | | | | | Non Salariés | TOTAL GENERAL |
|------------------------------|--------------|------------|--------------|---------------|--|--------------------------------------|--------------|----------------|--------------|---------------|
| | Permanents | En mission | Temporaires | Scientifiques | Professions artistiques et culturelles | Autorisations provisoires de travail | Saisonniers | Total Salariés | | |
| AFRIQUE DU NORD | 7 158 | 59 | 972 | 0 | 0 | 6 | 9 826 | 18 021 | 127 | 18 148 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Algerie | 2 018 | 0 | 350 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 369 | 7 | 2 376 |
| Libye | 5 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 1 | 9 |
| Maroc | 3 257 | 47 | 232 | 0 | 0 | 1 | 8 275 | 11 812 | 45 | 11 857 |
| Tunisie | 1 878 | 12 | 387 | 0 | 0 | 4 | 1 551 | 3 832 | 74 | 3 906 |
| AFRIQUE SUBSAHARIENNE | 3 510 | 11 | 1 378 | 2 | 0 | 3 | 203 | 5 107 | 55 | 5 162 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Benin | 178 | 0 | 41 | 0 | 0 | 1 | 0 | 220 | 1 | 221 |
| Cameroun | 382 | 0 | 88 | 0 | 0 | 0 | 0 | 470 | 7 | 477 |
| Cap-Vert | 18 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 22 | 0 | 22 |
| Congo Brazzaville | 74 | 1 | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 99 | 1 | 100 |
| Congo (Rép. Dém) | 147 | 0 | 38 | 0 | 0 | 1 | 0 | 186 | 4 | 190 |
| Côte d'Ivoire | 401 | 0 | 174 | 0 | 0 | 0 | 0 | 575 | 5 | 580 |
| Egypte | 97 | 5 | 15 | 2 | 0 | 0 | 1 | 120 | 9 | 129 |
| Gabon | 182 | 0 | 44 | 0 | 0 | 0 | 0 | 226 | 1 | 227 |
| Guinée (Rép. de) | 181 | 0 | 146 | 0 | 0 | 0 | 2 | 329 | 0 | 329 |
| Madagascar | 217 | 0 | 32 | 0 | 0 | 0 | 1 | 250 | 5 | 255 |
| Mali | 262 | 0 | 212 | 0 | 0 | 1 | 0 | 475 | 1 | 476 |
| Maurice (île) | 77 | 0 | 17 | 0 | 0 | 0 | 98 | 192 | 1 | 193 |
| Mauritanie | 39 | 0 | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 63 | 2 | 65 |
| Niger | 45 | 0 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 55 | 2 | 57 |
| Sénégal | 776 | 1 | 350 | 0 | 0 | 0 | 97 | 1 224 | 2 | 1 226 |
| Togo | 108 | 0 | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 131 | 1 | 132 |
| Autres pays | 326 | 4 | 137 | 0 | 0 | 0 | 3 | 470 | 13 | 483 |
| AMERIQUE DU NORD | 110 | 28 | 575 | 0 | 0 | 0 | 7 | 720 | 110 | 830 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Canada | 42 | 5 | 87 | 0 | 0 | 0 | 2 | 136 | 38 | 174 |
| Etats Unis | 68 | 23 | 488 | 0 | 0 | 0 | 5 | 584 | 72 | 656 |



Répartition par zone géographique et par pays en 2019 (2/3)

| Zones géographiques / Pays | Salariés | | | | | | | Non Salariés | TOTAL GENERAL | |
|------------------------------------|--------------|------------|-------------|---------------|--|--------------------------------------|-------------|--------------|---------------|----------------|
| | Permanents | En mission | Temporaires | Scientifiques | Professions artistiques et culturelles | Autorisations provisoires de travail | Saisonniers | | | Total Salariés |
| AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD | 594 | 4 | 370 | 0 | 0 | 10 | 93 | 1 071 | 167 | 1 238 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Argentine | 20 | 0 | 21 | 0 | 0 | 0 | 10 | 51 | 13 | 64 |
| Brésil | 129 | 4 | 52 | 0 | 0 | 1 | 35 | 221 | 101 | 322 |
| Chili | 17 | 0 | 10 | 0 | 0 | 0 | 1 | 28 | 8 | 36 |
| Colombie | 140 | 0 | 69 | 0 | 0 | 1 | 0 | 210 | 8 | 218 |
| Haïti | 37 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 49 | 2 | 51 |
| Mexique | 103 | 0 | 68 | 0 | 0 | 0 | 31 | 202 | 18 | 220 |
| Pérou | 27 | 0 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 44 | 1 | 45 |
| Venezuela | 54 | 0 | 28 | 0 | 0 | 1 | 1 | 84 | 4 | 88 |
| Autres pays | 67 | 0 | 93 | 0 | 0 | 7 | 15 | 182 | 12 | 194 |
| ASIE | 1 517 | 99 | 253 | 0 | 20 | 1 | 49 | 1 939 | 250 | 2 189 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Chine (RPC) | 474 | 4 | 75 | 0 | 0 | 1 | 10 | 564 | 90 | 654 |
| Corée du Sud | 39 | 2 | 10 | 0 | 0 | 0 | 2 | 53 | 15 | 68 |
| Inde | 209 | 76 | 69 | 0 | 20 | 0 | 3 | 377 | 88 | 465 |
| Japon | 40 | 13 | 25 | 0 | 0 | 0 | 7 | 85 | 27 | 112 |
| Philippines | 154 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 | 1 | 158 |
| Thaïlande | 21 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 | 28 | 8 | 36 |
| Vietnam | 140 | 0 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 156 | 7 | 163 |
| Autres pays | 440 | 3 | 53 | 0 | 0 | 0 | 23 | 519 | 14 | 533 |
| PROCHE ET MOYEN ORIENT | 351 | 3 | 125 | 0 | 0 | 0 | 44 | 523 | 65 | 588 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Iran | 32 | 0 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 48 | 36 | 84 |
| Israël | 3 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 44 | 53 | 2 | 55 |
| Liban | 155 | 2 | 65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 222 | 16 | 238 |
| Pakistan | 123 | 1 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 141 | 2 | 143 |
| Autres pays | 38 | 0 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 59 | 9 | 68 |

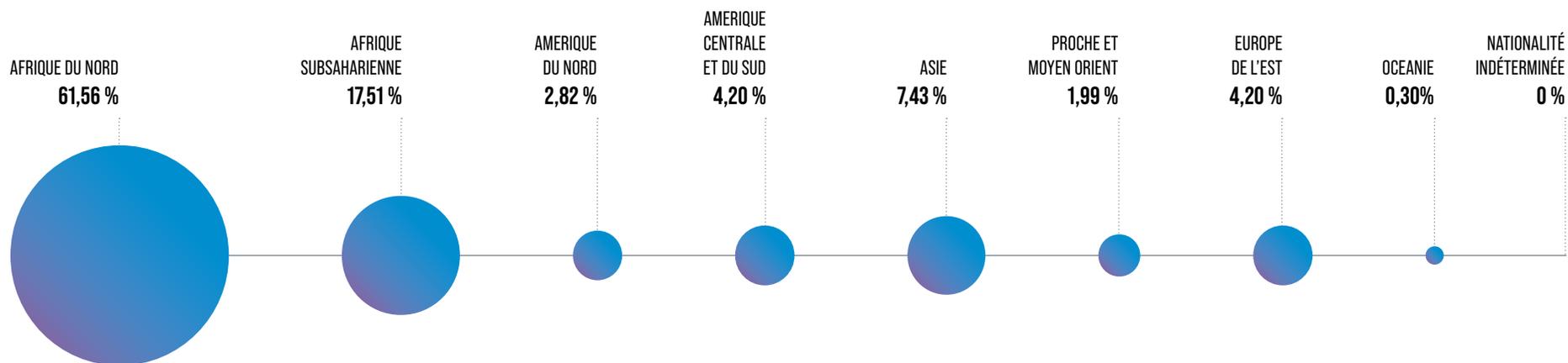


Répartition par zone géographique et par pays en 2019 (3/3)

| Zones géographiques / Pays | Salariés | | | | | | | | Non Salariés | TOTAL GENERAL |
|---------------------------------|---------------|------------|--------------|---------------|--|--------------------------------------|---------------|----------------|--------------|---------------|
| | Permanents | En mission | Temporaires | Scientifiques | Professions artistiques et culturelles | Autorisations provisoires de travail | Saisonniers | Total Salariés | | |
| EUROPE DE L'EST | 584 | 8 | 246 | 0 | 0 | 0 | 358 | 1 196 | 42 | 1 238 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | 3 | 0 | 14 | 0 | 0 | 0 | 7 | 24 | 0 | 24 |
| Macédoine du Nord | 5 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 3 | 12 | 0 | 12 |
| Moldavie | 7 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 9 |
| Russie | 116 | 4 | 84 | 0 | 0 | 0 | 35 | 239 | 8 | 247 |
| Serbie | 26 | 1 | 25 | 0 | 0 | 0 | 11 | 63 | 1 | 64 |
| Turquie | 115 | 3 | 13 | 0 | 0 | 0 | 269 | 400 | 21 | 421 |
| Ukraine | 127 | 0 | 21 | 0 | 0 | 0 | 30 | 178 | 7 | 185 |
| Autres pays | 185 | 0 | 83 | 0 | 0 | 0 | 3 | 271 | 5 | 276 |
| OCEANIE | 19 | 2 | 49 | 0 | 0 | 0 | 5 | 75 | 12 | 87 |
| Dont | | | | | | | | | | |
| Australie | 13 | 2 | 20 | 0 | 0 | 0 | 2 | 37 | 12 | 49 |
| Nouvelle-Zélande | 2 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 14 |
| Autres pays | 4 | 0 | 17 | 0 | 0 | 0 | 3 | 24 | 0 | 24 |
| NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 13 843 | 214 | 3 969 | 2 | 20 | 20 | 10 585 | 28 653 | 828 | 29 481 |

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

Répartition par zone géographique des travailleurs entrés en France en 2019





Répartition par zone géographique et par catégorie salariée (1/2)

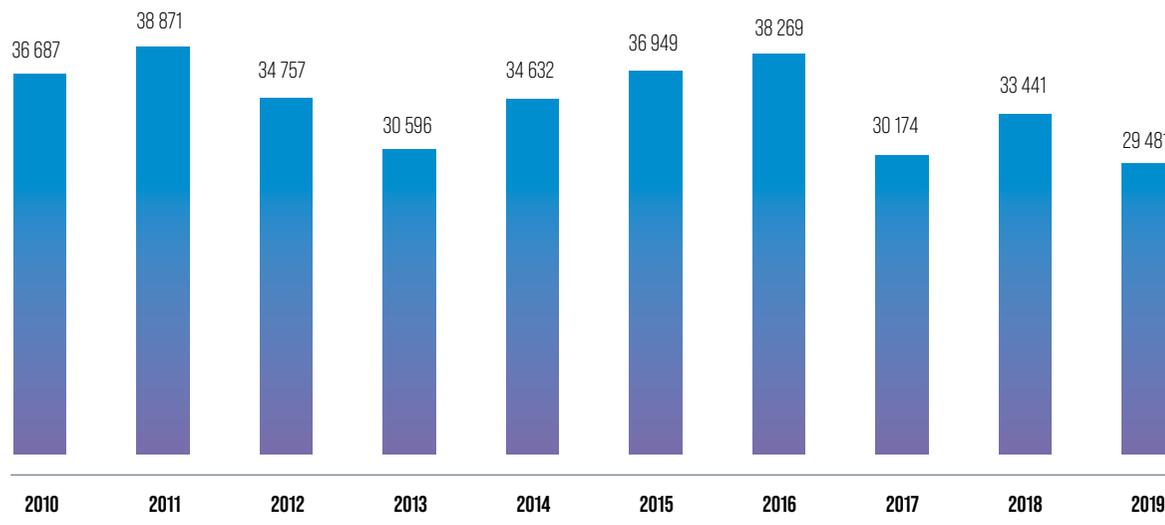
| | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 | 2011 | 2010 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| AFRIQUE DU NORD | 18 148 | 17 729 | 15 033 | 15 444 | 14 460 | 13 721 | 12 248 | 12 338 | 12 685 | 12 024 |
| Salariés permanents et en mission | 7 217 | 8 523 | 6 866 | 7 661 | 6 663 | 5 842 | 5 323 | 5 038 | 5 477 | 4 663 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 978 | 1 422 | 1 053 | 717 | 661 | 495 | 617 | 857 | 885 | 1 031 |
| Saisonniers | 9 826 | 7 532 | 6 772 | 6 386 | 6 329 | 6 237 | 5 758 | 5 975 | 5 939 | 5 890 |
| Total salariés | 18 021 | 17 477 | 14 691 | 14 764 | 13 653 | 12 574 | 11 698 | 11 870 | 12 301 | 11 584 |
| Non salariés | 127 | 252 | 342 | 680 | 807 | 1 147 | 550 | 468 | 384 | 440 |
| AFRIQUE SUBSAHARIENNE | 5 162 | 4 876 | 4 291 | 3 395 | 6 124 | 5 603 | 4 522 | 4 293 | 5 837 | 5 486 |
| Salariés permanents et en mission | 3 521 | 3 232 | 2 854 | 2 547 | 4 383 | 4 261 | 3 850 | 3 582 | 5 207 | 4 718 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 1 383 | 1 255 | 1 018 | 372 | 701 | 506 | 418 | 428 | 428 | 547 |
| Saisonniers | 203 | 191 | 105 | 10 | 101 | 81 | 65 | 100 | 54 | 36 |
| Total salariés | 5 107 | 4 678 | 3 977 | 2 929 | 5 185 | 4 848 | 4 333 | 4 110 | 5 689 | 5 301 |
| Non salariés | 55 | 198 | 314 | 466 | 939 | 755 | 189 | 183 | 148 | 185 |
| AMÉRIQUE DU NORD | 830 | 2 039 | 2 097 | 567 | 2 903 | 2 747 | 2 756 | 2 945 | 3 271 | 3 023 |
| Salariés permanents et en mission | 138 | 296 | 308 | 203 | 975 | 886 | 903 | 1 036 | 964 | 967 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 575 | 1 371 | 1 555 | 342 | 1 868 | 1 451 | 1 375 | 1 650 | 2 077 | 1 802 |
| Saisonniers | 7 | 2 | 6 | 0 | 9 | 4 | 7 | 4 | 4 | 7 |
| Total salariés | 720 | 1 669 | 1 869 | 545 | 2 852 | 2 341 | 2 285 | 2 690 | 3 045 | 2 776 |
| Non salariés | 110 | 370 | 228 | 22 | 51 | 406 | 471 | 255 | 226 | 247 |
| AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD | 1 238 | 2 157 | 2 074 | 1 515 | 2 615 | 2 498 | 2 326 | 2 156 | 2 394 | 2 351 |
| Salariés permanents et en mission | 598 | 661 | 596 | 633 | 1 059 | 922 | 891 | 931 | 1 032 | 1 027 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 380 | 820 | 873 | 838 | 1 360 | 710 | 727 | 853 | 1 069 | 1 022 |
| Saisonniers | 93 | 78 | 32 | 4 | 41 | 14 | 36 | 106 | 32 | 46 |
| Total salariés | 1 071 | 1 559 | 1 501 | 1 475 | 2 460 | 1 646 | 1 654 | 1 890 | 2 133 | 2 095 |
| Non salariés | 167 | 598 | 573 | 40 | 155 | 852 | 672 | 266 | 261 | 256 |



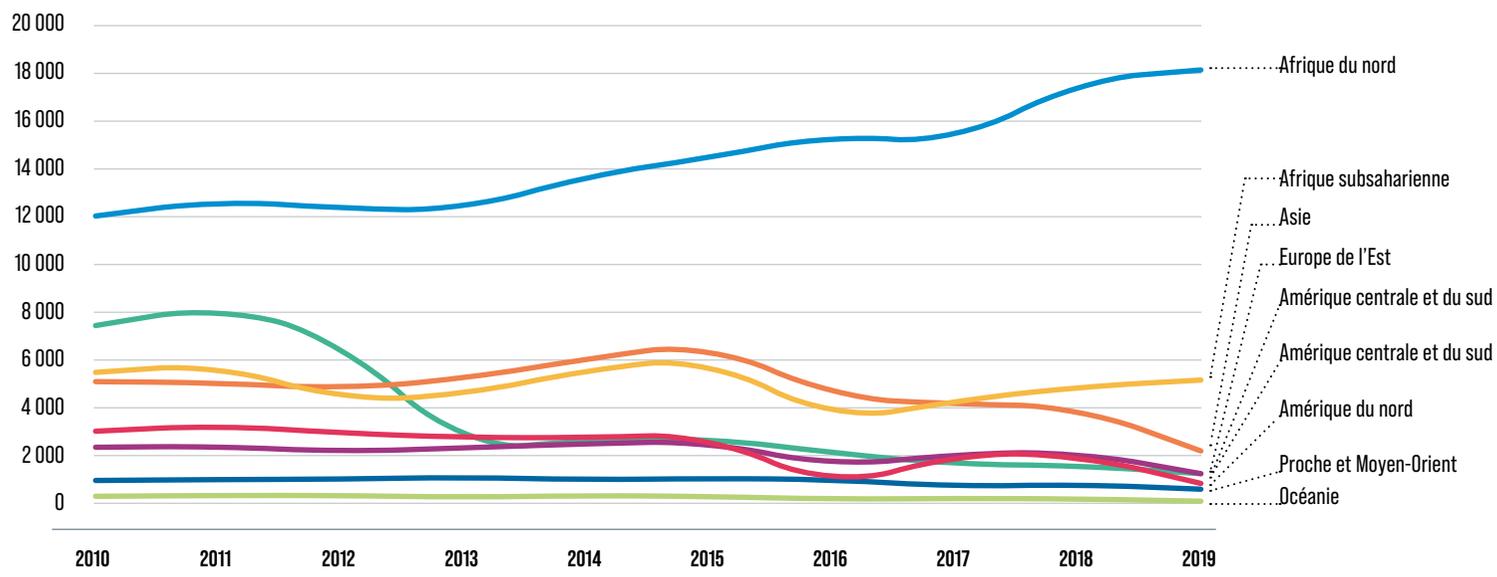
Répartition par zone géographique et par catégorie salariée (2/2)

| | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 | 2011 | 2010 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ASIE | 2 189 | 4 063 | 4 151 | 4 419 | 6 753 | 6 052 | 5 212 | 4 787 | 5 051 | 5 097 |
| Salariés permanents et en mission | 1 616 | 2 320 | 2 664 | 3 418 | 4 780 | 4 007 | 3 388 | 3 242 | 3 442 | 3 387 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 274 | 571 | 650 | 862 | 1 635 | 484 | 515 | 879 | 940 | 1 116 |
| Saisonniers | 49 | 42 | 20 | 7 | 27 | 18 | 21 | 11 | 22 | 18 |
| Total salariés | 1 939 | 2 933 | 3 334 | 4 287 | 6 442 | 4 509 | 3 924 | 4 132 | 4 404 | 4 521 |
| Non salariés | 250 | 1 130 | 817 | 132 | 311 | 1 543 | 1 288 | 655 | 647 | 576 |
| PROCHE ET MOYEN-ORIENT | 588 | 796 | 694 | 1 006 | 1 046 | 987 | 1 100 | 1 016 | 998 | 960 |
| Salariés permanents et en mission | 354 | 397 | 338 | 590 | 590 | 537 | 610 | 646 | 639 | 565 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 125 | 123 | 161 | 323 | 352 | 129 | 204 | 258 | 243 | 270 |
| Saisonniers | 44 | 20 | 17 | 3 | 3 | 6 | 5 | 1 | 0 | 0 |
| Total salariés | 523 | 540 | 516 | 916 | 945 | 672 | 819 | 905 | 882 | 835 |
| Non salariés | 65 | 256 | 178 | 90 | 101 | 315 | 281 | 111 | 116 | 125 |
| EUROPE DE L'EST | 1 238 | 1 586 | 1 621 | 2 113 | 2 732 | 2 663 | 2 175 | 6 874 | 8 289 | 7 446 |
| Salariés permanents et en mission | 592 | 639 | 733 | 1 012 | 1 325 | 1 294 | 1 160 | 3 666 | 4 347 | 4 335 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 246 | 513 | 421 | 524 | 756 | 461 | 443 | 1 694 | 1 897 | 1 540 |
| Saisonniers | 358 | 280 | 259 | 201 | 191 | 197 | 164 | 1 332 | 1 909 | 1 428 |
| Total salariés | 1 196 | 1 432 | 1 413 | 1 737 | 2 272 | 1 952 | 1 767 | 6 692 | 8 153 | 7 303 |
| Non salariés | 42 | 154 | 208 | 376 | 460 | 711 | 408 | 182 | 136 | 143 |
| OCÉANIE | 86 | 187 | 205 | 171 | 292 | 331 | 254 | 335 | 333 | 298 |
| Salariés permanents et en mission | 20 | 35 | 54 | 91 | 133 | 164 | 97 | 170 | 151 | 129 |
| Autorisations provisoires et autres catégories | 49 | 104 | 116 | 76 | 149 | 100 | 101 | 135 | 156 | 144 |
| Saisonniers | 5 | 1 | 2 | 2 | 4 | 1 | 1 | 2 | 2 | 3 |
| Total salariés | 74 | 140 | 172 | 169 | 286 | 265 | 199 | 307 | 309 | 276 |
| Non salariés | 12 | 47 | 33 | 2 | 6 | 66 | 55 | 28 | 24 | 22 |
| NATIONALITÉS NON DÉTERMINÉES | 2 | 8 | 8 | 9 639 | 24 | 30 | 3 | 13 | 13 | 2 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 29 481 | 33 441 | 30 174 | 38 269 | 36 949 | 34 632 | 30 596 | 34 757 | 38 871 | 36 687 |

Évolution du nombre total de travailleurs entrés en France ces 10 dernières années



Immigration des travailleurs - Historique par zone géographique



IMMIGRATION FAMILIALE

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2019 au titre du regroupement familial (1/3)



| Zones géographiques / Pays | 2010 | | 2018 | | 2019 | | % Évolution 2019/2010 | |
|------------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|-----------------------|----------------|
| | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires |
| AFRIQUE DU NORD | 6 584 | 8 561 | 5 983 | 7 795 | 6 362 | 8 719 | -3,37% | 1,85% |
| Dont | | | | | | | | |
| Algerie | 2 761 | 3 360 | 2 616 | 3 259 | 2 282 | 3 018 | -17,35% | -10,18% |
| Libye | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | - | - |
| Maroc | 2 439 | 3 164 | 1 890 | 2 503 | 2 462 | 3 336 | 0,94% | 5,44% |
| Tunisie | 1 384 | 2 037 | 1 476 | 2 032 | 1 617 | 2 364 | 16,84% | 16,05% |
| AFRIQUE SUBSAHARIENNE | 1 362 | 1 961 | 1 478 | 2 275 | 2 159 | 3 754 | 58,52% | 91,43% |
| Dont | | | | | | | | |
| Benin | 46 | 71 | 58 | 94 | 64 | 141 | 39,13% | 98,59% |
| Cameroun | 279 | 401 | 239 | 369 | 295 | 511 | 5,73% | 27,43% |
| Cap-Vert | 25 | 29 | 22 | 27 | 22 | 35 | -12,00% | 20,69% |
| Congo Brazzaville | 71 | 102 | 58 | 84 | 69 | 117 | -2,82% | 14,71% |
| Congo (Rép. Dém) | 0 | 0 | 96 | 168 | 69 | 127 | - | - |
| Côte d'Ivoire | 247 | 328 | 238 | 315 | 552 | 880 | 123,48% | 168,29% |
| Egypte | 0 | 0 | 46 | 108 | 52 | 113 | - | - |
| Gabon | 36 | 39 | 23 | 36 | 25 | 36 | -30,56% | -7,69% |
| Guinée (Rép. de) | 0 | 0 | 91 | 133 | 106 | 186 | - | - |
| Madagascar | 134 | 182 | 64 | 87 | 61 | 100 | -54,48% | -45,05% |
| Mali | 102 | 163 | 137 | 207 | 82 | 131 | -19,61% | -19,63% |
| Maurice (île) | 0 | 0 | 10 | 11 | 20 | 28 | - | - |
| Mauritanie | 29 | 53 | 29 | 46 | 43 | 86 | 48,28% | 62,26% |
| Niger | 4 | 5 | 9 | 13 | 6 | 10 | 50,00% | 100,00% |
| Sénégal | 333 | 508 | 159 | 254 | 435 | 788 | 30,63% | 55,12% |
| Togo | 56 | 80 | 22 | 35 | 47 | 80 | -16,07% | 0,00% |
| Autres pays | 0 | 0 | 177 | 288 | 211 | 385 | - | - |
| AMERIQUE DU NORD | 18 | 23 | 4 | 5 | 9 | 13 | -50,00% | -43,48% |
| Dont | | | | | | | | |
| Canada | 12 | 14 | 1 | 1 | 4 | 5 | -66,67% | -64,29% |
| Etats Unis | 6 | 9 | 3 | 4 | 5 | 8 | -16,67% | -11,11% |



Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2019 au titre du regroupement familial (2/3)

| Zones géographiques / Pays | 2010 | | 2018 | | 2019 | | % Évolution 2019/2010 | |
|------------------------------------|-----------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|-----------------------|------------------|
| | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires |
| AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD | 5 | 8 | 207 | 300 | 233 | 356 | 4560,00% | 4350,00% |
| Dont | | | | | | | | |
| Argentine | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | - | - |
| Brésil | 0 | 0 | 18 | 19 | 30 | 46 | - | - |
| Chili | 5 | 8 | 0 | 0 | 3 | 6 | -40,00% | -25,00% |
| Colombie | 0 | 0 | 8 | 10 | 4 | 4 | - | - |
| Haïti | 0 | 0 | 135 | 212 | 137 | 207 | - | - |
| Mexique | 0 | 0 | 2 | 3 | 4 | 4 | - | - |
| Pérou | 0 | 0 | 3 | 4 | 4 | 4 | - | - |
| Venezuela | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 10 | - | - |
| Autres pays | 0 | 0 | 37 | 48 | 45 | 73 | - | - |
| ASIE | 64 | 76 | 958 | 1 232 | 944 | 1 233 | 1375,00% | 1522,37% |
| Dont | | | | | | | | |
| Chine (RPC) | 0 | 0 | 190 | 228 | 207 | 244 | - | - |
| Corée du Sud | 11 | 11 | 3 | 3 | 12 | 16 | 9,09% | 45,45% |
| Inde | 0 | 0 | 84 | 125 | 59 | 86 | - | - |
| Japon | 16 | 16 | 10 | 11 | 14 | 15 | -12,50% | -6,25% |
| Philippines | 37 | 49 | 50 | 77 | 82 | 129 | 121,62% | 163,27% |
| Thaïlande | 0 | 0 | 30 | 36 | 39 | 63 | - | - |
| Vietnam | 0 | 0 | 62 | 81 | 63 | 90 | - | - |
| Autres pays | 0 | 0 | 529 | 671 | 468 | 590 | - | - |
| PROCHE ET MOYEN ORIENT | 1 | 1 | 101 | 181 | 155 | 317 | 15400,00% | 31600,00% |
| Dont | | | | | | | | |
| Iran | 0 | 0 | 5 | 6 | 8 | 8 | - | - |
| Israël | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | -100,00% | -100,00% |
| Liban | 0 | 0 | 11 | 15 | 22 | 39 | - | - |
| Pakistan | 0 | 0 | 72 | 142 | 98 | 227 | - | - |
| Autres pays | 0 | 0 | 12 | 17 | 27 | 43 | - | - |

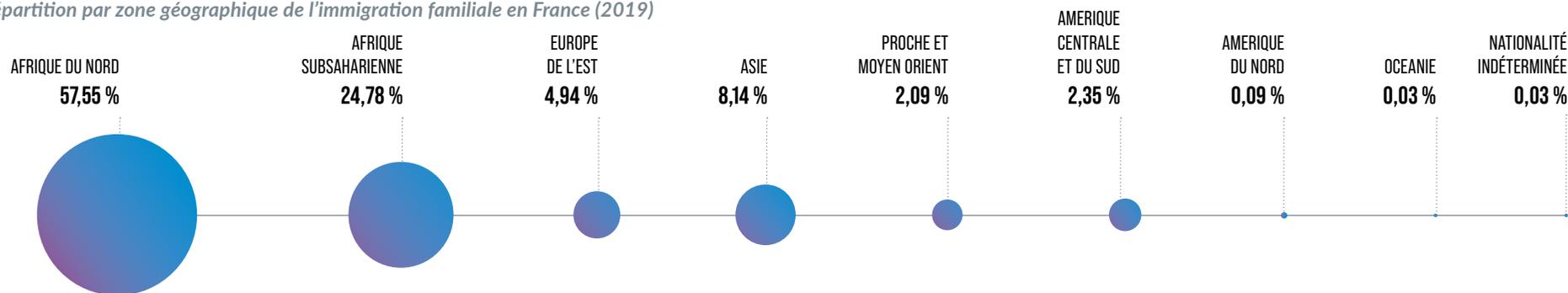


Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2019 au titre du regroupement familial (3/3)

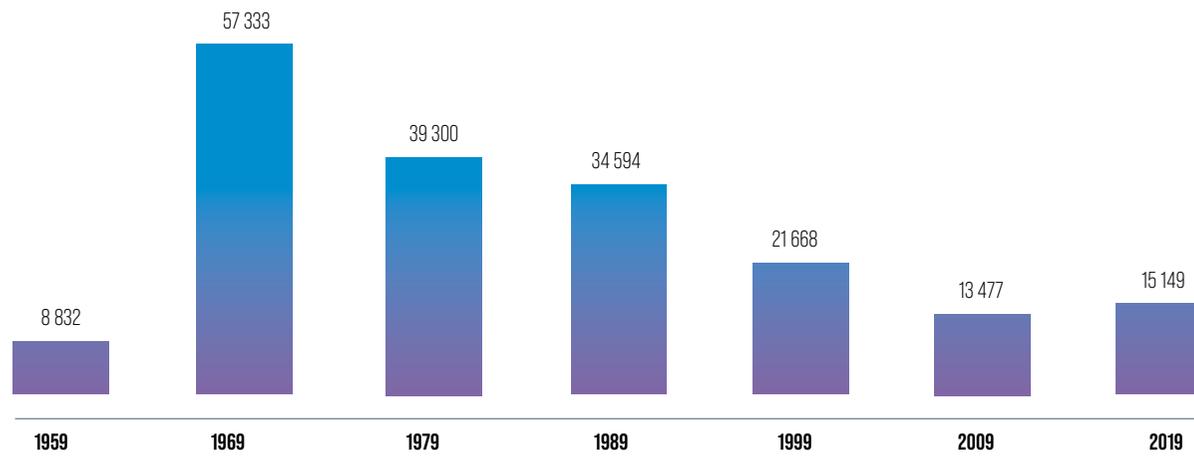
| Zones géographiques / Pays | 2010 | | 2018 | | 2019 | | % Évolution 2019/2010 | |
|---------------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|----------------|
| | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires | Dossiers | Bénéficiaires |
| EUROPE DE L'EST | 813 | 1 382 | 534 | 728 | 567 | 749 | -30,26% | -45,80% |
| Dont | | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | 34 | 54 | 18 | 22 | 16 | 21 | -52,94% | -61,11% |
| Bulgarie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Croatie | 7 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | -100,00% | -100,00% |
| Macédoine du Nord | 16 | 34 | 7 | 7 | 2 | 3 | -87,50% | -91,18% |
| Moldavie | 0 | 0 | 3 | 5 | 1 | 1 | - | - |
| Roumanie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Russie | 0 | 0 | 21 | 30 | 29 | 35 | - | - |
| Serbie | 65 | 105 | 26 | 35 | 39 | 48 | -40,00% | -54,29% |
| Turquie | 691 | 1 179 | 308 | 422 | 294 | 389 | -57,45% | -67,01% |
| Ukraine | 0 | 0 | 13 | 19 | 17 | 24 | - | - |
| Autres pays | 0 | 0 | 138 | 188 | 169 | 228 | - | - |
| Océanie | 0 | 0 | 2 | 3 | 2 | 4 | - | - |
| Dont | | | | | | | | |
| Australie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Nouvelle-Zélande | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | - | - |
| Autres pays | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 4 | - | - |
| NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE | 0 | 0 | 3 | 3 | 4 | 4 | - | - |
| TOTAL GÉNÉRAL | 8 847 | 12 012 | 9 270 | 12 522 | 10 435 | 15 149 | 17,95% | 26,12% |

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

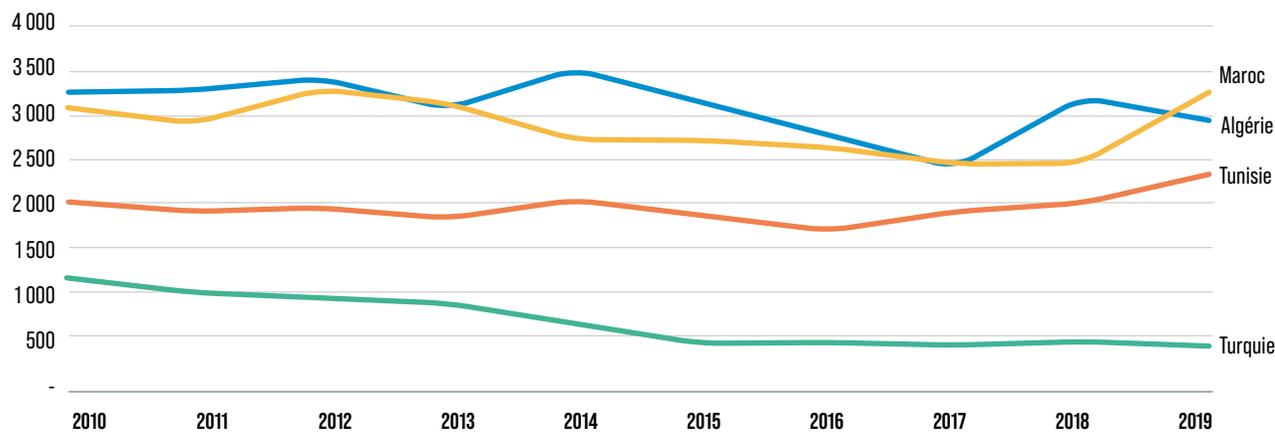
Répartition par zone géographique de l'immigration familiale en France (2019)



Immigration familiale depuis 60 ans (nombre de personnes introduites)



Principaux pays d'origine de l'immigration familiale (nombre de personnes introduites)



LES FRANÇAIS À L'ETRANGER (Immatriculation dans les consulats)



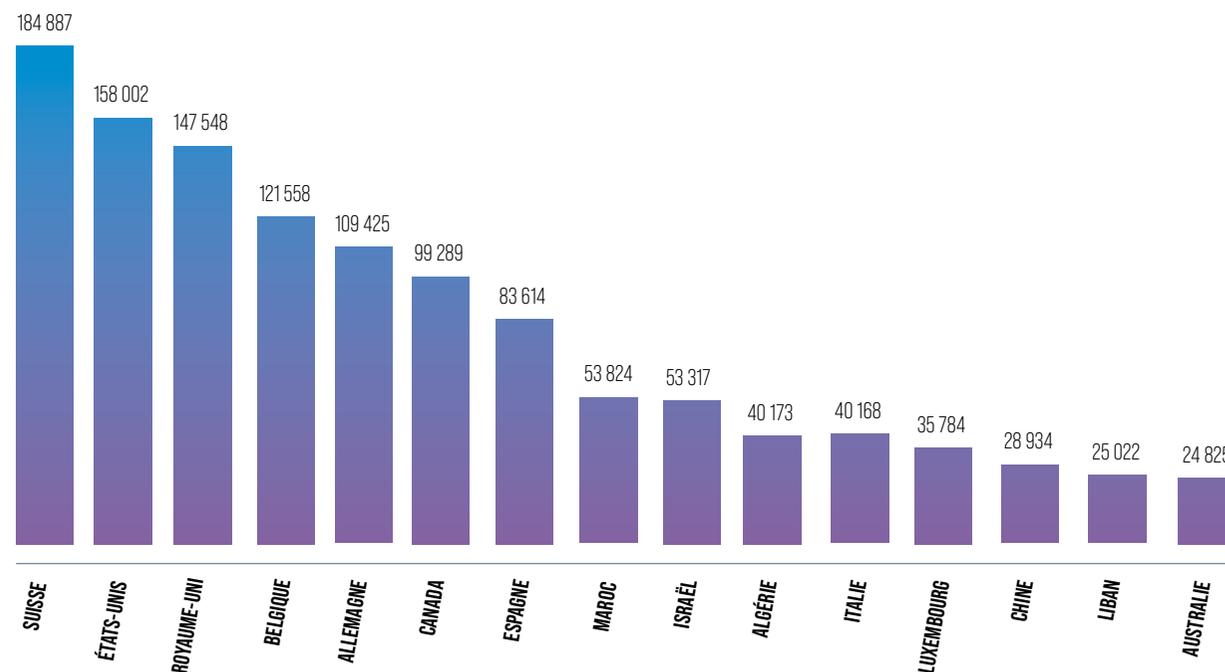
La population française établie hors de France et immatriculée dans les consulats au 31/12/2019 a diminué de 26 506 personnes et s'élève à 1 775 875, soit une diminution de 1,47 % par rapport à 2018.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 18,07 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 1,86 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,5 millions de personnes.

Les 15 pays où la présence française est la plus forte en 2019



En 2019, ces 15 pays représentent 67,93 % de la population française à l'étranger.

Ce classement montre quelques différences par rapport à celui de l'an dernier : l'Algérie et l'Italie ont interverti leur position, et le Liban prend la place des Pays-Bas qui sortent du classement en 2019.



Répartition par zone géographique et pays (1/5)

| Zones géographiques / Pays | 2010 | 2018 | | 2019 | | Variation en nombre 2019 / 2018 | Taux d'évolution (en %) | | |
|----------------------------|----------------|----------------|--------------|----------------|--------------|------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|--------------|
| | | Effectifs | % | Effectifs | % | | 2019 / 2018 | Annuel moyen 2019 / 2010 | Sur 10 ans |
| | | | | | | | | | |
| EUROPE OCCIDENTALE | 737 300 | 855 027 | 47,44 | 843 311 | 47,49 | - 11 716 | -1,37 | 1,50 | 14,38 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Allemagne | 111 742 | 112 903 | 6,26 | 109 425 | 6,16 | - 3 478 | -3,08 | -0,23 | -2,07 |
| Andorre | 3 454 | 2 702 | 0,15 | 2 434 | 0,14 | - 268 | -9,92 | -3,81 | -29,53 |
| Autriche | 7 482 | 10 087 | 0,56 | 9 908 | 0,56 | - 179 | -1,77 | 3,17 | 32,42 |
| Belgique | 101 236 | 124 182 | 6,89 | 121 558 | 6,84 | - 2 624 | -2,11 | 2,05 | 20,07 |
| Chypre | 1 323 | 1 348 | 0,07 | 1 316 | 0,07 | - 32 | -2,37 | -0,06 | -0,53 |
| Danemark | 4 903 | 5 668 | 0,31 | 5 659 | 0,32 | - 9 | -0,16 | 1,61 | 15,42 |
| Espagne | 89 391 | 83 331 | 4,62 | 83 614 | 4,71 | + 283 | 0,34 | -0,74 | -6,46 |
| Finlande | 2 249 | 3 180 | 0,18 | 3 258 | 0,18 | + 78 | 2,45 | 4,20 | 44,86 |
| Grèce | 11 355 | 10 021 | 0,56 | 9 177 | 0,52 | - 844 | -8,42 | -2,34 | -19,18 |
| Irlande | 8 589 | 10 889 | 0,60 | 10 505 | 0,59 | - 384 | -3,53 | 2,26 | 22,31 |
| Islande | 309 | 638 | 0,04 | 675 | 0,04 | + 37 | 5,80 | 9,07 | 118,45 |
| Italie | 46 554 | 41 544 | 2,30 | 40 168 | 2,26 | - 1 376 | -3,31 | -1,63 | -13,72 |
| Luxembourg | 26 136 | 36 040 | 2,00 | 35 784 | 2,02 | - 256 | -0,71 | 3,55 | 36,91 |
| Malte | 399 | 1 305 | 0,07 | 1 364 | 0,08 | + 59 | 4,52 | 14,63 | 241,85 |
| Monaco | 8 302 | 7 503 | 0,42 | 7 367 | 0,41 | - 136 | -1,81 | -1,32 | -11,26 |
| Norvège | 4 760 | 5 738 | 0,32 | 5 605 | 0,32 | - 133 | -2,32 | 1,83 | 17,75 |
| Pays-Bas | 23 593 | 25 920 | 1,44 | 24 404 | 1,37 | - 1 516 | -5,85 | 0,38 | 3,44 |
| Portugal | 15 049 | 16 611 | 0,92 | 17 245 | 0,97 | + 634 | 3,82 | 1,52 | 14,59 |
| Royaume-Uni | 113 655 | 146 213 | 8,11 | 147 548 | 8,31 | + 1 335 | 0,91 | 2,94 | 29,82 |
| Suède | 5 585 | 8 819 | 0,49 | 8 629 | 0,49 | - 190 | -2,15 | 4,95 | 54,50 |
| Suisse | 145 108 | 188 691 | 10,47 | 184 887 | 10,41 | - 3 804 | -2,02 | 2,73 | 27,41 |
| Turquie | 6 109 | 11 694 | 0,65 | 12 781 | 0,72 | + 1 087 | 9,30 | 8,55 | 109,22 |
| Autres pays | 17 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | + 0 | - | -100,00 | -100,00 |

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019



Répartition par zone géographique et pays (2/5)

| Zones géographiques / Pays | 2010 | Taux d'évolution (en %) | | | | | | | |
|----------------------------|----------------|-------------------------|--------------|----------------|--------------|------------------------------------|--------------|-----------------------------|--------------|
| | | 2018 | | 2019 | | Variation en nombre 2019 / 2018 | 2019 / 2018 | Annuel moyen 2019 / 2010 | Sur 10 ans |
| | | Effectifs | % | Effectifs | % | | | | |
| EUROPE DE L'EST | 28 379 | 34 196 | 1,90 | 33 814 | 1,90 | - 382 | -1,12 | 1,97 | 19,15 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Bosnie-Herzégovine | 280 | 387 | 0,02 | 361 | 0,02 | - 26 | -6,72 | 2,86 | 28,93 |
| Bulgarie | 897 | 1 526 | 0,08 | 1 628 | 0,09 | + 102 | 6,68 | 6,85 | 81,49 |
| Croatie | 900 | 1 066 | 0,06 | 1 071 | 0,06 | + 5 | 0,47 | 1,95 | 19,00 |
| Estonie | 146 | 310 | 0,02 | 340 | 0,02 | + 30 | 9,68 | 9,85 | 132,88 |
| Hongrie | 2 338 | 2 646 | 0,15 | 2 556 | 0,14 | - 90 | -3,40 | 1,00 | 9,32 |
| Lettonie | 166 | 279 | 0,02 | 312 | 0,02 | + 33 | 11,83 | 7,26 | 87,95 |
| Lituanie | 369 | 495 | 0,03 | 506 | 0,03 | + 11 | 2,22 | 3,57 | 37,13 |
| Macédoine du Nord | 297 | 258 | 0,01 | 260 | 0,01 | + 2 | 0,78 | -1,47 | -12,46 |
| Pologne | 5 381 | 6 274 | 0,35 | 6 104 | 0,34 | - 170 | -2,71 | 1,41 | 13,44 |
| République Tchèque | 2 720 | 4 762 | 0,26 | 4 837 | 0,27 | + 75 | 1,57 | 6,61 | 77,83 |
| Roumanie | 2 985 | 4 131 | 0,23 | 3 800 | 0,21 | - 331 | -8,01 | 2,72 | 27,30 |
| Russie | 5 417 | 5 022 | 0,28 | 4 925 | 0,28 | - 97 | -1,93 | -1,05 | -9,08 |
| Serbie | 1 502 | 1 795 | 0,10 | 1 849 | 0,10 | + 54 | 3,01 | 2,34 | 23,10 |
| Slovaquie | 1 017 | 1 050 | 0,06 | 1 009 | 0,06 | - 41 | -3,90 | -0,09 | -0,79 |
| Slovénie | 667 | 746 | 0,04 | 731 | 0,04 | - 15 | -2,01 | 1,02 | 9,60 |
| Ukraine | 987 | 878 | 0,05 | 900 | 0,05 | + 22 | 2,51 | -1,02 | -8,81 |
| Autres pays | 2 310 | 2 571 | 0,14 | 2 625 | 0,15 | + 54 | 2,10 | 1,43 | 13,64 |
| AMÉRIQUE DU NORD | 186 462 | 264 898 | 14,70 | 257 291 | 14,49 | - 7 607 | -2,87 | 3,64 | 37,99 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Canada | 71 404 | 100 356 | 5,57 | 99 289 | 5,59 | - 1 067 | -1,06 | 3,73 | 39,05 |
| Etats-Unis | 115 058 | 164 542 | 9,13 | 158 002 | 8,90 | - 6 540 | -3,97 | 3,59 | 37,32 |

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019



Répartition par zone géographique et pays (3/5)

| Zones géographiques / Pays | 2010 | 2018 | | 2019 | | Variation en nombre 2019 / 2018 | Taux d'évolution (en %) | | |
|------------------------------------|---------------|----------------|-------------|----------------|-------------|------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|--------------|
| | | Effectifs | % | Effectifs | % | | 2019 / 2018 | Annuel moyen 2019 / 2010 | Sur 10 ans |
| | | | | | | | | | |
| AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD | 92 657 | 100 890 | 5,60 | 98 547 | 5,55 | - 2 343 | -2,32 | 0,69 | 6,36 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Argentine | 14 234 | 11 906 | 0,66 | 11 811 | 0,67 | - 95 | -0,80 | -2,05 | -17,02 |
| Brésil | 18 757 | 18 503 | 1,03 | 16 916 | 0,95 | - 1 587 | -8,58 | -1,14 | -9,82 |
| Chili | 10 595 | 13 011 | 0,72 | 13 617 | 0,77 | + 606 | 4,66 | 2,83 | 28,52 |
| Colombie | 4 119 | 6 043 | 0,34 | 5 891 | 0,33 | - 152 | -2,52 | 4,06 | 43,02 |
| Mexique | 16 404 | 19 813 | 1,10 | 20 687 | 1,16 | + 874 | 4,41 | 2,61 | 26,11 |
| Pérou | 3 470 | 3 770 | 0,21 | 3 576 | 0,20 | - 194 | -5,15 | 0,33 | 3,05 |
| République Dominicaine | 3 447 | 3 804 | 0,21 | 3 493 | 0,20 | - 311 | -8,18 | 0,15 | 1,33 |
| Uruguay | 2 836 | 2 931 | 0,16 | 2 833 | 0,16 | - 98 | -3,34 | -0,01 | -0,11 |
| Vénézuéla | 4 913 | 3 675 | 0,20 | 3 213 | 0,18 | - 462 | -12,57 | -4,61 | -34,60 |
| Autres pays | 13 882 | 17 434 | 0,97 | 16 510 | 0,93 | - 924 | -5,30 | 1,95 | 18,93 |
| AFRIQUE DU NORD | 90 153 | 119 183 | 6,61 | 117 297 | 6,61 | - 1 886 | -1,58 | 2,97 | 30,11 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Algérie | 28 287 | 40 908 | 2,27 | 40 173 | 2,26 | - 735 | -1,80 | 3,97 | 42,02 |
| Maroc | 41 129 | 54 674 | 3,03 | 53 824 | 3,03 | - 850 | -1,55 | 3,03 | 30,87 |
| Tunisie | 19 995 | 23 539 | 1,31 | 23 230 | 1,31 | - 309 | -1,31 | 1,68 | 16,18 |
| Autre pays | 742 | 62 | 0,00 | 70 | 0,00 | + 8 | 12,90 | -23,07 | -90,57 |

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019



Répartition par zone géographique et pays (4/5)

| Zones géographiques / Pays | 2010 | Taux d'évolution (en %) | | | | | | | |
|--------------------------------|----------------|-------------------------|-------------|----------------|-------------|------------------------------------|--------------|-----------------------------|-------------|
| | | 2018 | | 2019 | | Variation en nombre 2019 / 2018 | 2019 / 2018 | Annuel moyen 2019 / 2010 | Sur 10 ans |
| | | Effectifs | % | Effectifs | % | | | | |
| AFRIQUE FRANCOPHONE | 112 441 | 124 819 | 6,93 | 123 278 | 6,94 | - 1 541 | -1,23 | 1,03 | 9,64 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Bénin | 3 584 | 3 629 | 0,20 | 3 727 | 0,21 | + 98 | 2,70 | 0,44 | 3,99 |
| Cameroun | 5 881 | 6 167 | 0,34 | 6 086 | 0,34 | - 81 | -1,31 | 0,38 | 3,49 |
| Congo Brazzaville | 4 512 | 6 032 | 0,33 | 5 407 | 0,30 | - 625 | -10,36 | 2,03 | 19,84 |
| Côte d'Ivoire | 13 094 | 17 856 | 0,99 | 18 095 | 1,02 | + 239 | 1,34 | 3,66 | 38,19 |
| Djibouti | 4 901 | 3 944 | 0,22 | 3 994 | 0,22 | + 50 | 1,27 | -2,25 | -18,51 |
| Gabon | 10 960 | 9 036 | 0,50 | 8 563 | 0,48 | - 473 | -5,23 | -2,70 | -21,87 |
| Ile Maurice | 9 109 | 11 650 | 0,65 | 11 524 | 0,65 | - 126 | -1,08 | 2,65 | 26,51 |
| Madagascar | 19 930 | 16 931 | 0,94 | 16 287 | 0,92 | - 644 | -3,80 | -2,22 | -18,28 |
| Mali | 4 443 | 8 739 | 0,48 | 8 592 | 0,48 | - 147 | -1,68 | 7,60 | 93,38 |
| Mauritanie | 1 926 | 1 892 | 0,10 | 1 857 | 0,10 | - 35 | -1,85 | -0,40 | -3,58 |
| Niger | 1 572 | 1 405 | 0,08 | 1 399 | 0,08 | - 6 | -0,43 | -1,29 | -11,01 |
| Sénégal | 16 817 | 21 339 | 1,18 | 21 712 | 1,22 | + 373 | 1,75 | 2,88 | 29,11 |
| Togo | 2 858 | 2 671 | 0,15 | 2 721 | 0,15 | + 50 | 1,87 | -0,54 | -4,79 |
| Autres pays | 12 854 | 13 528 | 0,75 | 13 314 | 0,75 | - 214 | -1,58 | 0,39 | 3,58 |
| AFRIQUE NON FRANCOPHONE | 17 475 | 18 901 | 1,05 | 18 250 | 1,03 | - 651 | -3,44 | 0,48 | 4,43 |
| Dont | | | | | | | | | |
| Afrique du sud | 7 054 | 8 009 | 0,44 | 7 784 | 0,44 | - 225 | -2,81 | 1,10 | 10,35 |
| Angola | 1 859 | 1 578 | 0,09 | 1 550 | 0,09 | - 28 | -1,77 | -2,00 | -16,62 |
| Cap-Vert | 337 | 283 | 0,02 | 255 | 0,01 | - 28 | -9,89 | -3,05 | -24,33 |
| Kenya | 1 153 | 1 888 | 0,10 | 1 867 | 0,11 | - 21 | -1,11 | 5,50 | 61,93 |
| Nigéria | 1 699 | 1 358 | 0,08 | 1 229 | 0,07 | - 129 | -9,50 | -3,53 | -27,66 |
| Autres pays | 5 373 | 5 785 | 0,32 | 5 565 | 0,31 | - 220 | -3,80 | 0,39 | 3,57 |

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019

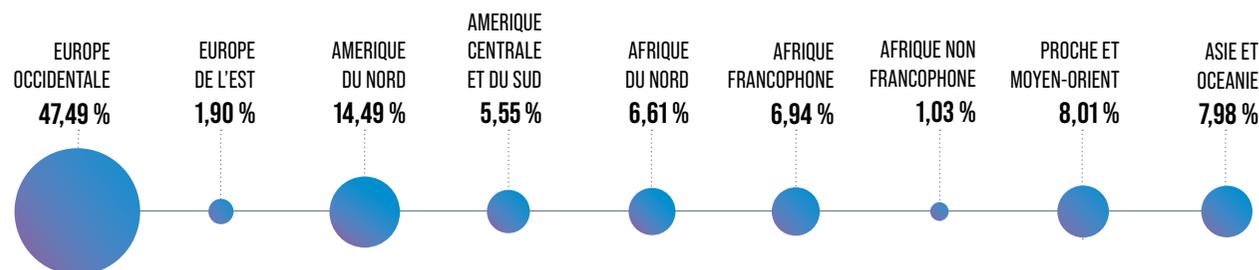


Répartition par zone géographique et pays (5/5)

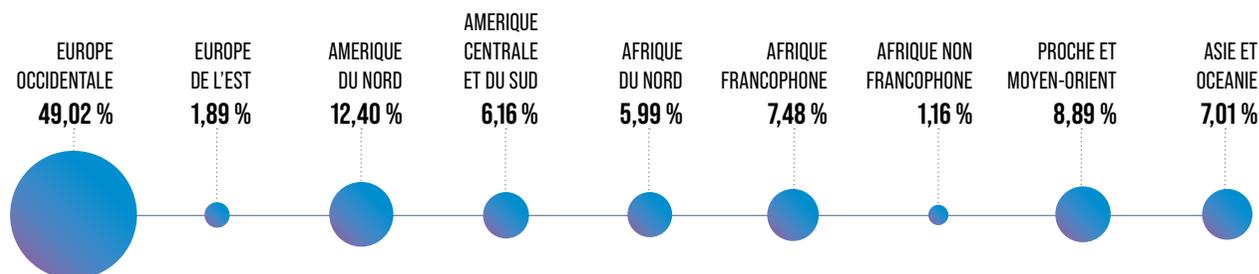
| Zones géographiques / Pays | 2010 | 2018 | | 2019 | | Variation en nombre 2019 / 2018 | Taux d'évolution (en %) | | | |
|-----------------------------------|---------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|--------------|--------|
| | | Effectifs | % | Effectifs | % | | 2019 / 2018 | Annuel moyen 2019 / 2010 | Sur 10 ans | |
| | | | | | | | | | | |
| PROCHE/MOYEN-ORIENT | 133 769 | 142 035 | 7,88 | 142 303 | 8,01 | + 268 | 0,19 | 0,69 | 6,38 | |
| Dont | Arabie saoudite | 4 796 | 6 154 | 0,34 | 5 923 | 0,33 | - 231 | -3,75 | 2,37 | 23,50 |
| | Egypte | 6 381 | 5 951 | 0,33 | 5 708 | 0,32 | - 243 | -4,08 | -1,23 | -10,55 |
| | Emirats arabes unis | 12 453 | 23 054 | 1,28 | 23 736 | 1,34 | + 682 | 2,96 | 7,43 | 90,60 |
| | Israël | 59 018 | 53 404 | 2,96 | 53 317 | 3,00 | - 87 | -0,16 | -1,12 | -9,66 |
| | Jérusalem | 19 730 | 17 771 | 0,99 | 17 201 | 0,97 | - 570 | -3,21 | -1,51 | -12,82 |
| | Liban | 19 725 | 24 230 | 1,34 | 25 022 | 1,41 | + 792 | 3,27 | 2,68 | 26,85 |
| | Autres pays | 11 666 | 11 471 | 0,64 | 11 396 | 0,64 | - 75 | -0,65 | -0,26 | -2,31 |
| ASIE - OCÉANIE | 105 389 | 142 432 | 7,90 | 141 784 | 7,98 | - 648 | -0,45 | 3,35 | 34,53 | |
| Dont | Australie | 15 821 | 24 834 | 1,38 | 24 825 | 1,40 | - 9 | -0,04 | 5,13 | 56,91 |
| | Cambodge | 3 436 | 5 021 | 0,28 | 5 021 | 0,28 | + 0 | 0,00 | 4,30 | 46,13 |
| | Chine | 27 207 | 29 391 | 1,63 | 28 934 | 1,63 | - 457 | -1,55 | 0,69 | 6,35 |
| | Corée du sud | 1 989 | 3 053 | 0,17 | 2 919 | 0,16 | - 134 | -4,39 | 4,35 | 46,76 |
| | Inde | 9 004 | 8 924 | 0,50 | 8 530 | 0,48 | - 394 | -4,42 | -0,60 | -5,26 |
| | Indonésie | 2 917 | 4 241 | 0,24 | 4 320 | 0,24 | + 79 | 1,86 | 4,46 | 48,10 |
| | Japon | 7 262 | 10 251 | 0,57 | 10 516 | 0,59 | + 265 | 2,59 | 4,20 | 44,81 |
| | Nouvelle zélande | 3 304 | 5 410 | 0,30 | 5 545 | 0,31 | + 135 | 2,50 | 5,92 | 67,83 |
| | Philippines | 1 956 | 3 173 | 0,18 | 3 244 | 0,18 | + 71 | 2,24 | 5,78 | 65,85 |
| | Singapour | 7 706 | 14 400 | 0,80 | 14 682 | 0,83 | + 282 | 1,96 | 7,43 | 90,53 |
| | Thaïlande | 9 261 | 13 321 | 0,74 | 13 298 | 0,75 | - 23 | -0,17 | 4,10 | 43,59 |
| | Viet-Nam | 5 672 | 7 789 | 0,43 | 7 647 | 0,43 | - 142 | -1,82 | 3,38 | 34,82 |
| | Autres pays | 9 854 | 12 624 | 0,70 | 12 303 | 0,69 | - 321 | -2,54 | 2,50 | 24,85 |
| POPULATION INSCRITE TOTALE | 1 504 025 | 1 802 381 | 100,00 | 1 775 875 | 100,00 | - 26 506 | -1,47 | 1,86 | 18,07 | |

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019

Répartition des Français à l'étranger selon les zones géographiques en 2019



Répartition des Français à l'étranger selon les zones géographiques en 2010



En 2019, le volume de la population française établie à l'étranger a baissé de 26 506 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les zones géographiques :

1/ Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 2,5 % :

- Afrique du Nord : + 2,97 %**
 - Taux le + élevé : + 3,97 % (Algérie)
 - Taux le + faible : - 23,07 % (Autre pays*)
- Amérique du Nord : + 3,64 %**
 - Taux le + élevé : + 3,73 % (Canada)
 - Taux le + faible : + 3,59 % (Etats-Unis)
- Asie - Océanie : + 3,35 %**
 - Taux le + élevé : + 7,43 % (Singapour)
 - Taux le + faible : - 0,60 % (Inde)

* Correspond à la Libye

2/ Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modéré

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 1,5 et 2,5 % :

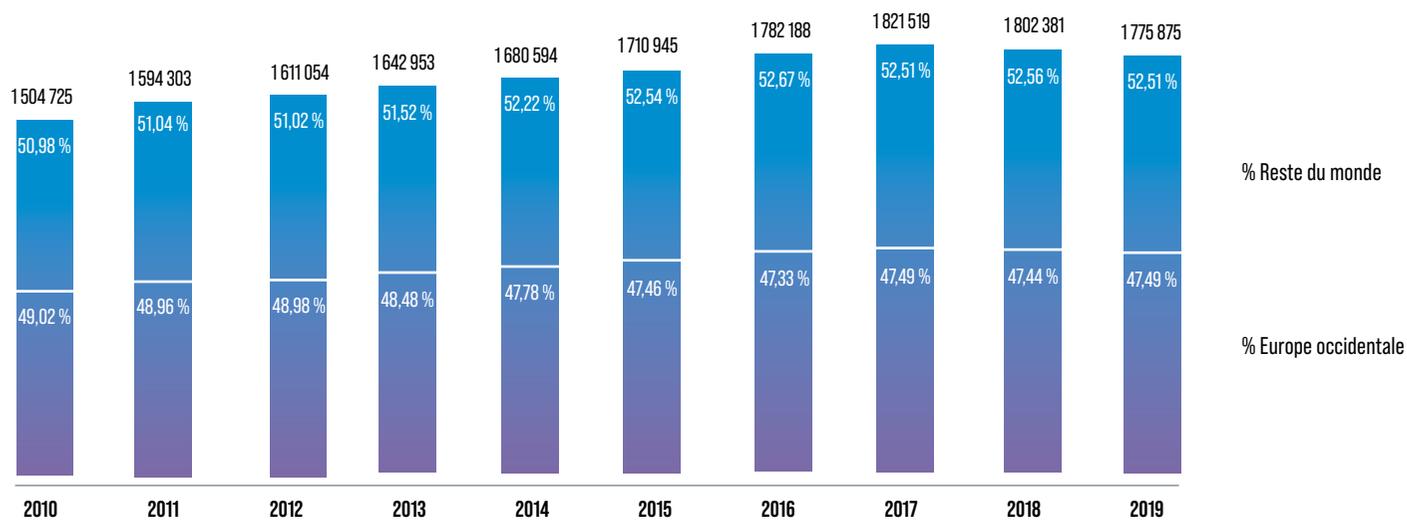
- Europe de l'Est : + 1,97 %**
 - Taux le + élevé : + 9,85 % (Estonie)
 - Taux le + faible : - 1,47 % (Macédoine du Nord)
- Europe occidentale : + 1,50 %**
 - Taux le + élevé : + 14,63 % (Malte)
 - Taux le + faible : - 3,81 % (Andorre)

3/ Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

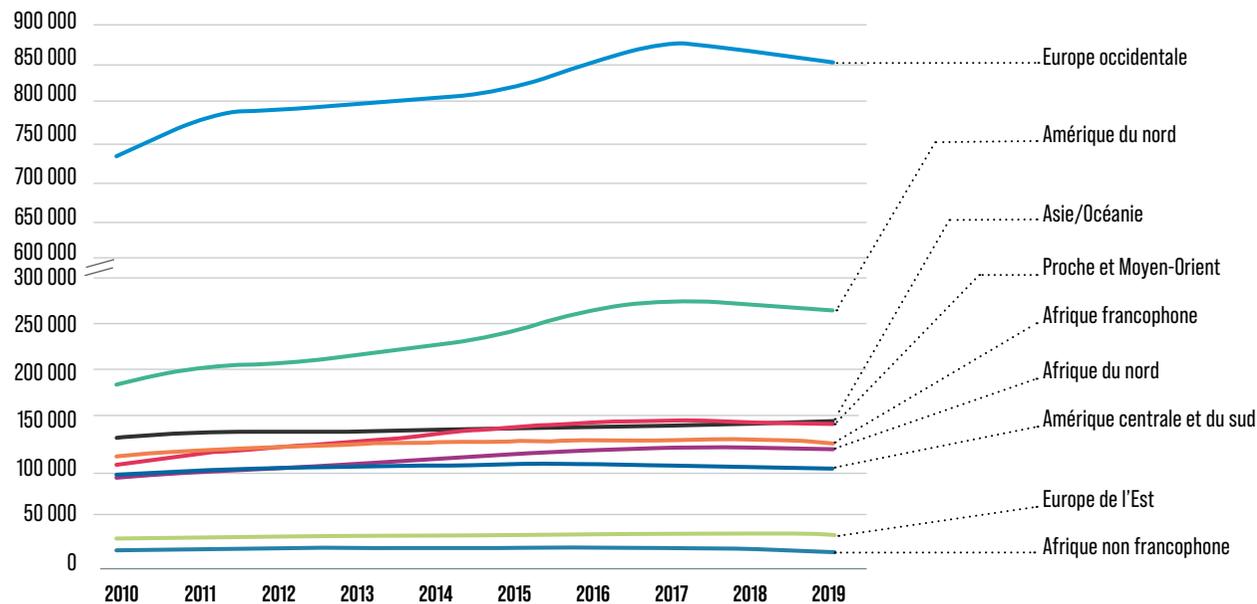
Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 1,5 %

- Amérique Centrale et du Sud : + 0,69 %**
 - Taux le + élevé : + 4,06 % (Colombie)
 - Taux le + faible : - 4,61 % (Vénézuéla)
- Afrique Francophone : + 1,03 %**
 - Taux le + élevé : + 7,06 % (Mali)
 - Taux le + faible : - 2,70 % (Gabon)
- Afrique non francophone : + 0,48 %**
 - Taux le + élevé : + 5,50 % (Kenya)
 - Taux le + faible : - 3,53 % (Nigéria)
- Proche/moyen-Orient : + 0,69 %**
 - Taux le + élevé : + 7,43 % (Emirats arabes unis)
 - Taux le + faible : - 1,51 % (Jérusalem)

Évolution depuis 2010 du nombre de français à l'étranger



Par zone géographique



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire : Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage : indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel : complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

Base XI : base de données de la Cnam dans laquelle sont enregistrés les formulaires européens A1 délivrés par les caisses du régime général.

CACSSS : la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale est un organisme spécialisé de la Commission européenne qui siège à Bruxelles. Elle se compose d'un représentant de la Commission et d'un représentant du gouvernement de chaque pays auxquels s'appliquent les règlements européens portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, à savoir les 28 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Elle est chargée de traiter les questions administratives et les questions d'interprétation découlant des dispositions des règlements de coordination, ainsi que d'encourager et de renforcer la collaboration entre les pays de l'UE.

Capital décès : prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Contrôles administratifs ou médicaux : vérifications d'ordre administratif ou médical (y compris les expertises) effectuées par les institutions du lieu de séjour ou de résidence, pour le compte des institutions compétentes ou débitrices, en vue de l'attribution ou de la révision de prestations de sécurité sociale. Les contrôles d'ordre administratif relèvent de la coopération et de l'entraide gratuite entre États, tandis que les contrôles d'ordre médical demandés par les caisses débitrices sont remboursables, soit au coût réel, soit sous forme de forfaits.

Conventions de coopération sanitaire ou médico-sociale transfrontalières : accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Créances présentées par la France : dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Détachement de plein droit : on entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants » : il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties à des régimes étrangers de protection sociale et qui viennent travailler en France.

Détachements « sortants » : il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France : remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Directive sur les soins de santé transfrontaliers (Directive 2011/24/UE) : permet aux assurés des régimes français la possibilité de se faire soigner sur le territoire d'un État membre de l'UE-EEE en application des règlements européens, s'ils ont reçu une autorisation préalable (formulaire S2) pour les soins nécessitant une hospitalisation ou le recours à des infrastructures ou à des équipements médicaux spécialisés et coûteux. Dans ce cas, ils sont pris en charge dans le cadre de la coordination. S'ils ont dû faire l'avance des frais ou s'il s'agit de soins ambulatoires non soumis à autorisation préalable, dans ce cas, le remboursement est fait directement par la caisse française sur la base des tarifs de la sécurité sociale.

Factures (dépenses réelles) : montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'étranger.

Forfaits : montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Frais de gestion : ils sont calculés en appliquant un taux qui est variable selon les pays (Algérie : 6,5% [crédit] et 8,5% [débit], Belgique : 8%, Maroc : 8%, Polynésie française : 5,25%, Turquie : 7% [crédit] et 9% [débit]) aux montants des créances présentées afin de tenir compte des frais d'administration.

Pension d'invalidité : prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide : pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse : revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion : après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

Pluriactivité (règlements européens uniquement) : une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire : elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens) : les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle) : revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants

Résidence hors de l'Etat compétent : personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un Etat autre que l'Etat compétent et bénéficie(nt) dans l'Etat de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire : cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence : prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un Etat autre que l'Etat d'emploi ou que l'Etat débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires ou soins urgents : prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés : prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Travailleur frontalier : au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un Etat membre et qui réside dans un autre Etat membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

Sources d'information

Les données publiées dans l'édition 2019 de **Mobilité internationale, les données de la protection sociale** ont fait l'objet d'une collecte auprès des caisses françaises de sécurité sociale, des organismes de liaisons européens et de divers organismes.

Caisses françaises de sécurité sociale

BDF : régime de retraite des agents titulaires de la banque de France

CACSS-RATP : caisse de coordination aux assurances sociales du régime autonome des transports parisiens

CAF : caisse d'allocation familiale

CANSSM : caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines

CARCDSE, CARMF, CARPIMKO, CARPV, CAVAMAC, CAVEC, CAVOM, CAVP, CIPAV et CPRN : caisses de retraite des professions libérales fédérées au sein de la CNAVPL (caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales)

Carsat : caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

Cavimac : caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes

CCMSA : caisse centrale de la mutualité sociale agricole

CGSS : caisse générale de sécurité sociale (dans les DOM)

Cnaf : caisse nationale d'allocation familiale

Cnam : caisse nationale de l'assurance maladie

Cnav : caisse nationale d'assurance vieillesse

CNB : caisse nationale des barreaux français

CNIEG : caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières

CNSE : centre national des soins à l'étranger

Cropéra : caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris

CPAM : caisse primaire d'assurance maladie (en métropole)

Cramif : caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France

CPRP-SNCF : caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la société nationale des chemins de fer.

CRPCEN : caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires

CRPCF : caisse de retraite du personnel de la Comédie Française

CRP-RATP : caisse de retraite du personnel de la régie autonome des transports parisiens

Enim : établissement national des invalides de la marine

MSA : mutualité sociale agricole

Autres organismes français

Agirc-Arrco : association générale des institutions de retraite des cadres - association pour le régime de retraite complémentaire des salariés

CDC : caisse des dépôts

MEAE : ministère de l'Europe et des affaires étrangères

MGEN : mutuelle générale de l'éducation nationale

Pôle emploi - Unédic

O.F.I.I. : office français de l'immigration et de l'intégration

Organismes de liaisons européens

Allemagne : DRB (Deutsche Rentenversicherung Bund)

Autriche : Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger

Belgique : ONP (Office National des Pensions), SdPSP (Service des Pensions du Service Public) et INAMI (Institut National d' Assurance Maladie Invalidité)

Bulgarie : NOI (Национален осигурителен институт)

Chypre : MLSI (Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων)

Croatie : HZMO (Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb)

Danemark : Udbetaling Danmark

Espagne : INSS (Instituto Nacional de la Seguridad Social)

Estonie : Sotsiaalkindlustusamet

Finlande : KELA (Kansaneläkelaitos/ Folkpensionsanstalten) et ETK (Eläketurvakeskus)

Grèce : IKA (Iδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων)

Hongrie : ONYF (Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság)

Irlande : Department of Social Protection - Social Welfare Services

Islande : TR (Tryggingastofnun Ríkisins)

Italie : INPS (Istituto Nazionale della Previdenza Sociale)

Lettonie : VSAA (Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra)

Liechtenstein : AHV-IV-FAK (Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung)

Lituanie : SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba

Luxembourg : Ministère de la Sécurité Sociale - IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale)

Malte : Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali

Norvège : NAV Pensjon

Pays-Bas : Sociale Verzekeringsbank et UWV (Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen)

Pologne : ZUS (Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków)

Portugal : IP - Instituto da Segurança Social

République-tchèque : CSSZ (Ceská Správa Sociálního Zabezpečení)

Roumanie : CNPAS (Casa Națională de Pensii Publice)

Royaume-Uni : DWP (Department for Work and Pensions)

Slovaquie : Sociálna poisťovňa

Slovénie : ZPIZ (Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije)

Suède : Pensionsmyndigheten et Försäkringskassan

Suisse : CdC (Centrale de Compensation)

Autre organisme européen

CACSSS : commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale

Détail des sources par parties

PARTIE 1 : SOINS DE SANTE – MALADIE AT/MP

LES CREANCES ET LES DETTES PRESENTEES
CNSE

LES REMBOURSEMENTS DES DEPENSES DE SANTE

Les remboursements par la France

CACSS-RATP, Cavimac, CCMSA, CNSE, CPAM, CPRP-SNCF, CRPCEN, Enim et MGEN.

Les remboursements dans le cadre de la coordination

CNSE

INCAPACITE TEMPORAIRE

CPAM, CRPCEN et MSA

PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

CAF et MSA

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

RENTE d'AT-MP

BDF, CACSS-RATP, CNIEG, CPAM, CPRP-SNCF et MSA

PENSION D'INVALIDITÉ

BDF, Carsat d'Alsace, CDC, CNAVPL, CNB, CNIEG, CPAM, Cramif, Cropéra, CRPCEN, CRPCF, CPRP-SNCF, Enim et MSA.

PENSION DE VIEILLESSE

BDF, CCMSA, CDC, Cnav, CNAVPL, CNB, CNIEG, CPRP-SNCF, Cropéra, CRPCEN, CRPCF, CRP-RATP et Enim.

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Agirc-Arrco et CNAVPL

ALLOCATION DE VEUVAGE

CCMSA et Cnav

ALLOCATION DE DÉCÈS

Carmi, CRPCEN, CPAM et MSA

PARTIE 4 : ASSURANCE CHOMAGE

Pôle emploi - Unédic

PARTIE 5 : LEGISLATION APPLICABLE

REGLEMENTS EUROPEENS

Flux sortants

Cnam (base XI), CACSS-RATP, CRPCEN, Cavimac et MSA

Flux entrants

CACSSS

Détachement exceptionnel

Cleiss

ACCORDS INTERNATIONAUX ET PAYS HORS CONVENTIONS

Détachement de droit commun

CACSS-RATP, CNSE, CRPCEN, Cavimac et MSA

Détachement exceptionnel

Cleiss

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ETRANGER - FRANCE

Organismes de liaisons européens (voir supra)

PARTIE 7 : LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

LES TRAVAILLEURS ETRANGERS ENTRES EN FRANCE

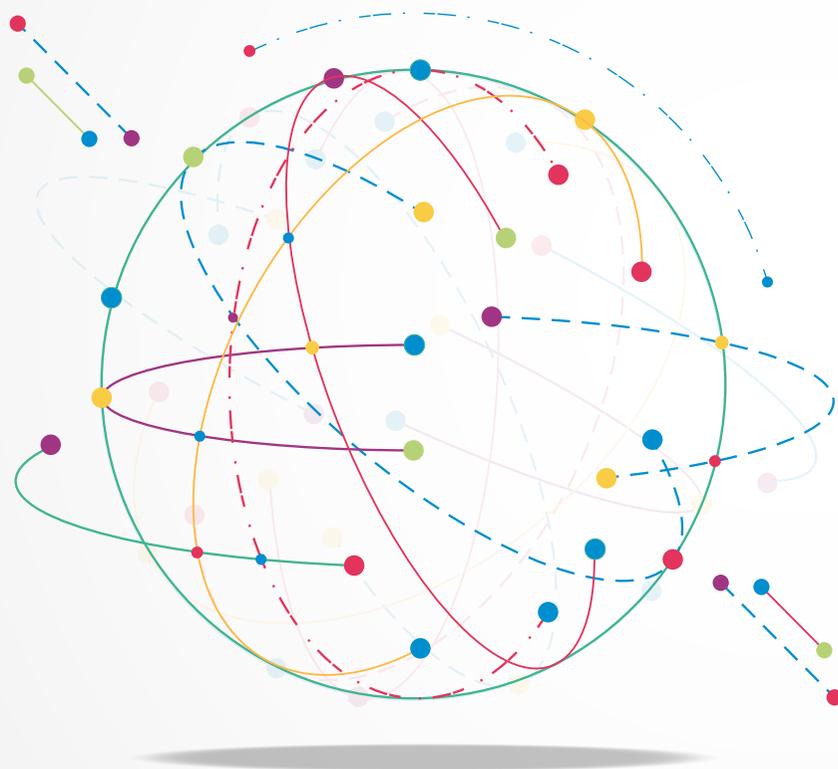
O.F.I.I.

IMMIGRATION FAMILIALE

O.F.I.I.

LES FRANCAIS À L'ETRANGER

MEAE



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

—
11, Rue de la Tour des Dames
75436 Paris CEDEX 09
Tél.: +33 1 45 26 33 41

—
www.cleiss.fr